

APRÈS LA PRISE D'OTAGES

Israël prépare une action de représailles contre les Palestiniens au Sud-Liban

LIBRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 F ; Maroc, 2 F ; Tunisie, 2 F ;
Allemagne, 1,40 F ; Autriche, 1,40 F ; Belgique,
1,70 F ; Canada, 2,10 F ; États-Unis, 2,20 F ;
Danemark, 2,10 F ; Espagne, 2,10 F ; Grande-
Bretagne, 2,10 F ; Grèce, 2,10 F ; Iran, 2,20 F ;
Italie, 2,20 F ; Japon, 2,20 F ; Liban, 2,20 F ;
Norvège, 2,20 F ; Pays-Bas, 2,20 F ; Portugal,
2,20 F ; Suède, 2,20 F ; Suisse, 2,20 F ;
Suisse, 2,20 F ; U.S.A., 2,20 F ; Yougoslavie, 2,20 F.

L'épreuve de force entre Washington et Téhéran

Selon l'imam Khomeiny, « le peuple iranien bondit de joie » à l'annonce de la rupture des relations décidée par M. Carter

Une manœuvre risquée

Les mesures de rétorsion contre l'Iran annoncées solennellement lundi soir par le président Carter sont largement symboliques mais elles touchent des domaines dans lesquels les relations entre les deux pays étaient quasiment inexistantes depuis plusieurs mois. Ainsi la rupture des liens diplomatiques, si elle a une forte charge émotionnelle, ne change pas fondamentalement les rapports entre Washington et Téhéran, qui ne relèvent plus, bien évidemment, de la diplomatie classique.

La même remarque vaut pour les échanges commerciaux. Les exportations américaines vers l'Iran étaient tombées en mars à 1,8 million de dollars, un chiffre insignifiant comparé à la moyenne mensuelle de 300 millions de dollars de l'année 1978. La décision d'interdire tous les biens publics iraniens aux États-Unis, ainsi que les biens privés désormais exposés aux revendications de simples citoyens ou de sociétés qui ont subi des pertes en Iran, est également plus une mesure d'affirmation qu'une véritable sanction. Seul, le refus de reconnaître les vases en cours, pourrait avoir des conséquences concrètes graves pour des dizaines de milliers d'étudiants iraniens aux États-Unis, du moins s'il est appliqué aussi « strictement » que le souhaite M. Carter.

Critiqué sur sa droite par son concurrent républicain le plus crédible dans la course à la Maison Blanche, M. Ronald Reagan, par une « colonne » libérale telle que M. McGovern, le président Carter se devait de faire quelque chose. Personne ne croit sérieusement, dans les hautes sphères de l'administration américaine, que les sanctions rendues publiques lundi vont avoir un effet positif sur la libération des otages. Mais il est certain que le candidat qu'est M. Carter pourrait difficilement attendre plus longtemps.

Le président américain a en outre été choqué par la désobéissance avec laquelle les dirigeants iraniens officiels se sont déchargés sur l'imam Khomeiny de leurs responsabilités.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle crise irano-américaine contribue à renforcer l'aile radicale du régime de Téhéran et donc les partisans d'une « révolution permanente » dans ce pays. La tension qui se développe avec l'Irak sera également ces derniers, d'autant que le danger d'une confrontation militaire paraît réel.

Le grand pendant de la journée de lundi à Téhéran a été sans conteste le président Bani Sadr, qui avait nettement engagé son autorité pour obtenir la remise des otages au gouvernement en échange d'une promesse de non-ingérence des États-Unis. Le projet du président de la République a été mis en échec par une habile campagne menée par les éléments « durs » du Conseil de la révolution conduits par Paymollah Behbehani, du parti républicain islamique, qui dominera vraisemblablement le prochain Parlement iranien et limitera la liberté d'action du président de la République.

Les mesures économiques prises par Washington sont tenues par les dirigeants iraniens les plus intraitables pour bénéficier, car elles permettraient, selon eux, au pays de se doter d'une économie plus indépendante. Elles ne devaient vraiment redoutables que si l'Europe occidentale devait s'aligner sur les États-Unis. Il ne resterait plus alors d'autre choix aux iraniens que de s'adresser aux États-Unis, traités du camp socialiste, P.O.R.S.S. en tête.

Malgré son hostilité au « communisme international » qu'il a dénoncé il y a quelques jours, l'imam Khomeiny, comme jadis Nasser, pourrait alors mettre en sourdine son hostilité idéologique et politique pour négocier avec tous ceux qui s'adressent l'Iran à l'extérieur « grand Satan » américain.

Les sanctions annoncées contre l'Iran, le lundi 7 avril, par le président Carter — notamment la rupture des relations diplomatiques et l'extension de l'embargo commercial — ont suscité, ce mardi en fin de matinée, une vive réaction de l'imam Khomeiny. « Nous nous félicitons, a-t-il dit, du guide de la révolution », de la rupture, car cela prouve que l'impérialisme américain est aux abois. « Usant du ton de l'ironie caustique, l'imam Khomeiny a ajouté : « Si Carter a fait, une fois dans sa vie, une chose favorable à un peuple opprimé, c'est bien en annonçant la rupture des relations diplomatiques avec le peuple qui se bat pour se libérer des exploiters. » L'imam a conclu : « Le peuple iranien a raison de bondir de joie à l'annonce d'une telle nouvelle. »

Dans une première réaction aux mesures américaines, M. Bani Sadr, président de la République, a déclaré :

De notre correspondant

Washington. — La titre d'un récent éditorial du Washington Post, « C'est assez », montrait que les commentateurs les plus modérés s'étaient ralliés à l'emploi de la manière forte dans l'affaire des otages de Téhéran. A la Maison Blanche, la fièvre provoquée par les tractations de la semaine dernière avait fait place, depuis deux jours, à une sorte de détermination résignée. Bien peu croyaient que les nouvelles sanctions auraient le moindre effet positif pour le règlement de la crise, mais tout le monde ne les jugeait pas moins inévitables et justifiées.

Pourtant, le nouveau « paquet » de mesures que M. Carter a annoncées personnellement, lundi 7 avril, dans l'après-midi, après un long discours devant des milliers de fidèles, et avec ses conseillers, rassemblée, en plus d'un, à ce qui avait été décidé au début des cinq mois de crise.

La sanction la plus spectaculaire est la rupture des relations diplomatiques et l'expulsion des diplomates

iraniens. C'est la première fois qu'une action de ce genre est décidée par Washington depuis la rupture avec Cuba en 1961. Mais le terrain avait été préparé par la décision, prise en décembre, de réduire le personnel officiel iranien aux États-Unis de deux cent cinquante personnes à trente-cinq.

Cette mesure n'avait été en fait que partiellement appliquée. Le département d'État n'avait pas les moyens de contrôler ce que devenaient les diplomates iraniens qui surnombraient une partie d'entre eux semblaient être demeurés dans le pays. Cette fois, des précautions plus sérieuses ont été prises.

M. Carter a donné l'ordre aux services secrets de surveiller les allées et venues des iraniens expulsés qui devaient quitter les États-Unis en un peu plus de vingt-quatre heures, et ne pouvaient s'écarter, en attendant, de la résidence de 3 kilomètres de la résidence. Dès mardi « pré-midi », l'ambassade d'Iran avait été bouclée par la police, ainsi que tout le quartier avoisinant. En même temps, des scellés étaient apposés sur les consulats de Chicago, Houston, New-York et San-Francisco.

Un incident a eu lieu au département d'État où le chargé d'affaires iranien, M. Ali Agha, s'était rendu pour recevoir son arrêté d'expulsion. Comme un de ses adjoints essayait d'expliquer que les otages de Téhéran étaient moins captifs que « protégés ».

JEAN ANGLADE
La bonne rosée

« Anglade n'a jamais peur de s'attaquer aux grandes choses ni de mettre les pieds dans le plat. Mettre les pieds dans le plat, c'est poser les problèmes. C'est le vrai métier d'un écrivain. A condition qu'il n'ennuie pas. Anglade n'ennuie pas. Il raconte. Et il passionne... Dans ses livres, il y en a pour le rire, les larmes, pour l'auvergne et pour la pensée. Pour la pensée plus que pour tout le reste. J'adore les livres de Jean Anglade, leurs gags, leur verve et leur tragique... Avec ça, la grande classe. Dans les comparaisons, le sens du drame et du concret, du détail type, de l'invention tragique et de la scène à faire, de l'image historique. »

ALEXANDRE VIALATTE

ROMAN/JULLIARD

« C'est la guerre. Nous ne serons pas une proie facile comme semblent le penser les États-Unis. Nous sommes fermement décidés à résister. » Les forces aériennes et navales iraniennes stationnées sur la golfe Persique ont été mises en état d'alerte et le terminal pétrolier de Kharg placé sous la protection de l'armée.

L'Iran a, par ailleurs, menacé de suspendre ses livraisons de pétrole aux pays qui prendront des sanctions économiques contre lui.

A Washington, où le président Carter s'entre-tient ce mardi avec M. Sadate des moyens de débloquer les négociations israélo-égyptiennes sur l'autonomie palestinienne, les mesures prises contre l'Iran ont été favorablement accueillies par une opinion publique exaltée par les atermoiements des autorités de Téhéran.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

Les jeux et les enjeux

par ALFRED GROSSER

Entendez la rumeur autour de vous. Et écoutez le silence, surtout chez les jeunes. L'indifférence ? Faut-il l'écarter ? Il se trouve des clients pour demander aux instituts de sondages des questions comme « Trouvez-vous que les hommes politiques et les partis débattent des vrais problèmes ? », ou bien « Selon vous, les partis débattent des vrais problèmes ou ne sont-ils que des jeux ? », les réponses constitueraient sans doute de sérieux rappels à l'ordre.

L'écoulement est pourtant en partie injustifié. Les jeux, sous leur apparence si souvent dérisoire, ont des enjeux d'importance. Encore faut-il les rendre compréhensibles.

A un an de l'élection présidentielle, toute la classe politique ne vit que pour celle-ci. Scandale. Non, si l'on songe au pouvoir très supérieur à celui du président américain. Pouvoir si bien admis en politique extérieure (alors que la Constitution n'en dit pas plus que pour les présidents impuissants de la III^e République) qu'au lendemain des déclarations sur les Palestiniens personne n'a songé à réclamer un débat parlementaire dans lequel le gouvernement aurait au moins été contraint de préciser une politique à l'élaboration de laquelle il n'avait lui-même pas participé.

Pouvoir qui permet de placer des hommes-liges un peu partout, de trancher des points de détail, de gouverner par caprice, tel celui qui chasse Jean-Louis Barrault du théâtre d'Orsay, mais aussi de décider librement, c'est-à-dire per démocratiquement, de la part du nucléaire dans l'avenir énergétique français. Pouvoir qui n'est pas vraiment attaqué de front par l'opposition socialiste (et c'est là que le jeu cache l'enjeu), car l'éventuel vainqueur de l'actuel président, qu'il s'appelle Mitterrand ou Rocard, sans besoin, lui aussi, d'une grande liberté d'action puisqu'il n'aura pas la majorité parlementaire sur laquelle prendre appui.

Ce ne devrait pas être un jeu que de parler de « affaires ».

depuis les diamants jusqu'à l'assassinat de Jean de Broglie. Le silence des puissances peut être l'une des formes les plus étonnantes du mépris. Et le mépris pour le droit le plus élémentaire des citoyens, celui de savoir, renvoie vers d'autres mépris : celui de la soumission du Pouvoir aux règles, celui du contrôle sévère de la police et de la justice pour qu'elles ne soient pas sommées, pour qu'elles ne se soumettent pas à l'arbitraire de ce Pouvoir. La soumission dans ces cas limites, anecdotiques ou tragiques, crée une accoutumance, comme un poison pris à petites doses finit par insensibiliser contre les doses fortes. En l'occurrence la soumission à un régime autoritaire. Éviter cela, n'est-ce pas un vrai enjeu ?

(Lire la suite page 9.)

RÉHABILITÉ PAR JEAN-DENIS BREDIN

Joseph Caillaux
patricien progressiste

Hai par une certaine droite, renié par la gauche doctrinaire, le nom de Joseph Caillaux n'évoque sans doute plus aujourd'hui qu'un fait divers — le meurtre de Calmette — et peu nombreux sont ceux qui savent que, en dépit de sa vanité, ce grand bourgeois libéral fut l'un des esprits les plus originaux de la III^e République. Cet incompris, ce travailleur infatigable aux allures de dandy, salué par Pierre Mendès France comme « l'exemple d'altier et vigoureux de l'homme d'Etat républicain » Jean-Denis Bredin a entrepris de le réhabiliter dans un livre qui est un monument de probité et d'intelligence. Rarement, en effet, un biographe aura su cerner son modèle avec autant de lucidité. Complice mais jamais dupe, il a trouvé d'emblée le ton juste : à la rigueur

de l'historien il joint la fougue de l'avocat et nous donne ainsi la première image vraie de cette figure si controversée (1).

Quel personnage « M. Caillaux » ? Et quelle destinée étonnante que celle de ce fils d'un ministre de l'ordre moral devenu à la fois la bête noire de la classe dirigeante et le mal-aimé du parti du mouvement ? Froid, inflexible dans ses convictions, souple dans ses procédés, ce qui domine, en définitive, chez lui, c'est l'acuité du jugement.

ERIC ROUSSEL.

(Lire la suite page 13.)

(1) On n'oubliera pas cependant l'excellente étude de Jean-Claude Allain : *Joseph Caillaux, le défilé victorieux* (Imprimerie nationale, 1978), largement utilisée par J.-D. Bredin.

DEUX ENQUÊTES

PAGE 5

En égrenant les Petites Antilles
Aujourd'hui : Saint-Vincent et les Grenadines

PAGE 10

Les municipalités à mi-parcours
Aujourd'hui : Brest, Angers et Saint-Priest

Le Monde

idées

LE DÉBAT SUR L'ÉCOLOGIE

L'illusion que toujours plus c'est toujours mieux

L'article de Maurice Duverger sur l'écologie, intitulé « Le monde - du 2 avril », nous a valu un abondant courrier. Nous publions ici les principales réactions de nos lecteurs.

Il est exact que l'écologie politique se manifeste beaucoup dans la lutte contre l'énergie nucléaire. Mais cette dernière est inséparable de la lutte pour des alternatives au programme nucléaire. La raison de la primauté de ces luttes est simple et profonde : nulle part ailleurs que dans le programme nucléaire ne se manifeste aussi crûment l'appât de pouvoir du système technocratique, son refus du débat démocratique et de l'information contradictoire, à propos d'un choix par lequel, pour plusieurs générations, la société sera bien

par PIERRE SAMUEL (*)

plus modelée que par toute autre atteinte à notre environnement physique. Ici, écologie et démocratie ne font qu'une.

D'autre part, les écologistes proposent des alternatives qui n'ont rien à voir avec les berges de Marie-Antoinette ; mais, cela, on le sait moins. Peut-être ne veut-on pas le savoir, car la démarche de ces propositions met en cause des habitudes de pensée bien ancrées. Il est exact que ces alternatives, qu'il s'agisse de la captation des énergies renouvelables, de la valorisation de l'énergie ou du remplacement (partiel) des transports par les télécommunications, demandent des techniques très poussées. Mais en conclure que toute technique poussée exige une forte consommation d'énergie est une

extrapolation hâtive et mal fondée. Au contraire : une technique vraiment poussée se doit d'être économe en énergie et en matières premières.

Par exemple, une analyse très détaillée des usages de l'énergie a permis à Gerald Leach et à son équipe de montrer que de simples mesures techniques permettraient de tripler d'ici à 2015 le P.N.B. de la Grande-Bretagne à énergie constante ; ou de l'améliorer quelque peu en réduisant la consommation d'énergie à 45 % de ce qu'elle est actuellement (1). En France, le « Projet

Alter » et sa variante « Tout-solaire » (2) montrent qu'une utilisation plus rationnelle de l'énergie, où l'utilisation de voitures faibles consommateurs jouerait un rôle important, permettrait nettement d'accroître le bien-être matériel de tous, tout en réduisant les 128 MTEP consommés en 1978 à 166 MTEP (Projet Alter) et même à 115-120 MTEP (Tout-solaire) ; à l'horizon 2030-2050, cette énergie pourrait provenir uniquement de sources renouvelables disponibles sur le territoire national. Des versions régionales (« Projet Alter breton », « Aube écologique », un projet alsacien...) commencent à voir le jour.

La voie difficile

Or ces propositions, répétées, ne impliqueraient nullement une révolution totale de nos modes de vie (à moins qu'on ne considère comme « révolutionnaire » un réglage intelligent des appareils de chauffage ou une collecte sélective des déchets !). Chacun disposerait de maisons confortables, de lumière (électrique) le dimanche, de la télévision, de la boue, de moyens de se déplacer. Au niveau de la vie quotidienne, la différence la plus notable avec notre situation matérielle actuelle serait le développement des transports en commun et le remplacement de voitures qui consomment en moyenne huit litres de carburants livrés aux cent kilomètres par des modèles qui en consommeraient en moyenne cinq litres, ou même trois litres : un remplacement qui, au dire des spécialistes, ne

poserait aucune difficulté technique. Est-ce cette volonté de rationalité et de modération qui pose problème ? Je serais tenté de le croire en constatant, ici, la poursuite d'un programme nucléaire démentiel qui pourrait bien rapidement dépasser, et de loin, la demande d'électricité de base ; ou encore la conduite de l'industrie automobile américaine, qui a longtemps préféré laisser le marché des voitures économiques aux importations en provenance d'Europe et du Japon, plutôt que de renoncer (partiellement) à ses dévotions de carburant.

D'un côté l'appât de puissance et de pouvoir, l'inertie des structures industrielles et mentales, la croyance que toujours plus c'est toujours mieux. En face, l'appel à plus de rationalité, à la modération, appuyé sur la constatation que le développement trop poussé de techniques de production ou d'outils sociaux rend contre-productifs. Cette seconde voie est peut-être difficile. Mais la première nous amènerait à la catastrophe.

(1) Ch. Lewis, G. Leach, P. G. Morris, G. Polley, A. J. B. Smith, « Low Energy Strategy for the United Kingdom (LESD) », P. 10, P. 11, P. 12, P. 13, P. 14, P. 15, P. 16, P. 17, P. 18, P. 19, P. 20, P. 21, P. 22, P. 23, P. 24, P. 25, P. 26, P. 27, P. 28, P. 29, P. 30, P. 31, P. 32, P. 33, P. 34, P. 35, P. 36, P. 37, P. 38, P. 39, P. 40, P. 41, P. 42, P. 43, P. 44, P. 45, P. 46, P. 47, P. 48, P. 49, P. 50, P. 51, P. 52, P. 53, P. 54, P. 55, P. 56, P. 57, P. 58, P. 59, P. 60, P. 61, P. 62, P. 63, P. 64, P. 65, P. 66, P. 67, P. 68, P. 69, P. 70, P. 71, P. 72, P. 73, P. 74, P. 75, P. 76, P. 77, P. 78, P. 79, P. 80, P. 81, P. 82, P. 83, P. 84, P. 85, P. 86, P. 87, P. 88, P. 89, P. 90, P. 91, P. 92, P. 93, P. 94, P. 95, P. 96, P. 97, P. 98, P. 99, P. 100, P. 101, P. 102, P. 103, P. 104, P. 105, P. 106, P. 107, P. 108, P. 109, P. 110, P. 111, P. 112, P. 113, P. 114, P. 115, P. 116, P. 117, P. 118, P. 119, P. 120, P. 121, P. 122, P. 123, P. 124, P. 125, P. 126, P. 127, P. 128, P. 129, P. 130, P. 131, P. 132, P. 133, P. 134, P. 135, P. 136, P. 137, P. 138, P. 139, P. 140, P. 141, P. 142, P. 143, P. 144, P. 145, P. 146, P. 147, P. 148, P. 149, P. 150, P. 151, P. 152, P. 153, P. 154, P. 155, P. 156, P. 157, P. 158, P. 159, P. 160, P. 161, P. 162, P. 163, P. 164, P. 165, P. 166, P. 167, P. 168, P. 169, P. 170, P. 171, P. 172, P. 173, P. 174, P. 175, P. 176, P. 177, P. 178, P. 179, P. 180, P. 181, P. 182, P. 183, P. 184, P. 185, P. 186, P. 187, P. 188, P. 189, P. 190, P. 191, P. 192, P. 193, P. 194, P. 195, P. 196, P. 197, P. 198, P. 199, P. 200, P. 201, P. 202, P. 203, P. 204, P. 205, P. 206, P. 207, P. 208, P. 209, P. 210, P. 211, P. 212, P. 213, P. 214, P. 215, P. 216, P. 217, P. 218, P. 219, P. 220, P. 221, P. 222, P. 223, P. 224, P. 225, P. 226, P. 227, P. 228, P. 229, P. 230, P. 231, P. 232, P. 233, P. 234, P. 235, P. 236, P. 237, P. 238, P. 239, P. 240, P. 241, P. 242, P. 243, P. 244, P. 245, P. 246, P. 247, P. 248, P. 249, P. 250, P. 251, P. 252, P. 253, P. 254, P. 255, P. 256, P. 257, P. 258, P. 259, P. 260, P. 261, P. 262, P. 263, P. 264, P. 265, P. 266, P. 267, P. 268, P. 269, P. 270, P. 271, P. 272, P. 273, P. 274, P. 275, P. 276, P. 277, P. 278, P. 279, P. 280, P. 281, P. 282, P. 283, P. 284, P. 285, P. 286, P. 287, P. 288, P. 289, P. 290, P. 291, P. 292, P. 293, P. 294, P. 295, P. 296, P. 297, P. 298, P. 299, P. 300, P. 301, P. 302, P. 303, P. 304, P. 305, P. 306, P. 307, P. 308, P. 309, P. 310, P. 311, P. 312, P. 313, P. 314, P. 315, P. 316, P. 317, P. 318, P. 319, P. 320, P. 321, P. 322, P. 323, P. 324, P. 325, P. 326, P. 327, P. 328, P. 329, P. 330, P. 331, P. 332, P. 333, P. 334, P. 335, P. 336, P. 337, P. 338, P. 339, P. 340, P. 341, P. 342, P. 343, P. 344, P. 345, P. 346, P. 347, P. 348, P. 349, P. 350, P. 351, P. 352, P. 353, P. 354, P. 355, P. 356, P. 357, P. 358, P. 359, P. 360, P. 361, P. 362, P. 363, P. 364, P. 365, P. 366, P. 367, P. 368, P. 369, P. 370, P. 371, P. 372, P. 373, P. 374, P. 375, P. 376, P. 377, P. 378, P. 379, P. 380, P. 381, P. 382, P. 383, P. 384, P. 385, P. 386, P. 387, P. 388, P. 389, P. 390, P. 391, P. 392, P. 393, P. 394, P. 395, P. 396, P. 397, P. 398, P. 399, P. 400, P. 401, P. 402, P. 403, P. 404, P. 405, P. 406, P. 407, P. 408, P. 409, P. 410, P. 411, P. 412, P. 413, P. 414, P. 415, P. 416, P. 417, P. 418, P. 419, P. 420, P. 421, P. 422, P. 423, P. 424, P. 425, P. 426, P. 427, P. 428, P. 429, P. 430, P. 431, P. 432, P. 433, P. 434, P. 435, P. 436, P. 437, P. 438, P. 439, P. 440, P. 441, P. 442, P. 443, P. 444, P. 445, P. 446, P. 447, P. 448, P. 449, P. 450, P. 451, P. 452, P. 453, P. 454, P. 455, P. 456, P. 457, P. 458, P. 459, P. 460, P. 461, P. 462, P. 463, P. 464, P. 465, P. 466, P. 467, P. 468, P. 469, P. 470, P. 471, P. 472, P. 473, P. 474, P. 475, P. 476, P. 477, P. 478, P. 479, P. 480, P. 481, P. 482, P. 483, P. 484, P. 485, P. 486, P. 487, P. 488, P. 489, P. 490, P. 491, P. 492, P. 493, P. 494, P. 495, P. 496, P. 497, P. 498, P. 499, P. 500, P. 501, P. 502, P. 503, P. 504, P. 505, P. 506, P. 507, P. 508, P. 509, P. 510, P. 511, P. 512, P. 513, P. 514, P. 515, P. 516, P. 517, P. 518, P. 519, P. 520, P. 521, P. 522, P. 523, P. 524, P. 525, P. 526, P. 527, P. 528, P. 529, P. 530, P. 531, P. 532, P. 533, P. 534, P. 535, P. 536, P. 537, P. 538, P. 539, P. 540, P. 541, P. 542, P. 543, P. 544, P. 545, P. 546, P. 547, P. 548, P. 549, P. 550, P. 551, P. 552, P. 553, P. 554, P. 555, P. 556, P. 557, P. 558, P. 559, P. 560, P. 561, P. 562, P. 563, P. 564, P. 565, P. 566, P. 567, P. 568, P. 569, P. 570, P. 571, P. 572, P. 573, P. 574, P. 575, P. 576, P. 577, P. 578, P. 579, P. 580, P. 581, P. 582, P. 583, P. 584, P. 585, P. 586, P. 587, P. 588, P. 589, P. 590, P. 591, P. 592, P. 593, P. 594, P. 595, P. 596, P. 597, P. 598, P. 599, P. 600, P. 601, P. 602, P. 603, P. 604, P. 605, P. 606, P. 607, P. 608, P. 609, P. 610, P. 611, P. 612, P. 613, P. 614, P. 615, P. 616, P. 617, P. 618, P. 619, P. 620, P. 621, P. 622, P. 623, P. 624, P. 625, P. 626, P. 627, P. 628, P. 629, P. 630, P. 631, P. 632, P. 633, P. 634, P. 635, P. 636, P. 637, P. 638, P. 639, P. 640, P. 641, P. 642, P. 643, P. 644, P. 645, P. 646, P. 647, P. 648, P. 649, P. 650, P. 651, P. 652, P. 653, P. 654, P. 655, P. 656, P. 657, P. 658, P. 659, P. 660, P. 661, P. 662, P. 663, P. 664, P. 665, P. 666, P. 667, P. 668, P. 669, P. 670, P. 671, P. 672, P. 673, P. 674, P. 675, P. 676, P. 677, P. 678, P. 679, P. 680, P. 681, P. 682, P. 683, P. 684, P. 685, P. 686, P. 687, P. 688, P. 689, P. 690, P. 691, P. 692, P. 693, P. 694, P. 695, P. 696, P. 697, P. 698, P. 699, P. 700, P. 701, P. 702, P. 703, P. 704, P. 705, P. 706, P. 707, P. 708, P. 709, P. 710, P. 711, P. 712, P. 713, P. 714, P. 715, P. 716, P. 717, P. 718, P. 719, P. 720, P. 721, P. 722, P. 723, P. 724, P. 725, P. 726, P. 727, P. 728, P. 729, P. 730, P. 731, P. 732, P. 733, P. 734, P. 735, P. 736, P. 737, P. 738, P. 739, P. 740, P. 741, P. 742, P. 743, P. 744, P. 745, P. 746, P. 747, P. 748, P. 749, P. 750, P. 751, P. 752, P. 753, P. 754, P. 755, P. 756, P. 757, P. 758, P. 759, P. 760, P. 761, P. 762, P. 763, P. 764, P. 765, P. 766, P. 767, P. 768, P. 769, P. 770, P. 771, P. 772, P. 773, P. 774, P. 775, P. 776, P. 777, P. 778, P. 779, P. 780, P. 781, P. 782, P. 783, P. 784, P. 785, P. 786, P. 787, P. 788, P. 789, P. 790, P. 791, P. 792, P. 793, P. 794, P. 795, P. 796, P. 797, P. 798, P. 799, P. 800, P. 801, P. 802, P. 803, P. 804, P. 805, P. 806, P. 807, P. 808, P. 809, P. 810, P. 811, P. 812, P. 813, P. 814, P. 815, P. 816, P. 817, P. 818, P. 819, P. 820, P. 821, P. 822, P. 823, P. 824, P. 825, P. 826, P. 827, P. 828, P. 829, P. 830, P. 831, P. 832, P. 833, P. 834, P. 835, P. 836, P. 837, P. 838, P. 839, P. 840, P. 841, P. 842, P. 843, P. 844, P. 845, P. 846, P. 847, P. 848, P. 849, P. 850, P. 851, P. 852, P. 853, P. 854, P. 855, P. 856, P. 857, P. 858, P. 859, P. 860, P. 861, P. 862, P. 863, P. 864, P. 865, P. 866, P. 867, P. 868, P. 869, P. 870, P. 871, P. 872, P. 873, P. 874, P. 875, P. 876, P. 877, P. 878, P. 879, P. 880, P. 881, P. 882, P. 883, P. 884, P. 885, P. 886, P. 887, P. 888, P. 889, P. 890, P. 891, P. 892, P. 893, P. 894, P. 895, P. 896, P. 897, P. 898, P. 899, P. 900, P. 901, P. 902, P. 903, P. 904, P. 905, P. 906, P. 907, P. 908, P. 909, P. 910, P. 911, P. 912, P. 913, P. 914, P. 915, P. 916, P. 917, P. 918, P. 919, P. 920, P. 921, P. 922, P. 923, P. 924, P. 925, P. 926, P. 927, P. 928, P. 929, P. 930, P. 931, P. 932, P. 933, P. 934, P. 935, P. 936, P. 937, P. 938, P. 939, P. 940, P. 941, P. 942, P. 943, P. 944, P. 945, P. 946, P. 947, P. 948, P. 949, P. 950, P. 951, P. 952, P. 953, P. 954, P. 955, P. 956, P. 957, P. 958, P. 959, P. 960, P. 961, P. 962, P. 963, P. 964, P. 965, P. 966, P. 967, P. 968, P. 969, P. 970, P. 971, P. 972, P. 973, P. 974, P. 975, P. 976, P. 977, P. 978, P. 979, P. 980, P. 981, P. 982, P. 983, P. 984, P. 985, P. 986, P. 987, P. 988, P. 989, P. 990, P. 991, P. 992, P. 993, P. 994, P. 995, P. 996, P. 997, P. 998, P. 999, P. 1000.

(2) Professeur à l'université de Paris-Sud ; animateur des Amis de la Terre.

D'autres technologies

par MARIE-PAULE LABEY (*)

POUR le Mouvement d'écologie politique, le choix des technologies est le choix déterminant posé aux sociétés modernes. Car les technologies, façonement des sociétés plus sûrement que toutes les lois et tous les décrets du monde. Aussi bien par l'usage irréversible de l'espace qu'elles entraînent que par les servitudes humaines qui, pour des décennies, en découlent. Les libertés dépendent maintenant des choix technologiques. Et, de grâce, qu'on ne vienne plus nous raconter naïvement que les technologies ne sont ni bonnes ni mauvaises en elles-mêmes, et qu'elles ne le deviennent que par l'usage que les hommes en font. Ce discours est usé. Les technologies ont une pesanteur intrinsèque et engendrent inéluctablement des habitudes humaines et des structures sociales. Il existe des technologies privées de liberté et des technologies qui ne le sont pas. Le débat essentiel doit porter sur ce point.

Le débat classique sur la répartition du revenu entre les riches, les moins riches et les démunis, c'est-à-dire le débat sur la justice sociale, reste, bien sûr, d'actualité. Mais il faut comprendre que maintenant la répartition du revenu national devient de plus en plus dépendante des choix technologiques qui sont faits. De ces choix découlent la nature des emplois, leur volume, la hiérarchie des rémunérations. Le débat sur les technologies est le fond véritable, le matériau même du débat sur la liberté ; il est aussi le fond du débat sur l'égalité et la justice sociale.

Les choix technologiques sont également le ciel d'un problème dont l'importance n'est jamais suffisamment soulignée : celui de l'occupation raisonnée de l'ensemble du territoire de la France et d'une répartition régionale, vivante, diversifiée, accep-

tée, de l'ensemble des activités nationales.

Toutes ces questions doivent naturellement être abordées dans le contexte des échanges internationaux, du néo-protectionnisme (vieux mot, mais concept utile), de la division internationale du travail et des relations Nord-Sud. Nombre considérable des problèmes qui se posent à une société moderne et qu'il conviendrait d'aborder de toute urgence.

Quelles sont donc nos propositions ? A la place de ces technologies énormes et obscures naissent partout des technologies simples, différentes, utilisant avec intelligence toutes les forces gratuites du vivant sans jamais le détruire, et sans jamais porter atteinte à sa personnalité. Car il faut que l'ensemble du vivant demeure intact, riche, divers, pour que l'homme, partie intégrante du vivant, puisse lui aussi demeurer heureux et libre. Ce sont ces technologies que nous appelons. C'est dans le perfectionnement de ces technologies que nous voudrions voir placer l'argent public, le nôtre, et non dans de monstrueuses machines dévotement dévoratrices du bonheur et des libertés.

La recherche de beaucoup d'autres pays, comme les États-Unis ou la Suède, y est déjà largement engagée. Mais pas celle de la France de M. Valéry Giscard d'Estaing et de M. Duverger.

C'est pour cela qu'il existe un écolisme et un Mouvement d'écologie politique. Nous voulons rendre une opposition qui exprime les problèmes de notre temps et pas ceux du dix-neuvième siècle ; nous voulons parler de l'avenir et, si nous le pouvons, préparer une transition sans secousses.

(*) Vice-présidente du Mouvement d'écologie politique.

Chemin d'espoir

par PHILIPPE SAINT-MARC (*)

L'Ouest comme à l'Est, la société moderne vacille sous la poussée formidable d'une double crise de l'économie et de l'homme que le capitalisme libéral comme le marxisme se révoltent également impuissants à comprendre comme à fuir. Car c'est un événement jamais vu : la première grande crise écologique dans l'histoire, née de l'énorme gaspillage actuel de la nature et de l'homme. Seule l'écologie en fournit la première explication et la solution.

La dilapidation massive, et croissante, de l'énergie, des matières premières et de l'espace : telle est la cause principale de l'accélération de l'inflation et du ralentissement de la croissance. Les seuls remèdes efficaces sont écologiques : économies d'énergie ; récupération et recyclage des matières premières ; recours à l'énergie solaire, à la géothermie et à la biomasse végétale ; lutte contre l'érosion et la bétonisation accélérée du sol.

Plus grave encore est la crise de l'homme, car elle conduit inéluctablement à l'autodestruction de toutes les sociétés modernes. Pendant ces vingt dernières années, le revenu individuel des Français a triplé, mais la délinquance et les maladies mentales ont

également triplé. Contre un cadre de vie traumatisant, le phénomène de « rejet » s'étend et se durcit sans cesse : rejet par la violence ou par ces formes d'« évasion » que sont les médicaments psychotropes, le tabagisme, l'alcoolisme, les dépressions nerveuses, la drogue.

L'homme est maintenant malade de son environnement : bruit, air et eau pollués, nourriture chimique, pénurie d'espaces verts, entassement, solitude. Aggravation, cancer, maladies respiratoires, digestives, cardiaques, mentales, sont, pour une large part, le fruit amer d'une terre empoisonnée. Dépollution, agriculture biologique, urbanisme vert et à taille humaine, reconquête de communautés affectives : tels sont les seuls « médicaments » efficaces que seule nous apporte l'écologie.

Vision du monde qui n'est pas utopique, mais s'approfondit et se précise à mesure qu'avancent les recherches écologiques. Dans ce monde angoissé, pourquoi les écologistes devraient-ils renoncer à ouvrir le seul chemin de l'espoir ?

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Auteur de « Sociologie de la nature et de Progrès ou déclin de l'homme ».

Pour une économie bien comprise

par DOMINIQUE VAN EGMONT-FLORIAN (*)

« On ne peut plus agir en fonction de la rentabilité. » Ce cri, qui est aussi un avertissement, est lancé par un nombre toujours plus grand de jeunes de tous horizons politiques devant les conséquences souvent dramatiques, sur le plan social et humain, de l'industrialisation forcée et de l'urbanisation sauvage qui sévissent depuis bientôt vingt ans.

Et pourtant nul n'a jamais pu, sous aucun régime même si c'est parfois à plus long terme, échapper à la mesure de l'efficacité qu'est la sanction économique : qu'il s'agisse de pays à économie de capitalisme privé, ou de pays à économie de capitalisme d'État, l'histoire est là pour le démontrer.

En réalité, et même si ce cri du cœur paraît anti-économique et donc non réaliste, ces jeunes ont raison, et plus encore économiquement raison, mais ne le savent pas car leur démarche est essentiellement intuitive, constituant une réaction de défense face à des conditions de vie qu'ils ne supportent plus. Ils ont raison parce qu'il n'y a pas d'efficacité durable, donc de réelle rentabilité, quand l'homme n'est pas heureux et ne s'épanouit pas dans son milieu.

Pour évaluer en termes économiques ce problème grave, social et humain, qui caractérise notre monde industriel, il faut se rappeler que la prétendue rentabilité qui a justifié tous les programmes économiques, industriels, immobiliers ou agricoles les plus aberrants, que cette apparence rentable n'a jamais été qu'à très court terme et partielle.

Aujourd'hui il va falloir changer de méthodes pour gérer l'économie du pays et se décider à prendre en compte, dans les calculs, les éléments concourant aux conditions de la vie et de l'épanouissement de l'homme. C'est un nouveau mode de pensée, de nouvelles méthodes d'action partant d'une inspiration globale, qu'il faut adapter.

La régression du chômage endémique ne doit plus être considérée comme un objectif en soi : atteindre, faisant l'objet de programmes, et justifiant toutes les agressions contre l'homme et son cadre de vie : car il est urgent de prendre conscience qu'un important chômage est au contraire un des signes de la mauvaise gestion économique d'un pays et qu'il est en fait, en

France, la conséquence directe de décisions prises depuis une vingtaine d'années dans le mépris de tout ce qui n'était pas les rentées d'argent immédiates.

Le chômage actuel exercé par les entreprises pointant vers des dangers est inéluctable économiquement, car si celles-ci doivent, pour survivre, avoir le droit de continuer à détruire les éléments indispensables à la vie, cela signifie qu'elles coûtent plus cher qu'elles ne rapportent : en dégradant la biosphère, elles consomment, en effet, pour leur usage personnel le capital appartenant à la collectivité et compromettent par là l'avenir de l'homme. Dans le code pénal, cette

pratique s'appelle l'abus de biens sociaux.

Il est utile de se rappeler aujourd'hui que le fantastique essor de l'industrie a été nourri par l'espoir que l'homme a mis en elle, qu'elle lui apporterait la libération devant l'effort physique et la difficulté de la vie : c'est ainsi qu'elle est devenue le symbole de l'amélioration de la condition humaine. En oubliant en chemin la fin poursuivie et le moyen du progrès qu'elle était à l'origine, en devenant un but en soi, en sacrifiant tout à son développement outrancier, l'industrie a fait naître le germe de sa condamnation à terme en asservissant l'homme au lieu de le libérer.

Le respect des grands équilibres

En détruisant l'environnement, en rompant tous les équilibres les plus fondamentaux, en détruisant l'homme, l'industrie a perdu sa raison d'être et doit s'attendre maintenant à d'importantes remises en question de sa finalité. Car l'homme est devenu l'esclave de l'industrie, de sa croissance ; il est maintenant sacrifié pour faire tourner un appareil industriel qu'il ne maîtrise plus dans une fuite en avant susceptible d'engendrer des catastrophes plus tôt qu'on ne le croit.

Les grands problèmes que posent la disparition prochaine des ressources naturelles, la dégradation générale de la biosphère, la mort lente des sols, résultant d'activités humaines inconsidérées, la dégradation galopante dans certains pays qui fait face à une déstabilisation tout aussi inquiétante dans d'autres pays, l'affaiblissement physique et psychique accablé des hommes provenant de l'ensemble de ces déséquilibres récents, nous imposent d'urgence une réorientation sévère.

Ainsi, ce que l'on appelle couramment « rentabilité » n'est que le résultat d'un calcul économique pervers. Et la seule réforme qui mérite d'être faite consiste à « dépervertir

Le Monde

étranger

LES SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE L'IRAN

LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT CARTER

« La non-libération des otages entrainera un prix de plus en plus élevé »

Voici le texte intégral de la déclaration télévisée faite, mardi 7 avril, par le président Carter, à propos de la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran :

Depuis que des terroristes iraniens ont enlevé le personnel de l'ambassade américaine à Téhéran en début novembre, ces cinquante hommes et femmes, leur sécurité, leur santé et leur avenir ont été au centre de nos préoccupations. Nous avons fait de notre côté, des efforts pour obtenir leur libération et des conditions honorables, pacifiques et humanitaires. Mais les Iraniens ont refusé de libérer ou même d'améliorer les conditions inhumaines dans lesquelles ces Américains sont tenus captifs.

Les événements des derniers jours ont révélé une dimension nouvelle et significative de cette affaire. Les militants qui contrôlent l'ambassade ont déclaré qu'ils étaient prêts à remettre les otages au gouvernement iranien, mais celui-ci a refusé d'assurer leur garde. Cela met en pleine lumière la responsabilité de l'Iran et Khoméini et du Conseil de la révolution dans la poursuite de la détention illégale et scandaleuse d'otages innocents.

Le gouvernement iranien ne peut plus esquiver son entière responsabilité, en se disant derrière les militants de l'ambassade. Il doit émettre un communiqué qui reconnaisse clairement que la non-libération des otages entrainera un prix de plus en plus élevé, pour l'Iran et pour ses intérêts.

J'ai ordonné aujourd'hui les mesures suivantes :

Premièrement, les États-Unis

d'Amérique rompent les relations diplomatiques avec le gouvernement de l'Iran. Les secrétaires d'État ont informé le gouvernement de l'Iran que son ambassade et ses consulats aux États-Unis doivent être fermés immédiatement. Tout membre du personnel diplomatique et consulaire iranien a été déclaré persona non grata et doit quitter le pays avant demain à minuit (Mardi) à 5 heures du matin, heure de Paris (N.D.D.R.).

Deuxièmement, le secrétaire au Trésor mettra en œuvre les sanctions officielles interdisant les exportations des États-Unis vers l'Iran en accord avec les sanctions approuvées par les membres du Conseil de sécurité des Nations unies le 13 janvier, dans la résolution qui a fait l'objet d'un veto de l'Union soviétique. Bien que les livraisons de produits alimentaires et de médicaments n'aient pas été incluses dans le vote du Conseil de sécurité des Nations unies, j'ai décidé de suspendre les exportations de ces produits eux-mêmes vers l'Iran.

Troisièmement, le secrétaire au Trésor sera en mesure de garantir que les exportations de ces produits vers l'Iran seront minimales ou nulles. Troisièmement, le secrétaire au Trésor sera en mesure de garantir que les exportations de ces produits vers l'Iran seront minimales ou nulles. Troisièmement, le secrétaire au Trésor sera en mesure de garantir que les exportations de ces produits vers l'Iran seront minimales ou nulles.

faciliter la procédure et l'indemnisation de ces plaignants. Quatrièmement, le secrétaire au Trésor et le ministre de la justice (attorney général) invalideront tous les visas délivrés à des citoyens iraniens pour l'entrée future aux États-Unis. À compter d'aujourd'hui, nous ne renouvelerons pas de visas et nous ne délivrerons pas de nouveaux visas, excepté pour des raisons humanitaires contraignantes et prouvées, ou lorsque l'intérêt national de notre pays l'exigera. Cette directive sera très strictement interprétée.

Afin de réduire le tort causé aux otages, les États-Unis ont constamment agi dans cette crise avec une patience et une retenue exceptionnelles. Nous avons soutenu les activités du secrétaire général, M. Kurt Waldheim, dans son mandat de médiateur de la sécurité des Nations unies pour parvenir à une solution pacifique. Nous continuerons de tenir des consultations avec nos alliés et d'autres gouvernements amis, quant aux mesures que nous prenons actuellement et aux mesures complémentaires qui pourraient être requises.

J'ai pris l'engagement de résoudre cette crise. J'ai pris l'engagement d'assurer le retour, sain et saisi, des otages américains et de préserver notre honneur national. Les otages et leurs familles, en fait, nous tous en Amérique — vivons depuis cinq mois la réalité et l'angoisse de leur captivité. Les mesures que j'ai ordonnées aujourd'hui sont celles qui sont nécessaires maintenant. D'autres actions peuvent devenir nécessaires, si ces mesures ne conduisent pas à la prompt libération des otages.

L'épreuve de force

(Suite de la première page.)

Tous les autres représentants non diplomatiques du gouvernement iranien devront quitter les États-Unis avant vendredi à minuit, heure locale, y compris les deux cent neuf élèves officiers — pour la plupart des pilotes, — qui poursuivaient leur entraînement dans sept bases militaires américaines. Enfin, M. Carter a demandé que soient annulés tous les visas déjà accordés à des iraniens pour une entrée future aux États-Unis. On en comptait cent cinquante mille, tant était intense le mouvement entre l'importante colonie iranienne des États-Unis (au moins soixante-dix mille personnes) et le monde extérieur. Le sort de quelque cinquante mille étudiants encore présents ici n'est en principe pas affecté directement, mais la procédure de déstape des résidents illégaux, mise en route en décembre, se poursuivra, et M. Carter devrait décider dans les vingt-quatre heures si les visas de séjour arrivés à expiration seront renouvelés.

Le président a fait, d'autre part, un pas de plus en ce qui concerne les avoirs iraniens aux États-Unis, gelés depuis novembre dernier. La mesure prise à l'époque avait un caractère essentiellement conservatoire, et il n'était pas encore question d'utiliser ces avoirs pour satisfaire les revendications que les Américains pouvaient avoir envers l'Iran. Aujourd'hui, le président encourage formellement tous les intéressés à faire connaître leurs revendications, non seulement les entreprises mais aussi les particuliers, à commencer par les otages et leurs familles. Autrement dit, les 6 milliards de dollars que représentent les avoirs iraniens ne sont

plus seulement gelés, mais pourraient être blâniés saisis.

L'embargo sur le commerce, troisième sanction décidée par M. Carter, a valeur plutôt symbolique dans la mesure où les échanges entre les deux pays avaient déjà très fortement décliné depuis novembre. Toutefois, le président a donné à l'embargo un tour encore plus strict que prévu. Même les ventes de produits alimentaires, qui n'étaient pas affectées par la résolution du Conseil de sécurité du 13 janvier, devraient être à son avis « minimales ou nulles ».

Un recours à la force ?

Naturellement, l'efficacité de cette dernière sanction dépendra de l'attitude des alliés des États-Unis, européens et japonais en premier lieu. On ne se fait guère d'illusions à cet égard. M. Hodeling Carter, porte-parole du département d'État, a admis que tous les alliés n'étaient pas d'accord pour appliquer ces sanctions. Les autres porte-paroles, qui dans le passé s'étaient écartés du soutien américain, ont souligné, par exemple, l'importance de la coopération de la communauté internationale, n'ont pas fait de même cette fois. Selon un responsable de la Maison Blanche, « les États-Unis ont cherché à tenir compte pendant toute la crise des intérêts des autres pays, et ils continueront de le faire, dans toute la mesure du possible ».

On se borne à espérer à Washington que les alliés préféreront la coopération avec les États-Unis aux solutions unilatérales qui pourraient être imposées : « Il s'agit de ce que nous attendons d'eux », a dit un officiel. Les États-Unis se réservent notamment la possibilité de décider, dans une prochaine étape, d'imposer

un embargo par la force, par exemple, grâce à un blocus des côtes ou au minage des ports iraniens. Les porte-paroles ont pris soin en tout cas de préciser que la charte de l'ONU autorise l'usage de la force dans des situations de ce genre.

La refus du Conseil de la révolution et de l'imam Khomeini de faire passer les otages sous le contrôle du gouvernement iranien a également dégoûté les États-Unis des dernières responsabilités qu'ils estimaient avoir envers les diverses factions qui se disputent le pouvoir à Téhéran. « Nous ne sommes plus liés par les engagements ou déclarations des autorités iraniennes », a dit un responsable ; en particulier, les États-Unis ne se sentent plus tenus d'attendre la réunion hypothétique du Parlement iranien pour le règlement de la crise. Le raisonnement est le suivant : le transfert des otages au gouvernement iranien rendrait ce dernier responsable de leur sort, mais le refus des autorités d'accepter ce cadeau empoisonné conduirait exactement au même résultat. Rappelant que les militants islamiques de l'ambassade s'étaient déclarés prêts à confier leurs prisonniers au gouvernement, M. Carter a constaté que la décision négative prise à ce sujet « met à nu l'entière responsabilité de l'ayatollah Khomeini ». C'est la première fois que le chef spirituel de la révolution iranienne est nommé mis en cause dans une proclamation officielle.

L'opinion est tellement excédée des alarmanements des autorités de Téhéran depuis une semaine que les dernières mesures de M. Carter ont été bien accueillies à peu près partout. Le sénateur McGovern, ancien candidat démocrate à la présidence, était allé jusqu'à préconiser des « attaques aériennes sélectives » contre divers objectifs iraniens, ainsi que l'imposition d'un blocus. Chez les candidats actuels, le plus critique a été M. Ronald Reagan, selon qui, tout ce qui a été fait par le gouvernement a été « mauvais depuis le début ». M. Bush a été le plus favorable, tout en regrettant que ces mesures n'aient pas été prises plus tôt. M. Kennedy et Anderson ont mis l'accent sur l'effort nécessaire de la communauté internationale, le premier se montrant sceptique sur l'efficacité des sanctions tant que cet effort ne serait pas entrepris. Mais il est peu probable qu'un candidat ou une institution prennent le risque d'attaquer directement le président pour avoir encouragé « un peu plus le blâni et moins la carotte ». L'expression est de M. Bush — tant la pression du public était forte en ce sens.

ERIC ROULEAU.

MICHEL TATU.

La négociation sur l'autonomie palestinienne

Le président Sadate aborde avec « confiance » ses entretiens avec M. Carter

Le président Sadate a souligné, à son arrivée, lundi 7 avril, à Washington qu'il serait « impossible de parvenir à un règlement global au Proche-Orient sans la participation active du président Carter, qui incarne l'engagement des États-Unis en faveur de la justice ». Le rais s'est déclaré « confiant » dans les chances de succès des entretiens qu'il aura le mardi 8 et le mercredi 9 avril avec M. Carter et d'autres hauts responsables du gouvernement américain.

De notre correspondant

Le Caire. — Le Raïs, qui ne s'était pas rendu aux États-Unis depuis la signature du traité de Washington avec Israël en mars 1979, a quitté l'Égypte dans un climat beaucoup plus serein qu'il ne l'était à la veille des voyages accomplis entre l'Atlantique par le chef de l'État égyptien avant la conclusion de la paix.

Certes, Le Caire, n'ayant pu obtenir dans le passé que la normalisation de ses rapports avec l'État juif fut conditionnée par les progrès accomplis sur la voie de l'autonomie palestinienne, est resté par l'habitude israélienne qui, depuis dix mois de négociations sur l'avenir de 1 250 000 Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza, consiste, en pratique, à refuser la discussion sur tous les points abordés (secte de l'ancienne Jérusalem arabe, besoins d'Israël en matière de sécurité, pouvoirs accordés à l'autorité autonome palestinienne, statut des terres domaniales et des eaux, etc.).

Néanmoins, les Égyptiens estiment, bien que la date du 26 mai fixée en principe pour la fin des pourparlers sur l'autonomie soit désormais en vue, que le plus important est d'avoir réussi à maintenir le fil du dialogue avec les Israéliens, tout en gagnant chaque jour un peu plus les Américains — administration et opinion publique — à une partie de leur thèse. Washington n'a toutefois pas encore admis que la « pleine autonomie » qu'il approuve doit nécessairement déboucher un jour sur l'indépendance de la Cisjordanie et de Gaza.

Les dirigeants égyptiens ont répété maintes fois que le 26 mai verrait la fin des conversations et que la paix serait assurée. La président Sadate, pour qui arriver les mains vides à la date limite constituerait un échec avant tout personnel, est sans doute prêt à se contenter d'un « progrès » relativement mince pour donner son accord à une prolongation des discussions sur l'autonomie.

Malgré quel pourrait être ce « progrès » ? On a de nouveau parlé au Caire de l'application, en premier lieu à Gaza, du principe de l'autonomie, idée que M. Begin avait acceptée à demi-mot à Annapolis en janvier dernier.

On a évoqué également l'éventuelle acceptation par Israël de faire voter les habitants palestiniens de Jérusalem en même

temps que ceux de la Cisjordanie lors des élections sur l'autonomie. Ce n'est peut-être pas la solution la plus réaliste, en dépit de la fermeté des positions israéliennes concernant l'unité de la ville sainte. Israël propose, en effet, que l'autonomie soit accordée à la « population », et non au « territoire » palestinien. Les Arabes de Jérusalem n'étant pas israéliens ni, en principe, appelés à le devenir, seraient les sortés de « non-citoyens » si leurs compatriotes de Cisjordanie et de Gaza venaient à voter sans qu'ils y soient eux-mêmes admis.

L'amorce d'un déblocage

Le Caire a longtemps dénié toute valeur, au nom du droit et de la pratique internationale, aux tentatives israéliennes qui, à ses yeux, avaient vocation à jouer tous deux en même temps de l'autonomie. Mais la position égyptienne sur ce point a évolué. Au cours de l'entretien qu'il a accordé au Monde le mois dernier (nos éditions du 5 mars), le président du conseil, M. Moustapha Khafiz, a affirmé, ce qui était tout à fait nouveau dans la bouche d'un dirigeant égyptien : « Les accords de Camp David sont clairs à nos yeux : la pleine autonomie est accordée en toute logique, à la population et non aux territoires ». Il y a peut-être là l'amorce d'un déblocage au moins provisoire des négociations égypto-israéliennes sur l'avenir des Palestiniens.

Enfin, un geste de M. Begin — qui doit s'entretenir en tête à tête avec le président Carter quelques jours après le Raïs — déciderait, comme Washington et Le Caire le supplient littéralement de le faire depuis la signature de la paix, de suspendre au moins pour quelque temps l'implantation de nouvelles colonies juives en Cisjordanie, pourrait également constituer un élément propre à assainir la situation actuelle. Même si une telle décision israélienne n'était pas suffisante pour faire valablement redémarrer ou plutôt démarquer les entretiens sur l'autonomie palestinienne, elle permettrait sans doute, à tout le moins, de faire en sorte que la normalisation israélo-égyptienne ne se décale pas dans un climat psychologique de plus en plus empoisonné.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Téhéran : les menaces ne nous font pas peur

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Une nouvelle phase, qui risque fort d'être lourde de conséquences, s'ouvre dans le conflit israélo-iranien. Pour la première fois, à Téhéran, la déclaration du président Carter d'imposer des sanctions n'a été connue par la population que ce mardi matin, 8 avril. Les dirigeants, en revanche, avaient été, semble-t-il, avertis des intentions du chef de la Maison Blanche au début de la soirée de lundi. Tandis que le Conseil de la révolution tenait une réunion extraordinaire, qui devait durer près de huit heures, l'un de ses membres, l'ayatollah Mahdavi Kani, déclarait à des journalistes : « Ce que font les États-Unis ne nous intéresse pas ; en tout cas les menaces ne nous font pas peur ».

L'indifférence, voire la désinvolture, qu'arbitraient certains dirigeants du régime iranien face à la déclaration du président Carter s'est refusée à toute déclaration avant et après la réunion du Conseil de la révolution. Mais en fin de matinée, à l'issue d'un long entretien qu'il avait eu avec l'imam Khomeini, qui venait de s'opposer au transfert des otages américains à la garde du gouvernement, le chef de l'État paraissait sombrer. Répondant aux questions des journalistes, il n'a évoqué que la tension qui règne sur la frontière irano-iranienne.

Peu après, le cabinet de l'imam Khomeini, à Qom, publiait un communiqué indiquant que les diplomates américains « demeureraient aux mains des étudiants islamiques militants jusqu'à la réunion du Parlement qui décidera de leur sort » (le Monde du 8 avril). L'alle radicale du clergé, soutenue par les formations de gauche favorables à la poursuite de la « lutte anti-impérialiste », l'avait emporté grâce à l'arbitrage « du guide de la révolution ». Le président Bani Sadr, qui n'avait cessé d'œuvrer en faveur du transfert des otages sous certaines conditions, pouvait difficilement avoir gain de cause. Le président Carter n'avait pas voulu, ou pu, lui venir en aide en engageant publiquement — comme le lui avait demandé le chef de l'État iranien — à ne pas exercer de pression sur Téhéran jusqu'au verdict du Parlement iranien.

Il est sans doute trop tôt pour mesurer les effets qu'auront les sanctions décidées par la Maison Blanche. L'embargo commercial paraît, pour le moment, le plus menaçant pour l'économie iranienne. Il est vrai que les achats à l'étranger de biens d'équipement ou de consommation ont baissé depuis un an dans des proportions allant de 50 à 80 %. Les raisons en sont multiples : l'absence de grands projets de développement, le ralentissement des activités industrielles, la mise en œuvre d'une politique protectionniste, l'arrêt des importations des produits dits de luxe. Il est vrai encore que le gouvernement de Téhéran s'est appliqué, dès l'avènement de la République, à diversifier son commerce extérieur

pour réduire précisément sa dépendance des États-Unis, en particulier dans le domaine de l'alimentation. L'Iran a cessé, par exemple, d'acheter du blé américain depuis le mois de juin dernier. La production locale couvre environ 80 % des besoins de la population, le reste étant importé de divers pays, dont l'Australie. Il n'en va pas de même pour le riz, le maïs, l'huile végétale, le sucre notamment, dont une bonne partie des fournisseurs sont des États-Unis. Les divers produits non-détachés de ces dernières essentielles étant limités, les Iraniens connaissent

tront peut-être de graves pénuries, d'autant plus pénibles qu'il n'est pas exclu ici que certains pays européens imitent l'exemple de Washington.

Le président Bani Sadr espère encore — nous l'avons dit récemment — que « l'Europe saura se dégager de l'emprise américaine » parce qu'il souhaite disposer d'un recours face aux deux Super-Puissances. Tant les journaux du « camp militant » que de la gauche lui reprochaient, ces derniers jours, d'entretenir de dangereuses illusions, en « dissociant l'Europe de l'impérialisme américain ».

ERIC ROULEAU.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

• Mme LIDIA GUELLER, chef de l'État, a formé, lundi 7 avril, un nouveau gouvernement dans lequel entrent huit personnalités nouvelles, parmi lesquelles M. Gastón Arosio, aux affaires étrangères, et le contre-amiral Walter Muñoz, à la défense. Le parti démocrate-chrétien (P.D.C.) perd des portefeuilles dans ce gouvernement — le troisième depuis l'entrée en fonction de la présidente, — au profit des indépendants, tandis que les partisans de l'ex-président Víctor Paz Estenssoro maintiennent leurs positions. La plupart des nouveaux ministres sont considérés par les observateurs comme progressistes. Mme Gueüler a, d'autre part, exprimé sa volonté que les élections aient lieu le 28 juin prochain comme prévu. — (A.F.P.)

Cameroon

• LE PRÉSIDENT AHMADOU AHIDJO, qui vient d'être réélu à la tête de l'État camerounais pour un cinquième mandat de cinq ans, était at-

tendu, mardi 8 avril, en France pour un séjour privé d'une quinzaine de jours. Les résultats officiels créditent le chef de l'État de 99,99 % des suffrages exprimés.

Centrafrique

• LE FRONT PATRIOTIQUE OUBANGUIEN (F.P.O.), mouvement d'opposition du docteur Abel Gombi, a publié un communiqué faisant état de l'arrestation récente de deux de ses responsables nationaux, MM. Mennel Mageot et Cyrille Bombe.

El Salvador

• QUARANTE-SIX PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES ces derniers jours au Salvador, a-t-on appris lundi 7 avril à San-Salvador. Selon des informations officielles, des accrochages ont eu lieu dans au moins onze localités rurales. On annonçait d'autre part le retour de M. Robert White, ambassadeur des États-Unis, qui s'était rendu à Washington pour participer à une sé-

rie de consultations sur la situation dans la petite République d'Amérique centrale. — (A.F.P.)

Espagne

• M. JOAQUÍN GARRIGUES WALKER, ministre adjoint au président du gouvernement, a été hospitalisé le 31 mars à Madrid et, selon le dernier bulletin médical, il se trouve dans un état critique, a-t-on appris lundi 7 avril de source officielle. M. Garrigues Walker, qui a été hospitalisé à plusieurs reprises ces derniers mois, souffrait d'une leucémie. — (A.F.P.)

Japon

• M. FUMIO KAMIYAMA, vice-ministre japonais des postes et télécommunications, a été compromis dans le scandale politico-financier qui défraye actuellement la chronique à Tokyo (le Monde du 8 avril), a annoncé qu'il démissionnait de son poste. Il avait été accusé de détournement de fonds et de contrebande. — (Reuter.)

Prix scientifique de la Fondation de France

ALBERT JACQUARD

Eloge de la différence

La génétique et les hommes

Collection Science ouverte dirigée par J.-M. Lévy-Leblond - 224 pages

SEUIL

AMÉRIQUES

LA SITUATION DES RÉFUGIÉS CUBAINS A L'AMBASSADE DU PÉROU

La Havane autorisera le départ de « tous ceux qui sont en désaccord idéologique avec la révolution »

● LA HAVANE. — Une véritable noria composée de camions de lait, citernes d'eau potable, ambulances et autres véhicules chargés de vivres continuait d'affluer lundi soir 7 avril vers l'ambassade du Pérou pour apporter approvisionnement et secours aux quelque dix mille Cubains réfugiés dans le petit parc de la chancellerie.

Dans l'attente d'une décision de Lima ou du Pacte andin d'accepter de fournir des visas à cette foule, l'unique préoccupation des réfugiés reste la lutte pour la survie face aux problèmes d'hygiène, de santé et d'alimentation posés par une telle promiscuité dans un lieu où le degré de concentration humaine empêche toute mobilité.

L'acheminement des vivres et autres produits est dû à l'initiative des autorités cubaines du fait de l'incapacité du Pérou, dit-on à La Havane, d'assurer cette mission depuis dimanche. Sans désemparer, les camions arrivent les uns derrière les autres pour décharger leurs cargaisons, une surprise pour cette véritable marée humaine occupant des jardins qui n'ont plus de pelouse que le nom, des matelas ont été apportés par centaines afin que les vieillards, les femmes enceintes, les malades et les bébés puissent se reposer, si tant est que cela soit possible au milieu des cris, des chansons et du puer.

Selon un porte-parole du gouvernement cubain, « tout sera réglé en cinq minutes », dès que Lima aura fait connaître sa décision d'accueillir les réfugiés, des passeports pour quitter leur pays. Dans un long éditorial publié lundi par le quotidien *Granma*, organe du P.C. cubain, les autorités confirment qu'elles autoriseront « avec plaisir » le départ des réfugiés vers Lima. « Tous ceux qui sont en désaccord idéologique avec la révolution cubaine » pourront également abandonner l'île, précise le journal. « L'immense majorité des réfugiés — trois mille, d'après *Granma*, de huit mille à dix mille, selon l'ambassade péruvienne — sont des délinquants, des lâches, des antisociaux et des parasites », ajoute *Granma*.

Après avoir affirmé que l'on avait « vraiment vu réunis dans un quelconque endroit un groupe assez sélect, et en juger par leurs vêtements et leur langage », le journal assure que de nombreux homosexuels se trouvent parmi eux, bien qu'ils ne soient pas tourmentés et poursuivis à Cuba.

Les autorités ont également affirmé que depuis les récents incidents dans les ambassades péruvienne et vénézuélienne, à La Havane, où s'étaient réfugiés près de quarante Cubains, ces trois derniers « ont commencé à échanger des coups de poing et à se battre ». Les autorités cubaines ont également affirmé que les réfugiés cubains ont fait savoir leur opposition à l'octroi de tout permis de sortie aux personnes entrées « par la force » dans les ambassades.

● A WASHINGTON, M. Rodding Carter, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que le fait que des milliers de Cubains tentent de se réfugier à l'étranger démontre le « grand mécontentement » que suscitent les conditions de vie à Cuba. M. Rodding Carter a indiqué que son gouvernement relevait que Cuba avait apparemment autorisé ces milliers de personnes à sortir du pays. « Si Cuba commence à reconnaître un des droits de l'homme fondamentaux, celui de la liberté de voyager, il s'agit d'un changement notable de politique », il a précisé que les Etats-Unis n'avaient encore reçu aucune demande d'aide pour transporter ou prendre en charge une partie de ces réfugiés. En cas de

LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES PAYS DU PACTE ANDIN SE RÉUNIRONT À LIMA

(Correspondance.)

Lima. — Les ministres des affaires étrangères des pays membres du Pacte andin — Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie — doivent se réunir le mercredi 9 avril à Lima pour étudier les problèmes posés par l'afflux de quelque dix mille Cubains candidats à l'asile dans les locaux de l'ambassade du Pérou à La Havane.

Pour les autorités péruvienne, qui estiment affronter une « véritable tragédie sans précédent », la solution « ne peut venir que de l'extérieur », et c'est avec anxiété qu'elles attendent un secours international. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et la Croix-Rouge internationale ont également été sollicités.

« Nous ne pouvons contraindre cette situation avec la seule bonne volonté », a déclaré lundi 7 avril le ministre péruvien des affaires étrangères, M. García y Carria. « Nous ne pouvons accepter tous ces réfugiés au Pérou ».

Le gouvernement de Lima rejette la responsabilité de cette situation sur les autorités cubaines, qui ont voulu nous créer des problèmes en introduisant une centaine de personnes dans notre ambassade et qui n'imaginent pas qu'une telle foule allait exploiter la situation. — M. B.

Tribune internationale

Les Cubains ont voté

par JUAN ARCOCHA (*)

Il y a quelques années on racontait à La Havane l'histoire suivante : Un Cubain, doutant des connaissances géographiques d'un de ses amis, lui décrit leur pays, entouré d'eau de toutes parts, et lui demande comment cela s'appelle.

— Une île, répond l'autre.

— Très bien. Et si cette île était rattachée par une frange de terre à la Floride, qu'en diriez-vous ?

— Une péninsule, bien sûr !

— Non, mais visez ! un désert.

Cuba n'est toujours pas rattachée à la Floride, mais Fidel Castro vient de tendre un pont symbolique vers le Pérou et les Cubains, pour une fois, ont eu l'occasion d'exprimer ce qu'ils pensent de leur gouvernement. Dans ce pays où il n'y a pas d'élections libres, les Cubains votent avec leurs pieds, en prenant la route de l'exil.

Nul en France ne semble choqué de fait de la diaspora cubaine. On cite froidement des statistiques, et l'on trouve naturel que plus de 10 % de la population ait quitté le pays. Si quelqu'un demande pourquoi ils s'en vont, on lui répond que ce sont des « bourgeois », et la question est réglée. Nul ne remarque que ces Cubains ne représentent que la partie visible de l'iceberg, ceux qui, sortant du bord de l'Asphynx, prennent la risque suprême d'émigrer. Combien de Français, mécontents du gouvernement, seraient-ils prêts à quitter pays, famille, amis, situation et tous leurs biens pour aller chercher fortune ailleurs ? Combien, dans l'impossibilité d'obtenir un visa de sortie, risqueraient-ils leur vie sur un radeau de fortune, dans des eaux infestées de requins, espérant qu'un vent favorable voudra bien les pousser vers les côtes américaines ?

Des Français n'ont parfois reproché moi refus de vivre à Cuba, ce paradis. Mais nul ne s'explique pourquoi des victimes de l'enter capitaliste d'affluent pas vers le paradis cubain au même rythme auquel essent de le quitter ces faules de méchants Cubains.

(*) Extrait cubain établi en France.

Brésil

LA BANLIEUE INDUSTRIELLE DE SAO-PAULO EST COMPLÈTEMENT PARALYSÉE

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — La grève des métallurgistes de Sao Paulo se poursuit. Si une légère reprise du travail était perceptible lundi 7 avril dans plusieurs petites villes de l'intérieur de l'Etat de Sao Paulo, la paralysie reste en revanche pratiquement totale dans la banlieue industrielle de la métropole, à Sao-Bernardo surtout.

Les négociations sont toujours dans l'impasse. Les représentants du patronat se refusent à toute discussion depuis le verdict du tribunal régional du travail, accordant aux travailleurs une augmentation de 7 % mais leur refusant la stabilité de l'emploi demandée pour un an.

L'inflation a atteint en mars 6,5 %, ce qui porte à 83,8 % son taux pour les douze derniers mois. Ce chiffre ne peut qu'inciter le

gouvernement à faire preuve de fermeté. Les syndicats de leur côté ont déjà calmé que l'augmentation de 7 % qui leur est offerte sera dans la pratique réduite à 0,5 % pour ceux qui gagnent moins de trois fois le salaire minimum, affirmant-ils.

L'Église de Sao Paulo a réitéré son appel aux grévistes. Une messe paasale a été célébrée pour trente mille travailleurs dans le stade de Sao-Bernardo par Mgr Claudio Hummes, évêque de Santo-Andre. Établissant un parallèle avec la Pâque des Juifs au moment de la libération de l'esclavage en Égypte, Mgr Hummes a affirmé : « Ici aussi, un peuple opprimé, humilié et victime de l'injustice cherche sa libération, et Dieu est du côté de ceux qui veulent se libérer ».

THIERRY MALINIAK.

Nicaragua

Avec les campagnes d'alphabétisation les autorités sandinistes espèrent transformer les mentalités

Le Nicaragua est en pleine effervescence. Depuis le 24 mars, la population est lancée dans une gigantesque « croisade ». Cinq mois durant, la moitié « lettrée » du pays va se mobiliser à des degrés divers pour apprendre à lire.

Pour le Front sandiniste de libération nationale, pour le gouvernement et l'équipe formée autour du ministre de l'éducation, M. Carlos Tuneremann, ancien expert de l'Unesco, il s'agit d'une véritable « insurrection culturelle » dont la chronologie, la pédagogie, la logistique ont été organisées de façon minutieuse et systématique : l'importance qu'il lui accorde est égale à celle de l'insurrection armée qui a permis, en 1979, aux guérilleros d'en finir avec près d'un demi-siècle de dictature des Somoza.

Responsable des questions culturelles au sein de la direction du Front sandiniste, le commandant Bayardo Arce s'en est expliqué, le 25 février, devant les « travailleurs de la culture », rassemblés à Managua par le poste-ministre, le R.P. Ernesto Cardenal : « Pour éliminer cette situation de sous-développement économique d'une société, mais ce qui est beaucoup plus difficile, ce qui demande des années, c'est de transformer la mentalité idéologique, de ce pouvoir intangible qui s'exprime dans la mentalité des hommes ».

Or, s'il est vrai que les sandinistes ont pu emporter la victoire grâce à l'appui d'une population en état d'insurrection, il serait faux de croire que cette population a été, dès le départ, clairement et lucidement acquise aux

idéaux généraux et radicaux d'Augusto Sandino et de son disciple Carlos Fonseca, héros suprêmes du régime actuel. Beaucoup se sont joints aux guérilleros pour se libérer d'un système despotique et cruel, davantage que pour mettre en place une société nouvelle.

Cinquante ans d'obscurantisme et de pénétration culturelle étrangères allégrement acceptées par la dynastie des Somoza ont faiblement créé un certain nombre de valeurs, un certain type de comportement que huit mois d'une administration révolutionnaire encore fragile sont loin d'avoir pu modifier en profondeur.

Aux yeux des militants sandinistes, qui estiment représenter une avant-garde, la question essentielle est donc d'apporter cette dernière bataille éminemment culturelle : celle qui, en agissant sur les mentalités, entraînera la participation populaire massive sans laquelle ne peut réussir le « plan d'urgence et de réactivation économique ».

Croisade contre l'ignorance

Cette « croisade » contre l'ignorance n'a eu recours qu'à des volontaires, de très jeunes gens pour la plupart, enthousiastes et « motivés », mais aussi des mères de famille, des fonctionnaires, des membres des professions libérales acceptant d'offrir une partie de leur temps. Des aveugles eux-mêmes ont demandé à enseigner la lecture à d'autres aveugles. Très intéressés par l'aspect éducatif de cette campagne, l'UNESCO y a dépêché ses meilleurs experts. Son directeur général, M. M. Bow, a lancé en janvier à tous les États membres de l'Organisation un appel pour que la solidarité internationale aide à couvrir une partie des 20 millions de dollars que coûte l'opération. Les Pays-Bas, le Conseil mondial des Églises, entre autres, se sont manifestés. Cuba, qui a mené une expérience analogue en 1961, a envoyé plus de mille maîtres ; les syndicats autodiols ont offert cinquante mille lampes à gaz. Mais l'effort essentiel a été entrepris par les Nicaraguais eux-mêmes.

Depuis le 24 mars, cent vingt mille alphabétiseurs tentent d'amener progressivement à l'écrit cinquante mille analphabètes à découvrir, à travers des rudiments de lecture et d'écriture, qu'une nouvelle vision du monde est possible. Faire connaître à l'écriture que les produits de la terre qu'ils cultivent deviennent en partie sa propriété grâce à la réforme agraire : expliquer à l'écriture que la nationalisation des entreprises de Somoza n'est qu'un acte de jus-

te, dont le volé géant : tels sont quelques-uns des objectifs. Dans cette pédagogie qui enseigne les cinq voyelles à partir des mots la révolution, l'alphabétisation est bien plus que l'alphabétisation. « D'ores et déjà », estime Raul Ferrer, vice-ministre de l'éducation à Cuba, cette campagne permet mieux engager que celles menées en 1978-1979 en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau. Elle a aussi un caractère différent de la nôtre. A Cuba, nous nous sommes appuyés sur des masses organisées, ici, c'est un moyen d'organiser la population. »

Ce qui devrait se produire au cours de ce « séminaire politique géant » (selon une formule du dirigeant Tomas Borge), où chacun va apprendre de l'autre, ce sont les retrouvailles d'un pays avec lui-même. Les alphabétiseurs vont découvrir et recenser les hommes, leurs conditions de vie, de santé, d'habitat, la faune et la flore, les gisements miniers et aussi le très riche trésor culturel des mythes, légendes, coutumes et musiques populaires. De leur côté, en déchirant un peu le papier de leurs doigts gourds, pour écrire le mot *liberté*, les paysans auront peut-être le sentiment d'acquiescer à une dignité nouvelle. Pour les uns et les autres, ce sera une expérience unique dont le ministère de l'éducation entend bien tirer la leçon aussitôt en organisant dès la sixième mois de la campagne une consultation populaire générale sur les finalités de l'éducation, et en accélérant la formation permanente des adultes.

Par cette « révolution culturelle », pacifique et originale, le Front sandiniste espère, en dépit des tentatives de déstabilisation, assurer l'avenir du nouveau régime. — P. K.

CORRESPONDANCE

A propos de l'expulsion d'un citoyen haïtien

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Paul Denis, citoyen haïtien récemment expulsé de République Dominicaine où il était résident, responsable d'un projet d'assistance médicale, d'alphabétisation et de formation professionnelle en faveur de ses compatriotes, coupeurs de canne à sucre.

Contrairement à ce qu'a dit l'ambassade dominicaine dans une correspondance publiée par le *Monde* du 12 mars 1980, j'affirme que cette même ambassade m'a délivré un visa valable du 26 octobre 1978 au 26 janvier 1980. Je suis d'autre part rentré à Santo-Domingo le 2 décembre 1979 et non en septembre de cette même année, comme l'affirme l'ambassade. Je ne me suis trouvé à aucun moment en situation illégale en République Dominicaine, et ayant dès mars 1979 présenté une demande d'asile politique auprès du service dominicain d'immigration.

[Nous avons pu constater, sur le passeport de M. Denis, l'existence de ses affirmations.]

États-Unis

LES PERSONNALITÉS AMÉRICAINES LES PLUS INFLUENTES selon « U.S. News And World Report »

Washington (A.F.P.). — L'hebdomadaire *U.S. News And World Report* a établi sa liste annuelle des personnes les plus influentes des États-Unis. Le magazine américain a interrogé un échantillon de mille cinq cent soixante-neuf « décideurs » (membres du Congrès, chefs d'entreprise, syndicalistes) pour établir une liste des trente personnalités.

Comme tous les ans, le chef de la Maison Blanche vient largement en tête, suivi, en deuxième position, par M. Paul Volcker, président de la Banque fédérale de réserve, talonné de près par M. Zbigniew Brzezinski. En quatrième position figure le speaker (président) de la Chambre des représentants, M. Thomas O'Neill. En cinquième, le président de la Chase Manhattan Bank, M. David Rockefeller, précédant d'une place Mme Rosalynn Carter — qui remonte de la vingt-deuxième position à la sixième.

Viennent ensuite le chef de la majorité démocrate au Sénat, M. Robert Byrd, le représentant du journal du soir à la chaîne de télévision C.B.S., M. Walter Cronkite, le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance et le président de la Cour suprême, M. Warren Burger. Les principaux coauteurs de la course à la Maison Blanche ont recueilli peu de suffrages. M. Edward Kennedy, principal rival du président Carter pour l'investiture démocrate, n'occupe que la quatorzième position, tandis que M. Ronald Reagan, favori du parti républicain, doit se contenter d'une modeste vingtième place.

Les Indiens Shoshones contre les missiles MX

Washington (A.F.P.). — Le projet d'installation de missile mobile MX, qui rencontre déjà quelques déboires au Congrès, est maintenant la cible des Indiens Shoshones. Ceux-ci affirment qu'il viole l'accord qu'ils ont signé avec le gouvernement américain il y a cent seize ans. Les avocats des Indiens ont déclaré, dimanche 5 avril, que le projet d'installer le système de missiles MX dans le Nevada serait en contradiction avec le traité de Ruby Valley, signé le 31 octobre 1863, par deux représentants du gouvernement et douze chefs, guerriers et nobles de la nation shoshone.

L'accord avait été négocié à la demande du président Abraham Lincoln pour garantir le passage des colons blancs dans les terres appartenant aux tribus shoshones.

Contrairement à la plupart des traités de cette époque qui

diraient un trait sur les prétentions territoriales des Indiens, le pacte de Ruby Valley fixait les frontières des terres shoshones. Ces terres représentent notamment des milliers d'hectares du désert du Nevada choisis par les autorités militaires pour la construction des quatre mille six cents abris où circuleront les deux cents missiles mobiles.

Le gouvernement estime que la région est actuellement une « terre publique » et que le traité de Ruby Valley est devenu caduc à la suite de la décision, prise en 1872, de créer la réserve de Duck Valley pour la population shoshone de l'Ouest.

Les avocats des Indiens font valoir quant à eux que les Shoshones ne se sont jamais installés dans cette réserve, et que plus de quatre mille d'entre eux vivent encore dans la région de Ruby Valley, où ils sont installés depuis des siècles.

R 60
le chariot à l'extraordinaire stabilité latérale

STILL

Agences : PARIS-SUD Tél. : 207.27.04 PARIS-NORD Tél. : 202.80.83

PRESERVEZ VOTRE DOS FRAGILE avec «PIRIFLEX PIRELLI»

le sommier à lattes de bois articulé qui soutient particulièrement la colonne vertébrale et procure une relaxation totale.

PIRELLI a prévu des matelas en latex spécialement conçus pour ce genre de sommier.

RECOMMANDÉ PAR LE CORPS MÉDICAL

CAPELOU

Seule adresse de vente : 37 Av. de la République - PARIS XI

DISTRIBUTEUR Métro Parmentier Tél. : 357.46.35

R 43
une gamme complète de chariots thermiques.

STILL

Agences : PARIS-SUD Tél. : 207.27.04 PARIS-NORD Tél. : 202.80.83

R 50
le chariot 3 roues le plus vendu au monde

STILL

Agences : PARIS-SUD Tél. : 207.27.04 PARIS-NORD Tél. : 202.80.83

EGRENANT LES
Saint-Vincent et les Grenadines

LES MAÎTRES LITONIS
TRECA
S'adresser à : 100 rue de la République - PARIS 10

صكنا من الأمل

AMÉRIQUES

EN ÉGRENANT LES PETITES ANTILLES

V. — Saint-Vincent et les Grenadines : la plus belle île du monde...

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Après Anguilla, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, la Martinique et la Guadeloupe que l'on a observées depuis la Dominique, Jean-Pierre Clerc a rencontré à Saint-Lucie Georges Odum, un vice-premier ministre qui promet. Nous voilà maintenant à Saint-Vincent. Mais que manque-t-il donc à cette perle des eaux bleues pour être un lieu biblique ? (Voir nos articles précédents dans le Monde - des 4, 5, 6-7 et 8 avril).

Kingstown. — Bien à plaindre le Paris qui devrait attribuer la pomme à la plus belle des Petites Antilles ! N'aurait-elle pas la Dominique recueillant des suffrages. Aprement montagneuse, elle fut l'ultime forteresse des Caraïbes, dont les derniers descendants, des Indiens très mélangés de Noir, vivent aujourd'hui dans une misérable réserve, sur sa côte atlantique. Les défilés tourmentés assurent que « la forêt dominicaine est demeurée telle que Colomb la découvrit, le dimanche 3 novembre 1493 ». Depuis le cyclone David du 29 août dernier, le Jardin d'Eden ressemble, avec ses troncs étiolés, ébranchés, écorés, à une quelconque forêt méditerranéenne après l'incendie.

La nature, infatigable, fera tôt reverdir mornes et ravins. En attendant, découvrons la palme à Saint-Vincent ! Pour les Grenadines, certes, somptueuses poignées d'amarautes jolies, les Caraïbes et Atlantique par un dieu évidemment esthète. Mais aussi pour l'île mère elle-même — suprême châteaillon fort dominé, au nord, par un donjon impressionnant : le volcan de la Soufrière.

Sa côte orientale, battue par la longue houle océane, est ourlée de plages de sable noir. Le rivage caraïbe, plus abrité, est aussi plus déchiqueté, qui multiplie les baies, Châteaubelair, Petit-Berdel, Anse-Nahaut, Wall-lahou, Anse-Cayenn, Kingstown. Cette terre tout en creux et en bosses porte une végétation partout luxuriante, sauf aux pentes de la Soufrière, où l'éruption du vendredi saint 1979, la plus récente d'une longue série, a projeté des épaissures de cendres et de scories gris rouille sur les arbres et les bananeraies. Au sud, contre l'horizon marin, se dressent tours « ruineuses », barbacanes croulantes, et une manière de long rempart, ce sont l'île de la Vieille, et puis Boquila, la première des Grenadines, allongée aux tremblantes limites de l'eau et du ciel.

Un lieu biblique ?

Que manque-t-il à Saint-Vincent pour être un lieu biblique ? Ni la fécondité des eaux, poissonneuses à suffisance, ni la salubrité de l'air, entretenue par l'infatigable alise du nord-est, ni l'abondance des fruits de la terre. Pas même un surnom, « Tahiti des Caraïbes » ambigü, il est vrai, puisque dû au passage océan du fameux capitaine Bligh (celui du *Bounty* le *Révolte*), qui y rapporta de Polynésie, en 1793, un plant d'arbre à pain, dont la descendance est, aujourd'hui, l'honneur du jardin botanique de la capitale.

Saint-Vincent, perle des perles ! Mais voilà : les îles sont filles, en cela que, comme elles, la plus belle du monde, ne peut donner que ce qu'elle a. On sait depuis longtemps que les tropiques sont tristes. On le sait d'avantage, où paraissent-ils plus profondément démunis que dans les « îles fortunées » ?

Sur elles, minuscules, rôdent les souvenirs d'une histoire mouvementée — les massacres d'Indiens, la traite des Noirs, les guerres, les épidémies, les naufrages. A quoi la nature a ajouté son lot de calamités : les cyclones, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques. Il y a, enfin, plus subtils, les démons de l'auto-dénigrement, les sirènes de la cancéralité — cela suscitait par l'horizon borné, le temps presque immobilisé, la conscience de l'insignifiance du lieu, qui livre l'avenir à de plus puissants.

Pour toucher la pauvreté du doigt, Saint-Vincent est, aussi, l'endroit rêvé. Quatre cents kilomètres carrés, cent mille habitants : c'est la Petite Antille par excellence. Seules la Barbade, la Martinique et la Guadeloupe sont (deux à trois fois) plus peuplées.

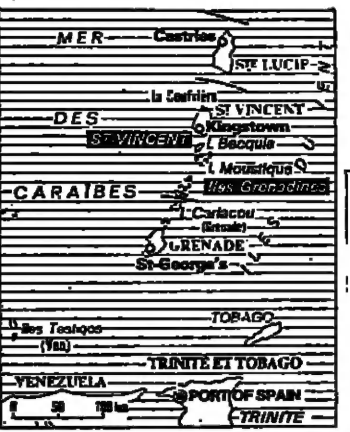
Plus des deux tiers de la population employée aux champs ; six dixièmes du territoire occupé par la montagne, boisée, impropre à la culture : le calcul est simple, cela fait 20 ares par personne, moins de 1 hectare par famille. Théoriquement, du moins, car les grandes propriétés (à l'échelle de l'île) sont nombreuses : la norme, c'est donc 1 demi-hectare pour faire vivre le père, la mère et trois ou quatre enfants. Ce n'est pas la norme, c'est le dénuement. L'ordinaire, c'est, ici, la patate

douce, l'igname, le maïs, la banane, quelques légumes, un peu de poisson...

Comme presque toutes les Petites Antilles au vent — celles situées au sud de la Guadeloupe, — Saint-Vincent est une « île à bananes » : accessoirement à poix de coco. Elle est, en outre, le principal producteur mondial de marante. Ah ! vous non plus ? En bien ! c'est un amygdalé dont le racine, pulvé et séchée, entre dans la confection des farines pour bébés américains, et dans le conditionnement de certains papiers pour ordinateur. N'aurait-elle pas, Saint-Vincent produisait aussi un peu de canne à sucre et de coton. Elle laisse, désormais, ces cultures aux Petites Antilles sous le vent (celles du nord) et à la Barbade.

Le tourisme est, ici, balbutiant. L'industrie y est limitée au conditionnement de quelques produits agricoles. Bananes, coprah, arrow-root (la marante), sont, dès lors, les seules sources de devises de l'île.

C'est d'autant moins brillant que, comme presque tous les Etats du tiers-monde, Saint-



Vincent n'a aucun moyen de peser sur les prix de la plupart de ses productions, fixés à Londres, comme tant d'autres. Quelques grosses sociétés anglaises ont le monopole de la commercialisation des produits tropicaux dans les Petites Antilles anglophones : la Gheest pour les bananes, la Bocker pour la canne à sucre.

Où trouver, dès lors, le « petit quelque chose en plus » qui permettrait de créer des emplois pour une population en croissance rapide, dont la moitié est déjà sous-employée, parfois sans emploi ; dont la jeunesse, nombreuse, a besoin d'écoles et de dispensaires, et dont une partie, celle qui vit dans les Grenadines, manque des commodités les plus élémentaires, à commencer par l'eau douce ?

Certaines îles voisines de Saint-Vincent se sont lancées à corps perdu dans le tourisme : Saint-Lucie, la Barbade. Les dirigeants de Kingstown sont, traditionnellement, sceptiques sur ce point. Un ancien premier ministre, M. John Mitchell, a fièrement proclamé, il y a quelques années, qu'il ne permettrait certainement pas « la dévastation du pays pour gratifier les dollars des touristes ». Son successeur, M. Milton Cato, s'est jusqu'à nouvel ordre, tenu à ce programme.

D'autres tentations rôdent dans les parages. A défaut de vendre

l'âme du peuple, on peut, par exemple, vendre une partie de son territoire. Quatre bijoux au moins du diadème des Grenadines ont été achetés par des étrangers : les îles de Mustique, où la princesse Margaret d'Angleterre ne dédaigne pas d'aller fêter ; Young-Island, Petit-Saint-Vincent et Palm-Island.

Parce qu'elles n'ont guère plus de défense que de ressources, toutes ces îles éveillent les tentations les plus folles. La Mafia américaine songe périodiquement à faire de telle ou telle un tripot — avec casino, night-club, et aménités diverses. Toutes n'ont pas également résisté.

A la Dominique, le gouvernement de M. Patrick John, renversé par des émeutes en juin dernier, avait entrepris de céder pour quatre-vingt-dix ans plus de 120 kilomètres carrés (10 % du territoire) à un Texan qui avait projeté d'y établir un port franc, zone industrielle, un aéroport international, etc., le tout sans consultation du Parlement ! Le gouvernement d'Anguilla, une île à la population aussi noire que celle de la plupart des Petites Antilles, a accueilli une société canadienne dont l'objet serait de livrer certains produits « sensibles » à l'Afrique du Sud.

Le rêve antillais pourrait-il vivre au cauchemar ? Certains projets sont, en tout cas, bien inquiétants. Il y a quelques années, une grosse société américaine avait proposé à Saint-

Martin de recueillir ses effluents chimiques, moyennant un petit paquet de dollars. Aux Etats-Unis, où se développe la phobie de la pollution, certains pensent que « les îles peuvent être d'excellentes poubelles pour les déchets américains », nous a déclaré un haut fonctionnaire français aux Antilles.

Sans aller jusqu'à ces extrêmes, les îles Caraïbes sont déjà devenues l'un des principaux dépôts de carburant de la planète. La société américaine Amerasia Hess, en particulier, s'est spécialisée dans la construction de semblaibles lieux de stockage. A Saint-Lucie, les conditions draconiennes, naguère imposées au gouvernement de M. Patrick Compton par M. Hess, ont fait hurler l'opposition de gauche, aujourd'hui au pouvoir. Les Antilles néerlandaises méridionales, et même les îles Caymans, ont déjà d'énormes capacités de transbordement et de dépôt. A Sint-Eustatius, une des Antilles néerlandaises du Nord, un port d'éclatement, accessible aux pétroliers de 500 000 tonnes, est déjà en fonctionnement.

Lorsqu'elle est désargentée, la beauté est, décidément, exposée à bien des compromissions.

Prochain article :

LA BARBADADE,
UN PETIT MIRACLE
AU VENT FRAIS
DE L'HISTOIRE

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS - TEL. 1.20.15.12

Mercredi 9, Jeudi 10,
Vendredi 11, Samedi 12

Soldes et occasions
pour
hommes

Chemises, cravates, écharpes,
robes de chambre, bonneterie,
vestes, pantalons,
pardessus, imperméables,
mouchoirs, gants, etc.

Rez-de-chaussée.

747 et Tristar: sur l'Atlantique, TWA ne vous offre que les grands espaces.



Quels que soient votre taille ou votre gabarit, la traversée de l'Atlantique ne sera plus une épreuve. Sur tous ses vols, à partir du mois de Mai, TWA vous offre les 2 gros porteurs très appréciés des passagers : le 747 et le Tristar.

Bien calé dans votre fauteuil spacieux et confortable, vous y savourerez quel que soit votre vol le service complet TWA : 3 repas au choix (4 en 1^{re} classe), un grand

film et votre programme musical préféré*.

Et si votre destination est New York, vous profiterez en plus de la meilleure porte d'entrée aux USA : l'aérogare privée TWA à J.F. Kennedy, dont la commodité, la rapidité et l'agrément vous étonneront.

Vous le voyez, TWA fait tout pour vous faire retrouver les plaisirs de l'aviation.

En grand.

Vous plaire, ça nous plaît



*Un léger supplément est perçu pour les distractions en vol

Le Monde DE
L'EDUCATION

Numéro d'avril

**L'ORIENTATION
APRÈS LA CINQUIÈME
ET LA TROISIÈME**

- La formation des architectes
- Jeunes Africains à Paris

En vente partout : 7 F.

LES BELLES LITÉRIES

TRÉCA

s'achètent toujours chez

CAPELOU

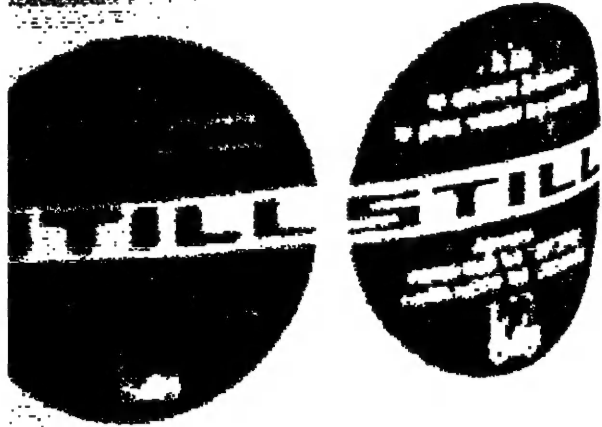
37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro Parmentier - Tél. 357.46.35

Nicaragua

Empaques d'alphabetisation
et expertent transformer les

Etats-Unis

Les Indiens Shoshones
contre les missiles MX



AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

Rabat redoute un « rééquilibrage » de la politique américaine à son détriment

Rabat. — Face à la menace des guérilleros du Polisario qui bénéficient d'un armement dont on souligne la diversité (une enquête de « Paris-Match » sur les combats de Zag de fin février a été reproduite dimanche 6 avril en première page du journal « le Matin du Sa-

hara », proche du parti gouvernemental des indépendants), l'opinion publique marocaine a visiblement tendance à juger les amis ou les alliés du Maroc en fonction d'une seule pierre de touche : leur attitude au sujet du conflit du Sahara occidental.

De notre correspondant

Deux délégations de parlementaires américains qui se sont succédé à Rabat viennent encore d'en faire l'expérience. La première, conduite par M. Thomas O'Neill Jr, président de la Chambre des représentants, était arrivée mercredi dans la capitale marocaine, la seconde, conduite par M. Clement Zablocki, président de la commission des affaires étrangères de la même Assemblée, l'y a rejointe dimanche. M. O'Neill a rencontré samedi le premier ministre, M. Meah Boudiaf, qui l'a informé que le souverain portait à la visite de la délégation américaine.

De fait, M. O'Neill et ses collègues ont été reçus avec autant plus d'intérêt que d'autres parlementaires américains s'étaient rendus récemment en Algérie où ils avaient pris des contacts avec le Polisario. Ce fut notamment le cas d'un membre de la même Chambre des représentants, un élu de New-York, M. Stephen Solarz, dont le journal « Al Bayan », organe du P.P.S. (parti po-

litaire socialiste, communiste), n'a pas hésité à publier le rapport au moment même où ses collègues arrivaient à Rabat. Dans ce rapport, M. Solarz affirme en conclusion : « Dans les conditions actuelles, la vente d'équipement militaire anti-insurrectionnel au Maroc, à utiliser dans sa guerre d'annexion du Sahara occidental, n'est compatible ni avec nos idéaux ni avec nos intérêts. »

Comme on peut l'imaginer, cette conclusion a valu à M. Solarz un commentaire élogieux du journal du P.P.S., qui a répliqué : « Si y a une guerre d'annexion au Sahara occidental, elle est menée par le Polisario, commandé par Alger et Tripoli. » De son côté, la presse gouvernementale adjuge les Etats-Unis de « faire un choix » et de soutenir le Maroc dans sa lutte pour son intégrité territoriale, « dans l'intérêt de l'Occident tout entier ».

Les difficultés de M. O'Neill

auront en tout cas permis de faire deux constatations. D'une part, une fois de plus, on ne peut qu'enregistrer l'extraordinaire unanimité de l'opinion marocaine depuis l'extrême gauche jusqu'au parti gouvernemental en passant par l'U.S.F.P. (Union socialiste des forces populaires, socialistes) de qu'il s'agit du Sahara : la question est considérée comme réglée. D'autre part, on observe un certain agacement de l'opinion publique marocaine devant la tentative des parlementaires américains en vue de « rééquilibrer » la politique de leur gouvernement dans un sens défavorable au Maroc et de le faire revenir sur ses décisions récentes de vente d'armes à ce pays.

ROLAND DELCOUR.

« Les forces sahariennes ont harcelé à l'arme lourde les positions marocaines à Smara, au Sahara occidental, du 27 au 29 mars », indique un communiqué publié lundi 7 avril à Alger par le Front Polisario. — (A.F.P.)

Algérie

Une manifestation d'étudiants en faveur du « droit à l'existence de la culture berbère » est réprimée avec brutalité

De notre correspondant

Alger. — Une centaine d'arrestations, dont celles d'enseignants, plusieurs blessés, dont certains assez gravement, peut-être même, si l'on en croit certains, un mort, tel est le bilan de l'intervention policière contre une manifestation qui a regroupé, lundi 7 avril en milieu de matinée, quelques centaines d'étudiants place du 1^{er} Mai, dans le centre de la ville. Les manifestants, venus pour certains de Tizi-Ouzou en Kabylie, à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger, entendaient réclamer le droit à l'existence pour « la culture et la langue berbère ». Ils arboraient des banderoles proclamant « Culture populaire », « Liberté d'expression », « Démocratie culturelle » et « Le berbère n'est pas une langue algérienne ». Les policiers sont intervenus très rapidement, dès le départ du cortège. Agissant avec une grande brutalité, ils l'ont coupé en deux, isolant une centaine de jeunes qu'ils ont embarqués, avec force coups de matraque, dans les fourgons. Parmi les étudiants appréhendés se trouvaient un grand nombre de responsables, membres de comités de villes ou de facultés. Les autres manifestants, maintenus à distance et criant « Policiers assassins », se sont alors réfugiés à l'université au cœur de la ville, où ils ont tenu tout l'après-

pour poser le problème du berbère dont certains voudraient faire une « seconde langue nationale ». Le 18 mars, en effet, un groupe d'environ deux cents jeunes a défilé rue Larbi-Teboulé et a été violemment dispersé aux abords de la poste centrale ; une quarantaine d'arrestations auraient alors été opérées et cinq auraient été maintenues.

Des « problèmes marginaux »

Dans la soirée de lundi, la radio a fait état en termes vagues d'une manifestation organisée « par certains jeunes ». Notant sa « synchronisation avec celle organisée à Paris le même jour près de l'ambassade d'Algérie avec le concours d'éléments étrangers et hétéroclites », elle a mis en doute des revendications exprimées et a estimé qu'il s'agissait de « soulever des problèmes marginaux » et d'« abuser de la bonne foi de certains jeunes pour les entrainer dans des poies dont ils ne savent pas où elles mènent ». Le commentateur a aussi rappelé les orientations de la charte nationale et a souligné la volonté des autorités de ne pas s'en écarter. La charte stipule notamment que « l'usage généralisé de la langue arabe et sa maîtrise en tant qu'instrument fonctionnel cré-

teur est une des tâches prioritaires de la société algérienne ». Elle ne fait, en revanche, aucune allusion au berbère et plus particulièrement au kabyle, qui serait encore parlé par quelques millions de personnes. Les Kabyles, qui réclament le « droit à la différence culturelle », avaient éprouvé des sentiments mêlés devant les campagnes menées à la fin de 1979 et au début de 1980 par les étudiants « arabisants » réclamant l'arabisation totale et rapide de toute la fonction publique, de la vie culturelle et de l'information. La violence qui répond à nos manifestations, notent avec amertume certains d'entre eux, contraste avec la magnanimité et la patience des autorités « devant le long « défi » des étudiants arabisants en grève pendant trois mois et « l'outrage de leurs revendications ».

C'est dans ce climat qu'est intervenu le 10 mars, un incident qui a mis le feu aux poudres : l'interdiction par le wali de Tizi-Ouzou d'une conférence de M. Mohamed Mammeri, universitaire et romancier, qui devait traiter de la « poésie kabyle ancienne » devant les étudiants de la grande cité kabyle (le Monde du 19 mars). Refusant le « fait accompli », les étudiants ont engagé une action pour obtenir l'annulation de la décision préfectorale et pour populariser le problème de la culture berbère. Ils ont reçu rapidement le soutien des lycéens de la région et les incidents se sont multipliés ces trois dernières semaines. Récentement encore, des enseignants en arabe ont été brisés à coups de pierre à Tizi-Ouzou. Des manifestations ont eu lieu à L'Arbaâ-Nach-Imathen (ex-Port-National). Azaâg et dernièrement encore à Ain-el-Hamman (ex-Michéle). Dans cette dernière ville, les manifestations auraient été notamment le fait d'ouvriers membres d'une coopérative. Les autorités auraient réagi par un renforcement de la gendarmerie et, disent les étudiants de Tizi-Ouzou, par des arrestations de « militants berbéroïdes » qui pourraient être incrimés « d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ». A Dna-el-Mizan, soixante-dix arrestations ont été opérées après une manifestation de lycéens.

Tous ces mouvements expriment plus la sensibilité d'une minorité soucieuse de voir reconnu et protégé son héritage culturel propre que des revendications qui restent confuses et ne se traduisent pas dans des propositions précises. Un tract diffusé lundi à Alger annonce la création d'un « comité de soutien et de défense de la culture berbère » qui se propose de « faire avancer la question berbère sur le terrain politique ».

Les auteurs de ce texte affirment que « l'oppression culturelle berbère recouvre l'oppression des paysans, des travailleurs, des femmes, des étudiants et, dans l'ensemble, de tout le peuple ». Ce pamphlet, qui n'est pas signé, est attribué ici au Front des forces socialistes (F.F.S.) de M. Ali Ahmed. Aucun des étudiants que nous avons interrogés ne l'a cautionné ; tous ont dénoncé la « nouvelle tentative de récupération » et de « déviation de notre mouvement ». La majorité des étudiants de la capitale se sont tenus en marge de cette agitation, comme ils l'avaient fait d'ailleurs lors de la grève des arabisants. Les arrestations de lundi et le caractère brutal de la répression amènent-elles cette majorité étudiante qui affronte quotidiennement d'autres problèmes — conditions de logement, de travail, de transports — à se solidariser ?

DANIEL JUNQUA.

Manifestation à Paris

Environ quatre cents Algériens, pour la plupart des Kabyles, ont manifesté sans incident, lundi après-midi 7 avril, en faveur de la « sauvegarde de la culture berbère en Algérie ». Réunis à l'appel d'un « comité de défense des droits culturels en Algérie », et ont-ils souligné, « sous l'égide d'aucun parti politique », les manifestants n'ont pu, comme ils le souhaitaient, se rassembler devant les locaux de l'ambassade d'Algérie, 18 rue Hamelin (16^e), gardés par la police. Ils ont donc stationné pendant deux heures place des Etats-Unis, brandissant des banderoles écrites en français et en kabyle sur lesquelles on pouvait lire notamment : « Non à la répression culturelle ! », « Pour les langues populaires en Algérie ! », « Non au génocide culturel ! ».

Dans votre BHV.

Jusqu'au 3 mai 1980
CRÉDIT GRATUIT EN 9 MOIS
sur tout le jardinage, les meubles de jardin et les stores extérieurs.

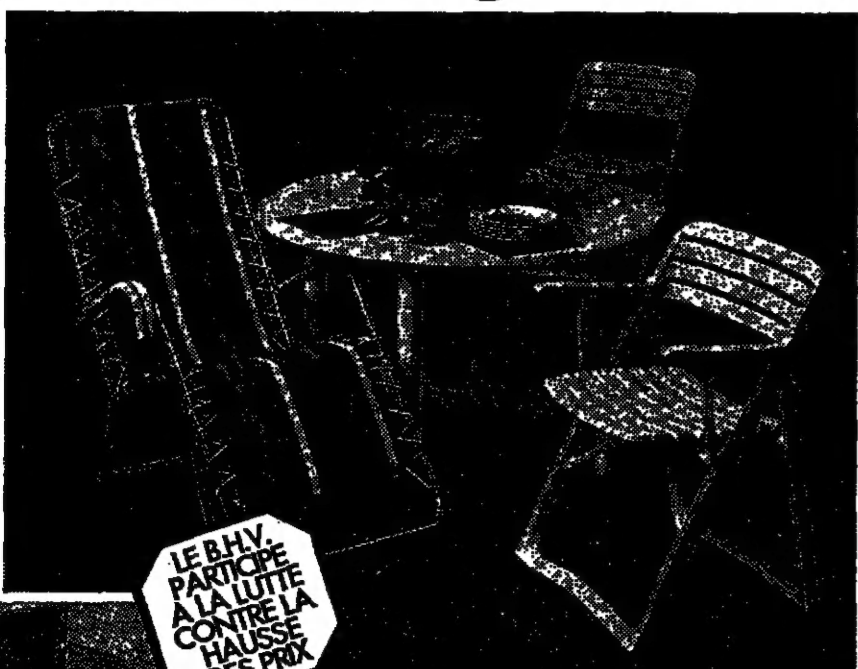
Des prix spéciaux pour profiter du jardin.



Salon bois laqué blanc composé de : 1 table 160x90, 2 chaises, 2 fauteuils.
700F

Bar réaliste : bois laqué blanc, 160x90.
290F

Panorami 200, 3 coloris au choix.
275F



Salon Chêne en plastique composé de : 1 table 160x90, 2 chaises, 2 fauteuils.
1300F

Fauteuil relax, rotin doré, avec accoudoirs, exclusivité BHV.
150F



Salon romantique, fer forgé, composé de : 1 table 160x90, 2 fauteuils, 2 chaises, 4 coussins.
650F



Salon bois laqué blanc composé de : 1 table 160x90, 2 chaises, 2 fauteuils.
2150F

LE BHV PARTICIPE A LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

A partir de 1000 F d'achats, 20% de remise. Après acceptation du dossier crédit CollègeBHV. A l'exception des articles saisis d'un point vert et des services.

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

DANS VOTRE BHV : RIVOLI - ROSNY 2 - BELLE ÉPINE - CRÉTEIL - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES ET VILLENEUVE-LA-GARENNE.



صك: امن الاصل

Inde

En proie à une vive agitation depuis sept mois, l'État de l'Assam est déclaré «zone de troubles» et soumis à une législation d'exception

De notre correspondant

New-Delhi. — L'Assam a été déclaré zone de troubles, samedi 5 avril, afin de permettre aux autorités d'y appliquer, pendant une période de deux mois, des dispositions rigoureuses pour assurer le maintien de l'ordre public. Selon ces textes, les forces armées peuvent intervenir contre toute personne menaçant de violence ou de faire, si nécessaire, usage de leurs armes; les réunions de plus de quatre personnes sont interdites ainsi que le transport des armes, tout suspect peut être appréhendé sans mandat d'arrêt et des perquisitions pourront être opérées dans les mêmes conditions. Aucune poursuite ne pourra être exercée, sans l'accord du pouvoir central, à l'encontre de ceux qui appliqueront ces mesures.

Le nord-est de l'Inde comprend cinq États : l'Assam, le Manipur, le Meghalaya, le Nagaland et le Tripura et deux territoires : l'Arunachal-Pradesh et le Mizoram, soit 255 000 kilomètres carrés et 25,5 millions d'habitants. La région, bordée par le Bhoutan, la Chine, la Birmanie, le Bangladesh et le Bengale-Occidental, représente à peine 8 % de la superficie du pays et compte moins de 4 % de sa population. Mais c'est une région-clé pour la sécurité et l'économie de l'Inde. Elle fournit la moitié de la production de thé, un tiers du pétrole, et dispose du plus important potentiel énergétique (hydro-électricité, gaz naturel, charbon, pétrole).

Depuis septembre dernier, sa principale composante, l'Assam, 19,3 millions d'habitants, — est en état de rébellion ouverte, et cette rébellion se traduit par une paralysie quasi complète de l'État dont les effets affectent d'autres régions du pays. A l'origine de la crise, la campagne lancée, la veille des élections générales de janvier, par la jeunesse locale (1), afin de faire rayser des listes électorales les noms des «étrangers» qui y figuraient.

À défaut d'obtenir gain de cause, les étudiants sont néanmoins parvenus à bloquer le processus électoral et à faire reporter le scrutin dans douze des quatre-vingt-cinq circonscriptions de l'État. Depuis lors, la pression populaire n'a cessé d'augmenter, se traduisant notamment par la fermeture complète, depuis décembre, du robinet pétrolier et par l'arrêt des raffineries locales, ce qui a provoqué une grave pénurie de gasole et de kérosène dans l'Assam et dans le Bengale, ainsi que dans le nord de l'Inde. Cette action, selon le ministre de l'Intérieur, entraîne une perte quotidienne de 30 millions de roupies (2) pour l'économie indienne.

Aussi le gouvernement central vient-il de décider de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir l'acheminement normal du pétrole. Les responsables du mouvement refusent de céder. L'affrontement semble inévitable.

L'héritage de Gandhi

Pourtant, si l'on en croit les principaux instigateurs du mouvement, ce dernier se veut «démocratique, pacifique et non violent». Il ressort en effet directement, quant à sa forme, de l'héritage gandhien, le terme couramment utilisé pour décrire l'agitation actuelle étant celui de «satyagraha», qui qualifie pour lui l'état d'esprit des tenants de la non-violence. Il se traduit, en effet, par l'organisation, depuis plus de cent jours, de piquets de grève permanents autour des installations pétrolières et le long de l'oléoduc qui achemine l'or noir vers le reste du pays, et surtout par des démonstrations de masse devant les bureaux administratifs, au cours desquelles des milliers de personnes, femmes et enfants compris, cherchent délibérément à se faire arrêter.

Non violente, la campagne d'agitation n'en a pas moins fait, depuis septembre, de nombreuses victimes. Autant de «bavures» rejetées sur l'action d'éléments «incongrus» ou sur celle de l'armée dont l'intervention a déjà été requise à plusieurs reprises. Le mouvement a aussi provoqué l'exode quotidien de centaines de Bengalis vers des camps installés au Bengale-Occidental. En Assam, quinze mille «étrangers» seraient par ailleurs sans abri.

Confronté au défi de toute une population, le gouvernement central, qui, depuis décembre dernier, est directement responsable de l'administration de l'État (3), a, dans un premier temps, joué la carte de la négociation. Estimant inacceptable la demande des étudiants qui proposaient que soient considérés comme «étrangers», donc menacés d'expulsion, les immigrants installés en Assam depuis 1961 — quelques cinq millions — le gouvernement avait pour part suggéré de fixer l'année fatidique à 1971, soulevant qu'il était de respecter les accords conclus, notamment avec le Bangladesh.

Après avoir refusé la proposition gouvernementale, les étudiants ont rejeté le compromis élaboré par le gouverneur. Ce dernier, tout en fixant à 1967 l'année de référence pour le recensement des «étrangers» et leur élimination des listes électorales, prévoyait néanmoins que seules les personnes entrées en Assam après 1971 pourraient être expulsées. Cette solution risquait de laisser demeurer dans l'État plus de deux millions d'apatrides.

Un combat pour l'identité

Cette intransigence s'explique par la conviction des jeunes Assamais de mener un combat pour sauvegarder leur identité ethnique, linguistique, culturelle et religieuse face à des centaines de milliers d'«envahisseurs» dont la plupart parlent une autre langue (le bengali) et dont une large fraction est musulmane. Noble cause, qui masque cependant la dimension économique d'une révolte dont la raison pourrait être, plus prosaïquement, l'emploi. Un magazine indien (4), qui présentait récemment un tableau très sombre de la situation économique du Nord-Est, précisait notamment qu'en Assam, six familles sur dix vivent en dessous du niveau de pauvreté, contre quatre en moyenne pour l'ensemble du pays; 10 % seulement des villages sont électrifiés, et le revenu annuel par habitant y est de 852 roupies, contre 1 236 pour l'ensemble du pays.

À ces données s'ajoute une croissance démographique impressionnante. Ainsi, entre 1971 et 1980, la population de l'Assam aurait augmenté de plus de 30 %, contre 15 % pour l'ensemble du pays. On voit donc que le fort sentiment d'isolement de la population par rapport à la communauté nationale, force est de reconnaître que la crise actuelle est de nature complexe, et qu'elle ne saurait se résumer à une simple vague de xénophobie.

De plus, aux dimensions socio-culturelles et économiques s'ajoute un facteur politique : à l'action des étudiants de l'Assam, en effet, répond un véritable blocus

économique de l'État révoit par les jeunes éléments du Congrès (1) — le parti de M.ze Gandhi — du Bengale-Occidental. Suspendu le 5 mars, leur opération n'en a pas moins provoqué pendant une semaine de graves perturbations dans le trafic routier et ferroviaire à destination de l'Assam. L'attentisme manifesté à cette occasion par Mme Gandhi n'a pas manqué d'être interprété comme la caution silencieuse du premier ministre à une initiative qui pouvait contribuer, il est vrai, à déstabiliser un des bastions de l'opposition et à gêner la coalition de gauche au pouvoir au Bengale-Occidental.

Que la crise du Nord-Est en général et de l'Assam en particulier soit exploitée politiquement, cela ne fait guère de doute. Récemment, le gouvernement a laissé entendre que le R.S.S. — la droite nationaliste hindoue — contribuait au désordre actuel en saisissant l'occasion de combattre l'influence croissante des musulmans dans cette partie du pays. Le 31 mars, le gouvernement avait aussi évoqué l'action de la C.I.A. Enfin, le rôle que joueraient les Chinois, notamment au

Nagaland et au Mizoram, a été souvent mentionné. En dépit des dénégations des dirigeants étudiants, le gouvernement n'a pas hésité à qualifier le mouvement de révolte de l'Assam «d'international et sécessionniste». En ce qui concerne le danger de sécession, il n'est, pour s'en convaincre, que de jeter un coup d'œil sur une carte de l'Inde et de constater combien tenu est le cordon qui relie à la masse du sous-continent indien l'appendice constitué par les États du Nord-Est. Un appendice aujourd'hui dangereusement gangréné.

PATRICK FRANCES.

(1) Deux organisations animent cette campagne : l'All Assam Students Union, qui affirme représenter 75 % des 1,3 million d'étudiants et d'élèves assamais, et l'All Assam Gana Sangram Parishad, qui regroupe plusieurs parties régionales. (2) Une roupie = 0,5 franc. (3) Constantant l'impossibilité de constituer un gouvernement stable dans cet État, le président de la République avait proclamé, le 12 décembre, la «President's Rule». L'administration est de ce fait assumée par le pouvoir central, et l'assemblée locale est suspendue. (4) India Today du 16 février.

Afghanistan

Le secrétaire américain à la défense fait état d'«indications» de plus en plus sérieuses sur l'utilisation de gaz paralysants par les Soviétiques

Les États-Unis disposent «d'indications de plus en plus sérieuses» sur l'utilisation de gaz de combat paralysants par les troupes soviétiques en Afghanistan, a déclaré, lundi 7 avril, le secrétaire à la défense, M. Harold Brown. «Il n'est pas exclu non plus, a-t-il ajouté, que l'Armée rouge fasse aussi usage du gaz mortel «soman». La menace à long terme que constitue l'intervention soviétique est réelle et sérieuse. Si la région du golfe Persique tombe sous le contrôle des Soviétiques, nous allons nous trouver dans une situation d'asservissement économique, et nos propres intérêts vitaux seraient du même coup menacés», a conclu M. Brown.

D'autre part, à Kaboul, le ministre afghan de la défense a annoncé, lundi, des mesures pour renforcer l'armée. Elles prévoient notamment «l'enrôlement volontaire des lycéens diplômés, qui, après six mois de service, auront le droit de passer dans la réserve. Les sous-officiers de réserve qui ont déjà servi pendant deux ans dans l'armée peuvent se rengager comme volontaires». Ces mesures interviennent alors que, selon la radio pakistanaise, les insurgés musulmans auraient pris la base aérienne de Bagram, une soixantaine de kilomètres de Kaboul, tuant un général soviétique et deux autres généraux soviétiques et trois officiers supérieurs afghans auraient aussi été tués lorsque leur hélicoptère a été abattu. Ces informations n'ont toutefois pas été confirmées.

À New-Delhi, le chassé-croisé diplomatique se poursuit (le Monde du 8 avril). Lundi, le ministre indien des affaires étrangères, M. Mohanlal, a déclaré qu'il était «chargé de mission» par M. Castro pour «trouver une solution politique et pacifique à la situation en Asie du Sud-Ouest». Arrivé le même jour en Inde en visite officielle, le premier ministre vietnamien a qua-

Chine

● LE GOUVERNEMENT DE PEKIN a décidé de lever toutes les taxes douanières sur ses importations avec Taïwan. Cette mesure, qui représente un nouveau geste en faveur d'un rapprochement avec le régime nationaliste, survient à un moment où les échanges commerciaux indirects (notamment via Hongkong) entre les continents et l'île engendrent un développement substantiel. — (A.F.P.)

● L'ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS DIPLOMATIQUES NORMALES AVEC LA CHINE a été annoncé dimanche 6 avril à La Paz par M. Julio Garret, ministre des affaires étrangères. La Bolivie devra rompre ses relations avec Taïwan, mais le ministre a indiqué qu'il souhaitait le maintien des liens au niveau consulaire et commercial avec l'île nationaliste. — (A.F.P.)

L'Airpass Braniff. Trois nouveaux moyens de visiter les Etats-Unis.

Désormais, 15, 30 ou 45 jours de voyages illimités aux Etats-Unis, à partir de 1025 F. (en supplément du billet aller et retour pour les Etats-Unis).

Nous Braniff, nous faisons tout pour devenir votre compagnie aérienne. Et l'une des actions les plus passionnantes que nous ayons réalisées est le nouvel Airpass Braniff.

Avec un Airpass Braniff, vous pouvez, dès votre arrivée aux Etats-Unis, voyager sur autant de vols Braniff que vous le désirez, à destination des 50 villes desservies par Braniff, et ceci jusqu'à expiration de votre Airpass.

Que vous alliez aux Etats-Unis pour vos affaires ou pour vos loisirs, c'est un excellent moyen qui vous permet de voyager à volonté pour un prix très avantageux.

Pour obtenir un Airpass Braniff, achetez un billet aller et retour pour les Etats-Unis, puis choisissez un des 3 Airpass: 15 jours de voyages illimités à partir de 1025 F. et 45 jours à partir de 2050 F. Pour un supplément de 820 F. vous pouvez vous procurer une extension pour Honolulu.

De plus, vous bénéficiez aussi d'un Airpass si vous vous rendez aux Etats-Unis et si vous poursuivez votre voyage vers l'Amérique du Sud ou l'Extrême-Orient avec Braniff.

Vous volez vers les Etats-Unis à bord d'un superbe 747. Braniff offre, en départ de Paris-Orly, deux vols par semaine vers Boston (trois à partir du 1/06/80) et un vol par semaine vers Dallas/Fort-Worth (trois à partir du 1/06/80).

L'Airpass Braniff, c'est encore un nouvel exemple de notre objectif: «Pour devenir votre compagnie aérienne, nous nous devons d'être meilleurs».



Pour tous renseignements et réservations, appelez Braniff au (5) 720.42.42 ou 720.83.33.

On se doit d'être meilleur quand on s'appelle
Braniff
ETATS-UNIS • HAWAÏ • PACIFIQUE • EXTRÊME-ORIENT
AMÉRIQUE DU SUD • MEXIQUE • EUROPE

Algerie
Action d'étudiants en faveur
sistance de la culture berbère
primée avec brutalité

rdin.



150'
2150'



EUROPE

La défense des droits de l'homme en Union soviétique

Un appel de M. Soljenitsyne en faveur de deux prêtres russes

M. Alexandre Soljenitsyne nous a fait parvenir la lettre suivante : « Fini le temps des slogans : « Pour la patrie », « Pour le peuple », « Pour la justice » ! En dépit de leur toute-puissance totalitaire, les communistes ont dû admettre qu'ils persécutent et exterminent la foi. »

« La Russie a vu se lever un prêtre courageux, indépendant, aimé bien au-delà des limites de sa patrie, indomptable face au régime totalitaire de l'Eglise officielle : le Père Dimitri Doudko. Il a rétabli la prédication chrétienne de toujours, celle qui est au cœur du peuple et qui est aujourd'hui interdite, et le peuple, sevré depuis un demi-siècle de la parole divine, est accouru en masse vers lui. »

« C'est pour cette raison — la qu'aujourd'hui les communistes veulent la perte du Père Dimitri. Mais la grande puissance tremble d'agir à découvert : on apprend de Moscou que le K.G.B. suscite parmi les jeunes de faux témoins en vue d'un faux procès où l'on accuserait basement le Père Dimitri d'homosexualité et d'orgasmes bacchiques. Ils avaient déjà présenté ainsi — c'est le niveau de compréhension des dirigeants — les entretiens spirituels du Père Doudko avec la jeunesse. »

« Un autre prêtre indépendant et vaillant, le Père Gleb Iakoune, a été le premier à annoncer

M. Willy Brandt est pressé par la C.D.U. d'intervenir en faveur de M. Sakharov

De notre correspondant

Bonn. — L'ancien chancelier Willy Brandt est soumis à une pression croissante de la part de certains chrétiens-démocrates qui lui demandent de s'engager plus activement en tant que prix Nobel de la paix, pour le respect des droits de l'homme en U.R.S.S., et plus spécialement en faveur du savant André Sakharov.

M. Alois Mertes, l'un des porte-parole de la C.D.U.-C.S.U. pour les problèmes de sécurité, également vice-président du groupe des parlementaires ouest-allemands pour la coopération germano-soviétique, a pris la tête de cette campagne dès le mois de janvier. En réponse, le président du S.P.D. a rappelé qu'il avait exprimé publiquement sa « consternation » au moment de la déportation d'André Sakharov à Gorki et qu'il avait formulé alors l'espoir que cette mesure ne serait pas l'annonce d'autres représailles en Union soviétique.

Non satisfait de cette réponse, M. Mertes a demandé à nouveau au président du S.P.D. que ceux les prix Nobel de la paix se mettent d'accord pour diffuser les écrits d'André Sakharov qui sou-

Chasse au trésor près de Smolensk

De notre correspondant

Moscou. — Le lac Semlevoïski, près de Smolensk, à 350 kilomètres à l'ouest de Moscou, abrite-t-il le trésor de Napoléon ou plutôt celui de Catherine II la Grande ? Une expédition archéologique, qui est en train de sonder la vase du lac, a signalé une forte concentration d'argent, de cuivre et d'autres métaux, à l'endroit l'agence Tass, le lundi 7 avril.

Au moment de la retraite de Russie, Napoléon, en quittant Moscou, avait emporté des objets précieux appartenant au trésor du Kremlin, en particulier un carrosse doré de Catherine, des collections des cathédrales et des palais. Selon Tass, les derniers documents, qui mentionnent ce trésor, remontent à octobre 1812.

L'armée napoléonienne a bivouaqué pendant quelque temps sur les rives du lac Semlevoïski, dont la nature est originelle : il ne rend jamais les objets qui y tombent. Il est peu profond, de 4 à 5 mètres, mais son

ECHO 140 D

MOTOCOUPERBE

FAUX à MOTEUR à carburateur à membrane

- Pour pelouses, broussailles ou prairies
- Complètement indépendante de la tondeuse
- Coupe sans danger au ras des pierres, clôtures, plantes et grillages

Débroussaillieuses

7 modèles, 40 combinaisons

P.P.K.

45 bd St-Denis 92400 COURBEVOIE
Tél. 788-42-50

DEMANDEZ-NOUS L'AGENT LOCAL

Un rapport du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe

« Assurer sa survie, maîtriser son développement, affirmer son identité »

Le Mouvement pour l'indépendance de l'Europe où se retrouvent des membres de tous les courants de la majorité (1), rappelle l'ensemble de ses positions autour d'un nouveau rapport d'orientation dû à M. Jean-Claude Empereur, membre de son bureau, et définissant les « trois niveaux de l'indépendance européenne : assurer sa survie, maîtriser son développement, affirmer son identité. »

Le rapport est divisé en trois parties : la première, la plus importante, est consacrée à la « survie » ; la seconde, à la « maîtrise du développement » ; la troisième, à l'« affirmation de l'identité ».

La première partie, la plus importante, est consacrée à la « survie » ; elle est divisée en deux sous-parties : la première, la plus importante, est consacrée à la « survie » ; la seconde, à la « maîtrise du développement » ; la troisième, à l'« affirmation de l'identité ».

La seconde partie, la « maîtrise du développement », est consacrée à la « maîtrise du développement » ; elle est divisée en deux sous-parties : la première, la plus importante, est consacrée à la « maîtrise du développement » ; la seconde, à la « survie » ; la troisième, à l'« affirmation de l'identité ».

La troisième partie, l'« affirmation de l'identité », est consacrée à l'« affirmation de l'identité » ; elle est divisée en deux sous-parties : la première, la plus importante, est consacrée à l'« affirmation de l'identité » ; la seconde, à la « survie » ; la troisième, à la « maîtrise du développement ».

Pays-Bas

Les squatters menacent de perturber les cérémonies du couronnement

De notre correspondant

Amsterdam. — Les squatters néerlandais ont décidé de faire du 30 avril une journée d'action contre la pénurie de logements. Ils ont appelé leurs sympathisants à se rendre à Amsterdam, devant le Nieuwekerk où se dérouleront les cérémonies du couronnement de la princesse Beatrix. La police de la capitale a prévu la mise en place d'importants dispositifs de sécurité. Les squatters estiment que les sommes importantes affectées à ces cérémonies devraient être employées dans la recherche d'un meilleur emploi dans la construction de logements à loyer modéré pour les quelque cinquante mille personnes officiellement inscrites sur les registres d'Amsterdam comme étant à la recherche d'un logement.

Les menaces des squatters font revivre les souvenirs du mariage de la princesse Beatrix avec le prince allemand Klaus von Amberg, au mois de mars 1964, quand des « provocateurs » d'Amsterdam avaient lancé des engins fumigènes vers le cortège nuptial, embarrassant vivement les autorités municipales de l'époque.

Après une dizaine d'années de calme relatif dans la capitale néerlandaise, les squatters ont pris la relève des provocateurs des années 60, dans une campagne de « provocations » contre les autorités, les squatters font de plus en plus figure de militants anarchistes. Au début du mois dernier, ils ont livré de véritables batailles rangées contre la police d'Amsterdam, autour d'un bâtiment occupé. Les auto-

Grèce

M. Caramanlis paraît bien placé pour accéder à la présidence de la République

De notre correspondant

Athènes. — Le Parlement grec pourra, dans le second scrutin du mois d'avril, après les fêtes de Pâques orthodoxes, élire un nouveau président de la République. Le successeur de M. Constantinos Tsatsos est, aux termes de la Constitution, désigné au moins un mois avant l'expiration de son mandat, le 19 juin prochain.

Le candidat à la présidence doit être élu par deux cent cinquante voix au premier ou au second scrutin organisé au Parlement à cinq jours d'intervalle, ou cent quatre-vingt voix au troisième scrutin. Trois candidats ont été proposés : M. Constantinos Caramanlis, M. Kostas Karamanlis, et M. Andreas Papandreu.

M. Caramanlis, qui compte cent soixante-quatre députés, est considéré comme le favori pour accéder à la présidence de la République. Il a été élu président du Parlement en 1974, et a été réélu en 1977. Il est considéré comme le favori pour accéder à la présidence de la République.

peenne et une relance de la politique agricole commune.

« CULTURE. — Le M.I.E. souhaite des progrès rapides dans une éducation européenne. Réflexion commune sur le contenu de l'enseignement et création d'un centre permanent d'études : développement d'un multi-linguisme européen « seul moyen de sauvegarder la diversité, mais aussi de se préserver de l'envahissement d'un autre, qui peut être la technique et du commerce, mais n'est porteur d'aucune culture » ; politique d'équivalence des diplômes ; « présence de l'Europe en

DIPLOMATIE

Libres opinions

L'État contre la Nation

par MAURICE GIRODIAS (*)

« L'Etat des peuples à disposer d'eux-mêmes », tel qu'il est compris par la charte des Nations unies, est sans cesse détourné au profit des Etats. Mais un peuple n'est pas un Etat. Une population ne peut être confondue avec les structures gouvernementales qui l'encadrent (souvent contre son gré, et presque toujours contre son intérêt), au sein profane de la classe politique.

Ces glissements sémantiques ont été cultivés depuis des siècles par le pouvoir. Leurs conséquences réelles ne peuvent plus être ignorées aujourd'hui puisque, un peu partout, les peuples luttent contre les Etats dans des luttes sanglantes et désespérées dans le but d'obtenir, précisément, « le droit de disposer d'eux-mêmes ».

Il en est de même pour le mot *peuple*, qui, jusqu'au dix-huitième siècle, s'appliquait à une population ethniquement, culturellement et territorialement homogène, telle que les Bretons, les Normands ou les Gascons. Et c'est bien parce que ce mot n'était porteur de traditions, de légitimité, et riche d'un sens sacré, qu'il a été usurpé par l'Etat français. Par la monarchie d'abord. Par la République ensuite après que, ayant renié sa vocation fédératrice originale, elle eut opté pour le centralisme qui devait la mener droit à l'Empire et à une guerre de conquête qui contredisait ses principes.

L'Etat se proclame un *indivisible*, mais il l'est au détriment des nations qui, elles sont diverses et qui incarnent la vie réelle. Les deux premiers Etats du monde occidental moderne, la France et l'Angleterre, furent conçus sur le modèle romain avec l'aide active de la papauté médiévale, qui l'Eglise souffrait de ne plus être la religion officielle d'un empire puissant. L'un a pris corps grâce à la conquête de l'Occident, l'autre de l'Irlande. La poussée centralisatrice a fait de la France, de Paris et de Londres, d'énormes foyers de pouvoir ; elle a réduit les nations conquises au rang de *provinces*, c'est-à-dire de greniers, à vivre et de réserves de chair à canon. C'est là en réalité une politique de mort, dont on voit aujourd'hui le résultat : vides de leur substance en raison du déséquilibre ainsi créé, ces deux grands empires ne sont plus que des ruines, prétextuelles. Qui oserait encore parler de grandeur ?

Mais ces tentatives d'hégémonie ont fasciné le monde entier, et l'exemple a été suivi partout. L'empire soviétique s'est constitué par réflexe d'imitation autant que de défense ; et demain ce sera l'empire chinois contre tous les autres. L'Afrique s'est couverte d'Etats-clients, préfabriqués par la colonisation, qu'on arme sans vergogne contre leurs propres citoyens. Les académies militaires des Etats-Unis ont les pépinières où l'on a formé presque tous les dictateurs d'Amérique latine. L'ONU a livré en 1952 l'ensemble des peuples d'Erythrée à l'empire éthiopien, provoquant ainsi une guerre de libération d'une cruauté inouïe, qui dure depuis près de vingt ans mais qu'on préfère ignorer, car la honte est trop grande.

Et c'est bien pour compenser l'érosion interne de leur ascendant politique que les Etats favorisent une croissance économique aberrante, nourrie par la course aux armements, l'automobile, le nucléaire, la fiscalité paléontologique, le crédit, l'injustice sociale, ainsi qu'un gaspillage industriel incroyable, qui détruit toutes les valeurs de vie, et fait de chacun de nous la prison des autres.

Privés de leur identité, de tout recours légal et du droit même à l'existence, ces peuples qu'on appelle « minorités » se révoltent contre les Etats. Nous voyons donc à l'âge du terrorisme — révolte aveugle, horrible et sans espoir. Car les minoritaires n'ont pas encore eu le temps de partager tout le même cauchemar, et que l'ennemi est partout le même : l'Etat, Kurdes, Tamils, Sahraouis, Khmers, Afghans, Kabyles, Betses, Géorgiens, Arméniens, Ukrainiens, Tibétains, et Palestiniens livrant les mêmes combats que les tribus du Zimbabwe, de Namibie, et de toute l'Afrique noire, et de tout ce qui survit encore des deux mille peuples de l'Amérique précolombienne, maintenant réduits à la triste condition d'Indiens. Alors que les luttes fratricides d'Irlande, du Liban, de Turquie, d'Iran, de la corne d'Afrique et de tout le Sud-Est asiatique prolifèrent comme une peste galopante qui menace la terre entière.

Ainsi, le mauvais génie de la race blanche a poussé l'humanité jusqu'à la mise au monde global. Or il se trouve que la croissance démographique désordonnée que nous connaissons va bientôt renverser le rapport des forces entre la race blanche et les autres : face au tiers-monde et au quart-monde, les grandes puissances industrielles d'aujourd'hui ne passeront pas plus tard, dans deux générations, qu'un corps de vieillards à l'agonie.

Devons-nous céder à l'appel de la vengeance, de l'amertume — au dégoût de nous-mêmes ?

Pourtant, depuis quelques années, de nombreuses voix se sont élevées en faveur de la grande alternative : celle de la reconstruction et de la réconciliation universelle. On annonce aujourd'hui la fondation de l'Alliance pour l'union des minorités. Et l'on trouve plus bas la liste des premiers signataires d'une Déclaration d'indépendance de toutes les minorités humaines, dans laquelle on pourra voir un essai de définition de la nouvelle démocratie planétaire.

Une action aussi résolument et absolument non violente pourra sembler excessivement utopique, voire même chimérique, à ceux qui ont le goût du pouvoir et du sang. Mais Ghandi, sans autres armes que celles du cœur et de l'esprit, a vaincu pacifiquement le plus puissant empire du monde. Mais le modèle suisse nous montre, depuis des siècles, que les fédérations de minorités ethniques et culturelles peuvent garantir la paix, la prospérité et l'égalité réelle des peuples entre eux.

Alors ? Alors l'espoir est encore vivant, et ceux que tant la grande aventure de l'avenir ont invités à se joindre à ceux qui ont déjà approuvé la Déclaration sur les minorités.

(*) Ancêtre éditeur.

Ont déjà signé : Jacques Attali, Lucien Bodard, Marie Cardinal, Pierre Cochard, Jacques Crémieux, René Dubos, Jacques Dufréne, Jean-Paul Escande, Desmond Fennell, Allen Ginsberg, Maurice Girodias, Edward de Goldsmith, Alain Harri, Alain Jouffroy, Henri Labort, Bernard Lantier, Jacques Madania, Théodore Monod, Maurice Nadeau, Yves Person, Jacques Rabemananjara, Albert Rabenon, John Barry, Charles Rossetti, Pierre Samuel, Gary Snyder, Alan Suttell, Haroun Tazief, Olivier Warrin, Jean-Claude Zyberstein.

* La Déclaration sur les minorités sera adressée à toute personne qui en fera la demande, en écrivant à l'Alliance pour l'union des minorités, 11, rue du Bouli, 75001 Paris.

session parlementaire

sjeux et les enjeux

مكتبة الأمل

LA SITUATION A LA MARTINIQUE

(Suite de la première page.)

tout le monde pourra attendre aucun soutien. Les communistes, pour
 roni contre, a déjà indiqué
 M. Ducloux. Le vice-président
 du groupe communiste estime que
 la participation est un effort par
 lequel les *« représentants des
 ce »* et par *« une information
 réelle »* donnée aux travailleurs,
 dans l'entreprise. Quant à la
 participation, il estime qu'elle
 c'est très simple, ajoute-t-il,
« et personne n'en veut ». Le même
 état d'esprit règne chez les social-
 listes. M. Lefebvre déclare
 M. Defferre, notons-le, déclare
 qu'à partir d'un certain niveau de
 vie, les travailleurs se sentent
 responsables de leur entreprise,
 salaire et de conditions de travail.
 En outre, estime le président du
 groupe socialiste, le gouverne-
 ment a le devoir de reconnaître
*« que peuvent être les aspirations
 des travailleurs »*; dès lors la
 participation, a proposée dans le
 cadre d'une loi, est une droite,
 ou directement à l'écart 2.

Communistes et socialistes sont décidés à tout faire pour que la session ne se limite pas à des débats « techniques ». Le groupe communiste mettra en œuvre toutes les ressources de la procédure parlementaire pour que le gouvernement accepte un débat, assorti d'un vote, sur la situation économique et sociale.

M. Pierre Chapray, directeur de la *Lettre de la Nation*, a dit le cadre d'une coopération avec le gouvernement sur ce point, comme sur d'autres. Dans son éditorial du 22 avril, il avait écrit :
« C'est aller un peu vite en besogne que de prévoir déjà un large accord sur les projets ou propositions de loi concernant la situation internationale, la politique sociale, etc. On pourrait même dire que, dans la mesure précisément où les lectures en discussion ont été plus riches, plus variées, plus nombreuses, plus françaises des Français, les succédons ont beaucoup de passions. »
Mettant l'accent sur le caractère « ambigu » du débat sur la participation à la guerre, il a conclu :
« Elles tendent à l'incompatibilité de doctrine entre un pouvoir imbû d'un libéralisme naïf et une jeunesse qui se réveille. »
« troisième note » ouverte par le général de Gaulle, qui n'a rien à voir avec le « juste milieu ».
« Ce n'est ni l'empire ni la république, ni la monarchie ni le socialisme, ni la volonté du ministre du travail, de déboucher sur une incompréhension, source de conflits. »

M. Ducloux ne s'exprime pas que le P.C. puisse recourir à l'article 186 du règlement de l'Assemblée nationale, qui permet à un député d'être élu sans avoir été inscrit sur la liste en joignant à sa demande une motion de censure. M. Defferre est peu favorable à une telle procédure. Il estime qu'elle n'a jamais été « banalisée » durant l'hiver dernier (ces motions), il estime que « cette bloqué atomistique » n'est pas le P.C. du côté du gouvernement ».

De toute façon, l'heure n'est pas à la concertation entre les deux formations. Les communistes ne veulent pas attendre la fin de la semaine pour se réunir afin de décider de s'associer aux démarches des socialistes. « Nous ne rechercherons pas le compromis avec les socialistes », déclare M. Ducloux. Il précise M. Ducloux. Les socialistes, de leur côté, ne se font plus guère d'illusions : « Le cirque politique va continuer pendant plusieurs semaines et jusqu'à Noël ». Les communistes en retiennent une atonique déduction : « Ce n'est pas parce que nous sommes seuls que nous devons nous résigner à accepter ce que les autres nous imposent. La volonté du P.C. est d'empêcher

Du côté de l'opposition, M. Mat-

(Suite de la première page.)

Et le passé de Georges Marchais ? L'excitation qu'il provoque est en partie factice, mais l'enjeu est de taille. Le parti communiste a-t-il changé, est-il capable de changer ? Le critère du changement, c'est l'attitude par rapport à la vérité, notamment à l'égard de la propre passé. Ce qui le distingue, en mal — des autres partis, c'est sa volonté de se vouloir proclamateur de vérité (y compris de vérités successives auxquelles les croyants sont priés d'adhérer avec la même intensité de foi). Il n'aura changé que lorsqu'il aura abandonné cette prétention-là.

L'Eglise catholique, elle a changé. La preuve ? Quand un historien la voulait enquêter sur le terrible passé antisémite du journal *la Croix*, celui-ci lui a ouvert ses archives, et c'est un Père assomptionniste, un de ces assomptionnistes qui avaient écrit des abominations sur Dreyfus, qui a composé la préface. Même en 1976, on n'était pas là au P.C. Aujourd'hui, on en est de nouveau pleinement au refus de se soumettre à l'enquête, à la prétention d'avoir toujours été dans le

● **M. et Mme Giscard d'Estaing** se sont vu offrir divers cadeaux, dont des œufs de Pâques, par sept parachutistes civils de Montpeiller, qui avaient été largués au-dessus du chalet présidentiel, à Courchevel (Savoie), lundi 7 avril en fin d'après-midi.

● **Le Conseil d'Etat** a validé l'élection comme conseiller général de l'ancien de Salsais (la Réunion) de M. Carpayre (mod. maj.) annulée en mai dernier par le tribunal administratif de Saint-Denis-de-la-Réunion, à la suite d'un recours déposé par M. Weimant (R.P.R.), conseiller général sortant, dévoté de 54 voix sur 3 022 suffrages exprimés au second tour des élections cantonales de mars 1977. Le Conseil d'Etat se estime qu'il n'y avait pas de manœuvres « ayant altéré la sincérité des opérations électorales ».

● M. Bernard Stasi, vice-président de l'Assemblée nationale, président délégué de la Fédération mondiale des villes jumelées (F.M.V.J.), a été élu président de l'Association française pour les cités unies, qui a tenu, samedi 20 et dimanche 30 mars, son assemblée constitutive.

vital, de définir, par chaque phrase dite, la vérité. Or c'est cette prétention qui fonde le totalitarisme. Savoir ce que Georges Marchais a fait de 1940 à 1947 : « On n'a rien à se foutre » ? S'il sagit d'éviter de parler du chômage, sans doute. Mais s'il sagit de se demander si et quand un grand parti rejetera l'espérance totalitaire ?

On pourrait prendre d'autres exemples. Il serait aisé d'énumérer, à chaque fois, la part du jeu. Mais on courrait alors soi-même le risque de l'écœurement, de la résignation abstentionniste. Mieux vaut découvrir et montrer l'enjeu réel derrière le jeu frivole. Frivole par rapport aux angoisses quotidiennes des chômeurs, des jeunes, qui redoutent de ne pas trouver d'emploi. Frivole par rapport aux souffrances de centaines de millions d'hommes en compagnie desquels même nos chômeurs sont benêtus. Accrochons-nous donc à l'idée que les enjeux, eux, ne sont pas frivoles. Et que, pour les gagner, il faut. Autrement, on rejèterait la politique avec dégoût, ce qui serait encore une façon d'abdiquer.

ALFRED GROSSER.

M. Charles Hocquart, député socialiste du Rhône, a déclaré lundi 7 avril à Villeurbanne : « Une U.D.F. incolore, modeste, qui n'exclut que pour l'instant les prévisions de l'U.D.F. F. ». Le général de Gaulle ou Debré le dispute à Chirac ; une union de la gauche regrettée à la base nationale, mais qui communique à Paris, par un parti socialiste ou Michel Rocard ratifique la légitimité de l'union des forces populaires et de François Mitterrand, de Jean-Pierre Chevènement, les Français et les Français, à les faire douter des partis et de leurs leaders. Si les partis, incouverts, dévalent le munitionnement, ils ne peuvent pas le faire. »

Ce n'est pas Georges Marchais qui mettrait à aller à la pêche, mais les divisions des partis et la mise en breche de la bipolarisation. Le parti socialiste n'est pas le seul à avoir besoin de constituer la force à la fois cohérente et diverse garantissant notre pays. Pour que le centre de la gauche, le P.S., cesse d'être en campagne présidentielle.

se courbe ascendant, donc de favoriser Giscard... Une fois de plus les gaullistes seront donc matés du jeu parlementaire. De leur attitude durant cette session dépendra pour une large part le climat de la campagne électorale. La constatation que l'Assemblée nationale provient que rarement des rangs de l'U.D.F. Comme si les giscardiens avaient du rôle et des devoirs du Parlement, face à la modernisation, l'écologie, l'argent et la centralisation, une conception profondément passive.

Pourtant, dans un régime semi-présidentiel, comme c'est le cas en France, qui n'est pas non un parlementarisme majoritaire, le Parlement ne devrait-il pas avoir pour fonction de contrôler les pouvoirs « expansionnistes »

Pendant une période, on eût pu croire que le régime majoritaire était en train d'évoluer et que l'équilibre entre le Parlement et le Gouvernement se rétablirait. Mais, il s'agissait toujours du statu quo. Au cours de la dernière session budgétaire, les gaullistes, qui avaient promis d'en découdre avec l'exécuteur giscardien, se contentèrent de briser quelques lances : ce fut l'épée rude tragique du non-vote puis du vote

On avait alors ralié la vénéralisation du R.P.R. et qualité, non sans fondement, son attitude d'immature, de pusillanime. Les deux qui tirent avaient raison sur la forme, mais tort sur le fond. A l'époque, M.M. Chirac et Labbé avaient expliqué que les gaullistes ne feraient pas le « feu de la gauche » en créant l'irréparable, c'est-à-dire en renversant le gouvernement. Prisonniers du « fait majoritaire », ils se bornèrent à mesurer leur marge de critique vis-à-vis du gouvernement.

aujourd'hui, les données sont équivoques. Le jeu est peut-être devenu trop risqué en raison de la proximité de l'élection présidentielle. Quelle que soit la stratégie qu'adoptera le président du R.N., les députés gaullistes sont, sur ce terrain hostile, sans

nance à l'égard de la politique de M. Barre ne serait pas comprise par leurs propres électeurs. On peut donc penser que l'ancien beau avait des conceptions différentes sur bon nombre de points, ils sont aussi dans une alliance négative pour Barre, qui n'a pas voulu de la gauche. Dès lors, trois votes sont possibles pour le R.P.R. : mener une campagne électorale dure pour mieux mater les gauches, pour mieux mater les gauchistes — dans l'après quoi son candidat arrivera en tête des candidats de la majorité au premier tour, mais n'est pas élu ; ou bien l'hypothèse la plus probable : mener une campagne unitaire pour mieux négocier, à l'issue du second tour (en cas de victoire de la majorité), la politique à mener, et à l'avenir. Reste une troisième voie, qui est une sorte de compromis entre les deux premières. Encore faudrait-il que rien d'irréparable ne soit intervenu dans les négociations durant la campagne électorale, parce qu'il faudra bien, à un moment ou à un autre, « recoller les morceaux ».

L'attitude adoptée par M. Chirac dans plusieurs mois, celle de certains responsables, comme M.M. Pons et Labbé, donnent à penser que c'est la troisième solution qui a été retenue. Mais, si l'ancien beau se retirait sur l'avenant présidentiel et laissent les dirigeants du R.P.R. poursuivre sans aucun contrepoint la conquête du centre et du centre-droit.

La marque de manoeuvre est
 toujours très étroite, et l'on assiste
 sans doute durant la ses-
 sion de printemps à l'illustration
 des hésitations actuelles du
 R.P.R. M. Chirac sait, en outre,
 que le groupe gaulliste compte
 à la fois dans son sein et des
 colonnes « X » et des
 parlementaires de Saint-Raphaël
 furent à cet égard pleines d'em-
 placement. Le président du
 R.P.R., par intérim, M.
 Labeyrie, ne peut enfin
 franchir le noeud gordien, c'est-à-
 dire mettre le gaullisme histo-
 rique, symbolisé par M. Debré,
 sous la dépendance du gaullisme
 chrétien par M. Chirac, le maître
 de Paris, à incontestablement
 franchi une étape importante.

Mais une autre difficulté demeure, qui consiste pour M. Jacques Chirac à faire adopter sa stratégie politique par l'ensemble des élus gaullistes. M. Yves Guénès n'est pas un marginal qu'on voudrait enlever d'un coup de main. C'est un député de la Dordogne n'a-t-il pas fait preuve de beaucoup de diplomatie pour faire passer son message de « réalisme majoritaire » ? Il n'empêche que, au-delà du style, son pragmatisme fait réfléchir plus d'un parlementaire. Et si, simplement, on se dit qu'un député est, avant tout, un élu et qu'un élu pense notamment à sa réélection. Principe simple, évident, dont M. Jacques Chirac devra, plus que par

le passé, tenir compte. La dénonciation du « parti de l'étranger » n'est plus de mise.

A un autre niveau, la session parlementaire de printemps sera importante, car elle sera sans doute la dernière session « utile » avant l'élection présidentielle, certains imaginant déjà avec appréhension le climat de la session budgétaire de l'hiver prochain. Mais, en fait, qu'en pleine campagne électorale, les députés n'ont-ils pas tendance à présenter au Parlement des textes d'inspiration sociale marquée, dont députés et sénateurs commenceront l'examen sans toujours l'achever. Bref, les promesses électorales, la nouveauté, la nouveauté et l'opposition se livrant à une cacophonie qui ne sera pas exempte de démagogie.

On peut difficile discerner les prémisses de cet état d'esprit dans l'ajournement du débat sur l'échelle de la peine de mort. « On ne peut pas dire sur la peine de mort », dit le gouvernement prendra-t-il ses responsabilités sur ce point, quite à accentuer la division de l'opinion publique, avant une élection présidentielle.

Ainsi en est-il de cette hydre législative que constitue le projet de loi sur la réforme des collectivités locales qui, c'est le moins que l'on puisse dire, ne fait pas plaisir à personne.

On ne laisse donc entendre à l'Assemblée Matignon que, compte tenu d'un programme chargé, il est peu probable que les députés aient le temps de débattre et de discuter d'un projet dont le gouvernement reprend, pour la troisième session consécutive, l'examen.

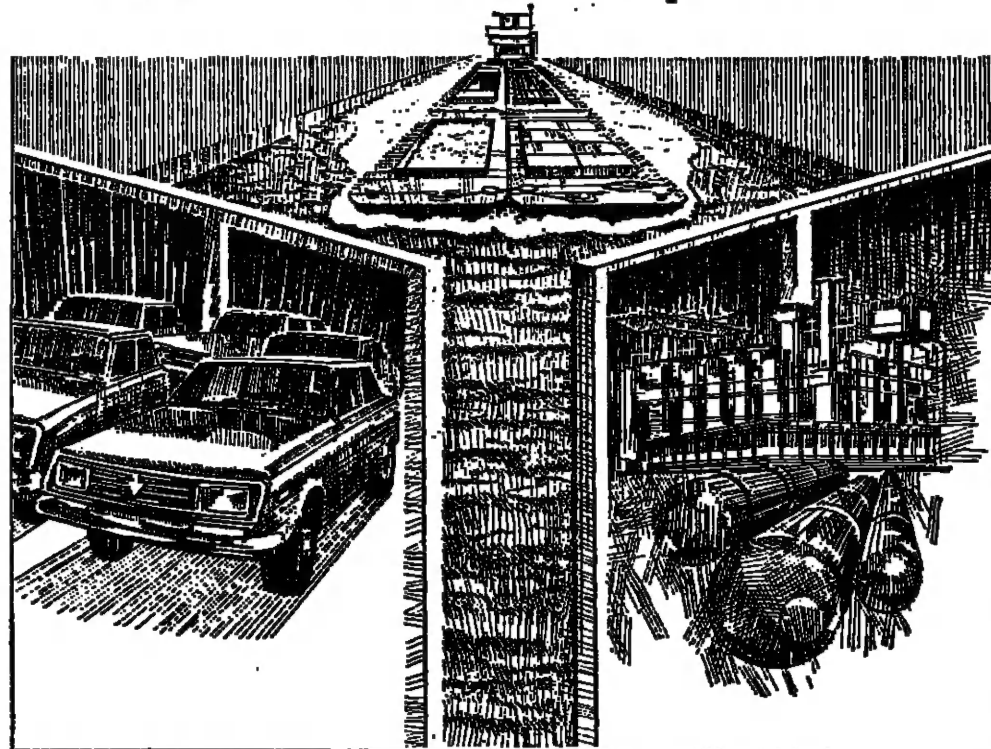
Enfin, pour une part non négligeable, le déroulement de la session de printemps sera également fonction de l'attitude du premier ministre. A tort ou à raison, les députés ont vu M. Barre au Palais-Bourbon sous souvent ressenties comme des « provocations ». M. Barre agace plus qu'il ne désécrite. Ce sentiment, un parlementaire gaulliste le résumait il y a quelques jours, sous la forme : « conseil à M. Barre, simple, le premier ministre n'a qu'à rester au minimum ses visites à l'Assemblée nationale; chaque fois qu'il vient, il fait un gouverneur de plus à sa politique... »

LAURENT ZECCHINI.

LAURENT ZECCHINI

Des céréales... à l'usine "clés en main"
de la voiture... à la fusée

le transport fluvial
s'ouvre à tous les produits



rentable, adaptable, fiable...
c'est un associé sûr

**Veuillez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part,
votre documentation concernant le transport par voie navigable.**

Nom _____ Prénom _____
Société _____ Secteur _____
Fonction _____ Téléphone _____
Adresse _____
Code postal | | | | Ville _____

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION
2, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris Tél. 550.32.24.

Deux communes à direction communiste ont été touchées par des conflits violents (Le Mans, Angoulême). A Angoulême, le maire de la ville où les socialistes ont dénoncé « au plus fort d'une polémique sur un plan de circulation » le « virage à droite » du maire communiste, et Reims, où les socialistes, après avoir refusé de voter le budget supplémentaire en 1970, ont refusé de voter le budget principal en 1976, à propos de la construction d'un parking, ont finalement voté le budget 1980. Mais il n'a jamais été question, dans un cas comme dans l'autre, de retraits de délégations.

faculté des lettres, était devenu
métallurgiste et Mme Sylvie Le

faculté des lettres, était devenu métallurgiste et Mme Sylvie Le Roux, chercheur, se découvrait des talents de chandronnier.

Bien que les socialistes reconnaissent à certains des anciens adjoints communistes une évidente capacité technique à remplir les missions qui leur sont confiées, et que les communistes jugent « globalement positif » le bilan des réalisations de la municipalité à mi-mandat, cette atmosphère de conflit risque peu à peu de « désespérer l'arsenal ». La rupture de l'union iure et *de facto*

que profiter à l'ancien maire, M. Eugène Bérast, député U.D.F., qui, de sa permanence, suit en silence les péripéties du « feuilleton » de la gauche. Il estime que le maintien au pouvoir, en 1983, de l'équipe en place est déjà compromis.

Les socialistes s'efforcent à l'optimisme. Le premier adjoint, M. Pierre Maille, pense que les communistes changeront de comportement après l'élection présidentielle.

En octobre 1978, le maire écrivait au chef de file des conseillers communistes, M. Louis Le Roux, membre du comité central du

P.C.F. : « ainsi donc, vous avez décidé de faire souffler à nouveau le temps froid de la polémique (...) Ton attitude et celle de certains adjoints communistes (...), les informations que je reçois chaque

Angers : l'union

De notre

Angers. — « L'union de la gauche n'existe plus. Faire comme si elle existait encore serait tromper les électeurs. Le maire socialiste d'Angers, M. Jean

Monnier, tient ce propos depuis plusieurs mois. Trois ans après la victoire inattendue de la liste d'union de la gauche en mars 1977, la municipalité d'Angers est toujours de gauche, mais assurément plus d'union (cette situation a été analysée dans le Monde du 6 décembre 1979 à l'occasion d'un supplément consacré aux Pays de la Loire).

Entre la majorité P.S.-M.R.G. du conseil (vingt-quatre socialistes, cinq radicaux de gauche) et la minorité communiste (douze élus) la rupture a été consommée à

l'automne dernier. Motif : le plan de redressement du service des transports urbains qui prévoyait quarante-cinq licenciements. Déclenchés sous l'autorité de M. Monnier, qui est également président du syndicat mixte des transports, ces licenciements ont entraîné une grève de trois semaines, animée, essentiellement, par la C.G.T. Le retrait des le début du conflit, de la désignation d'un adjoint communiste, des échanges de propos de plus en plus vifs puis, à la mi-octobre 1978, le

retrait de quatre autres délégations dont bénéficiaient deux adjoints et deux conseillers membres du P.C.F.

Les communistes, qui parlèrent de « répudiations », accusent le maire et ses conseillers socialistes de « bafouer la démocratie » et

Saint-Priest: glob

De notre

Saint-Priest. — Le maire social

liste de Saint-Priest (Rhône). M. Louis Gheau, a été le premier, dès avril 1977, à retirer leurs délégations à ses adjoints communistes. En accord total avec la direction du parti et François Mitterrand, a précisé-t-il. Les élus communistes, douze conseillers sur trente, avaient refusé de prendre part au vote sur le budget primitif. Levée en octobre 1977, cette sanction a été renouvelée, pour les mêmes raisons, au début de 1978. Après le vote unanime du budget en 1979, les trois adjoints communistes ont re-

Bien que le budget ait été à nouveau adopté à l'unanimité cette année, le climat reste tendu au sein de l'équipe municipale. « Nous avons mené une action passionnante en axant notre travail sur l'urbanisation et la culture pour animer une ville sans âme. Mais, sur le plan de l'union de la gauche, le bilan est extrêmement négatif », estime le maire, qui reproche aux conseillers communistes de pratiquer « le double langage » et de « chan-

gei trancaies des dits ont franchi la porte » de l'hôtel de ville. A la mi-mars, M. Gireau a

Year	Percentage of the population aged 65 and over
1950	7
1955	8
1960	9
1965	10
1970	11
1975	12
1980	13
1985	14
1990	15
1995	16
2000	16

[illegible]

**Caisse d'Epargne
Eclair.**

صك: امن الاصل

POLITIQUE

La «Pravda» fait l'éloge de la politique intérieure du P.C.F.

De notre correspondant

Moscou. — La visite de M. Marchais à Moscou au début du mois de janvier dernier a été l'occasion d'un échange de vues sur la politique intérieure du P.C.F. et les relations entre les deux partis. Depuis le début de l'année, les articles élogieux se multiplient dans la presse soviétique. Après avoir pris la défense du secrétaire général du P.C.F. contre les attaques personnelles dont il est l'objet, la Pravda a abondamment cité toutes les déclarations qu'il a faites au cours de sa tournée en Afrique et qui portaient condamnation de la politique africaine de la France. Les échanges de déclarations se succèdent ainsi à Moscou qu'il Paris. La presse publie des articles de communistes français. Après M. Gaston Fleschmann, attaquant les socialistes, c'est le tour de M. Guy Bessis, qui dénonce dans l'ouest la liquidation des intérêts français au profit de l'Allemagne fédérale.

Enfin, la Pravda de ce mardi 8 avril apporte un soutien sans ambiguïté à la politique intérieure du P.C.F. Critiquant les manœuvres de la bourgeoisie qui a mis en marche une « machine de propagande » pour faire croire aux masses populaires que la crise est inévitable, que la lutte pour l'augmentation du niveau de vie n'est plus actuelle et pour les gagner à la politique du « consensus », le journal du P.C. soviétique affirme que les principaux adversaires de cette collaboration de classe sont le P.C.F. et la C.G.T.

La réaction des communistes français après la rencontre à Strasbourg entre M. François Mitterrand et Enrico Berlinguer et le sommet de l'Internationale socialiste à Saint-Domingue, approuvent aux yeux de la plupart des commentateurs de la presse hebdomadaire comme autant de signes de l'isolement du P.C.F.

Dans L'EXPRESS, Bruno Leach relève que les partis communistes qui ont répondu à l'appel à la solidarité avec M. Marchais, « victimes d'une campagne de l'ennemi de classe », sont soit des représentants, soit particulièrement isolés à Moscou. Faisant état du « renfort » de la Pravda et de Vadim Zagladine, il écrit : « Si la Pravda défend Marchais, c'est qu'il est une victime d'une campagne ad hominem », elle garde le silence lorsqu'il dénonce les contacts de Berlinguer avec la social-démocratie européenne. Le Kremlin reste méfiant à l'égard de l'eurocommunisme, phénomène qui risque de se développer à l'intérieur des blocs qu'il contrôle et, par conséquent, de former un contre-poids à son pouvoir. Au contraire, Moscou est plutôt favorable à la coopération en Europe, selon les termes employés dans le communiqué Berlinguer-Mitterrand, dont le terrain d'action ne peut être que l'Europe occidentale. Les prises de position du P.C.F. sont également éloignées de trois autres pays communistes : la Chine, la Roumanie et la Yougoslavie, qui prennent des positions ambiguës. Il n'est pas étonnant que les homologues français des dirigeants du Cambodge et de la République démocratique du Vietnam ne soient pas invités à Pékin, alors que Berlinguer, lui, fut ses visites pour la Chine. Pour étonner si la Yougoslavie et la Roumanie ne sont guère enthousiastes à l'égard de se rendre à Paris à la conférence du P.C.F.

André Chénedou propose à l'actuel comportement du P.C. : « La grande peur qui, sous l'arrogance de surface, étreint les communistes, c'est le temps-ci. Quelle peur ? Celle, naïve, d'être de voir se rééditer en 1981 « le rasail historique » enregistré par le P.C. lors des élections législatives de novembre 1968. Le résultat à l'élection présidentielle peut être à ce point désastreux « que le problème de la survie (du parti communiste) en tant que force politique majeure » puisse se trouver posé, ajoute André Chénedou, avant de noter que M. Georges Marchais, « contre ce risque, est contraint de contre-attaquer, de toutes ses forces, sur tous les points, de la même façon ».

Mme BOUCHARDEAU (P.S.U.) : M. Rocard se donne-t-il les moyens de vaincre ?

Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P.S.U., écrit, dans le Nouvel Observateur daté 1-13 avril, au sujet de M. Michel Rocard : « Ce qui nous intéresse, c'est la possibilité de vaincre qu'il représente pour beaucoup. La gauche française traîne derrière elle trente ans d'échecs. (...) alors, quand l'un des représentants (du monde du travail) utilise un langage différent, manifeste une petite envie de bouleverser l'échiquier, imaginez quel espoir il suscite, non importé que ce soit par ambition ; il incarne un certain nombre de gens qui sentent confusément qu'il y a peut-être là une chance à saisir avec quelque espoir de faire un système, d'être entendu — de l'emporter enfin. Encore faudrait-il qu'il en donne vraiment les moyens et qu'il commence nos doutes. »

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Euro-brouille

« L'eurogauche, c'est en réalité l'euro-socialisme », affirme Guy Bessis dans l'ÉVOLUTION hebdomadaire du parti communiste. Il ajoute : « L'eurogauche n'est en réalité qu'un camouflage pour justifier l'acceptation de la crise et la poursuite de la politique actuelle. Loin d'estomper l'eurocommunisme, elle en souligne l'actualité. Car l'eurocommunisme n'est, tout au contraire, une recherche, par des partis communistes qui affrontent des problèmes analogues, d'une stratégie révolutionnaire à la crise comme réponse concrète à la situation de chaque pays et à partir des possibilités nouvelles qu'elle offre l'évolution du rapport des forces dans le monde. Que cette recherche ait conduit ces partis à placer la lutte pour la démocratie au centre des votes au socialisme qu'ils proposent pour leurs pays respectifs témoigne des potentialités du processus révolutionnaire contemporain. De telles convergences dépassent, en effet, largement les seuls partis communistes du triangle sud-est-européen. »

La polémique à laquelle les communistes français se livrent non seulement avec les socialistes français, mais avec leurs homologues italiens sur le contenu de l'eurocommunisme et de l'euro-gauche, pourrait bien avoir un nom : l'euro-brouille. — A. Ch.

« Même si l'on ne trouve rien d'enthousiasmant dans la politique menée dans l'Europe Nord, par la social-démocratie ou les travaillistes, on est bien forcé de les accepter tels qu'ils sont. A moins, bien sûr, que ne se satisfasse de rester seul, drapé dans sa vérité et de n'avoir qu'une prise limitée sur le jeu politique mondial. »

M. FILLOUD (P.S.) : M. Rocard poursuit une entreprise suicidaire pour la gauche.

M. Georges Fillood, député socialiste de la Drôme, a déclaré, lundi 7 avril, que M. François Mitterrand est le seul à incarner et à garantir la ligne d'un socialisme à la française dans la stratégie unitaire qui a fondé son renouveau et a relancé les espoirs du peuple de gauche. « Michel Rocard, a-t-il ajouté, sait que la condition nécessaire du succès réside dans l'unité du P.S., comme il sait que les militants socialistes n'accepteront jamais de désigner un candidat représentant une fraction minoritaire contestant des options fondamentales auxquelles ils sont attachés. Dès lors, poursuit M. Rocard, pour mener une entreprise de division des socialistes meurtrière pour son parti et suicidaire pour la gauche ? »

Dans les Alpes-de-Haute-Provence

M. SEIGNON (sans étiqu.) EST ELU MAIRE DE BANON (De notre correspondant.)

Digne. — M. Raoul Seignon, élu conseiller municipal sur une liste d'intérêt local en mars 1977, a été élu maire de Banon (Alpes-de-Haute-Provence) vendredi 28 mars par 7 voix contre 6 à M. Lauverjat (P.C.), maire sortant. Ce dernier s'était démis de son mandat le 5 mars dernier en raison de la situation de blocage apparue au sein du conseil municipal après le décès d'un élu, Augustin Bredet (P.S.).

Le dimanche 28 mars, une élection municipale avait été organisée et s'était soldée par le succès de M. Julien Maurel (sans étiqu.) par 266 voix contre 250 à M. Francis Martin (P.C.) sur 645 inscrits.

La rencontre organisée par le P.C.F. et le parti polonais « ne peut pas conduire à la division des partis communistes »

affirme M. Marchais

M. Georges Marchais s'est exprimé, lundi 7 avril, à Lausanne, avec M. Alvaro Cebal, secrétaire général du P.C. portugais. Dans un communiqué commun, le P.C.F. et le P.C.P. réaffirment leur détermination de tout mettre en œuvre (...) pour la suspension effective de l'implantation de nouvelles missiles nucléaires en Europe et « à réitérer leur opposition au processus d'intégration impérialiste », c'est-à-dire à l'élargissement de la O.E.C.E. Le communiqué indique, d'autre part, que « dans la lutte contre l'impérialisme, pour le succès de l'action des peuples, pour le progrès social, la démocratie, l'indépendance et la paix et le socialisme, les deux partis estiment d'une importance fondamentale la coopération et la solidarité internationale entre les pays socialistes, le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes et le mouvement de libération nationale ».

À son arrivée à Paris, lundi soir, M. Marchais a été interrogé sur la conférence organisée à Paris, les 28 et 29 avril, à l'initiative du P.C.F. et du parti ouvrier unifié polonais, et à laquelle le P.C.F. au contraire des partis italiens, espagnols et yougoslaves, a accepté de participer. « Il ne s'agit absolument pas d'une conférence des partis communistes et ouvrier, comme certains le prétendent, a déclaré le secrétaire général du P.C.F. Il s'agit d'une rencontre des partis avec un objectif précis. C'est objectif, a indiqué M. Marchais, est de « lancer un appel aux peuples d'Europe » contre l'installation de nouveaux missiles nucléaires américains dans plusieurs pays de l'O.T.A.N. et d'inviter « l'ensemble des forces dépourvues de poids, des forces socialistes, social-démocrates chrétiennes » à se joindre à l'action entreprise par les communistes. »

Enfin, M. Marchais a ajouté que M. Marchais, chaque parti déterminera librement sa position à l'égard de cette rencontre et de ses objectifs. Pour notre part, nous souhaitons que le plus grand nombre de partis communistes et ouvrier y participent. C'est

Perspective intéressante

Pour François Ruvellier, élu, dans l'hebdomadaire L'ÉVOLUTION, une « perspective intéressante » avec l'apparition de l'euro-gauche, « on comprend mal en quoi l'euro-gauche pourrait être incompatible avec l'eurocommunisme ». Il conclut : « Au contraire, ils sont, semble-t-il, parfaitement conciliables et même complémentaires. Dès lors que les P.C. choisissent une voie indépendante dans le cadre européen et se prononcent en faveur de la démocratie, ils ont dénoué le moyen de jouer un rôle efficace, de sortir d'un isolement qui les confinerait dans l'impasse. Ce moyen, c'est le rapprochement avec les forces qui sont les plus proches, ou, si l'on veut, les moins éloignées d'eux. »

C'EST LE MOMENT DE SOUSCRIRE

12% BONS D'ÉPARGNE ECUREUIL.

Un taux garanti. Demandez nos barèmes.

Un placement simple.

La possibilité de disposer de votre argent à tout moment, dès la fin du 3^e mois de souscription.

Caisse d'Épargne Ecureuil.

*Taux actuariel annuel brut sur 5 ans.

LOS ANGELES 3120^F AR
COLOMBO 3050^F AR TUNIS 920^F AR
KATHMANDOU* 2650^F AR etc...

* au départ d'Amsterdam

mais vous attendez peut-être autre chose de nous :

la suite de Somerset Maugham à l'Oriental de Bangkok, un petit hôtel sympa à Colombo, un Safari au Kenya, un "torilland" dans la Cordillère des Andes,

ou tout simplement une location de voitures aux États-Unis. Pour tout cela nous avons beaucoup voyagé pour mieux vous conseiller.

tous les jours, Forum tient ses réunions d'information, en souhaitant vous donner L'INFORMATION EN PRIME

forum VOYAGES

1, rue Cassette 75006 Paris

tél. 544 38 61

(adresse 71, rue de Valenciennes)

3 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris

tél. 325 76 25

M^{re} Laroche

BALI 4500 F.A.R.

inscriptions

forum 544 VOYAGES 38-61

Rédigé par la S.A.M. le Monde.

Général : Jacques Fournier, directeur de la publication.

Imprimerie du « Monde »

5, rue de Valenciennes

75006 PARIS

Reproduction interdite de tout extrait, sans accord avec l'administration.

Composition picturale n° 31497.

parcours

le la gauche

Angers : l'union n'existe p.

Saint-Priest : globalement pas

ÉDUCATION

Dans l'Indre-et-Loire

Le transfert du lycée de Loches à la périphérie divise les habitants

De notre correspondant

Loches. — Enclavé dans une tranquille sous-préfecture d'un peu moins de sept mille habitants, les habitants de Loches (Indre-et-Loire) sont divisés depuis plusieurs années au sujet de la construction d'un nouveau lycée.

Parents, enseignants, amoureux de « vieilles pierres » et municipalité sont en désaccord. Alors que certains demandent la rénovation de l'ancien établissement construit au dix-neuvième siècle dans le centre-ville, les élus ont choisi d'édifier un lycée neuf sur un terrain situé à la périphérie de la commune. Les élèves, eux aussi concernés, ne sont pas absents de cette agitation. Ils ont déjà manifesté deux fois, ce qui ne s'était jamais vu, même en 1968.

Installés il y a quarante ans, à titre précaire et révoqué, dans les locaux de l'école annexe de l'école normale, le lycée Alfred-de-Vigny est, avec trois cent quarante élèves, un des plus petits de France. Mais les Loches tiennent énormément à conserver un établissement secondaire sans lequel leurs enfants devraient aller suivre leurs cours à Tours, ville distante de 40 kilomètres. Le lycée a été construit vers 1890 selon le modèle traditionnel de l'époque : un bâtiment en U autour d'une cour d'honneur, un parc et un jardin potager. Un charme démodé et certain, et une situation centrale entre Loches et la commune jumelle de Beaulieu.

Dès la fin de la guerre, faisant passer confort et efficacité pédagogique avant l'amour des vieilles pierres, la ville demandait la construction d'un lycée neuf. L'administration se hâtant lentement, le projet, renouvelé par toutes les équipes municipales avec le soutien constant des enseignants et des parents d'élèves, finit par aboutir à un accord en 1976. La municipalité, à l'époque de tendance modérée, obtenait alors la création d'une cité scolaire et d'un nouveau lycée pour la rentrée 1980. Le terrain offert par la ville domine Loches et la vallée de l'Indre, à 3 kilomètres du centre. Il sera traversé prochainement par la déviation de la R.N. 143 qui relie Tours à Châteauroux.

La municipalité d'union de la gauche émise en mars 1977 a donc trouvé une situation dont il fallait bien admettre les défauts : la division, et surtout des installations prévues « trop justes ». Par souci de réalisme, craignant de voir le dossier disparaître en cas de demande de modification, elle se contenta de réclamer un agrandissement à quatre cents places du lycée initialement prévu pour trois cents en proposant le plus grand surface de terrain.

À la fin de 1978 le « drame » éclata. Des enseignants nouvellement nommés au vieux lycée se prennent d'affection pour les pierres de taille et le potager et décident d'étudier sa rénovation. Ils créent à cet effet une association qui baptisent d'un sigle à la sonorité érudite le GRIAL (Groupe de réflexion sur l'implantation et l'aménagement du lycée). Le projet a un gros avantage : il ne coûtera que 4,5 millions de francs contre 6 millions de francs pour le devis du bâtiment neuf. Mais le chif-

frage se résume à sept lignes et la municipalité, d'abord intéressée, refuse de prendre à sa charge les frais d'une étude plus fouillée. En novembre 1979, les oppositions entre les deux parties deviennent plus importantes.

Le GRIAL, qui se veut apolitique, mène sa campagne sur le terrain de la qualité de la vie — l'insertion des lycéens dans la vie sociale et commerciale de la ville, la réhabilitation des vieux quartiers — et des défauts du projet municipal : coût, béton, éloignement, proximité d'une nationale fréquentée.

Le conseil municipal, surpris par l'attaque, réagit mal : le maire de Loches, conseiller général socialiste, le docteur Yves Le Garrec, est médusé au lycée où son père a enseigné et où son fils a étudié. Il s'imagina pas que l'on puisse lui donner de leçons en matière de préservation d'une remarquable ville médiévale.

D'escarmouche en escarmouche — la secrétaire des parents d'élèves Correc, qui avait adhéré au GRIAL, est contrainte à la démission ; la Société des amis du vieux Loches, qui, en tous cas, avait pris elle aussi la défense des vieux murs, doit précipitamment et publiquement se rétracter. Le combat devient un affrontement droite-gauche ponctué de machinations.

Les lycéens, eux, sont manipulés mais ravis. Rangés en masse derrière les enseignants du GRIAL, ils défendent, sur leur droit à la promenade en ville ou aux parties de flipper dans les cafés entre deux cours. La dernière grève a eu lieu au milieu du mois de février. Elle a vu fleurir des slogans qui montraient que, à la différence des adultes, les jeunes gens ont saisi le problème dans sa dimension : « Non au béton, oui aux vieilles pierres » ; le drapeau est libre, occupons-le ! ; « Demain grève : révoquons-nous à midi ! ».

Loches est encore toute grondante de la révolte. Le problème a été en principe définitivement réglé par le recteur, qui a refusé tout net de se lancer dans une opération de rénovation qu'il estime trop coûteuse. Le docteur Le Garrec, lui, attend placidement la prochaine offensive : les élections municipales sont dans deux ans seulement !

CHRISTIAN ROSSIGNOL

LETTRES

Rencontres à Milan avec Stendhal

Cent quatre-vingts ans exactement après qu'Henri Bayle y eut fait l'entrée à la fois victorieuse et discrète qui suit à un sous-lieutenant de dix-sept ans, Milan offre à Stendhal quelque chose comme un triomphe royal : personnages consulaires, flammes et banderoles dans les rues, fêtes dans les palais, spectacles à la Scala... Partout sont marqués les noms de la ville et de l'homme qui l'a tant aimée. Est-il ailleurs une grande cité moderne, une capitale, qui se souviendrait avec cet élan d'un écrivain, par surcroît étranger, même s'il a trouvé en elle ses « plus grands plaisirs », ses plus grandes douleurs et, surtout, ce qui fait la patrie ?

Certes, un congrès stendhalien n'est jamais ordinaire : à Milan, où il s'est tenu dans l'admirable Ospedale, siège de l'université, il n'avait guère hors du commun. Il était déjà en ce lieu que ses deux langues officielles étaient le français et l'italien. Cela nous change. Après la séance inaugurale et l'accueil de Victor Del Litto, de nouvelles lectures (par exemple de Lamartine) furent proposées : on trouva fort à apprendre sur la langue, le vocabulaire, l'italien de Stendhal : plus précisément, son milanais. Les principaux centres d'intérêt portèrent naturellement sur la littérature, la politique, la société, telles que Stendhal les voyait et les vivait. A ces études sur lui, n'est-il pas fourni d'avance une épigraphe en sa faveur : « une politique qui s'accorde avec la musique et l'amour ».

S'il n'était pas prévu, et on le regrette, de section explicitement consacrée à l'amour (mais De l'Amour était en filigrane, et il y eut un rapport, sur les rapports de l'éros et de la politique) à propos de Melville Visconti, large place était faite à la musique. A travers tant de vues et d'écoutes, transparaissait la vieille perplexité sur le goût musical de Stendhal, ses variations, ses contradictions. Mais, d'avance encore, n'avait-il pas répondu ? « J'aime passionnément non pas la musique, mais uniquement la musique de Cimarosa et de Mozart. » Il eût bien aimé aimer la sienna, lui qui, croyait-il, aurait pu être musicien.

Ce congrès a été l'ouverture brillante et savante d'une véritable saison stendhalienne qui durera jusqu'en mai. On verra ce qui vient d'être inauguré, dans l'exposition de Victor Del Litto dans sa préface.

YVES FLORENNE

Une réédition : « PROMENADES DANS ROME »

Au moment où Milan célèbre Stendhal, signalons la réédition de ses Promenades dans Rome, dans l'excellente collection de poche « La découverte » de Maresca. Surtout dans les diverses œuvres complètes de l'écrivain, ce texte n'était accessible que dans le volume de « La Fidéle » intitulé Voyage en Italie (1973). Le voici maintenant en de petits volumes, fort joliment présentés et qui valent 30 F chacun. Simple affaire de librairie, à l'origine en 1826, ce laus journal d'un groupe imaginaire visitant la Rome antique et moderne peut encore servir de « guide captivant » au visiteur contemporain, souligne Victor Del Litto dans sa préface.

RELIGION

Après le synode des évêques néerlandais UN HEBDOMADAIRE CATHOLIQUE SERA CRÉÉ POUR MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LES « IDÉES DE ROME »

De notre correspondant

La Haye. — Un nouvel hebdomadaire catholique néerlandais sera créé. Selon M. Ten Brink, l'actuel hebdomadaire catholique De Tijd (le Temps) s'adresse surtout à un public d'intellectuels et n'invite pas à la lecture. « Le grand groupe de catholiques qui veulent rester au fait de ce qui se passe dans leur Eglise ».

La fondation de l'hebdomadaire qui devra atteindre la « grande masse des fidèles », est une des conséquences directes du synode extraordinaire consacré au problème de l'Eglise catholique aux Pays-Bas, qui a eu lieu au mois de janvier à Rome. Des observateurs ont fait remarquer que la Curie de Rome avait notamment invité les évêques néerlandais à faire en sorte que « la pluralité dans la façon dont la foi est exprimée dans les masses médias, la presse et d'autres publications, ne prête pas à la confusion parmi les fidèles ».

Les évêques néerlandais se réunissent le 15 avril avec le futur rédacteur en chef, M. R. Ten Brink, dans le but d'élaborer des projets pour l'hebdomadaire. Une fondation aura la tâche de l'édition, qui sera précédée d'une prospection du marché. M. Ten Brink a dit vouloir attendre pour faire connaître les détails de financement que la fondation soit mise en place.

Le rédacteur en chef n'a pas donné une réponse directe à la question de savoir si le lancement de son hebdomadaire constituait une réaction contre le courant progressiste dans l'Eglise néerlandaise. Il s'est borné à souligner que la publication devra être « une importance nationale ».

Invité par les traditionalistes de la « Vénérable », l'initiative d'une organisation dirigée par un fabricant de céramiques de Padoue, M. Giuseppe Pagnossi, Mgr Lefebvre a célébré la messe suivant le rite de saint Pie V devant une petite centaine de personnes. Mgr Lefebvre s'est adressé en italien aux fidèles, rappelant que Mgr Maro, le patriarche de Venise, ne l'avait pas autorisé à dire la messe dans sa ville : « Qui se trompe, a interrogé l'évêque français, moi ou Mgr Cé ? ».

Mgr Lefebvre a affirmé, en outre, que la ruine de l'Eglise était non seulement l'œuvre des hérétiques, mais également celle des catholiques : « Il n'y a qu'à constater ce qui est arrivé en France et en Hollande. Le culte pratiqué dans les églises est moitié protestant, moitié catholique. La messe n'est plus un grand mystère, mais un théâtre, une cérémonie vide ».

HISTOIRE

Joseph Caillaux patricien progressiste

(Suite de la première page.)

Il a vu que la société dont il était issu ne pourrait survivre qu'en se métamorphosant, en élargissant son horizon au-delà de l'Hexagone afin de penser les problèmes à l'échelle de l'Europe et de la planète. Indissociablement liées, selon lui, l'économie et la diplomatie furent ses deux soucis majeurs et il mit à défendre ses options, dans chacun de ces domaines, un courage, un panache, si exceptionnels que l'on comprend aisément la sympathie que lui porta Jean-Denis Bredin, malgré ses erreurs.

Se proclamant superbement « millionnaire de naissance », toujours attentif cependant à ne pas mêler ses affaires personnelles à celles de l'Etat, Caillaux n'a évidemment pas eu pour objectif de renverser l'édifice social qui lui avait procuré des facilités d'héritier. Pourtant ce solitaire, plus préoccupé de finances publiques que de belles lettres — à une époque où il était de bon ton de acquiescer la muse — a très vite détourné dans son milieu et surtout au sein du personnel politique où il ne comptait d'ailleurs qu'une poignée d'amis. Patricien dans un univers peuplé en majorité de petits-bourgeois, inspecteur des finances isolé parmi les rois, il a vécu un peu en marge de ce monde trop souvent obscurci par des querelles abstraites et des considérations électorales médiocres. Caillaux, lui, avait le goût de la prospective, l'horreur de tous les sectarismes, le sens de l'intérêt général légué par une longue lignée de hauts fonctionnaires.

Cela suffit-il néanmoins à en faire un homme de gauche ? La réponse mérite d'être nuancée : aux grands combats du progressisme, il s'est rallié par raison, non par sentiment et rien ne le décrit mieux que son attitude — finement analysée par Bredin — pendant l'offensive Dreyfus : de mentalité antisémite il ne rejoignit, en réalité, le camp des dreyfusards qu'afin de se démarquer des nationalistes et de ne pas compromettre l'avenir. Résolument antimarxiste, ce n'était pas le sort des opprimés qu'il poussait à agir — encore qu'il n'ait pas été insensible à l'injustice — mais plutôt la volonté tenace de transformer le système en place. Au grand « chambardement » prévu par les socialistes, ce radical a constamment préféré des mesures ponctuelles fondées sur la fiscalité : refonte de l'impôt sur les alcools (1899), projet d'impôt sur le revenu (1907).

Ces changements, conscients des résistances qu'ils suscitaient, il n'a pas cherché à les faire adopter brutalement et il est indéniable que sa pondération — conjuguée à celle des sénateurs — ne fut pas étrangère au retard avec lequel les textes relatifs à l'impôt sur le revenu furent mis en application. De toute manière, pour ce libéral — qui avait tout de même lu Keynes avant ses compatriotes —

cette réforme était un point d'arrivée, non un point de départ ; on s'en aperçut lorsque, président de la commission des finances du Sénat, il fut, en 1937 et 1938, le principal artisan de la chute des gouvernements de Léon Blum. Dépourvu de prévention à l'égard des propositions sociales du Front populaire il ne pouvait accepter le prêt à la capitale et Jean-Denis Bredin souligne justement qu'il est vain d'opposer le Caillaux de 1911 à celui de 1937 : « Ce n'est pas l'instrument du capitalisme qui renverse le Front populaire en 1937 », écrit-il, c'est la Colonne de toujours qui n'a jamais cru aux « années » marxistes. »

Clairvoyance et maladresse

Ces audaces réfléchies on les trouve dans son action internationale tout entière guidée par l'obsession de maintenir la paix en Europe. Président du Conseil en 1911, il ne craignait pas de résoudre la crise d'Agadir en abandonnant au Kaiser un morceau du Congo contre le Maroc. Paradoxalement les nationalistes ne lui pardonnèrent jamais cette bonne opération. Adversaire de la candidature de Poincaré à la présidence de la République en 1913, hostile à la loi sur le service militaire de trois ans, Caillaux était pour eux l'homme à abattre. La suite est connue : c'est l'effroyable campagne de Calmette dans « le Figaro », la publication des lettres adressées par le ministre à sa seconde femme — au temps où elle n'était que sa maîtresse, — l'assassinat du journaliste par l'épouse indignée, le pacifisme avoué en pleine guerre, les relations compromettantes, l'arrestation, en 1918, le procès en Haute Cour et enfin la condamnation, en 1920, à trois ans de prison. Tout cela magnifiquement raconté en une magistrale plaidoirie.

Amnistié en 1924, mais durement atteint et politiquement brisé, il n'eut plus de portefeuille que très brièvement en 1925 et 1926. Caillaux a gardé toutefois sa perspicacité : au lendemain de la paix de 1919 il dénonça le traité de Versailles, générateur de configurations futures, préconisa la reconnaissance de la Russie soviétique, plaça, face à la menace nazie, en faveur de l'alliance italienne (ce qui provoqua sa rupture avec Blum). Partisan de la lutte à outrance en 1940, il vota certes les pleins pouvoirs à Pétain mais se tint à l'écart du régime de Vichy, scandalisé par l'antisémitisme qui y régnait. A sa mort, en 1944, commençant une ère nouvelle dont il avait prophétiquement annoncé les lignes de force : déclin de l'Europe, impérialisme des deux super-puissances, montée du tiers-monde.

Quelle qu'il soit, sa clairvoyance comment cependant ne pas être frappée par ses maladroites, ses imprudences ? Parfois visionnaire, Caillaux s'est fréquemment trompé à court terme. Honnête, Jean-Denis Bredin ne dissimule pas ces zones d'ombre et il est le premier à admettre qu'il était malade de nier la réalité des négociations secrètes avec Guillaume II au moment de l'incident d'Agadir, et pour le moins léger de faire confiance, durant les hostilités, à des aventuriers douteux aux ordres de l'Allemagne. « Ce que Caillaux n'a pas vu », écrit Alfred Fobrer-Luce en 1933, c'est que la guerre est nécessairement folle. Tant qu'elle régresse, opposition et trahison se distinguent mal. »

Que lui eût-il manqué, en fin de compte, pour prendre place au panthéon de la III^e République aux côtés de Clemenceau, de Briand ou de Jaurès qu'il assimilait ? D'abord — c'est l'évidence — une compagnie aux nerfs moins fragiles ! Et puis aussi, peut-être, cette qualité qui faisait également défaut à son vieil ennemi Poincaré : une certaine chaleur humaine.

Vivante, objective, d'un style très alerte, la biographie exemplaire de Jean-Denis Bredin l'aidera en tout cas certainement à redevenir à nos yeux ce qu'il était pour le général de Gaulle : « Le premier homme d'Etat moderne. »

ERIC ROUSSEL

* Joseph Caillaux, de Jean-Denis Bredin. Bachelin Littérature, 373 p., environ 65 F.

BONS D'ÉPARGNE ECUREUIL.

UNE RENTABILITÉ GARANTIE

Les conditions auxquelles vous souscrivez aujourd'hui sont valables pour toute la durée de votre placement. Vous êtes donc sûr de sa rentabilité. Demandez nos barèmes.

Exemple de rendement*	10.000 F
• Votre versement aujourd'hui	17.623,50 F brut
• Votre capital dans 5 ans	14.422 F net d'impôt.

c'est le moment de souscrire.

Caisse d'Epargne Ecureuil.

* Conditions au 1^{er} avril 1980.

(Publicité)

Cours du jour - du soir

PROGRAMME

ANALYSTE D'EXPLOITATION

Niveau exigé : Baccalauréat

Durée : 1 à 2 ans

POUR L'ÉTUDE D.S. INFORMATIQUE

Niveau exigé : B.E.P.C.

Sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours

FAX

École privée fondée en 1956

4 rue d'Amsterdam (9^e), 974-96-48

94, rue Saint-Lazare (9^e)

SPORTS

ALPINISME

BILAN HIVERNAL DANS LE MASSIF DU MONT-BLANC

Quelques grandes « premières » mais de plus en plus d'accidents mortels

Chamonix. — Onze alpinistes ont trouvé la mort dans le massif du Mont-Blanc, au cours de la saison hivernale 1979-1980. C'est la première année que le polon de gendarmes de haute montagne de Chamonix dresse un bilan aussi lourd. Il y avait eu quatre morts pendant l'hiver 1977-1978; deux alpinistes seulement s'étaient tués entre le 1^{er} novembre 1978 et le 31 mai 1979.

Les alpinistes ont bénéficié au cours du mois de février 1980 de trois semaines de beau temps. Pendant cette période, les parois furent sèches, la neige particulièrement dure et la glace de bonne qualité. Jamais en hiver les Chamonixards n'avaient vu autant de monde en haute montagne. L'alpinisme hivernal était jusqu'alors réservé à une élite qui souhaitait réaliser de nouvelles « premières » ou se préparer pour de futures expéditions dans l'Himalaya. Les conditions quasiment « primaires » de la montagne ont permis cet hiver à des alpinistes de s'engager dans des voies particulièrement difficiles. Leurs entreprises se sont révélées souvent plus périlleuses qu'il ne le pensaient.

Ainsi deux alpinistes japonais ont été retrouvés morts le 25 février au pied de l'éperon Walker des Grandes Jorasses (4208 mètres). La veille, un Français était mort d'épuisement alors qu'il redescendait de la voie des Suisses aux Courtes (3866 mètres). Trois alpinistes yougoslaves ont péri au col supérieur du Roghorn, surpris par le mauvais temps. Deux militaires du G.M.B.M. (groupe militaire de haute montagne), Jean-Jacques Vaudenne et Jérôme Saadi, qui étaient accompagnés du guide chamonixard Daniel Moncel, se sont tués dans l'arête de Peutrey, un itinéraire long et extrêmement difficile situé sur le versant italien du Mont-Blanc. Une énorme corniche de neige qui barre le sommet de l'arête s'est détachée naturellement, précipitant les trois hommes dans le vide.

Jérôme Saadi, âgé de vingt-deux ans, aspirant guide, avait réalisé plusieurs grandes « premières » solitaires et hivernales les années précédentes, notamment la face nord des Courtes et dans le grand pilier d'acier du Mont-Blanc. Quant à Daniel Moncel, vingt-huit ans, spécialiste

de la brèche du Domino en 2 h 45, ce qui constitue la « première » hivernale de ce couloir. Bernard Muller a réalisé deux « premières » hivernales en solitaire : le couloir Lagarde de la face nord des Droites en 6 heures et dans la face nord du grand pilier d'angle (4243 mètres) — voie Bonatti Zapelli — en 5 h 30. L'alpiniste n'a utilisé qu'un seul piton et deux broches à glace. L'épaveur Migot a la face nord du Chardonnet a été gravé pour la première fois en hiver par le guide Jean Dupras en 3 h 30 et sans auto-assurance. Spécialiste des ascensions rapides, le guide de Megève Armand Pidat a remonté la goulotte Chère au Triangulaire du Tacul en 30 minutes, réalisant ainsi la « première » hivernale solitaire de cette goulotte.

La cordée composée de Patrick Berhaut et de Philippe Martinès a gravi successivement la voie Cornu-Davaille aux Droites en dix heures puis le pilier nord du Freney en six heures trente. Patrick Berhaut, associé quelques jours plus tard à Patrick Bellingard, a escaladé la voie des Plagues dans la face nord-ouest de l'Alpe-Froide (massif des Ecrins) en onze heures.

Autre domaine de prédilection pour l'alpinisme hivernal : les cascades. Elles sont depuis deux ans la « source » de multiples « premières ». Lieux éphémères pour la pratique de l'alpinisme, elles sont cependant très recherchées par les fanatiques d'itinéraires glaciaires. Ainsi Stéphane Dewez a ouvert en solitaire l'escalade intégrale de la rampe des Commerces, haute de 220 mètres et inclinée à 30 degrés. Cette cascade est située à proximité de la route du col du Lautaret. Dans le Vercors, Patrick Cordier et Sylvain Serthou ont escaladé un échaufaudage de glace instable de 200 mètres de haut dans le couloir du col du Lautaret. L'expédition en lieu des cascades verticales. Cette cascade se forme chaque hiver sous le Pas de l'Aiguille. Dans le massif des Grandes-Rousses, au-dessus de l'Alpe, deux alpinistes, cascadeurs, ont été gravés au mois de novembre par Bernard Miard et Godfroy Perroux. Les cascades de glace deviennent ainsi des objectifs très recherchés par les alpinistes. Certaines cascades « géantes » demeurent cependant toujours inviolées. Elles feront l'hiver prochain de nombreux envieux.

CLAUDE FRANCILLON.

JEUX

OLYMPIQUES

Avant leur réunion des 11 et 12 avril

M. CARTER ÉCRIT
A TOUS LES MEMBRES
DU COMITÉ AMÉRICAIN

Washington (A.F.P.). — Le président Carter a écrit personnellement à chaque membre du Comité olympique des États-Unis (USOC) pour les prévenir qu'il mettrait en cause la sécurité du pays s'ils ne votaient pas pour le boycottage des Jeux de Moscou, les 11 et 12 avril, à Colorado Springs. C'est ce qu'a révélé, lundi 7 avril, M. Lloyd Cutler, conseiller du président américain. Le chef de l'exécutif a, d'autre part, réaffirmé : « Que la décision soit prise maintenant ou à la fin du mois de mai, il y aura une équipe américaine à Moscou. Cela a été dit clairement ».

D'UN SPORT A L'AUTRE

FOOTBALL. — Le tribunal de commerce de Marseille a fait droit, mardi 3 avril, à la requête de l'Olympique de Marseille (le Monde daté 3-10 mars) et a prononcé la suspension provisoire de poursuites contre le club. Le passif du club, dont les comptes avaient été bloqués le 20 janvier, s'élevait alors à 10 130 000 francs.

ESCRIME. — Le Tchecoslovaque Oldrich Kubista a remporté, lundi 7 avril, à Venise, le championnat du monde des moins de vingt ans à l'épée, devant le Soviétique Tomas Zerbib. Dans la Coupe des nations, l'Union soviétique terminée en tête, devant la France et l'Italie.

PRESSE

● Poires et sel, nouvel hebdomadaire conçu pour être lu dans les restaurants, fait paraître son premier numéro. Ce « set » de sable, imaginé par une équipe de jeunes, est destiné à distraire le client pendant un repas. Il comporte des dessins, des illustrations, des jeux et des informations sur le jazz, le cinéma et le monde du spectacle.

RUGBY

LA QUALIFICATION DE BÉZIERS FACE A PERPIGNAN AU CHALLENGE DU MANOIR

De la « castagne » et un seul essai

De notre envoyé spécial

Carcassonne. — Vingt mille personnes au moins avaient envahi, lundi 7 avril, le stade Albert-Domene au pied des remparts médiévaux. Poule baroque et bruyante qui léchait les lignes de touche. Tous ceux qui ont eu, ont ou auront un nom dans le rugby à 100 kilomètres à la ronde étaient là. De mémoire de Carcassonnais on n'avait pas le souvenir d'avoir vu, dans le fief du jeu à treize, pareille affluence pour un match de « quinquies ». Mais quand il a fallu l'affiche l'Association sportive biterroise, première du championnat et l'Union sportive athlétique perpignanaise, deuxième du championnat, les vigoureux des Corbières et du Minervois ne comptent plus. Ils savent qu'il y a de la « castagne » dans l'air. Or la castagne, ils adorent. C'est, n'en déplaise aux esthètes parisiens de l'ovale, la principale raison d'implantation de ce sport dans ces régions où l'on est fort en queue.

Et mardi 8 avril, les quarts de finale du Challenge Du Manoir, entre Biterrois et Catalans, promettaient d'être chauds. Pensez, deux fois déjà les équipes s'étaient rencontrées pour le compte du

championnat deux fois les « bien et rouge » de Béziers l'avaient emporté (18-15 et 12-12) sur les « sang et or », deux fois les coups étaient tombés dru. Bref on s'était fait faim pour cette belle à Carcassonne.

Les esprits étaient d'ailleurs tellement échauffés que les « gros parades » de la fédération ont jugé nécessaire de passer par les vestiaires pour rappeler qu'il n'est pas besoin d'avoir du sang jusqu'aux chevilles pour gagner une partie. Avertissement sans frais manifestement. Moins de deux minutes après le coup d'envoi, le Catalan Jean-François Imbernon était pour le compte Pierre Lescane le bon ballon donné : toute la gamme des floweries allait y passer.

Les dents rivés sur le sifflet, l'arbitre, M. Chevrier, s'efforçait de limiter les dégâts. Les pénalités pleuvaient et inévitables, la parole était laissée aux auteurs Patrick Fort pour Biterrois et Catalans, promettant d'être chauds. Pensez, deux fois déjà les équipes s'étaient rencontrées pour le compte du

Le « méfier » biterrois

Comment les Biterrois sortent-ils victorieux de la ? Franck chevenet ou peut se le demander. Voilà un quinze qui n'est plus la grande équipe des années 70 et qui n'est pas encore la grande formation des années 80. Devant, Jean-Louis Martin ne pousse plus tout à fait aussi fort ; au milieu, Georges Senal ne saute plus tout à fait aussi haut ; derrière, Jack Cantoni ne pousse plus tout à fait aussi fort. Il leur reste collectivement du « méfier ». De toute la partie les « bien et rouge » ont été une seule fois en position d'aller à l'essai. Et encore, sur un ballon calotté par M. Chevrier, celui-ci a quitté le terrain sous la protection des C.R.S., tandis que quelques spectateurs s'expliquaient à coups de poing et que d'autres bombardaient de boîtes de bière la tribune officielle. Sans doute les échanges de coups amicaux les avaient assistés durant la partie, ne les avaient-ils pas complètement rassurés.

ALAIN GRAUDO.

CARNET

Naissances

— Christine et Georges MOUTCHET ont été heureux d'annoncer la naissance de leur fils, François, le 30 mars 1980, 38 rue Kieher, 92300 Levallois-Perret.

— Anne-Marie et Jean-Louis CHAPUIS, Jean-Benoît, Jérôme et Mathieu ont été heureux d'annoncer la naissance de Marie-Sophie, le 31 mars 1980, 16 rue Jacqueline, 92330 Sceaux.

Fiançailles

— Le docteur Claude FECHERY et Mme. née Elise Biaz, née Micheline Bouchet, ont été heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Florence et Jean-Marc, Paris, 12 avril 1980, 27 boulevard Jules-Saunders, 75016 Paris.

Décès

— Mme Jean Armengaud, née Marie Jean-Pierre Armengaud, née et décédée, ses enfants et petits-enfants, Mme Roger Duchêne, M. et Mme Pierre Armengaud, ses enfants et petits-enfants, Mlle Renée Tubernac, la famille et les amis, ont la grande douleur de faire part du décès du

général Jean ARMENGAUD, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Les obsèques auront lieu le mercredi 9 avril, à 10 h. 30, à l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

Il sera inhumé dans le caveau de famille à Vanves (Seine). (Mort le 12 avril 1980 à Romans (Ordonne). Jean Armengaud, ancien élève de l'École spéciale militaire, a été entré en octobre 1912, après d'un an après son engagement volontaire, commandant dans différents régiments d'infanterie : le 172^e R.I., le 3^e R.I., le 415^e R.I., et le 6^e R.I. En 1924, il est stagiaire de l'état-major des armées au troupier berrichon. Promu chef de bataillon en 1925 et colonel de brigade en 1929, restant dans le grade de colonel par décret, Jean Armengaud est rétabli dans le grade de général à compter du mois de février 1944.)

— Mme Guy Desson, M. et Mme Claude Guyot, M. et Mme Marc Vernet, Jean-Philippe, ont été heureux de faire part du décès de

M. Guy DESSON, député honoraire, président délégué de l'Association républicaine des anciens combattants de la Fédération des déistes républicains, survenu le 4 avril, à Chardrey (Ardenne). Les obsèques ont eu lieu à Chardrey dans l'intimité le lundi 7 avril, à 14 h. 30. (Le Monde daté 7-9 avril.)

— Mme Pierre Freixa, son épouse, Agnès Carlier, Jacques-René et Sylvie Saurel, Marc et Corinne Clusel, Myriam Freixa, ses enfants,

les familles Freixa, Landrich, Balile, Potberrat, Bonneville et Tournier, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Pierre FREIXA, ancien député au camp de Chateaufort, survenu le 4 avril 1980, à l'âge de soixante-huit ans. Les obsèques auront lieu en l'église d'Ardeville, par St-Jules-la-Valle (Val-d'Oise), le mercredi 9 avril 1980, à 16 heures.

Les obsèques ont lieu de faire-part, 25, rue de la Convention, 75015 Paris.

— Mme Françoise GAY, née Blanche Fromillon, est entrée dans la plénitude de la vie, le Samedi-Saint, 5 avril 1980, dans sa quatre-vingt-dixième année. Elle était née à Louis Terrenoire, Sœur Marie Guy, Ombrière et Henry Nassy.

Ottile Cadon, Marie-Josée et Camille Gay, François, Alain et Marie-Odile, Jean-Dominique, Olivier et Marie-Joëlle, Pierre, Marc-Emmanuel, Bertrand, Jean-Michel et Christine, Françoise, Rita et Stéphane, ainsi que leurs neveux, Stéphane, Guillaume et Alexandre, Laurent et Jean, Charles, Véronique, Arnaud et Alexis, Sandrine et Nicolas, Juliette et Adrien, Benjamin, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, tous sa famille, Les amis de Françoise Gay s'inscrivent à leur adresse. La cérémonie religieuse sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Sulpice, au parloir, le mercredi 9 avril 1980, à 14 heures. Ni fleurs ni couronnes. (Voir le Monde daté 6-7 avril 1980.)

— On nous prie d'annoncer le décès du professeur Henri GEOFFROY, de la faculté de médecine de Rennes, survenu à Paris, le 16 mars 1980.

On se part de Mme Henri Geoffroy, M. et Mme, Veronique, Yolande, Béatrice, ses filles, Frédéric, son fils. Et de tous ses proches. L'inhumation eu lieu dans l'intimité le vendredi 21 mars au cimetière du Père-Lachaise, 51100 Reims, 1 rue Tholin, 51003 Paris.

(Mort le 3 février 1926 à Paris, le professeur Henri Geoffroy, après des études à Marseille, devient maître des langues de Paris en 1930. Chef de clinique des maladies du sang à la faculté de médecine de Paris, professeur agrégé en médecine, il est ensuite directeur de l'École de médecine Marc de 1961 à 1967, et chef de mission médicale française en Afghanistan de 1967 à 1968. Titulaire de la croix de guerre 1914-1918, il était aussi doyen honoraire de cette faculté.)

— Mme Ida KANAS, son épouse, Liliane et Benoit Gherchacov, Serge et Claude KANAS, ses enfants,

Florence, Jérôme, Arthur et Judith, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de

Michel MOISE KANAS, le 5 avril 1980. Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 9 avril, à 16 h. 30. Ni fleurs ni couronnes.

— M. Marcel Lefèvre, M. et Mme Paul Lefèvre, Le docteur Marcel Lefèvre et Mme. et ses filles, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marcel LEFEVRE, née Jeanne Adam. Les obsèques d'information ont eu lieu le 3 avril 1980, à Meurville (Orne), dans la stricte intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Henri Lehmann, Mme Madeleine Pailin, Françoise et Jeanne Hachuel, Delphine Hachuel, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri LEHMANN, née Suzanne Meniguy, leur épouse, mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenu le 4 avril 1980, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Le levé du corps aura lieu à la maison mortuaire Jeanne-Claire, 55, rue de Lourmel, Paris (15^e), le jeudi 10 avril, à 8 heures. L'inhumation aura lieu le même jour, à 10 heures, au cimetière de Sèvres-la-Mouline, par Damville (Seine). Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part, 2 rue Livingston, Paris (18^e).

— Mme Jean Lenthal, son épouse, Stéphane et Thomas, ses fils, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LENTHAL, survenu en son domicile, 42, rue Dauphine, Paris (6^e), le 4 avril 1980, dans sa soixante-septième année. L'inhumation au cimetière du Père-Lachaise aura lieu le jeudi 11 avril, à 13 h. 30, suivie du dépôt des cendres au columbarium.

— Mme Jean Malatre, le capitaine de vaisseau et Mme Bernard Malatre, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Patrice Malatre et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MALATRE, ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918. Les obsèques auront lieu le mercredi 9 avril, à 16 heures, en l'église de Taverny (Val-d'Oise), dans l'intimité.

Remerciements

— Toute la famille de

Olivier BRÉAUD, très touchée des multiples témoignages de sympathie manifestés à l'occasion de son décès, prie chacun de trouver ici l'expression de ses sincères remerciements.

ROBLOT S.A. 227-90-20 ORGANISATION D'OBSEQUES

MOQUETTE à 50 % de sa valeur

100 % pure laine, grand trafic largeur 0,70, 3,66, 4,00, 4,57, 5,50, à partir de 98 F le m² à 100 F le m². 1924 PARIS 14^e rue Valen. De 10 h à 19 h Tél. 312-43-51 - 312-45-14

L'UNION FAMILIALE créée en 1935

Maison de confiance patrimoniale ne s'occupant exclusivement que de MARIAGES LÉGAUX

Les clients la plus sélects de France 7, rue Dauphin - 75008 PARIS 4^e étage - Téléphone 260.11.37 Madame la Directrice reçoit personnellement les clients

Les familles Bouy, Babourdin et Tonnellier, Mlle Germaine Petit, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MALATRE, ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918. Les obsèques auront lieu le mercredi 9 avril, à 16 heures, en l'église de Taverny (Val-d'Oise), dans l'intimité.

Remerciements

— Toute la famille de

Olivier BRÉAUD, très touchée des multiples témoignages de sympathie manifestés à l'occasion de son décès, prie chacun de trouver ici l'expression de ses sincères remerciements.

ROBLOT S.A. 227-90-20 ORGANISATION D'OBSEQUES

MOQUETTE à 50 % de sa valeur

100 % pure laine, grand trafic largeur 0,70, 3,66, 4,00, 4,57, 5,50, à partir de 98 F le m² à 100 F le m². 1924 PARIS 14^e rue Valen. De 10 h à 19 h Tél. 312-43-51 - 312-45-14

L'UNION FAMILIALE créée en 1935

Maison de confiance patrimoniale ne s'occupant exclusivement que de MARIAGES LÉGAUX

Les clients la plus sélects de France 7, rue Dauphin - 75008 PARIS 4^e étage - Téléphone 260.11.37 Madame la Directrice reçoit personnellement les clients

MOQUETTE à 50 % de sa valeur

100 % pure laine, grand trafic largeur 0,70, 3,66, 4,00, 4,57, 5,50, à partir de 98 F le m² à 100 F le m². 1924 PARIS 14^e rue Valen. De 10 h à 19 h Tél. 312-43-51 - 312-45-14

L'UNION FAMILIALE créée en 1935

Maison de confiance patrimoniale ne s'occupant exclusivement que de MARIAGES LÉGAUX

Les clients la plus sélects de France 7, rue Dauphin - 75008 PARIS 4^e étage - Téléphone 260.11.37 Madame la Directrice reçoit personnellement les clients

Anniversaires

— Le 8 avril 1979, à Lisbonne, M. Jean MARCIE BASSIT, journaliste, était brutalement ravi à l'affection des siens.

— A ceux qui l'ont connu et aimé, sa femme et son fils descendant en sa lignée, nous adressons nos vifs regrets et nos sincères condoléances.

— Pour le quinquantième anniversaire du décès de

Joséphine-Jean MORER, une pensée toute particulière est adressée à tous ceux qui l'ont connu et gardent son souvenir.

Chaque homme a une double personnalité

« Indian Tennis » pour l'une, SCHWEPES Lemen pour l'autre.

COMMERCE, ARTISANAT

Est promu commandeur :

M. Louis Arrighi de Casanova, président-directeur général de société.

Sont promus officiers :

M. Michel Erhard-Schiele, directeur général de la société de gestion immobilière de Paris ; M. Lucien Galin, président de la chambre de métiers du Taro ; Jacques Sol-Boland, sous-directeur du ministère.

Sont nommés chevaliers :

M. Christian Bruchet, président-directeur général de société ; Roger Charlier, maître artisan d'acier ; Mlle Juliette Deslille, présidente d'honneur de la chambre syndicale de la couture de Paris ; M. Jacques Percy, président de la fédération de l'habillement ; Charles Cherguay, vice-président de la chambre de commerce de Paris ; Léopold Masat, président honoraire du syndicat des entrepreneurs de l'Alger ; Simon Cousin, directeur des services administratifs de la chambre de commerce et d'industrie de Pau ; Jean Pautet, président de la chambre de métiers du Puy-de-Dôme ; Max Romanet, président de la chambre de commerce d'Als ; René Durich, secrétaire général de la chambre de commerce de Strasbourg.

SCIENCE

De la « castagne » et un seul essai

De notre envoyé spécial

Carcassonne. — Vingt mille personnes au moins avaient envahi, lundi 7 avril, le stade Albert-Domene au pied des remparts médiévaux. Poule baroque et bruyante qui léchait les lignes de touche. Tous ceux qui ont eu, ont ou auront un nom dans le rugby à 100 kilomètres à la ronde étaient là. De mémoire de Carcassonnais on n'avait pas le souvenir d'avoir vu, dans le fief du jeu à treize, pareille affluence pour un match de « quinquies ».

Mais quand il a fallu l'affiche l'Association sportive biterroise, première du championnat et l'Union sportive athlétique perpignanaise, deuxième du championnat, les vigoureux des Corbières et du Minervois ne comptent plus. Ils savent qu'il y a de la « castagne » dans l'air. Or la castagne, ils adorent. C'est, n'en déplaise aux esthètes parisiens de l'ovale, la principale raison d'implantation de ce sport dans ces régions où l'on est fort en queue.

Et mardi 8 avril, les quarts de finale du Challenge Du Manoir, entre Biterrois et Catalans, promettant d'être chauds. Pensez, deux fois déjà les équipes s'étaient rencontrées pour le compte du

Le « méfier » biterrois

Comment les Biterrois sortent-ils victorieux de la ? Franck chevenet ou peut se le demander. Voilà un quinze qui n'est plus la grande équipe des années 70 et qui n'est pas encore la grande formation des années 80. Devant, Jean-Louis Martin ne pousse plus tout à fait aussi fort ; au milieu, Georges Senal ne saute plus tout à fait aussi haut ; derrière, Jack Cantoni ne pousse plus tout à fait aussi fort. Il leur reste collectivement du « méfier ». De toute la partie les « bien et rouge » ont été une seule fois en position d'aller à l'essai. Et encore, sur un ballon calotté par M. Chevrier, celui-ci a quitté le terrain sous la protection des C.R.S., tandis que quelques spectateurs s'expliquaient à coups de poing et que d'autres bombardaient de boîtes de bière la tribune officielle. Sans doute les échanges de coups amicaux les avaient assistés durant la partie, ne les avaient-ils pas complètement rassurés.

ALAIN GRAUDO.

CARNET

Naissances

— Christine et Georges MOUTCHET ont été heureux d'annoncer la naissance de leur fils, François, le 30 mars 1980, 38 rue Kieher, 92300 Levallois-Perret.

— Anne-Marie et Jean-Louis CHAPUIS, Jean-Benoît, Jérôme et Mathieu ont été heureux d'annoncer la naissance de Marie-Sophie, le 31 mars 1980, 16 rue Jacqueline, 92330 Sceaux.

Fiançailles

— Le docteur Claude FECHERY et Mme. née Elise Biaz, née Micheline Bouchet, ont été heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Florence et Jean-Marc, Paris, 12 avril 1980, 27 boulevard Jules-Saunders, 75016 Paris.

Décès

— Mme Jean Armengaud, née Marie Jean-Pierre Armengaud, née et décédée, ses enfants et petits-enfants, Mme Roger Duchêne, M. et Mme Pierre Armengaud, ses enfants et petits-enfants, Mlle Renée Tubernac, la famille et les amis, ont la grande douleur de faire part du décès du

général Jean ARMENGAUD, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Les obsèques auront lieu le mercredi 9 avril, à 10 h. 30, à l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

Il sera inhumé dans le caveau de famille à Vanves (Seine). (Mort le 12 avril 1980 à Romans (Ordonne). Jean Armengaud, ancien élève de l'École spéciale militaire, a été entré en octobre 1912, après d'un an après son engagement volontaire, commandant dans différents régiments d'infanterie : le 172^e R.I., le 3^e R.I., le 415^e R.I., et le 6^e R.I. En 1924, il est stagiaire de l'état-major des armées au troupier berrichon. Promu chef de bataillon en 1925 et colonel de brigade en 1929, restant dans le grade de colonel par décret, Jean Armengaud est rétabli dans le grade de général à compter du mois de février 1944.)

— Mme Guy Desson, M. et Mme Claude Guyot, M. et Mme Marc Vernet, Jean-Philippe, ont été heureux de faire part du décès de

M. Guy DESSON, député honoraire, président délégué de l'Association républicaine des anciens combattants de la Fédération des déistes républicains, survenu le 4 avril, à Chardrey (Ardenne). Les obsèques ont eu lieu à Chardrey dans l'intimité le lundi 7 avril, à 14 h. 30. (Le Monde daté 7-9 avril.)

— Mme Pierre Freixa, son épouse, Agnès Carlier, Jacques-René et Sylvie Saurel, Marc et Corinne Clusel, Myriam Freixa, ses enfants,

les familles Freixa, Landrich, Balile, Potberrat, Bonneville et Tournier, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Pierre FREIXA, ancien député au camp de Chateaufort, survenu le 4 avril 1980, à l'âge de soixante-huit ans. Les obsèques auront lieu en l'église d'Ardeville, par St-Jules-la-Valle (Val-d'Oise), le mercredi 9 avril 1980, à 16 heures.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

QUARANTE ANS DE BOURBAKI

Le célèbre mathématicien est toujours immortel, mais il a vieilli

En 1938, un mathématicien inconnu publiait le premier fascicule des *Éléments de mathématique* (le singulier est de rigueur), un traité ambitieux qui « prend les mathématiques à leur début et donne des démonstrations complètes ». Ambition, que démentait d'ailleurs ce premier fascicule : il ne contenait aucune démonstration ! C'était un fascicule de résultats de la théorie des ensembles, un simple récapitulatif de théorèmes bien connus.

L'auteur était un nommé N. Bourbaki (le prénom Nicolas n'apparaît que bien des années plus tard), qui ne s'était jamais signalé à l'attention du monde mathématique — il avait publié une courte note aux comptes rendus de l'Académie des sciences en 1935. Le nom de Bourbaki avait aussi plusieurs fois servi de paravent à des « casuels » de normaliens, sans qu'on puisse très bien définir jusqu'où remontait cette tradition. Il existe une « notice sur la vie et l'œuvre de Nicolas Bourbaki » (1). On y lit que Nicolas Bourbaki est né à Cucuteni (Moldavie) en 1886, qu'il est membre de l'Académie royale de Földvár, qu'il a une fille, Béti (2), « mariée en 1938 au chasseur de Hons H. Petard ».

Nous arrêtons là la suite de l'histoire — pardon, le casuel.

La réalité est plus banale, mais non moins intéressante. Bourbaki est né, de la guerre de 1914-1918, et de la saignée qu'elle a infligée aux jeunes mathéma-

tiens français. L'école française, brillante au début du siècle, s'était étiolée. Les travaux se concentraient dans une branche étroite de l'analyse. Quelques jeunes mathématiciens des années 20 ont réagi, cherchant à ouvrir des voies nouvelles, remis en question l'enseignement traditionnel. Une anecdote veut que l'origine de Bourbaki soit une demande d'Henri Cartan à André Weil. Nommé professeur d'université, Cartan avait demandé à Weil « comment démontrer le théorème de Stokes ? » et l'idée d'écrire un traité serait venue sur ces entrefaites. Anecdote piquante dans la mesure où, presque quarante ans plus tard, Bourbaki n'a toujours pas publié de démonstration du théorème de Stokes. Mais il faut se méfier des anecdotes : interrogé au sujet des différentes versions qui circulent sur l'origine de Bourbaki, André Weil répondit un jour : « Elles sont toutes fausses... (Pause.) Elles sont toutes vraies ».

Quel qu'il en soit, un petit groupe de mathématiciens prit l'habitude de se réunir, vers 1934-1935, pour réfléchir en commun sur la formulation des mathématiques, la manière de les enseigner, la mise en valeur des « structures fondamentales ». D'un manuel d'analyse à rédiger en quelques mois, on en vint vite à un « traité » dont la phrase initiale que nous avons citée décrit assez l'ambition.

Le mathématicien français le plus connu — peut-être même l'homme de sciences françaises le plus connu à l'étranger — a vu sa demande d'adhésion refusée par l'American Mathematical Society. Non parce que ses mérites n'étaient pas reconnus, ou parce qu'un quelconque ostracisme aurait frappé les mathématiciens français, mais Nicolas Bourbaki avait signé une demande d'adhésion comme membre individuel alors que Bourbaki n'existe pas ! Pseudonyme couvrant une entreprise collective, Bourbaki se renouvelle par cooptation, ce qui lui permet d'être toujours jeune. On verra plus loin que cela ne l'empêche pourtant pas de vieillir.

Voilà quarante ans, Bourbaki signait ses premiers livres. Aujourd'hui, il continue à publier. C'est une belle carrière, dont on peut déjà établir un bilan provisoire. Bilan incontestablement positif, même si Bourbaki n'a plus l'aura qu'il eut il y a vingt ans. Attelés à une tâche impossible, insensée et déraisonnable — c'était le jugement de leurs aînés — les jeunes mathématiciens enthousiastes qui fondèrent l'entreprise n'ont pas atteint tous leurs objectifs. Mais ils ont profondément remodelé le visage et le langage des mathématiques.

Depuis 1965, les publications sont interrompues — un procès a opposé l'auteur et l'éditeur, que Bourbaki a gagné. Il envisage de reprendre aux Éditions Masson la publication de ses œuvres : une dizaine de fascicules nouveaux — sans compter des rééditions plus ou moins modifiées — pourraient voir le jour d'ici à 1990.

Par définition, Bourbaki est immortel. Ses « collaborateurs » (suivant l'expression consacrée) ont choisi de se retirer à l'âge de cinquante ans, mais ils ont invité comme « cobayes », puis comme membres en titre, des jeunes mathématiciens qui poursuivent l'œuvre. Et ils ont su attirer les meilleurs mathématiciens français — parfois étrangers. Quatre mathématiciens français ont été titulaires de la médaille Fields, considérée comme la plus haute distinction de l'univers mathématique — il n'y a pas de prix Nobel dans cette discipline. Ce sont M.M. Laurent Schwartz, Jean-Pierre Serre, René Thom et Alexandre Grothendieck. On peut leur annexer le Belge Pierre Deligne, qui vit en France. A part René Thom, tous ont été ou sont collaborateurs de N. Bourbaki.

Et pourtant il est incontestable que Bourbaki a vieilli : certains jugent même que Bourbaki est « mort ». Il serait plus juste de dire qu'il a rempli son rôle — celui qu'il s'était donné, sinon celui qu'il était donné. L'objectif profond de Bourbaki était de recréer en France une école vivante de « mathématiciens universels ». Il ne fait pas

mathématique et a même renoncé à traiter certains domaines : et cela non seulement parce que le progrès mathématique va plus vite que la rédaction des livres, mais aussi parce que certains choix initiaux se sont révélés inadaptables. Bourbaki a toujours pensé qu'il y avait en mathématique la bonne définition, la bonne démonstration, le bon point de vue, la bonne voie étant assez large pour ne pas gêner le développement des recherches sans tomber dans une généralité telle que les outils forgés perdraient toute efficacité. C'était un pari à haut risque, que Bourbaki a souvent gagné, mais qu'il a quelquefois perdu : les rééditions ont permis parfois d'améliorer un choix initial, mais pour couvrir certains domaines (théorie des catégories, probabilités) il faudrait pratiquement une refonte complète.

En fait, le mode d'exposition choisi suppose que la théorie soit, sinon complètement figée, du moins assez stabilisée. C'était le cas des domaines initialement traités par Bourbaki, et son œuvre, en clarifiant les démonstrations, en fixant la terminologie, a été essentielle.

Dans son *Panorama des mathématiques pures* (3), le mathématicien Jean Dieudonné, certainement le meilleur évangéliste de Bourbaki, donne une liste de six théories « dont une partie est fixée depuis assez longtemps et constitue, au sens étymologique, la partie classique des mathématiques, servant de base à tout le reste de l'édifice ». On y retrouve sans surprise les titres des six premiers livres des *Éléments*. De ces

La première manifestation

En 1938, la première manifestation officielle est une lettre à Jean Perrin — alors sous-secrétaire d'État à la recherche scientifique. Elle est signée de M.M. Solomon Mandelbrojt, René de Fossel, Jean Condon, Charles Hirschman, Henri Cartan, André Weil, Jean Dieudonné, Claude Chevalley et Jean Delaunay, les cinq premiers constituant le noyau du groupe. C'est une demande de subvention pour les déplacements — presque tous les signataires enseignaient dans des universités de province — et pour les frais matériels. On y explique que « chaque chapitre, après avoir été longuement discuté et révisé, est confié à l'un d'entre nous ; la rédaction ainsi obtenue est une par une ; elle est à nouveau discutée en détail ; elle est toujours reprise au moins une fois et quelquefois plusieurs. Nous poursuivons ainsi une œuvre véritablement collective qui présente un profond caractère d'unité ».

de résultats qui doit chaque livre. Quant au reste du livre, ses quatre chapitres ont été publiés entre 1954 et 1957 et réédités avec de sérieuses modifications dix ans plus tard. On trouve d'ailleurs dans une « notice » de 1966 le projet d'un chapitre V (théorie des catégories) qui n'a jamais vu le jour. De même, le livre d'algèbre a vu sa parution ébauchée entre 1942 et 1950. La publication d'un nouveau chapitre (algèbre homologique) est attendue.

A ce jour, Bourbaki a publié une quarantaine de fascicules sous l'égide de la collection des « Actualités scientifiques et industrielles » ; beaucoup ont connu deux ou trois rééditions.

tant ainsi la démonstration en une série d'étapes, pour lesquelles il construisait ensuite des enchaînements logiques corrects.

L'enseignement supérieur — que Bourbaki a véritablement renouvelé dans les années 50 — fait quelque peu machine en arrière en revenant à plus de concret. Quant à l'enseignement élémentaire, la réforme des années 80 — d'ailleurs nécessaire — a des racines multiples, où l'influence de Bourbaki se distingue malaisément de beaucoup d'autres.

Mais, là aussi, le mode de pensée de Bourbaki a pu conduire à quelques excès : certains livres séparent complètement les notions de droites parallèles et de droites perpendiculaires, sous prétexte qu'elles relèvent de géométries différentes.

Finalement, on constate que, après quarante ans de vie officielle, Nicolas Bourbaki, bien que toujours jeune par conviction, a en sa carrière assez semblable à celle de beaucoup d'hommes de science. Très novateur, et même iconoclaste dans sa jeunesse, il s'est intégré à l'établissement mathématique, est presque devenu un corps constitué — et, comme tel, quelque peu conservateur — sa mission s'est élargie au cours du temps, peut-être simplement parce qu'il n'a en grande partie accompli. Un collaborateur actuel du groupe reconnaît que « la question s'est posée souvent : savoir s'il fallait s'arrêter net ». Mais c'est pour juger que « tout le monde a des tentations de suicide ».

Bourbaki semble actuellement dépassé par l'évolution des mathématiques. Peut-être retrouvera-t-il une nouvelle jeunesse ? Si l'on regarde globalement l'entreprise qui s'est cachée sous son nom, et l'ambition assez effrayante qu'affichaient ses promoteurs, il faut bien reconnaître que l'étonnant n'est pas qu'il ait connu quelques échecs, mais bien qu'il ait accumulé tant de succès.

MAURICE ARVONNY.

(1) Une étudiante américaine, Mlle Judith Friedman, a écrit en 1971 un mémoire sur Nicolas Bourbaki, dont sont extraites la plupart des citations données dans cet article.

(2) Les nombres de Béti correspondent à certaines structures mathématiques.

(3) Éditions Gauthier-Villars.

Grâce aux hologrammes

DES SCULPTURES DE LUMIÈRE

Les techniques nouvelles attirent les artistes désireux d'apporter à leur art de nouvelles formes d'expression. Après avoir annexé l'électronique, tableaux et films animés réalisés par ordinateurs, certains d'entre eux utilisent depuis quelque temps une application des lasers permettant de réaliser des images en relief à l'aide d'hologrammes (du grec « holos » : entier, et « graphein » : écrire). Le public n'est pas insensible à cette nouvelle expression artistique, puisqu'une

exposition d'hologrammes au Forum des Halles à Paris, du 18 janvier au 8 février dernier, a accueilli cent cinquante mille visiteurs.

Une enquête auprès de mille curieux a révélé qu'une majorité d'entre eux jugeaient la création d'un musée de l'holographie comme importante. Or la France, contrairement aux États-Unis, n'a pas de musée de l'holographie. Il n'en existe pas non plus dans les autres pays européens. Aussi, les bénévoles qui constituent l'association Arts et Techniques

de Londres, qui, en 1971, reçut pour cela le prix Nobel de physique. Mais il faut attendre la découverte du laser au début des années 60 pour réaliser enfin des hologrammes d'objets tridimensionnels.

Un hologramme est l'enregistrement sur une plaque photographique des interférences de deux trains d'ondes lumineuses cohérentes. Car les interférences ne peuvent se produire qu'avec une lumière monochromatique (une seule longueur d'onde), émise dans une direction donnée, et dont les ondes qui se succèdent sont en phase, c'est-à-dire qu'elles ont entre elles une relation de temps et d'espace.

La lumière du laser répond à ces exigences : on dit d'elle qu'elle est cohérente, alors qu'elle est incohérente pour les sources de lumière classiques (lampes à incandescence ou à fluorescence, matière incandescente, Soleil), car les ondes lumineuses émises le sont dans toutes les directions d'une manière désordonnée, et ont différentes longueurs d'onde.

La lumière du laser répond à ces exigences : on dit d'elle qu'elle est cohérente, alors qu'elle est incohérente pour les sources de lumière classiques (lampes à incandescence ou à fluorescence, matière incandescente, Soleil), car les ondes lumineuses émises le sont dans toutes les directions d'une manière désordonnée, et ont différentes longueurs d'onde.

La lumière du laser répond à ces exigences : on dit d'elle qu'elle est cohérente, alors qu'elle est incohérente pour les sources de lumière classiques (lampes à incandescence ou à fluorescence, matière incandescente, Soleil), car les ondes lumineuses émises le sont dans toutes les directions d'une manière désordonnée, et ont différentes longueurs d'onde.

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

PREPA
HEC, ESSEC, ESCP
Section PILOTE

• Étudiants classes 10/10 premiers aux concours : 279
• Étudiants BAC/C avec mention : Effectifs limités

AUTEUIL 6, Av. Léon Huzeau - 75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. 535.59.35 +

CHRISTIANE GALUS.
(Lire la suite page 16.)

CHRISTIANE GALUS.
(Lire la suite page 16.)

Des sculptures de lumière

(Suite de la page 15.)

Les premiers hologrammes nécessitent un faisceau laser pour la restitution des images. Il est possible maintenant de faire cette opération en utilisant une lumière « blanche », polychromatique, issue d'une source lumineuse ponctuelle.

Un hologramme en lumière monochromatique est réalisé de la manière suivante (voir

schéma) : un laser (1) émet une radiation lumineuse (2), d'une certaine longueur d'onde, en direction d'un objet (3). Une partie de cette radiation (7) traverse un miroir semi-transparent (5), est réfléchie par une lentille (8) et va éclairer l'objet à « holographier ». L'objet réfléchit cette lumière dans toutes les directions (10), y compris vers une plaque photographique reconvertie d'une émulsion argen-

te trouvait ce dernier lors de l'enregistrement de l'hologramme.

Comme chaque point de la plaque photographique « voit » l'objet d'un point de vue différent au moment de l'enregistrement, l'observateur de l'hologramme voit également l'objet sous différents points de vue en se déplaçant devant la plaque.

De même, chaque partie du matériau photographique contient tous les éléments de l'image tridimensionnelle ; aussi une partie de l'hologramme restitue-t-elle l'image entière, mais elle apparaît moins nette.

Pour enregistrer la lumière d'un laser et pouvoir « stocker » des interférences, le matériau photographique doit satisfaire à plusieurs exigences : il doit être sensible à un rayonnement monochromatique et avoir une résolution très élevée, qui peut atteindre plus de trois mille traits au millimètre. De telles émulsions ayant une sensibilité faible — on ne peut avoir à la fois une grande sensibilité et une grande résolution — exigent donc une pose assez longue. Pendant cette pose, les éléments du montage ne doivent pas bouger d'une fraction de micron, ce qui nécessite une installation particulière.

Pour « holographier » des êtres vivants, il faut utiliser des lasers déclenchés ultra-rapides (des portraits réalisés de cette manière sont exposés au musée).

Un hologramme restitué en lumière blanche exige une gélatine plus épaisse sur la plaque photographique (15 microns au moins). Dans ce cas, le faisceau de référence et les faisceaux réfléchis par l'objet viennent frapper la plaque de part et d'autre, et les interférences se produisent au sein de la gélatine sous forme d'une succession de plans. Il y a des plans où les ondes sont en phase (plans ventaux) et des plans où elles sont en opposition (plans nodaux). Après développement, on trouve dans la gélatine plusieurs dizaines de lamelles semi-réfléchissantes distantes les unes des autres d'une demi-longueur d'onde.

Industrie et informatique

Lorsque l'hologramme est éclairé en lumière blanche, ce dernier agit comme un véritable filtre, et seule est diffractée l'onde, dans la lumière blanche, qui a la même longueur que celle

de l'enregistrement. Toutes les autres longueurs d'onde sont détruites par interférence. En utilisant trois faisceaux lumineux pour l'enregistrement, de différentes longueurs d'onde, par exemple bleu, vert et rouge, on peut obtenir par synthèse une image globale reproduisant à peu près les couleurs de l'objet.

On peut aussi enregistrer dans l'épaisseur de la gélatine diverses postures ou divers gestes d'un personnage. L'hologramme en lumière blanche est aussi appelé hologramme de Lippmann-Bragg (Lippmann a imaginé en 1861 un procédé de photographie en couleurs à partir d'une émulsion épaisse en noir et blanc, et Bragg a réalisé des expériences de diffraction des rayons X par les cristaux), mais le principe en fut trouvé en 1962 par le Soviétique Denzjuk.

Les hologrammes sont déjà utilisés dans l'industrie pour la détection des défauts dans une pièce mécanique (construction aéronautique, contrôle des pneus neufs ou rechapés...) et font l'objet de nombreuses recherches de la part des scientifiques : pour le stockage d'un grand nombre d'informations afin d'augmenter la capacité des mémoires d'ordinateurs (mais ils cherchent des supports qu'on puisse lire et écrire), pour la production des circuits intégrés, pour le traitement optique d'informations.

L'application la plus évidente découle de la capacité des hologrammes de stocker et de reproduire des images tridimensionnelles. Dans ce cas, ils peuvent être utilisés dans l'enseignement et dans la publicité. Déjà, en 1972, Cartier présentait à New York, sur la 5^e Avenue, à des fins publicitaires, un hologramme restituait l'image d'une main portant une bague et tenant un bracelet de diamants, provoquant ainsi embouteillages et réactions diverses.

Enfin, l'art pourrait encore bénéficier des hologrammes, car ceux-ci permettent de préserver ou de restaurer des œuvres d'art. En effet, au lieu de déplacer une sculpture, pour la montrer à l'étranger, il suffirait de transporter l'hologramme la représentant. Et l'enregistrement de sculptures ou de monuments aiderait à leur restauration en cas de détérioration.

CHRISTIANE GALUS.

LIVRES

Les mathématiques de A à Z

UN dictionnaire commence par A, c'est normal. Que ce soit A écrit à l'envers, la pointe en bas et les jambes en haut, paraît plus étrange. Mais on se rassure en voyant au « générique » le nom de François Le Lionnais, fondateur avec Raymond Queneau de l'Ouvroir de littérature potentielle (Oulipo) : c'est encore une fantaisie « littérale » d'un auteur que l'on sait doté d'un humour certain.

Il n'en est rien ; et ceux qui ont une teinture scientifique auront reconnu dans ce A inversé le symbole qu'emploient les mathématiciens — et maintenant les élèves du premier cycle — comme abréviation de l'expression « quel que soit ». Ils ne seront pas surpris de trouver un peu plus loin la lettre E tout aussi inversée (de droite à gauche : \exists) puisqu'elle s'utilise ainsi pour signifier « il existe ».

Mais bien d'autres surprises attendent les lecteurs de ce dictionnaire des mathématiques que nous donnent Alain Bouvier, Michel Georges et François Le Lionnais. Il faudrait des connaissances encyclopédiques bien peu répandues pour n'y pas faire de découvertes. On sait généralement qu'algèbre vient de l'arabe. On se doute un peu qu'algorithme a la même provenance. Mais qui sait que les deux mots sont des jumeaux linguistiques, puisque le mathématicien Al-Khwarizmi nous a simultanément légué son nom, déformé en algorithme, et le terme al-jabr (reconstruction) pour qualifier le transfert d'une quantité d'un membre d'une équation à l'autre membre.

Pour rester dans la lettre A, nous laisserons les sages lecteurs de « En toute logique » deviner pourquoi on qualifie d'amicaux ou d'amiabiles, les nombres 220 et 284. Pour les autres... lire la note (1) en retournant le journal.

Cependant, l'ouvrage n'est pas un dictionnaire des curiosités mathématiques.

matiques, même s'il en contient beaucoup. On y trouve des définitions « sérieuses », et cependant il y a des axiomes de la topologie générale, la définition des catégories, des groupes de Lie, des homotopies. Bien d'autres outils essentiels de la mathématique actuelle sont présentés de manière claire et concise. Quand la définition utilise d'autres termes du vocabulaire mathématique, la signification de ceux-ci figure aussi dans le dictionnaire. Cela permet une compréhension de proche en proche indispensable pour appréhender des notions mathématiques profondes. Certains points pourraient être plus développés, en particulier dans les domaines où la recherche est la plus vivante, où la recherche est très active. Mais il fallait faire des choix, et d'ailleurs l'ouvrage ne s'adresse pas au mathématicien : il se veut un dictionnaire pour l'honnête homme.

Il a fallu dix ans aux auteurs pour évaluer les sept mille six cents définitions et commentaires qui composent l'ouvrage. Il leur a fallu ensuite plusieurs mois pour dégrossir l'œuvre et la ramener à un volume acceptable, pour vérifier les nombreux renvois qui transforment le dictionnaire en un « graphie orienté » — en principe non cyclique. Ce qui devrait permettre d'utiliser le dernier article du dictionnaire, le théorème de Zorn, pour démontrer qu'à se promener de page en page on finit par trouver ce que l'on cherche... M. A.

* Dictionnaire des mathématiques, par Alain Bouvier et Michel Georges, sous la direction de François Le Lionnais, Presses universitaires de France, 522 pages, environ 270 F.

Des erreurs
dans les pages 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

Les principes

La librairie Albert Blanchard s'est spécialisée dans la réédition d'ouvrages scientifiques anciens ; leur lecture à la lumière des sciences actuelles, outre qu'elle éclaire la genèse de celles-ci, peut faire resurgir des lignes de force oubliées, ou au contraire souligner la permanence de certaines questions. Les Principes des mathématiques que Louis Couturat publiait en 1905 sont, pour citer l'auteur, « un compte rendu du magistral ouvrage de M. Bertrand Russell qui porte le même titre ». C'est donc un livre qui se voulait explicatif et clarificateur. Soixante-quinze ans plus tard,

on constate que ce pouvoir explicatif demeure, et que, si certains passages sont devenus délicieusement désuets, d'autres gardent une actualité inattendue. La réédition de l'Algèbre de la logique est peut-être moins justifiée : la logique a tellement changé depuis Couturat que ce qu'il écrit est devenu très partiel et très élémentaire.

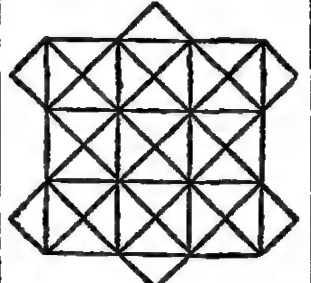
* Les principes des mathématiques, par Louis Couturat, réédition scientifique et technique d'Albert Blanchard, 310 pages environ, 50 F ; du même auteur, L'ALGÈBRE DE LA LOGIQUE, même éditeur, 140 pages, environ 25 F.

En toute logique Un trait à suivre

PROBLEME N° 169

Certains problèmes de récréations mathématiques résument de manière surprenante l'histoire de la pensée scientifique avec ses problèmes, ses opinions contradictoires et ses solutions inattendues. C'était le cas du problème n° 165 : « Suivez le trait ».

Premier temps : Myriel Ancien propose un problème (dont je résume les dimensions) consistant à parcourir une figure sans lever le crayon, sans doubler un trait et en terminant au point de départ. Deuxième temps : quelques facteurs croient pouvoir démontrer que la chose est impossible. Troisième temps : une solution est publiée, croisant certains traits, comme le permettait l'énoncé. Quatrième temps : un lecteur, J. Grange, démontre que le problème était inutilement simple, puisqu'il parvient à le résoudre en s'imposant par surcroît de ne pas croiser de traits. Serez-vous résoudre ce nouveau problème ?



Solution du problème n° 168

Le plus simple est de démontrer que n-n est divisible par 5 par la méthode de la récurrence.

Pour n = 1 ou même n = 2, la propriété est évidente. Supposons la vraie pour k.

$$(k+1)^2 - (k+1) = (k^2 + 5k + 1) - (k^2 + 1) = 5k$$

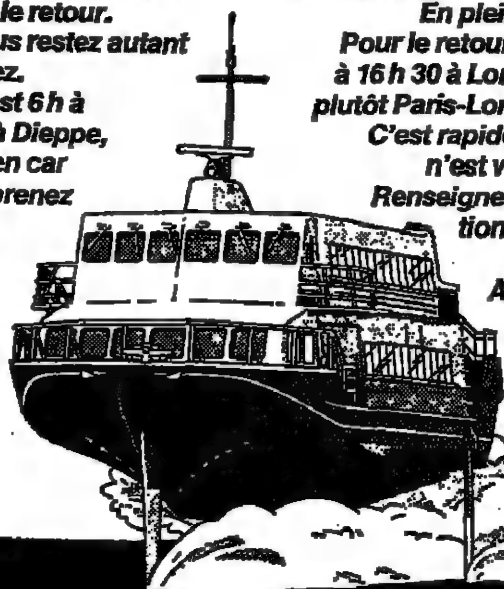
Les deux termes sont divisibles par 5. Elle est vraie pour k+1.

PIERRE BERLOQUIN.

TARIF DE NUIT PARIS-LONDRES: 300 F. ALLER-RETOUR.

Seajet met Londres à 300F de Paris. Un exploit ! Une seule condition : utiliser le premier vol pour l'aller et le dernier pour le retour. Entre les deux vous restez autant que vous le désirez. Le premier vol c'est 6 h à St-Lazare. Arrivé à Dieppe, après un voyage en car grand luxe, vous prenez le Boeing Seajet. Vous traversez la Manche à 3 m.

au-dessus de la mer et à 80 km/h. Puis Seajet vous emmène directement de Brighton à Victoria Station. En plein cœur de la ville. Pour le retour le dernier vol est à 16 h 30 à Londres. Alors faites plutôt Paris-Londres avec Seajet. C'est rapide et le tarif de nuit n'est vraiment pas cher. Renseignements et réservations au 742.77.91 ou auprès de votre Agent de voyages.



SEAJET

L'autre façon de s'envoler pour l'Angleterre.

COURBES MATHÉMATIQUES
Un numéro spécial de la
REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
Dans ce volume, les origines, modes de construction et équations de 150 courbes mathématiques.
• Courbes algébriques
• Courbes transcendentes
• Courbes ornementales
(réédition de la fameuse collection de cartes postales)
127 pages nombreux tableaux, schémas et figures
Prix : 16 francs - France ; 19 francs - Étranger ; 20 francs
Abonnez-vous à la Revue du Palais de la Découverte, 10 numéros par an plus 1 ou 2 numéros spéciaux. France : 65 F - Étranger : 85 F.
Avenue Franklin-D. Roosevelt, 75008 PARIS

FINLANDE
naturellement votre
la Laponie
légendaire
et le cap
du bout du monde
le Cap Nord
circuits de
8 et 9 jours
à partir de
5340 F
Renseignements à
Votre Agent de Voyages ou
Finlandia
Finlandia
Finlandia

Le tabac
pathologie massive et mortelle
Le choc des cloveaux
c'est un fait.
La violence
de l'ennemi
c'est une décision!

Le tabagisme, épidémie mondiale

Chaque année, l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) consacre une journée à la diffusion massive d'un message d'éducation sanitaire en direction du tiers-monde et des pays industrialisés. Ce sont les ravages de l'épidémie de tabagisme, pour reprendre les termes mêmes de l'O.M.S., qu'il s'agit cette année de dénoncer dans le monde entier. Ainsi, le 7 avril 1980 — « Journée mondiale de la santé » —

ont été diffusées dans l'ensemble des pays membres de l'organisation, dont la France (1^{er} le Monde), du 4 avril, un certain nombre de données dont un chiffre suffit à donner une idée : la consommation de tabac diminue en moyenne de sept ans l'espérance de vie du fumeur.

La composante économique du problème n'est pas négligeable non plus. Le succès

relatif des campagnes antitabac menées dans le monde industrialisé ayant provoqué un tassement de la consommation sur ce marché, les multinationales productrices de cigarettes — dont sept dominent presque totalement le marché mondial — se sont tournées vers le tiers-monde où la consommation croît rapidement et vers lequel sont déversées les ciga-

rettes à haute teneur en nicotine et en goudrons, dont les pays riches ne veulent plus. Stigmatisant l'approche expansionniste adoptée par l'industrie du tabac à l'égard des pays en voie de développement, le comité d'experts que l'O.M.S. a constitué pour la lutte antitabac estime que « le problème du tabagisme revêt maintenant l'ampleur d'une épidémie mondiale ».

Une pathologie massive et multiple

LES experts de l'Organisation mondiale de la santé font le point des données les plus récentes, et détaillent la somme des informations accumulées depuis des années, sur la rôle pathogène du tabac.

Depuis la fin des années 20, la demande n'a cessé de progresser dans le monde entier : le résultat des campagnes menées ces dernières années n'a provoqué qu'un ralentissement de la hausse, et non une baisse de la consommation.

Ainsi les effets du tabagisme sont-ils un domaine de choix pour les épidémiologistes... et pour les sociologues puisque la mise en évidence de la toxicité du tabac n'a pas suffi pour faire chuter de façon décisive la consommation. Les experts réunis par l'O.M.S. distinguent plusieurs types de pathologies induites par le tabagisme (1).

● CANCERS

L'immense majorité des cancers du poudron — 80 % — sont dus à l'habitude de fumer. D'après un document de l'O.M.S. (2) le lien de cause à effet est aujourd'hui clairement démontré. Or, pour ne citer qu'un exemple, le cancer du poudron tue chaque année en Grande-Bretagne plus de trente-cinq mille personnes.

Mais l'usage du tabac provoque aussi l'apparition d'autres types de cancers, tels que les tumeurs de la cavité buccale, du larynx, de l'œsophage, de la vessie, du rein et du pancréas. L'alcool joue en outre un rôle synergique avec le tabac pour un certain nombre de cancers.

Au total, estiment les experts de l'O.M.S., « en supprimant l'habitude de fumer, il est probable que l'on pourrait réduire d'un quart le taux global de mortalité par cancer ».

● MALADIES CARDIO-VASCULAIRES

Le tabac n'en est certes que l'un des facteurs originaux. Mais, dit-on à Genève, « c'est l'un des plus importants et c'est le plus facilement modifiable ». Les épidémiologistes britanniques estiment que sur les cent cinquante mille personnes qui meurent chaque année de crises cardiaques en Grande-Bretagne près de quarante mille ont succombé en raison de la consommation de tabac. L'usage de la cigarette, en outre, majore le rôle de l'hypertension dans le déclenchement de cardiopathies coronariennes. L'O.M.S. rappelle aussi que l'usage conjoint de cigarettes et de pilules contraceptives augmente considérablement le risque cardio-vasculaire chez les femmes.

● MALADIES BRONCHO-PULMONAIRES NON CANCÉREUSES

L'ensemble des atteintes respiratoires — y compris les affections post-opératoires — sont plus fréquentes et mettent plus de temps à guérir chez les fumeurs. La fonction pulmonaire est altérée par l'usage du tabac, d'où une fréquence très significative de l'emphysème et de la bronchite chronique chez les fumeurs, surtout chez ceux qui inhalent la fumée.

● MALADIES INFANTILES

La « contamination » du fœtus par une fumée exhalée fumeuse est aujourd'hui avérée. Une enquête à très grande échelle, citée par l'O.M.S., révèle un accroissement de 28 % de la mortalité périnatale chez les mères fumeuses. D'autres études ont montré que le tabac utilisé par les mères fumeuses provoque une accélération du rythme cardiaque du fœtus, un ralentissement de ses mouvements respiratoires, et altère la circulation placentaire. Les enfants nés de mères fumeuses pèsent en moyenne 300 grammes de moins que ceux des non-fumeuses. Il semble que ces enfants ne rattrapent leur retard staturo-pondéral que vers l'âge de sept ans. En outre, chez les enfants des fumeuses, qui vivent nécessairement dans une atmosphère enfumée, la bronchite et la pneumonie sont deux fois plus communes au cours de la première année de la vie que chez les autres enfants.

L'O.M.S. dénonce encore l'interaction des dangers liés au tabac avec un certain nombre de risques d'origine professionnelle. Ainsi constate-t-on une surmortalité, par cancer du poudron notamment, chez les ouvriers de certaines industries, comme celles de l'amiant, du gaz de houille, du nickel, d'uranium... « Il se pourrait que les profits tabagiques servent de véhicule aux agents toxiques, ce qui en faciliterait la pénétration dans l'organisme ».

L'O.M.S. note, comme conséquence de toute la pathologie imputable au tabac, « le surmortalité caractéristique des fumeurs ». Elle déplore la « tabagie passive » qu'ont à subir les non-fumeurs et conclut qu'un total « le rôle pathogène de la pollution de l'air est faible en regard de celui de l'intoxication tabagique ».

Aussi les recommandations du groupe d'experts de l'O.M.S. sont-elles extrêmement sévères pour l'industrie. En effet, le comité ne demande pas autre chose que l'interdiction complète de « toutes les formes de propagande en faveur du tabac ». Les experts demandent enfin « que cesse immédiatement l'exportation de cigarettes dont la teneur en substances toxiques est supérieure à celle des cigarettes de même marque vendues dans le pays d'origine ». Il faut reconnaître, dit-on encore dans le rapport que « l'industrie du tabac oppose et continuera d'opposer un obstacle énorme à la lutte contre l'habitude de fumer ». Et le Dr Keith Ball (Royaume-Uni) de citer, à l'appui de cette démonstration, ce chiffre impressionnant : « La Grande-Bretagne a perdu plus d'un million d'habitants depuis la dernière guerre du fait de la cigarette et en perd encore un million avant la fin du siècle et cette tendance n'est pas renversée... » — C.B.

(1) La lutte contre l'épidémie de tabagisme. Rapport du comité d'experts de la lutte antitabac. Série de rapports techniques 682.

(2) Relevé épidémiologique hebdomadaire, juin 1979.

Le tiers-monde aussi...

AVANT de se poser en termes de santé publique, — ce qui ne manquera pas de se produire bientôt — le problème du tabac se mesure dans le tiers-monde en termes économiques. Jusqu'à une période relativement récente en effet, les structures de l'industrie du tabac étaient largement concentrées dans les pays industrialisés, où une agriculture fortement mécanisée et un marché intérieur en pleine expansion suffisaient à garantir aux grandes multinationales de la cigarette de gigantesques profits.

Tel n'est plus le cas aujourd'hui : les coûts de production se sont considérablement élevés dans les pays industrialisés ; la consommation, sans fléchir considérablement, a stagné, et l'industrie des tabacs jointe à celle des gouvernements y a, en outre, fait éclore de ruineuses exigences. Il a ainsi fallu mettre au point des cigarettes réduites peu toxiques, rectifier en ce sens des campagnes publicitaires pourtant rodées... Le tiers-monde s'offre donc comme un champ d'expansion idéal pour l'industrie de la cigarette. D'autant que des études savantes ont montré que la demande y progresserait, dans les cinq ans qui viennent, de près de 3 % chaque année.

Enfin, les multinationales ne peuvent pas ignorer ce détail, un certain nombre de pays en voie de développement comptent — bien plus que les pays industrialisés — sur les ventes de cigarettes — c'est-à-dire sur les taxes dont elles sont frappées — pour le fonctionnement propre de leurs budgets. Dans certaines nations du tiers-monde, ces taxes représentent jusqu'à 8 % des recettes gouvernementales.

Le résultat est clair. Alors que l'usage du tabac a progressé, en Amérique du Nord, — seulement — de 3,7 % entre 1965 et 1975, il a augmenté de... 33 % en Afrique au cours de la même période. Les résultats d'une telle progression sont franchement catastrophiques pour l'économie des pays les moins nantis, pour un ensemble de raisons qu'ont analysées des experts de l'O.M.S. et de la F.A.O.

En premier lieu, le petit producteur du tiers-monde ne dispose d'aucun pouvoir de discussion face au représentant de la firme multinationale : celui-ci lui « offre » un forfait, lui avance les fonds nécessaires à la culture et la prive, par le fait même, de toute autonomie. L'énergie dépensée à cultiver le tabac est perdue pour les cultures vivrières. La terre aussi. En outre, la culture du tabac

mobilité une main-d'œuvre importante à certaines périodes de l'année seulement, ce qui provoque un chômage saisonnier. « Le paysan est lié à une société, il n'a dans un rapport de l'O.M.S. et, étant souvent lourdement endetté envers elle, il n'a plus le libre choix de ses cultures ».

Il y a plus grave encore : le séchage du tabac exige que les feuilles soient exposées à des températures élevées, fournies, dans les pays industrialisés, par des brûleurs à gaz ou à pétrole. Dans le tiers-monde, on utilise l'énergie la moins onéreuse, à savoir... le bois. Or de nombreuses exploitations de tabac des pays en voie de développement se trouvent situées en bordure des zones sèches, où le sol sablonneux convient particulièrement à ce type de culture. Ce sont précisément les régions qu'il est le plus dangereux de déboiser. La culture du tabac se révèle ainsi être un agent de désertification.

Ce point précis est si lourd de conséquences que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avait signalé, il y a deux ans déjà, que la quête de bois de chauffage constituait un danger majeur, qu'enlevant la culture du tabac. Cette dernière n'en a pas moins progressé, et,

aujourd'hui, 55 % des feuilles de tabac proviennent du tiers-monde. « Pour chaque hectare de Virginie séché à la fumée dans les pays en voie de développement, on abat 1 hectare de forêt qui part en fumée... (1) ».

Enfin, les cigarettes vendues dans le tiers-monde contiennent des doses de produits toxiques supérieures — jusqu'à quatre fois dans certains cas — à celles que distribuent les mêmes marques dans les pays industrialisés.

Outre ces effets économiques désastreux — perte financière, manque de production agricole, désertification... — l'extension de l'industrie du tabac dans le tiers-monde ne tardera pas à y provoquer aussi de lourdes retombées sanitaires. Les experts de l'O.M.S., sur ce point, n'ont pas mâché leurs mots : « Les pays en voie de développement n'ont pas encore eu le temps d'éprouver la terrible augmentation de la mortalité due au tabac qui s'est produite dans les pays industrialisés. Mais ils le constateront tôt ou tard s'ils n'emploient pas énergiquement à enrayer la progression de la consommation de cigarettes et à renverser la tendance ».

CLAIRE BRISSET.

(1) Thomas Land ; Santé du monde, février-mars 1980.

Les clés du succès

Ouvrez toutes grandes les portes de la réussite...



Vous le savez les calculateurs de poche sont autorisés aux examens. C'est pour vous l'assurance d'un précieux gain de temps et d'une meilleure efficacité.

Pour être encore plus brillant aux examens et aux concours, utilisez un calculateur Hewlett-Packard série E.

Un calculateur HP n'a rien de commun avec les petites machines que vous connaissez. Il est beaucoup plus efficace : en un clin d'œil, il effectue, entre autres, les quatre opérations, les fonctions trigonométriques, les exponentielles, les conversions d'unités d'angle et de coordonnées rectangulaires/polaires. Il est également équipé de plusieurs mémoires et vérifie de lui-même son bon fonctionnement!

Il travaille selon la logique informatique, la notation polonaise inverse, qui simplifie et accélère les calculs. Une démonstration s'impose! Comme les ordinateurs HP, les calculateurs HP sont fiables et particulièrement résistants.

Dans la série E, il existe trois calculateurs scientifiques dont un est programmable (de 320 F à 615 F* maximum).

N'hésitez plus, faites dès maintenant cet investissement; votre calculateur HP série E vous permettra d'être plus sûr de vous, pendant

toute la durée de vos études et plus tard... dans votre vie professionnelle.

Venez vite chez votre distributeur HP et demandez-lui une démonstration des «clés du succès». Pour connaître l'adresse des distributeurs HP, contactez Hewlett-Packard, BP n°6-91401 Orsay Cedex Tél.: 907.78.25



hp HEWLETT PACKARD

La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision!



Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement assailli par les pollutions et les impuretés qui viennent se mélanger à des sécrétions anormales. Le crâne vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité. Envoyez, téléphones ou prescrivez-vous pour prendre rendez-vous. L'Institut est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione - 75001 PARIS - Tél. 260-38-84

Les principes

COURBES MATHÉMATIQUES

FINLANDE



LE JOUR DES ARTS

« V.L.D.-Information ».

Viollet-le-Duc croit et se multiplie. Après les expositions de Lausanne, du château d'Eu, de l'Ecole des beaux-arts de Paris, du Grand Palais, après les rééditions concurrentielles par Mardaga, en Belgique, et Berger-Levrault, en France, voici le temps de la réédition. L'émission Viollet-le-Duc, produite par Teri Weh-Damisch et réalisée par José-Maria Berasce, sera diffusée jeudi 17 avril, sur A2, à 22 h. 10 — et voici le temps des collègues. L'un, parisien, se tiendra dans et autour du Grand Palais, dans la monumentale présentation et la méthodique catalogue serviront de support matériel aux réflexions d'une trentaine de spécialistes venus de France et d'étranger. Il aura lieu du 14 au 18 avril et sera ouvert sous la présidence de M. Jean-Philippe Legat, ministre de la culture et de la communication.

L'autre, organisé par l'Icomos (Conseil international des monuments et des sites) en liaison avec la Caisse nationale des monuments historiques et des sites et avec le ministère de la culture, aura pour cadre Toulouse et durera quatre jours, du 22 au 25 avril. Toulouse, parce que le thème de ce colloque n'est autre que « Restaurer les restaurations » ; or, à Toulouse, se trouve Saint-Sernin, et cette basilique restaurée par Viollet-le-Duc a besoin de restaurations. Si l'on ne fait pas partie des élus conviés à ce genre de colloque, on pourra toujours lire le n° 9 de la petite revue Espace-Église, arts, architecture, éditée par le Centre national de pastorale liturgique et le Comité national d'art sacré (14, rue Vauve, Paris-6). Il est tout consacré à « Viollet-le-Duc et son temps », il est un peu austère, mais intéressant, et il coûte 25 F. Toujours sur le même thème, on signalera enfin le petit catalogue édité par la librairie La porte étroite (10, rue Bonaparte), qui présente un choix de quelques deux cents ouvrages sur le maître longtemps contesté.

Musées de-ci, de-là.

« Le temps des gares », ce temps et cette vie des gares qu'avait fait découvrir la joyeuse exposition du Centre Georges-Pompidou, sera présentée à Bruxelles, du 14 avril au 30 juin, au Palais des beaux-arts, 10, rue Royale. Avec un supplément d'information sur l'architecture et les arts du rail en Belgique.

Au musée Rath, à Genève, est présentée jusqu'au 20 avril une exposition consacrée aux « Dessins de l'Albertina de Vienne-Pionniers de l'art moderne en Autriche, 1898-1938 ». On y voit Egon Schiele, Koller, et plusieurs autres. Durant l'exposition ont lieu diverses manifestations dans la ville sur le thème : « Le tournant du siècle à Vienne — ses héritiers et ses novateurs ».

A Otterlo (Hollande), Le Rijksmuseum. Kröller-Müller rend hommage au sculpteur d'Als-en-Provence Jean Arago, dont il présente une vingtaine d'œuvres et quelques dessins. L'exposition dure jusqu'au 19 mai.

Mais si l'on ne sort pas de l'Hexagone et qu'on s'intéresse aux musées français, à leurs problèmes, à leurs chiffres, à leur vie quotidienne et pratique, aux vols, aux achats, aux legs, on se reportera au double numéro (453-454) de Notes et Etudes documentaires, publié par la Documentation française. L'ouvrage a pour titre les Musées de France, il est signé par José Fréchet, directeur de la Cour des comptes, préfacé par Hubert Landau, directeur des Musées de France. Il porte en sous-titre : « Gestion et mise en valeur d'un patrimoine ». Vaste programme.

GROUPE VOCAL DE FRANCE
direction
JOHN ALLDIS
MILHAUD-RAVEL-JOLAS
LIGETI-POULENC
SCHÖNBERG
vendredi 11 avril 21 h
SALLE ST-GERMAIN-DES-PRÉS
LOC. 32.47.71 - 30 F ET 20 F

ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE

L'Inventaire dans le Nord

Pour l'inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France, qui s'évalue, malgré des moyens dérisoires, à l'ordre de l'empire de sa tâche, à quadriller le pays, arpenter, mesurer, photographier les plus improbables parcelles d'un patrimoine encore trop mal loti, c'était un immense voyage que de quitter ses locaux tristes du Grand Palais pour s'installer — passagèrement certes — dans la confortable Maison du Nord, boulevard Hausmann, au 18. Les Parisiens vont donc pouvoir plonger dans les lars et les briques qui caractérisent et jadis la Maison du Nord et, pour une part, l'exposition Espaces, Travail, Industries dans le Nord-Pas-de-Calais.

Un univers hospitalier

L'exposition, fruit de la collaboration de l'inventaire de ce département et de l'Office culturel régional a placé comme il se doit, sous le signe de l'Année du patrimoine, bénéficie d'une présentation moins austère que celle jusqu'à présent de mise au Grand Palais : photographies, tableaux, et avec une large intervention de documents anciens, n'a l'ensemble est un peu « accrocheur », publicitaire presque, ce qui ne saurait nuire à l'image de marque des vieilles pierres, ou des vieilles briques. Le choix d'un thème précis — l'archéologie industrielle, comme on dit — confère en outre à cet ensemble une homogénéité une utilité presque, que n'ont généralement pas les expositions de l'inventaire.

Espaces, Travail, Industries : le titre définit bien ce parcouru dans un univers qui, sans n'être pour autant que fumée comme on le croit parfois, fut hospitalier aux machines de

tous ordres, et grand producteur d'énergie. Volontairement parfois, involontairement, il s'est dégagé depuis quelques siècles une grande beauté de la symbiose de l'industrie et de l'architecture, symbiose dont les exemples abondent ici, heureusement ou tragiquement tirés de la fonction et le souhait multiforme d'une expression plastique : des usines textiles de Roubaix, de dentelle de Calais, les manufactures de tabac de Dunkerque et de Montreuil-sur-Mer (le SETA présentera à partir du 15 avril une exposition sur son patrimoine Architectures de manufacture), les brasseries d'Armentières et de Lille, des cimenteries et, naturellement, des houillères, des corons et de somptueux châteaux.

Enfin, un des aspects intéressants de la présentation est la part accordée à la réutilisation — sous forme de réalisations ou de propositions — des bâtiments désaffectés. La région du Nord-Pas-de-Calais est en effet une terre de réhabilitation, et ce, jusqu'à présent, les plus beaux en ce genre. Souvent, ce qui est exemplaire, avec la complicité ou l'aide des entreprises locales. Un exemple à suivre, de près.

FREDERIC EDELMANN.

★ Maison du Nord, 18, boulevard Hausmann, 75009 Paris. Tous les jours, sauf dimanche, de 9 h. à 19 h. ; le samedi, de 9 h. à 14 h. Jusqu'au 30 avril.

■ Des archéologues espagnols viennent de découvrir, près de Cadix, des vestiges de six villes édifiées les unes sur les autres, attestant de l'occupation ininterrompue du site du sixième au deuxième siècle avant J.-C. Les villes, construites sur la rive d'un fleuve asséché, sont loin de la mer, étaient probablement des ports... (Blaetter)

Richesses de la bibliothèque municipale de Montpellier

Pendant tout le mois d'avril, au musée Fabre, à Montpellier, à l'occasion de l'année du patrimoine, la bibliothèque municipale expose quelques-unes de ses « richesses ». Mlle Françoise Mourgue-Molnes, conservateur, et sa collaboratrice, Mlle Bouchard, présentent une certaine d'ouvrages : manuscrits du septième siècle au quatorzième siècle, livres du quinzième au vingtième, reliures du seizième au vingtième, et deux autographes.

Parmi les manuscrits : les Évangiles en latin (fin du huitième) sur veau, copiés au couvent de Chelles, près de Paris, dont l'abbé était évêque de Chalon-sur-Saône ; le décret de Gratien en latin (entre 1145 et 1159), sur veau, compilation de droit canonique, ornée de miniatures rehaussées d'or ; et une Vie des dames antiques et modernes, manuscrit chinois du treizième ou quatorzième siècle, relié en soie rouge et or, ornée de miniatures rehaussées d'or.

Les livres anciens sont très divers : la Sonnet de Poliphème, de Francesco Colonna (1490), souvent considéré comme le plus beau livre du quinzième ; le Chronique de Nuremberg (1493), décorée de mille huit cents gravures ; l'Anatomie, de Vesalius, qui révolutionne, en 1543, le monde médical ; une édition grecque des œuvres de Platon, ayant appartenu à Rabelais ; le monumentale édition des Fables de La Fontaine, illustrée d'après des dessins de Jean-Baptiste Oudry, et celle des Fables de La Fontaine, car elle fut publiée à Paris, dans une édition de 1759, par la librairie de la rue de la Harpe, de Goethe, illustrée par Eugène Delacroix.

La richesse des illustrations des livres modernes ne surprendra pas ceux qui se souviennent du legs de Frédéric Sabatier d'Espeyran, don exceptionnel de plus de six cent cinquante ouvrages, qui place Montpellier parmi les routes premières villes en ce domaine, où les pièces sont extrêmement rares.

■ La galerie Daniel-Muller a inauguré la première exposition d'une série de trois manifestations qui auront lieu pendant la saison des grandes ventes aux enchères internationales, avec trente-deux peintures, gouaches et dessins impressionnistes et modernes, tous à vendre et faisant l'objet d'un catalogue illustré. Œuvres signées notamment de Monet, Sisley, Renoir, Guillaumin, Maurice Denis, Albert Lebourg, Pissarro, Chagall, Léger, Matisse, Poussin... 26, avenue Matisse, jusqu'au 26 avril.

■ Un tableau de Goya, « Portrait de Rita Goya » (0,42 x 0,63), a été vendu aux enchères pour 8,5 millions de pesetas (330 000 F) à Barcelone. Son prix de départ était de 7 millions de pesetas.

Les reliures de ces ouvrages répondant aux reliures du seizième, exécutées pour Jean Grolier, trésorier de France, ou pour François Ier, et du dix-septième, au chiffre du chancelier Pierre Séguier ou aux armes du Grand Dauphin, fils de Louis XIV.

Les deux autographes sont de Voltaire et de Chateaubriand. Voltaire écrit au docteur Jean Lafosse, de Montpellier, une lettre datée de Ferney, le 28 septembre 1765, faisant allusion à l'affaire Calas, survenue à Montpellier, et offrant des similitudes avec les affaires Calas et Sirven.

Le second est le manuscrit d'une œuvre inachevée de Chateaubriand, inspirée par les souvenirs du voyage en Orient et offert à la bibliothèque de Montpellier par Mme Lamont, nièce et héritière de Mme Récamier.

ROGER BECIAUX.

■ Richesses de la bibliothèque municipale de Montpellier : au musée Fabre, du 14 avril au 30 juin, de 9 h. à 19 h. ; le samedi, de 9 h. à 14 h. Visites organisées sur demande, téléphone : (07) 60-77-06.

THEATRE

« LE MAL COURT » à Nice

Une petite princesse dans un grand lit cherche le sommeil. Accompagnée de sa gouvernante, elle se rend à la rencontre de son fiancé, un jeune prince qu'elle ne connaît pas. Il est riche et, comme elle est pauvre, l'avenir lui semble incertain. Tout au long de la nuit, des hommes frappent à la porte de sa chambre et tous disent : « Je suis le roi ». Elle fait entrer d'abord une brute irragante qui prétend être son futur époux et la séduit à la hussarde, en un tour de main, bien qu'il soit visiblement un imposteur. Le second qui s'annonce est le vrai prince. Il est timide et enfantin, mais avec lui le rêve s'écroule. La petite princesse apprend qu'elle a servi d'appât pour un autre mariage plus avantageux que le fringant amant est payé par la police d'État pour la compromettre au cas où elle ne serait pas accommodante, ce qui est digne de sa tâche. Elle se rend compte que son ex-futur-beau-père et son père, ces hommes qui frappent à sa porte et qui sont rois, l'ont trompée. Elle apprend que le mal est partout, qu'il ne faut pas le renvoyer de court, mais s'en servir comme d'une arme.

Cette fable amère est l'une des premières pièces d'Audubert. On y retrouve son habileté personnelle d'adolescente farouche, lucide, dont la pureté sentimentale, dans le monde corrompu des puissants, c'est-à-dire des adul-

PHOTO

MADAME AVELINE, RETOUCHEUSE

Beau à tout prix

Dans un atelier sombre, entre des presses et des tables inouïes, parmi ses pincesaux, ses encres, ses crayons, ses papiers et ses petits flacons de produits chimiques dont elle ne veut pas révéler la solution, Mme Aveline, retoucheuse depuis 1963, est penchée sur une carte du monde.

Un jour, un photographe lui apporte quelques tirages, destinés à l'exposition, dont les négatifs ont été légèrement rayés. Le modèle a des tâches de rousseur sur tout le corps. Quand il récupère ses photos, le photographe ne retrouve plus la petite estafade blanche qui le gênait, mais il ne retrouve pas non plus les tâches de rousseur de son modèle. Mme Aveline, habituée à la perfection, les avait fait disparaître en un tour de main.

Un autre photographe lui apporte des photos que le laboratoire avait déjà essayé de retoucher, maladroitement. Mme Aveline se fâche : « Je n'aime pas qu'on fasse le travail à ma place », et elle nettoie la photo un peu rudement avec un petit coton imbibé d'alcool, la photo gondole. « Ne vous laissez pas de souci », l'habitude, puis elle prend un séchoir électrique en forme d'éclat, pour sécher la photo. Quand il la récupère, le photographe aura beau chercher le petit défaut qu'il voulait supprimer, et tourner l'épreuve sous tous angles sous la lumière, il ne la retrouvera pas. « Mais ça dit Mme Aveline, c'est ce qu'on appelle la magie », c'est l'A.B.C. de la retouche. L'image peut avoir des rayures, des points blancs ou foncés. On gratte le point foncé, on rajoute un petit point blanc avec un pinceau.

« Un bon retoucheur, c'est un dessinateur », dit Mme Aveline. « Moi-même, je suis dessinatrice, j'ai suivi l'enseignement des décoratifs. J'étais partie pour

faire des décors de théâtre, des décors de tapissier, des choses imaginaires, puis j'ai été guidée vers la retouche. C'est un vieux monsieur, aujourd'hui mort, qui m'a appris le métier : il y a des écoles qui enseignent la retouche, mais quand on en sort, on ne sait pas retoucher. Il est préférable d'apprendre à travailler avec l'éclairage, vous voyez, c'est ce petit stylet qu'on utilise de la couleur avec de l'air comprimé. Il faut des années pour savoir s'en servir, c'est un outil capricieux... Tous les jours on va chez des clients pour rattraper des travaux loups.

Les clients de Mme Aveline sont les agences de publicité, les laboratoires photographiques, les studios de dessin, les journaux de mode, les hebdomadaires, les quotidiens, les laboratoires pharmaceutiques, et bien sûr les photographes.

« Dans la retouche, on part toujours de la photo. On travaille sur des bromures noir, ou on met un couleur. C'est fait avec des produits chimiques. Quand une photo est imprimée, elle perd de sa qualité, donc elle a besoin de retouches. Il faut tout renforcer, obtenir des lumières plus blanches, des tons plus foncés et des tons intermédiaires qui se voient mieux. Sur la photo d'un bijou en noir et blanc, par exemple, il est nécessaire de rajouter des lumières et des brillances.

« C'est comme les visages. En général, vous vous trouvez moins beau quand on vous photographie que quand vous vous regardez dans une glace. La photo ne cache rien. Un visage trop plat, sans modèle de joues ou de pommettes, on peut le renforcer. Un sourcil qui descend ou un œil plus grand que l'autre, on peut les redresser. Un visage est souvent asymétrique, la retouche permet d'avoir une bouche plus pure, de le rendre égale de chaque côté.

HERVÉ GUIBERT.

GALERIES

L'ornement n'est pas un crime

Une forme unique, qui ne se réfère à rien précisément, ni géométrique, ni vraiment organique, ni fleur, ni nuage, ni osselet ; la même, impossible à nommer, indéfiniment répétée, répétée à intervalles réguliers, corréable à merci. Cette petite forme commune, son « motif », Claude Viallet l'a rencontrée il y a une bonne dizaine d'années. Depuis, il ne l'a plus quittée et lui en a fait voir de toutes les couleurs, au sein propre. Les reliures, le batik, les colorants, les plus divers, les décolorants, les brûlures même... la petite forme a subi toutes les épreuves avant de se retrouver, tout simplement peinte à l'aquarelle, à grands coups de brosse.

Elle a vécu bien des aventures, connu pas mal de hauts et de bas, des moments de creux et des temps forts. Elle a supporté l'aplat, le silence. L'ennui mortel, proportionnel au discours sur la méthode qui l'entourait. On la croyait usée, puis elle a retait surco, téméraire, et elle a été vendue, achetée, complètement d'un projet ornemental qui s'est nourri de l'art de Matisse comme de l'art indien, de traditions anciennes ou extra-européennes, et qui, depuis plusieurs années, n'a pas honte du tout de s'affirmer comme tel.

Partant de son schéma à bien éprouvé, Viallet peut désormais meubler à l'infini les espaces les plus

durs, les murs froids, les sols ingrats, les palais de briques et de fer. L'exposition qui vient de se terminer à l'entrepreneur Lainé, à Bordeaux, l'a montré : la petite forme prétexte peut se multiplier partout, passer du simple drap neutre à la bache usée, de la toile kaki aux lourdes tentures de lin imprimées, des rideaux brodés aux tapis de table à fleurs, avec franges, cordons et pompons — version « domestique » — des nœuds et cordes « ethnologiques », que l'artiste fabriquait à un moment donné.

Ca éclate, ça chante, ça tonne et ça détonne à l'infini. Et il n'y a pas de raison que ça s'arrête.

GENEVIEVE BREERETTE.
★ Galerie Jean-Pourcel, rue Guinampol. Jusqu'au 15 avril.

MUSIQUE

LES SURPRISES DE « FIGARO »

Spectacle d'inauguration de ce qu'on appellera bientôt l'ère Liebermann, les Notes de Figaro dans la mise en scène de Striebel et les décors de Prigori ont vu le jour il y a sept ans déjà le 30 mars 1973 et, depuis, à chaque reprise, les amateurs, les professionnels et les critiques musicaux n'ont pas manqué d'aller voir « comment cela tenait ». Les uns et les autres étaient donc nombreux la nuit du 14 février et comme chacun sait qu'elle « tient », très bien et qu'on peut tout juste avancer qu'il des représentations les directrices du metteur en scène ne sont peut-être plus aussi bien respectées qu'au début (les interprètes ont changé et on n'a jamais pu faire que des répétitions partielles), il y aurait fort à parier que la plupart étaient seulement venus pour le plaisir.

Les plus consciencieux concluaient, dit-on, découvrir la Suzanne de Christiane Weidinger, la remplaçante de Teresa Stratas ; détaillant à son tour, celle-ci a dû céder la place à Elena Cedras dont l'aisance scénique et la qualité vocale n'ont étonné personne. Il y avait aussi la direction de Christoph von Dohnanyi, mais qui ne se contentait pas d'écouter de ce que la direction tout en finisse pourrait suggérer à l'orchestre de l'Opéra qui, on le sait, n'est pas toujours disposé à donner le meilleur de lui-même ?

COLETTE GORDARD.
★ Nice, jusqu'au 12 avril.

Berganza (Chérubin), Wolfgang Schoene (Almaviva) et Malcolm King (Figaro), il n'y a pas grand mérite à risquer sa soirée au théâtre Garnier.

Da moins est-ce là une curiosité de bon aloi, car on a vu ce soir-là un spectateur donner les signes d'une joie inquiétante dès la première scène, au moment où Almaviva, racontant comment il a découvert son page chez Barbérine joint le geste à la parole et le retrouve à nouveau chez Suzanne, caché sous un drap. La voir du comte descend par degrés depuis le ré d'air jusqu'au la grave, lorsqu'un moment même Chérubin va apparaître, on entend les aïeux du jusque-là subvoient le mouvement, monter d'un demi-ton, d'un autre encore et s'immobiliser soudain, comme frappés d'effroi... Le page est là, blotti, muet, le comte regarde Suzanne, regarde Buzio. Silence. Mais on perçoit toujours le timbre caractéristique de l'alto dans le gracieux qui se prolonge sous les exclamations comme si c'était trépidé à l'ordre avant le coup d'arrêt. On devine bientôt absolument les auditeurs qui se passionnent pour de tels détails et viennent peut-être même pour les moyens de se dissimuler par les honnêtes gens et même à l'Opéra de Paris, on n'a pas encore réussi à les empêcher d'entrer.

GÉRARD CONDÉ.

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m est.	T.E.
ANNONCES ENCADREES		
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

GAGNER L'ADHESION DES HOMMES

Michelin est, en 1980, le 2^e producteur mondial de pneumatiques. 51 usines fabriquent, dans 11 pays, 1800 types de pneus, des roues, du caoutchouc synthétique, des câbles d'acier. Le groupe emploie 120 000 personnes dont plus de 50 000 en France, et vend ses produits dans 142 pays. Son expansion, qui se poursuit en particulier aux États-Unis, au Canada, au Brésil crée un besoin constant d'ingénieurs, débutants ou ayant quelques années d'expérience.

La fabrication

Le pneu est un produit de haute technicité. Sa fabrication exige une compétence que seule l'expérience de la vie de l'atelier peut apporter. Expérience des produits, de leur mise en œuvre, du respect des consignes dictées par les impératifs de qualité; celle des équipements et des procédés; et bien sûr, celle des hommes: la responsabilité du chef de fabrication dans une usine de France ou de l'étranger s'étend sur plusieurs centaines de personnes qu'il a la charge de former et d'animer.

Il a le plus souvent une formation d'ingénieur généraliste. Homme de contact, il associe étroitement ses collaborateurs et ses collègues du contrôle ou de l'entretien à la réalisation de ses objectifs; homme d'usine, il fait vivre les ateliers, évolue le matériel, participe à la mise au point de nouveaux moyens, ou à la mise au point de nouveaux procédés.

Le contrôle de la fabrication

Garantir la conformité des produits, apporter une assistance technique à la fabrication, participer à l'amélioration et la mise au point des procédés: telle est la fonction des ingénieurs chimistes responsables du contrôle de la fabrication. A cette responsabilité technique exigeant rigueur dans le jugement et esprit de décision, s'ajoute une responsabilité humaine: ils ont en effet la charge de la formation et de l'animation d'équipes importantes de personnes qualifiées, devant exercer le contrôle des matières premières, des produits semi-finis ou finis.

Une période de formation à

La solution des problèmes liés à la production, si elle nécessite imagination et savoir-faire, passe toujours en définitive par les hommes. Ce qui importe avant tout, c'est gagner leur adhésion.

MICHELIN

Service du Personnel
Recrutement des Ingénieurs et Cadres
Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand leur permet de s'intégrer à la vie industrielle et de s'initier à la science et la technologie du pneumatique et de ses constituants.

L'entretien

La complexité des moyens de fabrication, la mise en place progressive d'automatismes, l'importance grandissante des problèmes liés à la distribution et l'utilisation de l'énergie dans l'usine, exigent de la part de l'homme d'entretien une compétence dans des domaines variés: mécanique, électrotechnique, électronique, thermique, informatique industrielle. Assurer la bonne marche des équipements en mettant en œuvre et en coordonnant les actions nécessaires, procéder aux modifications définies par le bureau d'études, adapter le matériel aux conditions locales: la diversité des problèmes qu'il doit résoudre, et les relations étroites qui le lient aux hommes de fabrication et d'études, font de l'ingénieur d'entretien un homme de dialogue, d'analyse et de synthèse.

Dans le cadre convention franco-algérienne de coopération, recherches pour Institut de Technologie à Alger.

formation de Techniciens Supérieurs des cadres

dans les domaines suivants:

- Conduite de chantiers Bâtiment.
- Conduite de chantiers Travaux Publics.
- Métier - Étude de Prix Bâtiment.
- Architecture.
- Étude Béton Armé.

ayant une formation supérieure et une expérience professionnelle (minimum cinq années).

Ils seront chargés de former des techniciens supérieurs.

Il leur sera proposé:

- un contrat de coopération technique de deux ans renouvelable;
- un salaire en rapport avec leur formation et leur expérience et les avantages liés à la convention de coopération.

Les candidats retenus recevront une formation pédagogique.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre curriculum vitae détaillé sous référence:

afpa

REF/FA à:
C.P.T.R. - F.P.A.
Route de LABEGE
31055 TOULOUSE

HAVAS CONTACT

BUREAU D'INGÉNIEURS-CONSEILS

G.E.R.I. - CONSULT GMBH, FRANCFORT

cherche

Pour un important projet d'études en Afrique

UN CHEF DE MISSION

Son rôle :

- Diriger et coordonner, en accord avec le client et la direction du projet, les travaux d'études géologiques, géotechniques et géophysiques pour un important projet d'infrastructure.

- Établir les rapports et documents destinés à l'exécution des travaux en accord avec le maître d'œuvre.

Il sera assisté d'une quinzaine d'ingénieurs expatriés et de personnel subalterne.

Conditions :

- Avoir une formation supérieure d'ingénieur géologue ou ingénieur géotechnicien ou ingénieur mécanique des sols.
- Posséder une solide expérience de projets d'infrastructure, de terrassements et de mécanique des sols.
- Avoir réalisé avec succès des missions analogues en climat tropical.
- Être en parfaite condition physique et psychique.
- Maîtriser la langue française.
- Être disponible rapidement.

C.V. et prétentions à adresser à :

CONSULT GMBH - B.P. 11 90 89.
G.E.R.I. 6000 FRANKFURT/MAIN 2 - R.F.A.

SOFRATEV

INGÉNIEUR RADIO-TV-FILM A L'ÉTRANGER

UN INGÉNIEUR-PROJET POUR ARABIE SAOUDITE

- Age : 35 ans minimum.
- Formation : B.T.S. ou Ingénieur électronique.
- Domaines d'activité :
 - Études et réalisation de systèmes audiovisuels.
 - Production Radio-TV-Film.
 - Réseau d'émission Radio-TV.
- Fonction : résident à Riyad.
- Durée du contrat : 2 ans renouvelable.
- Expérience : il aura acquis une expérience à l'exportation de 5 ans au moins dans l'ingénierie de grands projets (audiovisuels de préférence) comme gestionnaire de projet ou coordinateur.
- Nationalité : française obligatoire.
- Bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit exigée.

Adm. lettre manuscrite avec C.V. en français et en anglais, photo récente, prétentions, à M. Valtaggio, Sofratev, 21-23, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.

ALGERIE

pour missions de nos

renouvelables :

INGÉNIEUR

spécialiste PREFABRICATION

LOURDES sur site. Envoyer C.V.

en 2 copies, indiquer

prétentions sous n° 2007, à :

P. LICHOU S.A., B.P. 220,

73040 Paris Cedex 03, ou à :

Agence de Publicité Paris

recherche

RESPONSABLE du développe-

ment Europe pour réseau Al-

dis East Agency Internationale

base Paris. Vous êtes un

publicitaire confirmé, arabisant,

français, anglophone, par-

lant si possible l'allemand, con-

naissant bien le marché du

Moyen-Orient et la publicité

dans cette région.

Ecr. s/n° 845.99 M. Rapp-Pr.,

15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Discretion, réponse assurée.

Chief Publisher - Français
Doha Qatar, logement. Envoyer
C.V., prétentions, photo en :
n° 2106, « Le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75007 Paris.

Société de peinture
et de revêtement
cherche :

JEUNE CONDUCTEUR DE TRAVAUX

langue française-anglais

pour responsabilités chantiers

MOYEN-ORIENT.

Excellentes références

et expérience demandées.

LIBRE DE SUITE.

Ecrire avec C.V. et prétentions :

5. 433 - BRIDGLORE,

5, place des Victoires, Paris-1^{er}.

Schlumberger recherche de Jeunes Ingénieurs dynamiques et ambitieux pour une vie à l'étranger

Les ingénieurs Schlumberger réalisent des mesures géophysiques dans les sondages pétroliers. Ces mesures indispensables à la recherche du pétrole et du gaz, font appel à des techniques avancées.

Vous êtes : jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, Arts & Métiers, Supélec...)

- déchargé des obligations militaires

- âgé de moins de 28 ans

- vous avez de bonnes notions d'anglais.

Nous vous proposons de participer activement

à la détection, à l'évaluation et à la production

des réservoirs naturels d'hydrocarbures.

Pendant les 8 premiers mois vous recevrez,

dans nos centres d'entraînement puis sur le

terrain, une formation théorique et pratique

intensive. Après cette formation initiale vous

vous verrez confier une équipe ainsi qu'une

unité-laboratoire Schlumberger.

Nous vous intégrerons dans un plan de développement qui débouchera sur des postes offrant de larges initiatives et des responsabilités importantes.

Vous serez appelé à exercer votre activité

de l'arctique norvégien aux jungles de Bornéo,

des déserts arabes à la Mer du Nord. Nous

préférerons, au départ, des candidats célibataires.

Après les 15 premiers mois, nous offrons aux

ingénieurs mariés toutes les conditions néces-

saire à une vie de famille.

Nous recherchons de jeunes ingénieurs ayant

une forte personnalité, le goût d'une vie active

et des contacts humains.

Ils viendront s'insérer dans une Société pour

qui les mots promotion interne, responsabilité,

équipe, efficacité ont un sens et où la rémuné-

ration et les avantages sont importants. Au début

les salaires se situent entre 9.000 et 15.000 FF

par mois, selon l'affectation géographique.

Adresser demande de candidature, C.V. et

photo à ST Schlumberger, Département Recru-

tement, 42, rue St-Dominique 75007 Paris.

Schlumberger

emploi international emploi international

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

BUREAU D'INGÉNIEURS-CONSEILS G. E. R. I.

Consult GMBH Francfort

cherche

pour un important projet d'études

en Afrique

UN INGÉNIEUR GÉOLOGUE

Activités :

- Reconnaissance géologique et cartographique des formations superficielles pour un important projet d'infrastructure.

- Établissement des rapports et planches.

Il sera guidé dans ses travaux par un chef de mission confirmé.

Conditions :

- Avoir une formation supérieure en géologie.

- Posséder une certaine expérience des pro-

- jets d'infrastructure routière et ferroviaire.

- Maîtriser la langue française.

- Être en parfaite condition physique et psy-

- chique.

C.V. et prétentions à adresser à :

CONSULT GMBH

G.E.R.I. B.P. 11 90 89

6000 FRANKFURT/MAIN 2, R.F.A.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Groupe C.G.E.

deux responsables de laboratoire d'étude électronique

Directement rattachés au Chef de Service, ils assureront la coordination et la supervision d'importantes études électroniques. Encadrant un groupe de 5 à 8 ingénieurs et techniciens supérieurs, ils seront en relation constante avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'Industrialisation.

De formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, les candidats retenus pourront se prévaloir d'une expérience minimum de trois ans au sein d'un laboratoire d'Etude.

des ingénieurs de laboratoire

Ils participeront à l'étude de schémas conçus à base de circuits linéaires et logiques concernant les activités suivantes :
- interface de lignes téléphoniques analogiques et numériques
- transmission de la parole (spatiale et temporelle)
- terminaux de ligne intelligents (poste téléphonique vidéo-tex)
- unités de commande à base de microprocesseurs et de mémoires
- réalisation des programmes de calcul nécessaires à ces études (Fortran).

Ces postes sont proposés à des candidats de formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, débutants ou possédant une première expérience professionnelle.

NOUS CONSTRUISONS DES SYSTEMES DE COMMUNICATION, CONCUS AUTOUR DE RESEAUX DE MICROPROCESSEURS, QUI EVOLUENT VERS DES APPLICATIONS TELEMATIQUES ET BUREAUTIQUES. NOUS AMENENT A RECHERCHER

deux ingénieurs qualité

Attachés à la Direction Qualité et chargés de promouvoir des méthodes nouvelles et originales de gestion de la qualité dans l'entreprise, les candidats retenus auront acquis une solide expérience industrielle, de préférence dans le secteur électronique ou informatique.

Ils devront d'autre part faire preuve de qualités certaines d'animateur et d'un souci constant de la rentabilité de leurs interventions.

deux ingénieurs responsables des moyens de tests

Chargés de définir la politique des moyens de tests en Fabrication, ils devront :
- apprécier les besoins de la production
- définir les moyens en fonction des normes de qualité des produits
- définir la politique de mise en place et de gestion de ces moyens.

Les candidats retenus seront des ingénieurs électroniciens possédant une expérience informatique ou inversement et pouvant se prévaloir d'un vécu en milieu industriel de 4 à 5 ans minimum.

des ingénieurs logiciel confirmés

Ils participeront au développement de systèmes de communication. Ce type de poste convient à des ingénieurs ayant réalisé avec succès des systèmes d'exploitation ou des systèmes temps réels. Ils pourront se voir confier la responsabilité d'une équipe ou d'un projet.

des ingénieurs logiciel débutants

Ils participeront au développement de systèmes de communication. Ces postes conviendront à des ingénieurs de formation Grande Ecole ou Université.

des analystes programmeurs

De formation IUT ou BTS, option informatique, connaissant un assembleur et au moins un langage évolué (PL1 si possible), ils participeront à la programmation de systèmes complexes.

CES POSTES SONT A POURVOIR A STRASBOURG ET A PARIS POUR LES INGENIEURS LOGICIEL, A STRASBOURG POUR LES AUTRES.

Envoyer CV et prétentions, en n'omettant pas de préciser le ou les postes visés à LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE Direction du Personnel - 206, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

CENTRE

Directeur d'Exploitation

200 000 F/an

En expansion sur le marché de la transformation des papiers et cartons, nous recherchons un Directeur d'Exploitation pour une usine située à proximité d'une grande ville du Centre. (25 000 T. papier pour ondules - 35 000 T. emballages carton ondules).

Cette fonction sera confiée à un ingénieur Grande Ecole ou formation équivalente.

Il supervisera l'équipe des chefs de service de la production et assurera près du Directeur Général des responsabilités étendues : organisation et développement de la production, budgets et contrôle d'exploitation, études d'investissement.

Le logement est prévu dans une maison confortable avec dépendances. Adressez sous réf. 433 un dossier de candidature à notre comptant qui prendra avec vous en toute discrétion un contact personnalisé.

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, boulevard René Levasseur 72000 LE MANS.



TIOXIDE S.A. CALAIS

FILIALE DE TIOXIDE GROUP LIMITED (G.B.)
Premier Producteur Européen d'oxyde de Titane
recherche pour son Service Assistance à la clientèle

UN INGENIEUR CHIMISTE

La Fonction implique :
- des responsabilités techniques vis-à-vis d'une clientèle européenne ;
- de fréquents déplacements de courte durée après une période d'adaptation.

Il serait souhaitable que les candidats aient quelques années d'expérience et soient dans l'industrie des peintures et des encres, mais les candidatures de débutants seront examinées.

La pratique courante de l'anglais est indispensable ainsi qu'une deuxième langue européenne.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre C.V. manuscrit et vos prétentions au Directeur du Personnel TIOXIDE S.A. B.P. 50 - 63103 CALAIS.

directeur régional bâtiment

(individuel et collectif)

Nord

250 000 F/an +

Nous sommes l'un des principaux groupes français du bâtiment. Nous cherchons le directeur de notre filiale Nord (200 personnes environ), ingénieur en bâtiment de 35 ans minimum avec de réelles qualités de patron et une expérience solide.

Il est bien sûr le premier commercial de cette filiale mais est aussi un technicien et un gestionnaire. Il est secondé par un directeur technique et un directeur des études et bénéficie de l'appui efficace des services fonctionnels du groupe.

Notre consultant, J.M. ROUSSEAU, vous remercie de lui écrire (réf. 242 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G. DE CHATILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

LA FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE AMERICAIN

située à 180 km au N.E. de Paris
recherche pour son usine de
MATERIELS HYDRAULIQUES
(distributeurs et vendeurs)

DIRECTEUR des ETUDES

Il sera placé sous l'autorité du Directeur Général et travaillera en liaison avec les autres bureaux d'études du Groupe. (21 pays en Europe).

Diplômé Arts et Métiers ou équivalent, il possède une expérience de 3 années minimum en hydraulique et doit posséder une bonne connaissance de l'application théorique et pratique du développement des produits par rapport au marché.

Il apportera une assistance technique à la production, au contrôle de la qualité et au service Après-Vente pour tout ce qui touche à l'usinage.

Il supervisera le personnel travaillant dans les Services Modification, Essais et Etudes.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV, photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET, 20 rue de la Trémouille - 75008 PARIS sous la référence 8016 UM.



LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
recherche pour son laboratoire de MICRO-ELECTRONIQUE

GRENOBLE

INGENIEURS ELECTRONICIENS ou INFORMATIENS

possédant une bonne expérience en MICRO-INFORMATIQUE (Circuits et logiciels) ou en systèmes logiques pour travailler dans le domaine de l'architecture, de la conception ou de la C.A.D. de CIRCUITS INTEGRES.

Adressez lettre manuscrite et C.V. détaillé à :
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
B.P. 42 - 38250 MEYLAN



La Société VOLKSWAGEN FRANCE (S.A.)
recherche un

TECHNICIEN APRES-VENTE (Bilingue allemand)

Il sera chargé auprès du réseau VAG :
- de suivre les coûts de réparation ;
- d'élaborer en liaison avec l'informatique, des barèmes de facturation ;
- d'étudier les outillages et équipements d'ateliers et de préconiser les plus performants.

Le poste convient à un jeune candidat de bonne formation technique automobile (ESTACA) avec un bon esprit commercial.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Département du Personnel - B.P. 62, 02600 VILLERS-COTTERETS, sous réf. TOV/43.



Nous recherchons pour notre Siège Europe à GRENOBLE

ANALYSTE FINANCIER

chargé de la préparation et de l'analyse d'une grande variété d'études et de rapports financiers. Ce poste requiert une formation universitaire, la connaissance des méthodes anglosaxonnes en matière de comptabilité et d'analyse, une expérience similaire de préférence dans des entreprises multinationales. Il faut avoir une bonne pratique de la langue anglaise.

ASSISTANT CHARGÉ DU RECRUTEMENT

chargé du recrutement essentiellement au niveau Cadres pour les différentes Sociétés du Groupe en Europe. Diplômé en psychologie, il faut un minimum de 2 ans dans la fonction Personnel et pratiquer parfaitement au moins l'anglais.

Les dossiers de candidature comprenant le niveau de salaire recherché sont à adresser au Directeur des Relations Humaines Europe.

SECTON DICKINSON

47, A. Marie-Reynard
38100 Grenoble - France

GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE MONDIALEMENT CONNUE

RECHERCHE A RENFORSER SON DEPARTEMENT D'ETUDES par :

DEUX INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS

ou ayant si possible 2 ans d'expérience E.S.E., I.N.S.A. ou équivalent.

Expérience en électronique et automatique et une connaissance en électrotechnique.

• Lieu de travail : LYON.
• Horaires flexibles.
• Avantages sociaux.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à SAVAS-SUPPORT, 81, rue de la République, 69002 LYON, tél. 333.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE recherche

RESPONSABLE HAUT NIVEAU

• comptabilité générale
• finances
• administration

- Plusieurs années d'expérience dans importante société, exigées.
- Bilingue allemand nécessaire.
- Connaissance d'une gestion par informatique.
- Rémunération motivante.
- Facilité de logement.
- Lieu de travail : Saint-Avoird.

Envoyer C.V., photo et prétentions à PERCEVAL (réf. M. 20), 16, rue d'Athènes, 75008 PARIS, qui transmettra.

Nous recherchons pour un des premiers Groupes d'Assurance Français, lieu de travail : grande ville de Province située à environ 300 km de Paris pour une mission limitée à huit mois environ (la formation initiale est à Paris) des :

débutant(e)s

Salaire annuel proposé 80.000 F, plus frais d'abonnement forfaitaire de 1750 F par mois, pour participer à la mise au point d'un système de gestion INFORMATIQUE utilisant les méthodes les plus avancées.

Les candidat(e)s recherché(e)s doivent posséder au minimum les connaissances et deux années d'études supérieures scientifiques telles que informatique, éco-nométrie, statistiques, mathématiques, etc.

Adr. CV détaillé accompagné d'une photo d'identité, C.G.E. 19 rue de la Paix 75002 PARIS

JEUNES INGENIEURS INFORMATIQUES
ESE - ENSERTIN - BOURGOS - ...

La grande entreprise de la région de Bourgogne recherche des jeunes ingénieurs informaticiens pour ses services de développement et de maintenance.

LAPOSTOLLE LOGICIEL

La Poste recherche des ingénieurs logiciels pour ses services de développement et de maintenance.

emplois régionaux

REGION 100

ALCATEL

INDUSTRIELLE LYON

DEUX INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS

INDUSTRIELLE LYON

INDUSTRIELLE LYON

INDUSTRIELLE LYON

INDUSTRIELLE LYON

INDUSTRIELLE LYON

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Pour le Service Informatique de son siège social, situé à la Défense, ESSO CHIMIE recherche un

ingénieur informaticien

de haut niveau

De formation Grande Ecole Scientifique ou Commerciale, vous avez déjà acquis une solide expérience de l'informatique de gestion et vous parlez l'anglais.

Nous vous proposons d'abord de rejoindre une équipe informatique en pleine croissance développant des projets sur ordinateurs IBM et DATA GENERAL.

La dimension internationale de notre groupe nous permettra ensuite de vous offrir des affectations en France ou à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser sous réf. M/A6 à

ESSO-CHIMIE
Direction des Relations Sociales
6, avenue André-
Frohin - Cedex 2,
92080 La Défense

ingénieurs physico-chimistes

Usine de semi-conducteurs
Région Parisienne Sud
offre plusieurs postes
d'ingénieurs Physico-chimistes (Ecoles d'Ingénieurs ou Université)

pour la fabrication de semi-conducteurs à haut niveau d'intégration dans les domaines suivants :

- Technique du vide-plasma,
- Dépôt films minces,
- Dépôt/Traitement des résines photo-sensibles,
- Diffusion des impuretés,
- Traitement thermique,
- Caractérisation.

Connaissances :

- requises en Physique - Chimie - Physique des Solides - Caractérisation physique - Propriétés cristallines des semi-conducteurs,
- souhaitées en langue anglaise.

Nombreux avantages sociaux et intéressantes possibilités de carrière.

Les candidatures seront adressées sous référence 6493 à :

Q7 organisation et publicité
21 rue Marengo 75001 PARIS/CLUTRANSMETRA

MATRA

recherche

TECHNICIENS-ELECTRONICIENS

BTS ou niveau

Débutants ou ayant quelques années d'expérience pour effectuer des contrôles et recettes d'ensembles logiques et analogiques intégrés dans des bancs de tests automatisés.

Ces missions seront effectuées chez les sous-traitants.

Ecrire Service du Personnel sous référence 7392
17, rue Paul Dautier - 78140 VELIZY

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES

recherche pour son Service
d'Etudes Commerciales

UN(E) CHARGÉ(E) D'ETUDES

possédant 1 à 2 ans d'expérience
dans une Société d'études ou dans une Entreprise.

Envoyer C.V., références et prétentions N° 52.942.
Contesse Pub. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

analystes programmeurs ingénieurs système

FILIALE chargée de la mise en oeuvre des SYSTEMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche

des analystes (référence 7938 A)
des programmeurs (référence 7938 P)
et des ingénieurs système (référence 7938 IS)

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
- UN 3033 - 8.000 K,
- UN 370/168 AP - 8.000 K,
- 1000 terminaux de télétraitement.

Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

THOMSON-CSF

SECTEUR SCIENTIFIQUE

recherche

- **Ingénieur électronicien**
Grandes Ecoles (ENST, ENI ou équivalent) débutant ou ayant quelques années d'expérience pour activité technico-commerciale de promotion et assistance de programmes informatiques de simulation de circuits électroniques.
- Goût du contact clientèle nécessaire.
- Travail très diversifié.
- Connaissances informatiques appréciées.
- **Ingénieur logicien**
Grandes Ecoles (ENST, ENI ou équivalent) confirmé, pour s'intégrer dans un groupe de conception de programmes informatiques de simulation et tests logiques de haute technicité.
- Poss. évolution pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions, sous réf. 920 à CREATIONS DAUPHINE, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS COMMERCIAUX EN INFORMATIQUE

Nous recherchons de jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur Economique, Commercial ou Informatique, souhaitant débuter leur carrière commerciale chez un leader de l'industrie informatique.

Des petits systèmes aux grands ensembles électroniques, du traitement de textes aux réseaux de télécommunication, nos Ingénieurs Commerciaux disposent des cartes maîtresses pour permettre à notre clientèle de choisir la solution informatique qu'elle souhaite.

Soutenu par une formation de grande qualité, assisté par des services de support et d'assistance efficaces et structurés, l'Ingénieur Commercial Burroughs est l'interlocuteur privilégié des entreprises souhaitant améliorer leurs systèmes de gestion. La taille et la structure de notre groupe garantissent des possibilités d'évolution pratiquement sans limites.

Nous avons un programme annuel de recrutement. Il vous est donc possible de prendre contact avec nous dès à présent ou dans quelques mois, afin que nous discutions de notre éventuelle collaboration.

Adresser nous lettre et C.V. sous référence P.1 à :

BURROUGHS
Direction du Personnel
230-242, av. Laurent Cailly - 92231 Gennevilliers Cedex.

Burroughs

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES

d'une Société d'Electronique Industrielle
(Banlieue Sud-Ouest)
recrute

INGENIEURS DEBUTANTS (ENSI) ET ANALYSTES-PROGRAMMEURS (IUT)

Pour :

CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS REEL SUR MICRO-PROCESSEURS

8085, Z 80, 6800.

Réalisation de terminaux connectables aux réseaux téléinformatiques dans des domaines très variés : téléphonie, saisie d'information, signalisation, CAO.

La connaissance des micro-processeurs acquise lors de stages ou de projets d'école sera très appréciée.

Formation assurée : utilisation des micro-processeurs, méthodologie de développement logiciel.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous No 52.650 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

EFF MANAGEMENT

Cabinet de Conseil et Formation

recherche

pour son département Formation-Vente :

UN ANIMATEUR DE FORMATION

Technique de Vente et Direction équipes de Vente qui doit travailler après 12 mois

LE RESPONSABLE DU SECTEUR FORMATION-VENTE

Nous recherchons :

- homme de contact capable de négocier ;
- bon niveau de formation (BSC ou équivalent) ;
- Age : 30 ans minimum ;
- 5 années d'expérience terrain (vente et Direction Vente) dans une entreprise de produits de grande consommation ;
- expérience Formation et/ou Capacité et goût ;
- bonne disponibilité pour déplacements de courtes durées en Province, Belgique, Suisse ;
- connaissance de l'anglais souhaitée.

Nous offrons :

- une période de formation à nos techniques et programmes ;
- une responsabilité grandissante ;
- une rémunération à la hauteur de nos exigences qui évoluera avec la prise en main du secteur et la négociation avec les clients potentiels.

Adr. curriculum vitae compl., photo et prêt, à :

EFF MANAGEMENT FRANCE S.A.
2, rue Fortin - 75017 PARIS
Réponses et discussions assurées.

Une opportunité pour un jeune cadre aux dents longues !

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES

D'UNE SOCIETE SPECIALISEE EN ELECTRONIQUE DE POINTE
(Banlieue Sud-Ouest)

recherche dans le cadre du développement de ses activités

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant, diplômé grande école, pour études et développement de matériel électronique en labo.

Envoyer CV détaillé sous No 52.651 CONTESSA PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

ADP

The computing company. 120.000+

Nous sommes la première Société de Services et de Conseils en informatique dans le monde. Dans le cadre de notre implantation sur le marché français nous recherchons :

UN CHEF COMPTABLE

de préférence ayant 2/3 ans d'expérience dans un poste similaire au sein d'une société internationale. Anglais exigé. Envoyer C.V. + photo à Gérard Landauer - ADP - Tour Mercuriales, 40 rue Jean Jaurès 93176 BAGNOLET cedex.

GROUPE INDUSTRIEL

de réputation mondiale recherche pour sa filiale française de la région Ouest de Paris

INGENIEUR MACHINES TOURNANTES

Agé de 25 ans minimum, il est INGENIEUR diplômé ARTS et METIERS, ENSI ou équivalent, et désire poursuivre une carrière technique dans la filière hydraulique et mécanique des fluides.

Doté des qualités humaines nécessaires, il animera une équipe de techniciens et de dessinateurs pour définir les solutions techniques adaptées aux besoins de nos clients.

D'un tempérament réalisateur, il suivra la fabrication en atelier et au banc du matériel qu'il aura conçu.

Il sera capable de se perfectionner rapidement en allemand et en anglais pour communiquer aisément avec les ingénieurs du groupe.

La réputation de la société, l'ambiance de travail et la rémunération augmentant encore l'attrait de ce poste à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : M. MARTIQUE, S.O.P., Boite Postale 84, 75040 PARIS CEDEX 17.

IMPORTANTE SOCIETE

Filiale d'un Groupe International
recherche pour son établissement situé dans le SUD-ESSONNE, son

RESPONSABLE INFORMATIQUE

La fonction consiste à :

- diriger une équipe exploitant à distance un ordinateur IBM 43-41 sous OS/VS 1 par le canal d'un ordinateur IBM 3/12 et de 7 terminaux,
- coordonner la maintenance des applications actuelles,
- assurer le développement des systèmes en place en accord avec l'évolution de la société et les besoins des utilisateurs.

Ce poste conviendrait à un candidat :

- expérimenté dans la gestion d'un centre informatique ou chef de projet niveau MAGE ou équivalent,
- possédant un minimum de 5 ans d'expérience et des qualités de commandement,
- souhaitant des responsabilités
- dynamique,
- capable d'autonomie.

Adresser C.V., photo et prétentions sous no 52882 CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Attaché Commercial

La formation aux produits et techniques de vente que nous dispensons à nos Attachés Commerciaux constitue leur meilleur tremplin professionnel.

Mais au-delà des techniques, leur réussite personnelle dépend essentiellement de leur faculté d'adaptation à la diversité des situations qu'ils rencontreront.

De la petite société à la multinationale, du minicopieur aux systèmes de duplication les plus élaborés, la solution technique qu'ils seront amenés à proposer découlera logiquement de l'analyse des besoins spécifiques de l'Entreprise.

Nous recherchons pour PARIS et la BANLIEUE des JEUNES DIPLOMES de l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (Ecole Supérieure de Commerce) ayant une première expérience professionnelle.

Mireille DIAZ vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature + C.V. sous référence V. 52 à RANK XEROX, Service Recrutement - 69607 AULNAY-SOUS-BOIS cedex.

RANK XEROX

مكتبة الأهل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Filiale du premier constructeur mondial
d'ordinateurs interactifs.

ingénieurs logiciel

mini-ordinateurs et grands systèmes

qui participeront à l'étude et à la réalisation des projets informati-
ques de nos clients.

Nous recherchons :

- Plusieurs super-spécialistes de la gestion de base de données et des réseaux de communication (réf. M. 40)
 - Des ingénieurs logiciels ayant une expérience d'au moins 3 ans en développement d'applications industrielles et de gestion (réf. M. 50)
 - Des ingénieurs logiciels ayant une formation et une expérience orientée systèmes (réf. M. 52)
- Nous vous proposons :
- Le salaire que vous méritez.
 - Une formation exceptionnelle.
 - De nombreuses opportunités de carrière en France et à l'étranger.
- Envoyez-nous, en précisant la référence choisie, à la Direction du Personnel - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

digital

18, rue Soufflot
94528 RUNGUIS cedex

GRUPE
N2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

Analystes programmeurs confirmés

réf. : FET 4.01/80
2 à 5 ans d'expérience
Diplômés d'étude supérieure (DT, MAGE ou équivalent)

Analystes programmeurs

réf. : ADO 4.02/80
1 à 5 ans d'expérience
compétences CH HB NIVEAU 66 - YDS - IDS

Programmeurs expérimentés

réf. : AB 4.03/80
Compétences en ASSEMBLEUR et PLI

Les candidatures seront examinées avec une totale discrétion
par les responsables du département concernés et devront être
adressées accompagnées d'un C.V., sous la référence correspondante,
à 82 2-12, avenue Vain-Whitcomb - 75016 PARIS.

NAVIS CONTACT



un
responsable
de produits

C.A. 150 millions

Le candidat âgé de 30 ans minimum sera diplômé d'une Ecole Supérieure de
Commerce, et devra justifier d'une expérience d'au moins 4 ans dans le secteur
des biens de grande consommation, période pendant laquelle il aura démontré
de réelles qualités de négociateur.

Responsable de sa ligne de produits il aura pour mission :

- d'optimiser la marge brute
- de gérer les approvisionnements et les stocks
- de prendre des parts de marché dans le cadre d'une politique commerciale
dynamique.

Rémunération élevée et motivante fonction de l'expérience.

Adresser, C.V., rémunération souhaitée et photo à :
Mr le Directeur du Personnel - 123/155, av. Gallieni
93140 BONDY

GRUPE INDUSTRIEL PARISIEN
SPÉCIALISÉ DANS
LES PRODUITS DENTAIRES

(un des leaders sur le marché international)

recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE OU PHYSICIEN OU ÉQUIVALENT

(formation universitaire)

une bonne connaissance théorique des matières
plastiques, appuyée par quelques années d'expé-
rience dans ce domaine pour :

1. Diriger et développer le laboratoire de contrôle
de qualité (département physique et méca-
nique).
 2. S'intégrer dans le service de développement
pour l'écoulement des problèmes de plastique.
- La connaissance de la langue anglaise est souhai-
table.
- La rémunération très ouverte sera fonction de
l'expérience du candidat.
- Ecrire avec C.V. détaillé en indiquant rémuné-
ration actuelle et souhaitée à : Soles Publicité
24, boulevard Poincaré, 75010 PARIS,
qui transmettra.

Cabinet d'Expertise Comptable
telle moyenne

recrute

STAGIAIRE DEBUTANT

DEC + études supérieures

Travaux et responsabilités fu-
tures en fonction de la compétence.

Adr. C.V., photo et préférences :
Cabinet J. et M.

51, rue Cardinet - 75017 Paris

Association secteur social sp

recherche

CHIEF COMPTABLE

exp. prof. indus., D.E.C.S. ou

équival. souh. Salaire 1.400 F

20 15 + primes annuelles 150 000 F

+ éventuel. reprise anticipée.

Env. C.V. détaillé et photo, à

no 1 BIS 11 RUE DE LA PRESSE

93 140, Bondy, 75012 Paris

ETABLISSEMENT PUBLIC

recrute par concours

UN ASSISTANT TECHNIQUE

ayant déjà

VERIFICATION DES

MEMOIRES DE TRAVAUX

Le concours est de niveau

des classes terminales

scientifiques et techniques.

Les candidats doivent être

âgés de 18 à 45 ans au 1-10.

ECRIRE :

D.J.M.L.V.P.

40, rue de Cardinet-Lemoine,

75017 Paris Cedex 15

Claude des inscriptions : 25-400

SE D'ETUDES rec. pr contrat

durée limitée à 6 mois, durée

droit public et constitut. d'un

mat. pr. trav. d'indus. des

Env. C.V., réf. 3. Feres, 28, av.

A. Girard, 92120 Montrouge.



THOMSON-CSF

SERVICE BREVETS

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Débutants ou ayant quelques années d'expé-
rience.
- Ayant des aptitudes à la synthèse et à la
réalisation.
- Bonnes connaissances en anglais et, si possible,
en allemand.

Deux postes sont à pourvoir
respectivement à PARIS-9 et à ORSAY.

Envoyer curriculum vitae : Service du Personnel,
THOMSON-CSF, 172, boulevard Hansmann,
75016 PARIS CEDEX 06.

SOCIÉTÉ D'ETUDES ET REALISATIONS
DE SYSTEMES ELECTROMECANQUES

filiale d'un groupe international
renforce ses Bureaux d'Etudes

Vallee du Rhône

Par :

2 arts et métiers

Par :

et Paris (banlieue Sud-Ouest)

2 génie chimique

Par :

- INGENIEURS DEBUTANTS
- INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES

Ayant une expérience de 3 à 4 ans.

Merci d'adresser C.V., détail, prétentions et
photo à no 52839 CONTEXTE Publicité 20, av.
Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra
directement à la Société.

INGÉNIEURS-CONTROLEURS BATIMENTS SUD-EST et AFRIQUE DU NORD

important organisme de contrôle technique

pour la division « Contrôle de construction » :

4 INGÉNIEURS DIPLOMÉS

BATIMENT ou GÉNIE CIVIL

ayant minimum 10 ans d'expérience.

2 INGÉNIEURS ASSIMILÉS

ayant pratique du bureau d'études et des chantiers.

3 CONDUCTEURS de TRAVAUX

ayant sérieuses pratiques des chantiers.

Les candidats doivent avoir si possible l'agrément
ERP - 3^e catégorie.

Adr. C.V., photo et prétentions à : CETE APAVE,
24, rue St-Genès, 13006 MARSEILLE.

OPPORTUNITÉ EXCEPTIONNELLE

DATA 100 a besoin de vous pour connaître une nou-
velle progression sur le marché de l'informatique
répartie (actuellement de 20 % fan), et conquérir
une part décisive du marché des petits et moyens
systèmes de gestion. Nous recherchons :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour nos agences de Paris et de Lyon.

Expérience de la vente de systèmes informatiques
et des réseaux télécommunications.

Rémunération motivante directement liée aux résul-
tats (fixe + commissions).

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

pour notre siège social.

Expérience de l'aide à la vente et du support de logi-
cials de base en clientèle sur des systèmes auto-
nomes ou connectés. Connaissance de l'anglais
nécessaire. Rémunération attractive.

Saisissez cette opportunité exceptionnelle. Faites
le bon choix. Venez faire équipe, pour longtemps,
avec DATA 100.

Veuillez envoyer C.V., photo (ret), et niveau de salaire
actuel en précisant le poste recherché.

DATA 100

Filiale de Northern Telecom Systems Corporation.

La Boursière, R.N. 186

92350 LE PLESSIS-ROBINSON



Traitement et Equipements Graphiques

140 personnes - CA 40 MF HT

Dans le cadre de son expansion recherche pour PARIS 13^e

DIRECTEUR

PRODUCTION ET METHODES

180 000 F +

De formation ingénieur (AM, ECAM, ou équiva-
lent), le candidat possédant une expérience indus-
trielle diversifiée de 10 années environ.

Adresser votre candidature avant le 15 avril 1980,
avec motivation + CV + photo + salaire à

M. le Directeur Général DOREL

45 rue de Tocqueville 75017 Paris.

LES PETITES ANNONCES...

— pardon,
la Publicité de l'Emploi, représente plus de 50 % du revenu publicitaire
des grands quotidiens.

La recherche de cadres est aux avant-postes dans la compétition écono-
mique : pour connaître les secteurs de pointe, les entreprises en flèche, les
spécialistes rares, lisez les PA... pardon, les offres de situation.

L'une des plus importantes Agences spécialisées dans la publication des
offres d'emploi
— pas une officine, ni un office, ni une agence de papa, nous demandons de
l'aider à trouver son

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT

pour faire connaître et vendre aux entreprises ses services, sa compétence,
ses réalisations, ses études, les aider à améliorer la qualité et l'efficacité
de leurs annonces, à la fois au niveau des résultats et au niveau de l'image
institutionnelle.

Dans ce but, il nous a paru que pour communiquer avec les Directions
de Personnel, la meilleure expérience serait celle d'un

SPÉCIALISTE DE PERSONNEL

— jeune — travaillant dans le recrutement en entreprise ou en
cabinet depuis deux ans environ et souhaitant assumer une fonction
commerciale.

Rémunération de départ de l'ordre de 90 000 F devant évoluer.

Veuillez signaler votre intérêt en écrivant sous réf. 822/M à

Brigitte PRUSSARD

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS.

Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.

Société d'Ingénierie, filiale d'un groupe industriel de
réputation internationale offre à un

Jeune Ingénieur Mécanicien

dynamique, possédant une grande facilité d'adaptation, disponible par
rapport à des variations de charges ou à des déplacements, un POSTE
EVOLUTIF correspondant à son EXPERIENCE et à ses CONNAIS-
SANCES PARTICULIÈRES.

PROFIL :

- diplômé d'une grande école de formation mécanique orientée en
partie vers les fabrications :

ARTS ET METIERS, CENTRALE, INSA

ENI Tarbes, Besançon...

- Deux ou trois années d'expérience (ou stages de longue durée) en
fabrication ou méthodes.

- Formé à l'étude des temps, connaissant la technologie de la fabri-
cation, l'organisation du travail et ayant une expérience en Informa-
tique et en commandes numériques de machines-outils.

Pouvant travailler en ANGLAIS.

MISSION :

- Participer à des études de conception d'usines.

- Contribuer au développement de méthodes et d'outils dans le do-
maine de l'ingénierie.

- Faire progresser les applications en informatique.

- Effectuer des interventions de type diagnostic chez des clients.

- Participer à des chantiers en FRANCE et à l'étranger.

Le poste est à pourvoir dans la banlieue Ouest de PARIS.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions
sous réf. 5934 à P.LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS cedex 02
qui transmettra.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche un

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

POUR SON INGENIERIE A PARIS

• Vous êtes ingénieur diplômé des Arts et Métiers, de formation
mécanique, vous avez une bonne expérience de bureau d'études
et d'entretien mécanique usiné.

• Vous vous sentez capable d'animer une équipe de projeteurs de
haut niveau.

• Vous avez une connaissance opérationnelle de l'anglais.

Nous sommes prêts à vous confier la définition d'installations indus-
trielles spécialisées dans la production d'aluminium par électrolyse.

Après quelques années à Paris, nous pourrions vous proposer une
évolution de carrière dans les établissements de la Société et du Groupe,
en France et à l'étranger.

Ecrivez-nous DRP Recrutement - 23, rue Balzac - 75008 PARIS.

ETABLISSEMENT PUBLIC

recrute par concours

TROIS ASSISTANTS

TECHNIQUES

Le concours est du niveau

des classes terminales

scientifiques et techniques.

Les candidats doivent être

âgés de 18 à 45 ans au 1-10

ECRIRE :

G.P.N.L.A.V.P.

40, rue de Cardinet-Lemoine,

75017 Paris Cedex 15

Claude des inscriptions : 25-400

SE d'IMPORTATION, 1 km Ecole

rech. pour son département

ROULEMENTS DE PRECISION

ATTACHE de DIRECTION

TECHNIQUE-COMMERCIAL

Age min. 30 ans. Position cadre

100.000 F/ann. Tr. bonne forme

technic. en mécanique et expé-
rience certaine sont indispensa-
bles. Adresser lettre manuscrite,

photo et C.V. à M. C. Tourès,

72, rue de Ronsard-Vous,

75012 PARIS, qui transmettra.

L'Ecole Supérieure d'Ingénieurs

en Electrotechnique

et Electronique

cherche

INGENIEUR

INFORMATICIEN

2 à 3 ans d'expérience

pour système conception

assistée par ordinateur (C.A.O.)

- Gestion du système

- Adaptation de logiciels

Env. C.V. détaillé et photo à :

M. le Directeur MOULIN, ESIEE

91, rue Faidherbe - 93015 Paris

ORGANISME
PATRONAL FEDERAL
PARIS

recherche

pour assurer au niveau Direction générale

liaison avec organismes régionaux

et départementaux

CADRE CONFIRMÉ

ayant connaissance approfondie et diver-
sifiée des entreprises du bâtiment.

Envoyer C.V., photo et prétentions

sous réf. 90286 M à BLEU Publicité

41, Avenue du Château

94300 VINCENNES

COMPAGNIE D'ASSURANCES PARIS

RECHERCHE

UN MÉDECIN CONSEIL

à plein temps - Libre rapidement.

Qualité en matière de réparation juridique du

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Un groupe international, numéro 1 dans sa branche — biens d'équipement — recherche pour sa filiale française un

SPECIALISTE MARKETING PLANNING

Il aura pour mission la prévision des résultats commerciaux et contribuera étroitement à l'élaboration des plans marketing à court et moyen terme, après étude et comparaison d'alternatives. Ce poste s'adresse à des candidats de formation commerciale ou scientifique + M.B.A. ayant acquis une première expérience dans le domaine marketing au sein d'une grande entreprise. Participant à la définition des grands axes de notre politique commerciale en collaboration avec les différents services du siège, il aura :

- une aptitude réelle à la négociation,
- une excellente connaissance de la manipulation des outils mathématiques et informatiques (A.P.L.).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. sous réf. 5650 à PLAIN CHAMPS 5, rue du Helder 75009 Paris qui transmettra.

Société de Services et Conseils en Informatique (300 personnes)

partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, recherche des

Ingénieurs Informaticiens confirmés

de 2 à 5 ans d'expérience.

Commission de HB 64, TDS, IDS II agréée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 5903 PUBLICITES REUNIES 112 Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Publication Révisée

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEURS Débutants Grande École ou équivalent

• Pour l'étude et la production de programmes en temps réel dans le cadre du développement d'un système de communication téléphonique.

• Pour des travaux de programmation dans le cadre d'une étude de nouvelles architectures de calculateur.

Nationalité française exigée.

Adresser C.V. et prétentions sous N° 52597, à L.C.T., B.P. 40 - 78140 VILLEJUIF-VILLACOUBLAY.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

COLLABORATEURS

titulaires du D.E.C.S. complet Formation juridique souhaitée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à BRIO-GLOBE Réf. 3.800, 5, pl. des Victoires, 75001 PARIS, qui transmettra.

APSIDE

40, rue de Pontbasse 75008 PARIS - tél. 225.1246

Vous êtes expérimentés grands systèmes

- COBOL, PL/1, ASSEMBLEUR
- CICS, IMS/DB, IDS/TDS
- PROTEGE, PAC, ATOS

ANALYSTE ou PROGRAMMEUR

Nous avons des postes à pourvoir à PARIS et en PROVINCE

Adresser-nous : C.V., photo et prétentions

UN VENDEUR HAUT NIVEAU

- Études supérieures ou équivalent

- Orienté vers la gestion

- Expérience informatique souhaitée.

Dynamique, il s'intégrera à une équipe de taille humaine et pourra évoluer dans ses fonctions.

Fixe important + Intéressement.

Adresser lettre man. ss réf. 81 M + C.V. et photo à :

entreprise et solutions

49 rue de Pontbasse 75008 PARIS

qui est chargé de la sélection et examinera votre candidature de manière strictement confidentielle.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION MÉTALLIQUE

(La Défense) recherche

Ingénieur

spécialité RESISTANCE DES MATERIAUX

pour participer à la mise au point de programmes de calcul de structures sur ordinateur.

Le candidat devra :

- être diplômé de Grande École

- avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Les candidatures avec disponibilité à partir de juillet 80 sont acceptées.

Adresser CV manuscrit et prétentions au C.T.I.C.M. - Service du Personnel

20, rue Jean Jaurès 92807 Puteaux

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

RECHERCHE

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

ayant son siège à Paris

RECHERCHE

RESPONSABLE D'AGENCE

dépendant directement du P.-D. G.

Bonne expérience souhaitée.

Salaires en rapport.

Libre de suite.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo, sous le numéro 7.852, « Le Monde » Publi-
5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

5, rue des Italiens - 75127 PARIS, Cedex 06, qui tr.

FEDERATION NATIONALE MUTUALITE FRANÇAISE

recherche

JEUNE COLLABORATEUR

Diplôme d'études supérieures

Sens des contacts humains

Disponible rapidement

Permis V.

Adresser C.V. (photo jointe) et prétentions à F.N.M.F. - Division des Relations sociales

55, rue Nationale - 75001 PARIS CEDEX 2

Important transfère-arrivées

chèque bancaire export

très qualifié, anglais

Téléphone pour rendez-vous

au 80.30.05

Nous sommes une société française de première importance

Nous recherchons

QUELQUES

PERSONNES

DE CARACTÈRE

Capables après un STAGE d'adaptation en quelques mois

UN SALAIRE de 1.000 à 7.000 F

mensuels

Nous leur offrons :

— Une formation complète

— Une activité intéressante

— Un plan de carrière précis

Si vous pensez pouvoir faire à PEU NEUVE

Écrivez avec C.V. et photo, à

112, rue PUBLICITES REUNIES

112, rue Voltaire - 75011 Paris

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :

— SOIT de bonnes études

— SOIT la preuve de leur personnalité.

représent. offre

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION

FILS ET CABLES ÉLECTRIQ.

3/monopole divers matériel

pour industrie et câblage

recherche

V.P. MULTICARTE

ou AGENT COMMERCIAL

REGION NORMANDIE

Norme Carte d'Apprentissage

Rémunération à la commission

CLIENTELE : fabricants d'appareillage électroménager, grossistes, etc.

Priorité sera donnée à V.P. ou AGENT déjà introduit auprès de la clientèle.

Envoyer C.V. à S.S.L. BP 46330 SAGHERES-DE-SIGORRE

63000 SAGHERES-DE-SIGORRE

Société innovatrice de formation

recherche

REPRÉSENTANT COMM.

pour produits cosmétiques.

Adresser C.V. à Mme RUSSO,

14, rue Bouteiller, 75005 PARIS.

capitales ou

proposé com.

Rech. 100.000 F par mois

ind. endormeur. Ex. Accro-

juridique S.B. - C. de Borda

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

5, rue de la République - 75001

Paris, Cedex 02, qui tr.

secrétaires

Le Monde

régions

MIDI-PYRÉNÉES

TOULOUSE DANS LES ENNUIS

Fumées toxiques sur la Ville rose

De notre correspondant régional

Toulouse. — Jusqu'à présent les associations écologiques (5,07 % de bulletins versés aux dernières élections à Toulouse) ont surtout visé la future centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne). Elles ont reçu le renfort des syndicats (sauf la C.G.T.) et de l'opposition politique (sauf le P.C.). Mais, pendant que l'on s'occupait de combattre les nuisances futures d'une centrale située à 100 kilomètres en aval de la Ville rose, des fumées échappées de plusieurs usines (la société Azote et produits chimiques A.P.C., la Société nationale de poudres et explosifs, S.N.P.E., et même l'entreprise municipale d'incinération des ordures ménagères) menaçaient d'asphyxier cent mille personnes dans la ville indienne. Ce sont les habitants du Mirail et de La Fourquette, deux quartiers périphériques situés non loin de la zone industrielle, qui ont les premiers élevé la voix. Ils en avaient assez d'entendre leur lessive au soleil et de la retrouver noyée par les fumées échappées de cheminées voisines, surtout lorsque soufflait le vent du sud, le fameux Autan.

La préfecture, la mairie, les

élus régionaux ont été, tour à tour, alertés par l'Association des riverains de Toulouse-Sud et de la banlieue. Celle-ci vise à « améliorer le cadre de vie des populations concernées ». Elle se donne pour objectif de « centraliser toutes les données, avec l'appui des élus, pour apporter le maximum de témoignages aux responsables des administrations et les inciter à faire diminuer les nuisances ».

Un médecin, spécialiste de médecine préventive, le Dr Philippe Druelle, qui est aussi président du mouvement Midi-Pyrénées d'écologie politique (MIDEP), a établi un rapport sur les effets de cette pollution industrielle. Ils sont d'autant plus inquiétants que les fumées s'ajoutent aux gaz d'échappement d'une circulation automobile de plus en plus anarchique. Les linge et la végétation ne sont pas les seuls à souffrir dans les quartiers sud de Toulouse. Une promenade dans ces quartiers permet de découvrir les dégâts provoqués sur les buissons et les baillifs dont les feuilles sont rongées par une lépre surnommée qui gagne les pelouses.

« Pollution psychologique »

Surtout certains habitants souffrent à présent de crises d'asthme qu'ils attribuent à la pollution. Les affections pulmonaires deviennent chroniques. On enregistre des allergies oculaires et des maladies de peau. Selon le médecin, ces réactions peuvent, à la longue, sur certains sujets fragiles et sensibles aboutir à des cancers.

La préfecture et l'hôtel de ville ont enfin saisi l'importance du problème. Une « table ronde » a réuni les fonctionnaires départementaux, les représentants des municipalités (Toulouse, Ramonville, Portet-sur-Garonne, Colomiers), le député à l'environnement, le professeur Druelle, spécialiste des maladies pulmonaires, et le professeur Rey, spécialiste d'écologie végétale. En face d'eux se tenaient MM. Gimbal, directeur de l'A.P.C., et Pierre Dumas, directeur de la S.N.P.E. Les médecins ont insisté sur le cas des enfants du centre aéré situé sur les coteaux de Foch-David et sur celui des malades de l'hôpital de Rangueil, qui souffrent particulièrement de l'obstruction du ciel. Les « accusés » ont expliqué que la situation était préoccupante, mais qu'il ne fallait pas la « noircir » outre mesure. Gène, oui ; désagréments, certes ; danger, non, ont-ils affirmé. Les industriels ont même avancé le terme de « pollution psychologique ».

On a lancé l'idée d'établir un bilan de santé des zones menacées. L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) pourrait, par exemple, devenir le maître d'œuvre en ce domaine et charger ses contributeurs de l'atmosphère de chiffrer les nuisances. Ce ne sont pas les instruments de mesure qui manquent à Toulouse, où la municipalité

fait régulièrement procéder à des analyses de l'air. Certains particuliers ont même installé des appareils de détection dans leurs jardins.

Dans la foulée de la campagne lancée par les habitants de Toulouse-Sud, ceux de La Fourquette ont rappelé les nuisances que leur inflige l'usine d'incinération des ordures ménagères de la ville. A La Fourquette, on se plaint des rejets de cendre chlorée qui s'attaque aux arbres et du phosphore qui s'attaque aux pommiers. A ces dangers atmosphériques il faut ajouter ceux des transports de produits inflammables par camions-citernes. On craint toujours l'explosion d'une de ces bombes roulantes.

La balle est donc dans le camp de l'administration préfectorale et communale. Mais au Capitole en dépit du fait que l'usine d'incinération est mise en cause — on déclare qu'il ne s'agit pas d'une question « strictement municipale ». Un adjoint, M. Guy Franco, a été chargé de se faire l'interprète des populations concernées. Déjà l'A.P.C. et la S.N.P.E. ont été invitées à réduire leurs nuisances. A l'usine d'Azote, le directeur s'est engagé à réduire de moitié, d'ici la fin de 1981, les fumées toxiques. Quant à la poudrière, elle a commencé voici six ans déjà à mettre en place des filtres neutralisant les gaz nocifs.

Elle a dépensé pour cela 25 millions de francs, ce qui correspond au quart du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise. Un nouveau crédit de 3 millions de francs va permettre la mise en place, au début de l'automne 1980, de nouveaux appareils qui réduiront des deux tiers les émissions d'acide chlorhydrique.

LÉO PALACIO.

Un métro léger... mais pas avant 1984

Toulouse. — Première ville de province par sa superficie, qui est sensiblement celle de Paris, quatrième ville de France par sa population qui atteint les 400.000 habitants pour l'agglomération urbaine et 450.000 avec la grande banlieue, Toulouse devra attendre la fin de 1984 pour avoir son métro léger. C'est la décision que vient de prendre le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine dirigé par M. Léon Eschout, sénateur socialiste, président du conseil général de la Haute-Garonne, M. Pierre Baudis, maire (apparenté P.R.) de Toulouse, et M. Alex Raymond, député socialiste de Haute-Garonne, maire de Colomiers.

Une circulation anarchique, un noyau urbain extrêmement dense, un réseau prolifère d'autobus couvrant mal utilisées et dont les arrêts sont parfois situés à hauteur des yeux réglant le trafic, une population désignée dans les cités-dortoirs tentaculaires, telles sont les données du dossier que les élus toulousains s'efforcent de régler depuis une vingtaine d'années.

La première ligne du métro léger, que M. Pierre Baudis souhaite soustraire dans le centre de la ville, entre le canal du Midi et la rive gauche de la

Garonne, pourrait être mise en service en 1983 selon les projets les plus optimistes et le réseau devrait être terminé à la fin de 1984. L'agence d'urbanisme de la ville a présenté un tracé qui, s'il n'est pas définitif, indique les trois lignes prévues.

Des poches d'eau

Pour la réalisation, les techniciens s'efforcent d'affronter des difficultés dues à la composition des sols où de nombreuses poches d'eau ont été détectées, particulièrement dans la zone urbaine inscrite entre le canal et le fleuve. La ligne Jolimont-La Mirail sera la seule à franchir la Garonne mais on ne sait pas si c'est en dessous ou en dessus.

La ville de Toulouse ne dispose pour l'instant de parking qu'au Capitole, à Victor-Hugo, sur la place des Carmes, sur les places Saint-Georges et Occitane. Afin de pousser les automobilistes de banlieue à utiliser le métro, des parkings de dissuasion seront construits aux principales têtes de ligne : Jolimont, Casanova, Belvédère et Rangueil.

L. P.

Les verreries d'Albi se fourniront en partie dans les poubelles des départements

De notre correspondant régional

Toulouse. — Dans le cadre de l'aide aux collectivités locales qui ont la charge de procéder à l'élimination des déchets, notamment d'ordures ménagères, le conseil régional de Midi-Pyrénées a mis au point un avant-projet de plan régional de collecte et de recyclage des déchets et décidé de lancer, une première expérience dans ce domaine.

Outre la région, les principaux partenaires de l'opération prévue sont essentiellement les communes pour la collecte, et une dizaine d'entreprises de la région, dont la verrerie ouvrière d'Albi pour le recyclage, soit au total un millier de salariés environ.

Un accord a déjà été signé le 17 décembre dernier entre les pouvoirs publics et la chambre syndicale des verreries mécaniques de France. Il prévoit, d'ici à 1983, la récupération de 800 000 tonnes de verre, dont 400 000 tonnes d'origine ménagère. Si la collecte de verre peut être réalisée sans trop de difficultés dans des régions fortement urbanisées et industrialisées (la région parisienne, le Nord, l'Est, l'axe Rhône-Rhin) elle nécessite des adaptations et un effort particulier dans une région comme Midi-Pyrénées, la plus vaste des vingt-deux régions de programmes français.

La collecte, telle qu'elle est organisée actuellement en Midi-Pyrénées, dans cent-trente communes groupant quatre cent cinquante mille habi-

itants, permet de récupérer environ 400 tonnes de verre par mois. Il s'agit, dans les plans actuels, d'arriver à récupérer 1 800 tonnes d'ici la fin de 1981. A cette date, l'objectif est d'intéresser cinq cent quinze communes, représentant un million huit cent mille habitants.

Déjà, le 29 septembre 1979, M. Georges Spénale, sénateur du Tarn, ancien président du Parlement européen, avait attiré l'attention de M. André Chadenet, député à l'aménagement du territoire et à l'action régionale « sur les conséquences que pourrait avoir pour la verrerie ouvrière d'Albi l'installation d'une importante usine de verrerie creuse à Toulon », financée par un groupe étranger. Il précisait : « Vous savez sans doute que la verrerie ouvrière d'Albi, avec l'aide de l'Etat et des collectivités locales, a effectué récemment un très important investissement en vue de créer quelques emplois nouveaux dans la région albiennaise. Cette verrerie, dont le déclin économique est très sensible... Les pouvoirs publics ont demandé à l'ensemble de la profession verrière de réduire sensiblement sa production, ce qui a pour effet d'arrêter le programme de développement des entreprises existantes. Personne ne comprendrait, dans ces conditions, que l'Etat puisse à peu près dans le même temps faciliter l'installation d'un nouveau groupe étranger dans ce secteur. »

L. P.

Deux livres sur le régionalisme

Une culture au bout de la langue

Les Basques viennent d'être leur Parlement. Les Québécois s'apprêtent à se prononcer par référendum sur une formule leur conférant la souveraineté politique tout en les associant économiquement au reste du Canada. Le plupart des grands pays d'Europe ont fait droit d'une manière ou d'une autre à leurs diversités régionales.

Ce phénomène avait été clairement montré par Riccardo Petrella, consultant auprès des Communautés européennes, dans son livre *La Renaissance des cultures régionales en Europe* (1).

L'Ecosse, l'Irlande, le Pays de Galles, la Flandre, la Wallonie, le Pays basque, la Catalogne, la Sardaigne et le Val d'Aoste, toutes

ces communautés historiques ont obtenu un statut reconnaissant leur droit à la différence. Petrella voyait dans ce mouvement l'une des composantes d'un vaste courant d'innovation annonçant une société nouvelle, plus démocratique et plus juste. Mais il remarquait aussi que la France, se distinguant de ses voisins, n'avait pas su (ou pas voulu) faire leur place aux particularismes des Alsaciens, des Bretons, des Comtois ou des Occitans.

Ni la découpage administratif et bien souvent artificiel en « régions de programmes », ni la création d'assemblées régionales aux pouvoirs trop modestes ne sont, en effet, des réponses adéquates aux revendications régionalistes. Et l'on en est encore

chez nous à se poser timidement la question : faut-il laisser s'éteindre les cultures régionales ou les aider à survivre ? Certes aucune formation politique n'est a priori hostile à la pratique du breton ou de la langue d'oc, mais le poids de l'histoire est encore le plus fort. Une méfiance pluriséculaire s'est installée à l'égard de la langue d'oc, c'est encore Paris et le désert français.

Pourtant, en France comme dans le reste de l'Europe, les cultures régionales sont en pleine renaissance. En prenant l'exemple des provinces méridionales, trois jeunes fonctionnaires les démontrent dans un ouvrage clair, bref et précis : *L'Espérance occitane* (2). Ces jeunes gens avaient créé une certaine émotion, l'an dernier, lorsque avec neuf de leurs camarades de l'école nationale d'administration ils avaient choisi — pour la première fois dans le temple du centralisme — ce sujet pour leur examen de sortie (voir *Le Monde* du 5 août 1979). Leur propos est étayé sur une conviction « toute simple » : les langues et les cultures sont égales en droit et les cultures sont égales en importance à l'une d'entre elles s'impose comme langue nationale. Ils constatent que l'occitan — langue dérivée du latin et plus proche du catalan, de l'italien, de l'espagnol et du portugais que le français — est encore une réalité.

Combattue depuis quatre siècles, abandonnée par les élites locales au profit d'un modèle parisien, la langue occitane n'est pas morte. Bien au contraire, elle revit avec vigueur. Elle est parlée par deux millions de Méridionaux et comprise par dix millions d'autres. Elle s'exprime par le livre (120 000 exemplaires par

an), le disque (70 000 par an) et le théâtre (trois troupes).

L'enquête révèle pourtant que cette renaissance arrive peut-être trop tard. Dans une génération, l'occitan ne sera plus qu'une langue résiduelle, et elle aura quasiment disparu à la suivante. Les auteurs ne s'y résignent pas. Les cultures régionales font partie du patrimoine national. « L'unité se fonde sur la diversité », écrit Robert Escarpit dans la préface. En écartant le « patriotisme local », elles encouragent les initiatives économiques et sont, donc, l'un des atouts de l'aménagement du territoire.

Selon les anciens élèves de l'ENEA, l'Etat a le devoir d'aider les langues régionales et l'occitan en particulier. La seconde partie de leur étude énumère point par point les votes et les moyens de cette politique. Il est douteux que le pouvoir lui suive, autrement qu'en paroles. Mais il est significatif que ces propositions soient formulées par de futurs hauts fonctionnaires. Car, au-delà des cultures régionales, c'est la dérive d'un Etat unitaire vers un Etat de type fédéral qui est pressentie. Et sur ce point les anciens élèves de l'ENEA ont raison : « Il n'y a aucune raison pour que les Etats-nations, qui n'ont que quelques siècles derrière eux, soient le terme ultime de l'évolution de nos pays. »

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) *La Renaissance des cultures régionales en Europe*, par Riccardo Petrella. Ed. Eutaw, 1978. Environ 300 pages.

(2) *L'Espérance occitane*, par Yves Barail, Jean-François Bondy et Jean-François Garano. Ed. Eutaw, 1979. Environ 300 pages.

TELEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

berty

le prêt-à-porter des grands
(1m85 à 2m15)
... et des costauds

86 avenue Ledru-Rollin - 12^e
M^{re} Ledru-Rollin/Gare de Lyon
79 avenue des Ternes - 17^e
M^{re} Ternes/Etoile



Chemises, jeans, pantalons, costumes, chaussures, etc...

Projet d'investissement!

Informez-vous
auprès du canton de
Berne (Suisse)

Le canton de Berne encourage et favorise sur son territoire l'implantation et l'extension des entreprises industrielles et de services.

Si vous nous faites parvenir ce coupon, vous recevrez notre nouveau bulletin « Votre partenaire en matière économique » ainsi qu'une documentation sur le canton de Berne.

Expéditeur

Berne - ci de votre succès

Le délégué au développement
économique du canton de Berne
CH-3011 Bern, Gerechtigkeitsgasse 81
Téléphone 031 644838
CH-2501 Bienne, Rue Vérésius 2
Téléphone 032 23 1014

Voici la nouvelle collection des bijoux italiens.



Les villes italiennes les bijoux de cette terre

Demandez la brochure "Evasion" à votre agence de voyage ou à :

EVASION

5 bd des Capucines, 75002 Paris Tel. 266.46.50

حكايا من الماضي

La Fédération des syndicats de pharmaciens s'affirme prête à engager le dialogue avec les fabricants de médicaments copiés

La Fédération des syndicats de pharmaciens de France (F.S.P.F.) reconnaît implicitement qu'un certain nombre de ses adhérents ont boycotté les médicaments copiés (produits génériques) fabriqués par les Laboratoires français de produits génériques, filiale du groupe Ciba-Geigy.

A l'appui de l'article paru dans le Monde du 3 avril, M. Pierre Peckre, président de la F.S.P.F., déclare dans un communiqué qu'il est exact que la mise sur le marché de ces produits a provoqué de « vives réactions chez les pharmaciens d'officine », mais assure en même temps qu'aucune consigne sur un refus de vente n'avait été donnée par son organisme.

« Ces réactions, précise-t-il, s'expliquent par le déséquilibre économique des officines, qui s'aggrave de jour en jour. En l'occurrence, la mise sur le marché des produits dits génériques accroit encore la surcharge des stocks sans apporter aucun progrès thérapeutique, et place ainsi de nombreuses officines dans une situation de crise. »

Après avoir rappelé que son organisation avait attiré l'attention des pouvoirs publics sur cette évolution, qui menace le fonctionnement des pharmacies et la qualité des services qu'elles ont pour mission d'offrir aux malades, M. Pierre Peckre a ajouté, en signe d'apaisement, que la F.S.P.F. avait d'ores et déjà accordé « une maîtrise accrue de la concurrence », la concertation avec les fa-

bricants de produits génériques et qu'un premier entretien avec les dirigeants d'un grand laboratoire avait eu lieu.

(De toute évidence, M. Pierre Peckre cherche à arrondir les angles, sachant que les pharmaciens d'officine ne pourront pas très longtemps s'opposer à la vente des produits génériques.

Mais quand il affirme que l'apparition des produits génériques ne constitue pas une surcharge des stocks, le propos apparaît excessif. Des centaines de médicaments jugés vieillissants, dépassés et non rentables, ont disparu des dernières années et encore récemment. Même si un jour les ventes des produits génériques tiennent une place aussi importante en France qu'aux États-Unis (10 % des ventes de médicaments), elles ne combleront jamais les vides créés, la tendance, au surplus, allant vers une réduction du nombre des spécialités pharmaceutiques.

Que les produits génériques n'apportent aucun progrès thérapeutique semble d'autre part une évidence, mais cela ne retire rien à leur qualité. Les différentes présentations données à l'aspirine n'en ont en rien modifié ses effets. Les déboires rencontrés par de nombreux pharmaciens ne sont-ils pas souvent le résultat d'une mauvaise gestion ? Et que faut-il penser du droit donné en 1943 aux pharmaciens d'officine de vendre des articles d'entretien pas dans le cadre du monopole et dont certains ont tendance à abuser ? — A.D.)

La chasse aux sorcières galonnées

La cas récent d'un chef de service chez Carrefour, qui, pour être devenu délégué syndical à la C.G.C., se retrouve balayeur tout en conservant son traitement (le Monde du 25 mars 1980), est loin de constituer une exception.

Mais les victimes sont généralement peu douées pour le martyre ou le sacerdoce, et peu enclines à une publicité qui procurerait une satisfaction supplémentaire à un certain patron de choc. Cependant, cette chasse aux sorcières galonnées s'est développée dans tous les secteurs, quelle que soit l'étiquette confédérale.

L'un des derniers cas cité par Force ouvrière est celui de M. Mettel, cadre dans une « grande surface » à Blois : dès qu'il s'est créé une section syndicale, il fut interdit de séjour, ses appointements étant maintenus.

L'Union des ingénieurs cadres et techniciens C.G.T. dénonce une longue liste de semblables opérations : chez Kodak, à Vin-

cennes, M. X., adjoint à la direction, est muté dans un obscur laboratoire de recherche. Chez Novatom, au Plessis-Robinson, M. Gama, chef de service, n'a plus que des tâches « bidon ». Aux Nouvelles Galeries, à Saint-Etienne, M. Coussantier, cadre délégué, ne fait plus que des besognes d'inventaire. A la Banco de Atlantico, à Paris, M. Lowden, cadre commercial, est confiné dans un bureau sans téléphone. Au Printemps, à Paris, Mme Constant, cadre « marketing », n'a plus qu'à effectuer des travaux administratifs. A l'hôpital de Draveil, Mme Y., surveillante générale, responsable de trente personnes, est mutée dans un service de consultation aux attributions des plus réduites. A la CEMA, à Montreuil, M. Z., cadre chargé d'études « bâtiment », n'est plus qu'un enquêteur, etc.

Lorsque le salarié, fort de son bon droit, recourt à la justice, il s'engage dans une inextricable maquis procédurier. Ainsi, M. Pierre Fleurence, chef comp-

table aux Acidries du Forez, à Saint-Etienne, voué, après mai 1968, à faire, au crayon, le longeur de journée, les opérations inutiles, dut attendre jusqu'en janvier 1977 la condamnation du P.-D. G. de la société, à qui la cour d'appel infligea quinze ans de prison, 10 000 F d'amende, 3 000 F de dommages-intérêts à l'union départementale C.F.D.T. et autant à la fédération C.F.D.T. de la métallurgie. Encore n'obtint-il jamais sa réintégration.

Les patrons, en fait, jouant sur le velours, ils savent que les cadres placés dans une fonction dévaluée y sont vite enterrés professionnellement et syndicalement. Rares sont ceux qui peuvent « tenir le coup » et ne pas démissionner. Maintient son traitement à la « forte tête » de la veille, déqualifiée, parfois ridiculisée aux yeux de certains, c'est, par ces temps de crise, s'offrir à bon compte, impunément, une opération de lavage de cerveau.

JOANINE ROY.

M. BORNARD (C.F.T.C.) : les données économiques ne doivent pas être l'alibi d'une politique de classe.

M. Jean Bornard, secrétaire général de la C.F.T.C., pose « une fois de plus la question des données économiques du gouvernement et des entreprises » dans son éditorial d'avril de Syndicalisme-C.F.T.C., organe confédéral. En effet, l'article fait le rapprochement suivant : « Après avoir, il y a peu, traité les employeurs à pousser le dialogue social, le premier ministre vient d'assombrir les perspectives de la politique salariale pour 1980 en déclarant que le simple maintien du pouvoir d'achat devenait « un objectif ambitieux ».

« Or, fin janvier (...), le ministre de l'économie a déclaré que la situation des entreprises françaises était sérieusement renforcée puisque la productivité dans l'industrie s'était améliorée de quelque 7 % en 1979. »

Rappelant les idées traditionnelles de la centrale chrétienne sur le caractère inflationniste des augmentations de salaires non assises sur les améliorations de productivité, M. Bornard conclut : « Personne ne peut ignorer le grand bouleversement en cours dans la vie économique. Mais, d'une façon ou d'une autre, les négociations doivent être activement poussées pour répartir équitablement les résultats et l'on veut que les données économiques soient prises sérieusement en compte au lieu d'être utilisées comme un alibi pour l'immobilisme social et pour une politique de classe. »

● Repens minimum familial : une opération délicate qui vise à camoufler l'absence de politique familiale d'urgence », a déclaré la C.F.D.T. au sujet du projet de loi sur la création d'un revenu familial. La C.G.T. estime aussi que cette mesure est « insuffisante et injuste ».

● C.N.P.F. : « Les actions en justice visent ni les organisations syndicales ni le droit de grève, mais des déboires irréguliers, des voies de fait inadmissibles contre les biens et les personnes », a déclaré M. Yvon Chotard, vice-président du

C.N.P.F., au sujet des procès intentés contre des militants syndicaux (le Monde du 4 avril) dans une interview à la Dépêche du Midi (3 avril). M. Chotard a d'autre part annoncé la publication dans un mois d'un nouveau bilan des innovations sociales.

Les relations médecins-Sécurité sociale LA F.M.F. RÉCLAME LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS

Le bureau de la Fédération des médecins de France (F.M.F.) s'est à nouveau prononcé, lundi 7 avril, pour la reprise des négociations avec les caisses d'assurance-maladie pour l'élaboration d'une nouvelle convention, celle actuellement en cours venant à expiration le 1^{er} mai. Alors que les caisses ont suspendu le 1^{er} mars les discussions, refusant de négocier avec la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) — la principale organisation — en raison de ses appels à un dépeçage des tarifs, la F.M.F. se déclare prête à « prendre à sa charge, seule une nouvelle fois, la poursuite des négociations dans le but immédiat d'éviter tout acte conventionnel ».

Les trois caisses d'assurance-maladie (salariés, exploitants agricoles, commerçants et artisans) doivent se réunir cette semaine, pour proposer une date de réunion à la F.M.F.

● Le montant de l'allocation simple à domicile — prestation d'aide sociale attribuée aux personnes âgées de nationalité étrangère qui, en l'absence d'une convention de réciprocité avec leur pays d'origine, ne bénéficient pas de l'allocation spéciale de vieillesse — est fixé, comme cette dernière, à 7 400 francs par an, avec effet rétroactif à compter du 1^{er} décembre 1978. Cette mesure a fait l'objet d'un décret publié au Journal officiel du 5 avril. Le précédent montant s'élevait, depuis le 1^{er} septembre 1979, à 6 400 francs par an, avec un plafond de ressources de 13 800 francs. Le nouveau plafond est fixé à 15 500 francs. Toutefois, il n'est pas tenu compte, dans les ressources, de l'allocation de logement.

LE CHOMAGE EN EUROPE EST LÉGÈREMENT INFÉRIEUR A CELUI D'IL Y A UN AN

Conformément à l'évolution habituelle en cette période de l'année, le nombre des chômeurs dans la Communauté européenne a baissé en février de 1,3 %, revenant à 6 494 300, au lieu de 6 578 400 en janvier.

Avant correction des variations saisonnières, la baisse a été de 5,8 % au Luxembourg, de 4,3 % en Allemagne, de 3,6 % en Belgique, de 2,5 % en France, de 2,2 % aux Pays-Bas. En revanche, la situation s'est aggravée au Royaume-Uni (+1,2 %).

Pour la première fois depuis longtemps, le chômage des femmes a plus diminué que celui des hommes en un mois, au niveau communautaire. Ces chiffres ramènent de 6,1 % en janvier à 6 % en février la proportion des chômeurs par rapport à la population active.

Ce pourcentage de 6 % était précédemment celui de février 1979. Car la comparaison sur un an — qui élimine les phénomènes de variations saisonnières — montre que le chômage européen a été peu varié : — 0,1 % (il était de 6 503 900 personnes en février 1979).



Aujourd'hui, un homme ou une femme de 70 ans, c'est quelqu'un qui n'entend renoncer ni à son indépendance ni à ses loisirs et qui veut poursuivre une vie active. Dès 1971, Hervé Picot a été l'un des premiers à comprendre que cette exigence demandait la création d'un nouveau cadre de vie adapté aux besoins du 3^e âge, ce qui l'a amené à concevoir les Jardins d'Arcadie.



Avoir conçu les Jardins d'Arcadie semble aujourd'hui une idée évidente.

Savoir que tous les appartements des Jardins d'Arcadie sont reliés 24 h sur 24 au service d'infirmières supprime bien des inquiétudes. A côté du Club-House, de ses salles de restaurant, salons et bibliothèque, la possibilité d'avoir une femme de ménage ou de se faire servir ses repas chez soi, d'être libéré de tous soucis pratiques, garantit une totale indépendance.

Depuis 7 ans, la réalisation des Jardins d'Arcadie et le succès rencontré par cette formule témoignent que, dans ces appartements, il fait bon vivre son 3^e âge. Comme tout ce qui est devenu un modèle, avoir conçu les Jardins d'Arcadie semble aujourd'hui une idée évidente.

Après Paris, Bordeaux, Anglet, Pau, Hervé Picot réalise maintenant 5 nouvelles résidences : Biarritz : 34 bis, avenue de la République, 64200 Biarritz. Tél. : (59) 23.07.60. Saint-Maurice : 18, avenue des Canadiens, 94410 St-Maurice. Tél. : 885.55.36. Strasbourg : 6, place Saint-Louis, 67000 Strasbourg. Tél. : (88) 35.50.50. Nantes : 130, rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes. Tél. : (40) 29.33.31. Montpellier : 16, rue St-Vincent-de-Paul, 34000 Montpellier. Tél. : (67) 63.46.36. Vous pouvez vous renseigner sur place ou obtenir une documentation en retournant le bon ci-contre à la résidence de votre choix.

Veuillez me faire parvenir une documentation gratuite sur les Jardins d'Arcadie de : _____

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____ Profession _____

Les Jardins d'Arcadie.
Hervé Picot S.A.
Mieux vivre son 3^e âge est devenu une exigence.

Les verreries d'Albi se fourniront en partie les poubelles des départements

regionalisme
ut de la langue

Voici la nouvelle collection des bijoux Italiens.



Les bijoux italiens les plus beaux du monde
C. EVASION
140, rue de la République, 13001 Marseille

Vittel. Ayez des échanges pleins de vitalité.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

A vendre

implantation récente de 600 m2 sur un niveau avec terrain dans le Haut-Jura, extension possible, pouvant convenir à bureaux, ateliers, commerce.

Ecrire sous n° 10.191 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui transmettra.

CEPES

Centres : Quartier Latin ou Neuilly

LE PREMIER

ETABLISSEMENT DE

PRÉPARATION A

SCIENCES-PO

Groupe de professeurs Charles-Lafitte, 92 Neuilly 722.94.94 ou 745.09.19

LE SOLEIL DE LA SARDAIGNE PLUS VITE PAR VOL DIRECT.

La Sardaigne est de plus en plus proche. Sa mer, son charme, son ambiance vous attendent. Cet été, allez en profiter et allez-y en jet. Les nôtres sont confortables, notre personnel est chaleureux et accueillant. Le temps de prendre un verre et, en moins de 2 h de Paris et 45 minutes

de Nice, vous serez en Sardaigne. Partez en vacances avec nous.

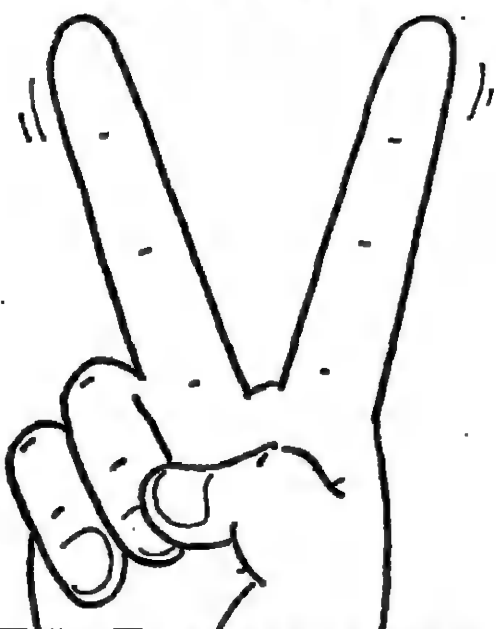
Informations et réservations : Alisarda, Air France, Alitalia et bien entendu chez votre agent de voyages.



ALISARDA
Lignes Aériennes de la Sardaigne.

1, rue de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261.61.50 et 261.61.80.

Vittel. Parlons peu, parlons bien.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

SOCIAL

CORRESPONDANCE

Les assistantes sociales

Après la série d'articles de Nicolas Beau consacrés au métier d'assistante sociale et à la réforme des études menant à cette profession (« Le Monde » des 23 et 24 février), nous avons reçu de nombreux témoignages. Nous publions des extraits des textes les plus significatifs.

Ni la subversion ni le pouvoir

Parmi l'ensemble des travailleurs sociaux, les assistantes sociales passent pour être les plus farouches représentantes de l'ordre établi. On les dit « normatives ». A l'opposé, on les dit « gauchistes ». Dans le titre de votre article du 23 février, ce qualificatif s'applique aux assistantes sociales. (...)

M. Philippe Garrigue, professeur de service social dans une université canadienne, a écrit il y a quinze ans déjà que le service social a toujours été, est et sera toujours, porteur de cette double image simultanément : agent de subversion, agent du pouvoir.

Et pourtant il n'est ni l'un ni l'autre. La réalité de son métier est autre. Mais parce que la réalité est plus complexe que ces visions manichéennes et dualistes et que, pour venir à bout de ces problèmes, il faut des outils, des méthodes, des schémas, des protocoles, la véritable nature du service social échappe à ces schémas simplistes et aux regards superficiels. (...)

Quant à la formation, comme la pratique, elle est sous les feux croisés d'attitudes contradictoires et donc de critiques diamétralement opposées — exemple : trop de théorie, pas assez de théorie. Pourquoi s'en étonner ? Pourquoi s'en émouvoir ?

Depuis, ceux qui rendent « trop de théorie » responsable du prétendu « gauchisme » se trompent lourdement. Ce sont les connaissances superficielles ou mal assimilées qui conduisent aux schémas et aux attitudes simplistes.

Seule une solide formation peut permettre de devenir conscient de tous les niveaux d'implication personnelle et professionnelle dans la pratique, et d'exister, comme un assistant social, hors de toute opposition ou de toute dépendance systématique.

Le Comité d'entente des écoles de service social.

Analyser les besoins

Nous voulons être des agents de développement et de progrès social : des personnes qualifiées pour analyser les besoins sociaux, qu'ils soient individuels ou collectifs, et pour mettre en œuvre l'action sociale nécessaire pour y répondre. Or, pour cela, il nous faudrait avoir de la décision que nous n'avons pas.

On en arrive à la situation suivante : ceux qui connaissent les problèmes sociaux (les travailleurs sociaux en général), n'ont pas les moyens d'agir et ceux qui élaborent la politique sociale ne consultent pas les travailleurs sociaux.

Alors, que l'administration ne nous reproche pas d'être inefficaces !

Qu'elle nous donne plutôt les moyens d'être efficaces !

Mme JEYNOUD (assistante sociale à Orléans).

Une contradiction

S'il est vrai que la profession est essentiellement féminine en France, ce n'est pas le cas pour les autres pays d'Europe, notamment la Belgique et les Pays-Bas. Ne faudrait-il pas chercher les causes de la tristesse qui se dégage de l'image de l'assistante sociale dans les conditions matérielles qui lui sont faites ? En effet, les locaux où elle exerce (pour ne parler que d'elle) sont le plus souvent sales, vétustes, sombres et difficiles d'accès.

Les craintes exprimées par les assistantes interviewées dans votre enquête face aux projets de réforme et leurs réticences quant au bénévolat sont fondées et nous les partageons. Il y a effectivement un tel décalage entre l'esprit de la réforme et la conception que les professionnelles ont de leur travail qu'un doute survient : s'agit-il de la même profession ?

Certaines tâches actuellement demandées au service social concourent d'ores et déjà à l'établissement d'un contrôle social, ce qui est en contradiction avec nos objectifs et notre déontologie.

Cette contradiction se trouvera aggravée par la réforme qui vise à la modification des critères d'admission des candidats dans les écoles de service social et transformera le contenu des études (réduction de l'enseignement des sciences humaines).

Le diplôme ainsi conçu apportera sûrement une dévalorisation de la profession en France alors que, dans bon nombre d'autres pays européens, il est l'équivalent d'une maîtrise et requiert quatre années d'études.

Un groupe d'assistantes sociales polyvalentes de Paris.

Le rôle de l'Université...

Le réseau universitaire de formation de formateurs composé des universités de Caen, Paris-XII - Val-de-Marne, Saint-Etienne, Strasbourg-II et Toulouse-Le Mirail (d'autres universités s'y sont associées récemment) a déjà formé, depuis 1974, près d'un millier de travailleurs sociaux (dont 40 % d'assistantes sociales) dans le cadre d'une licence et d'une maîtrise d'Etat de sciences sociales appliquées au travail, option travail social. Il s'agit d'un enseignement en alternance, premier diplôme national de formation continue (il faut d'ailleurs rappeler que, depuis la réforme des études universitaires, la licence est la première année du second cycle, la maîtrise en étant normalement la seconde année). Selon des formules un peu différentes, Grenoble, Aix-Marseille et Villeneuve ont aussi de telles formations.

De nombreuses assistantes sociales ont aujourd'hui une maîtrise d'Etat sans pour autant avoir accès au cadre, à la fonction publique, car le problème n'est pas le diplôme mais la reconnaissance par les conventions collectives et leur prise en compte par le ministère de la santé.

M. Marc de MONTALEMBERT (université Paris-XII, Val-de-Marne).

... et celui du Secours catholique

Votre article du 23 février laisse entendre à vos lecteurs que, du fait de la crise économique, l'aide du Secours catholique diminue. Je pense qu'il faut s'en référer aux chiffres. Ainsi, pour Paris, les interventions d'urgence du S.O.S. sont les suivantes : de 531 000 F en 1975 à 1 615 000 F en 1979.

Je pense qu'un plan national, et dans toutes les délégations départementales, la courbe est la même. Par contre, ce qui est exact, c'est que nous faisons davantage de demandes de secours. Je pense qu'il faut s'en référer aux chiffres. Ainsi, pour Paris, les interventions d'urgence du S.O.S. sont les suivantes : de 531 000 F en 1975 à 1 615 000 F en 1979.

M. Gabriel LANCIAUD, responsable de la délégation de Paris du Secours catholique.

Chacun son métier

Oui, il est des tâches qui reviennent aux bénévoles, à condition qu'ils ne jouent pas les éléphants chez les marchands de

vaisselle et reconnaissent les limites de leurs éventuelles compétences — nous avons les nôtres. (...) Chacun son métier. Mais trop souvent, nous avons eu maille à partir, non seulement avec des dames d'œuvres, mais avec des militants de tout poil prétendant nous manoeuvrer et nous diriger. Avec des « paumés de l'assistance », trop contents de trouver encore plus « paumés » qu'eux ; des frustrés de la vie conjugale, familiale ou professionnelle, cherchant là une compensation, une promotion, une justification. Le désintéressement, cela n'existe pas. Ou bien, psychanalytiquement, il est aussi suspect. Ce n'est pas qu'une question d'argent, mais aussi de pouvoir qu'on cherche sur autrui et de bonne conscience : nous sommes tous des pharisiens.

Mme Denise MERMOUZE, ex-charge d'études en psychopathologie et psychiatrie sociale.

Une mise au point de l'équipe de Neuilly

Mme Pernot et l'équipe de Circonscription de Neuilly (Hauts-de-Seine) « protestent » contre la manière dont leurs propos ont été rapportés :

Nous avons été citées, ainsi que notre lieu de travail sans avoir personnellement accordé ce droit, et de ce fait les passages nous concernant auraient dû faire l'objet d'une consultation pour vérifier l'authenticité de nos déclarations.

Des erreurs se sont glissées : l'article indique qu'une assistante sociale aurait fait appel à la police pour le placement d'un enfant : il y a eu confusion entre la police et le tribunal pour enfants.

Il s'agissait de réunions de réflexions sur les entretiens en vue d'interruption volontaire de grossesse et non de « réunions d'assistantes sociales s'occupant d'avortement ».

Les possibilités financières évoquées de concertation pas le Centre d'information féminine (CIF) mais la « condition féminine » pour tous ce qui touche l'information.

Enfin, le droit de regard de nombreuses municipalités sur les fichiers des assistantes sociales n'avait été, en fait, présenté que comme un cas exceptionnel porté à notre connaissance.

Une contradiction se révèle aussi sur les propos émis sur le bénévolat, alors que la responsabilité participe à beaucoup de réalisations sociales de certaines associations concernant les personnes âgées. Les réalisations citées comme l'œuvre de Mme Pernot sont une collaboration entre les bénévoles et elle-même.

Malgré cette mise au point nous ne remettons pas en cause le contenu de l'article qui a mis en évidence, à la fois les difficultés de l'exercice quotidien de cette profession dans le contexte socio-économique actuel, et le malaise des assistantes sociales face au projet de réforme qui tendrait à dévaloriser la profession.

P.M.E. créant, fabriquant, commercialisant

des lunettes sous différentes marques, cherche pour continuer son développement à s'associer.

Ecrire sous n° 10.191 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui transmettra.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Direction de l'Instruction

Avis d'Appel d'offres national et international

A.O. N° 01-80 MDN/DI/SDM

Un appel d'offres national et international est lancé pour la fourniture de :

- 01 - Table lumineuse réglable avec appareil à dessiner ;
- 01 - Châssis contact avec meuble de rangement ;
- 01 - Banc de reproduction horizontal ;
- 01 - Machine à développer automatique ;
- 01 - Lot de fourniture et pièces d'usure pour une durée d'une année.

Les cahiers des charges sont à retirer auprès du Ministère de la Défense Nationale, Direction de l'Instruction les Tagarins, Alger.

Les dossiers de soumissions doivent être expédiés en courrier recommandé sous double enveloppe à l'adresse suivante : MDN/DASC (Soumission - Ne pas ouvrir), B.P. 298 Alger, Gare.

Les dossiers de soumissions devront parvenir au plus tard trente (30) jours à compter de la date de la première publication du présent avis.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce conformément aux dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

صكناحت الأصل

AFFAIRES

LA PRÉPARATION DU VIII^e PLAN

Comment maîtriser et faire accepter les bouleversements technologiques ?

Comment maîtriser les progrès de la technologie afin d'assurer un développement harmonieux de la croissance économique indispensable à l'amélioration du bien-être de tous : tel est schématiquement résumé le thème du rapport de prospective à long terme (1) élaboré pour la préparation du VIII^e Plan par M. André Danzin, aidé d'un groupe d'experts indépendants et présenté le jeudi 27 mars à la presse par M. Michel Albert, commissaire général au Plan.

Dans une approche préliminaire, M. Danzin pose la question : « Prométhée n'est-il pas en somme ? », pour répondre immédiatement : « Il est bien évident. » Mais par peur, ajoute-t-il, on a tendance à nier la technologie. Il importe donc avant toute chose de briser cette peur. De quelle façon ? M. Danzin préconise le dialogue et la multiplication des débats. « Le Plan est un des grands carrefours où l'on se rencontre. »

M. Danzin formule ensuite un certain nombre de propositions. Pour parvenir à gouverner les progrès technologiques et permettre à la société française d'affronter dans les meilleures conditions les mutations en cours, il sera nécessaire d'intervenir dans cinq domaines-clés.

● **L'éducation et la formation.** — Elles sont, aujourd'hui encore, inadéquates à la situation, en raison principalement de l'impossibilité de transmettre toutes les connaissances acquises. Les conditions de vulgarisation scientifique et technique doivent donc être améliorées.

● **L'information.** — Elle n'est

pas suffisamment libre et plurielle avec une tendance à la rétention. Il convient de l'abolir.

● **La recherche et le développement.** — Jusqu'ici, les efforts quantitatifs, comparés à ceux déployés par d'autres pays, se sont révélés, en France, insuffisants. Il faudra les intensifier, mais, en même temps, renforcer le système sur le plan qualitatif.

● **L'appareil productif.** — La France a été trop attachée à mettre en œuvre de gros moyens (E.D.F., C.R.A., etc.). À côté de ces « grosses molécules », il y a eu de petites (P.M.E.), créatrices de richesses et d'emplois. Dans un esprit de compétitivité globale, il faut recréer un tissu inventif. En d'autres termes, le système doit accepter une « dynamique de progrès ».

● **Emploi.** — Des efforts compensatoires sont nécessaires pour développer les activités en matière de création d'emplois incorporant un taux élevé de valeur ajoutée. Avec les gains de productivité escomptés, le développement des nouvelles technologies continuera la meilleure protection contre le sous-emploi, à condition de bien définir les nouvelles relations homme-machine.

« Il reste, conclut M. Danzin, que nos constructions prennent l'Hexagone pour centre. Or ce n'est pas seulement la société française qu'il faut servir. D'ailleurs elle ne se porte pas si mal. C'est ensemble du monde qui est en danger. »

(1) La Société française et la technologie. (La Documentation Française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris.)

BESANCON, CAPITALE DES MICROTECHNIQUES ?

(De notre correspondant)

Besançon. — Un groupe de travail constitué par des représentants du centre des jeunes dirigeants de la ville de Besançon, de l'Agence d'industrialisation et de développement des Deux Savoies, du Centre de commerce et d'industrie, des organisations horticoles et agricoles et de l'administration, a tenu à Besançon la 12^e conclusion que Besançon était... « un produit vendable ».

En faisant sur les qualités particulières d'une main-d'œuvre formée aux travaux minutieux, sur la présence d'un fort potentiel de formation et sur l'efficacité des organismes de recherche, ce groupe propose que Besançon se forge la réputation d'un lieu privilégié où devraient se développer les activités liées aux microtechniques, c'est-à-dire tout ce qui implique la maîtrise de technologies appliquées aux objets de petites dimensions.

Il s'agit d'attirer tout à la fois les firmes spécialisées dans la production ou la sous-traitance de matériel médical et chirurgical, d'ensembles destinés à l'industrie aéronautique ou spatiale, en fin des éléments pour l'électronique, l'informatic, la robotique, l'industrie automobile... — C.F.

Constructeur britannique de moteurs d'avions

ROLLS-ROYCE A PERDU 50 MILLIONS DE LIVRES AU COURS DU DERNIER EXERCICE FISCAL

Le constructeur britannique de moteurs d'avions Rolls-Royce a annoncé le mois prochain qu'il a enregistré plus de 50 millions de livres de pertes (environ 85 millions de francs) pour l'exercice fiscal 1979-1980. Selon le quotidien londonien « The Times » qui publie la nouvelle, cette situation devrait raviver la querelle qui oppose entre la firme aéronautique et le National Enterprise Board (NEB) par l'intermédiaire duquel le gouvernement détient la totalité des parts de Rolls-Royce.

Dans l'immédiat, les nouvelles mesures prises par le gouvernement pour que la société britannique puisse faire face à la situation consistant à allouer pour cette année 64 millions de livres pour le programme de développement du moteur à forte poussée XN-55 et 22 millions de livres supplémentaires pour les besoins de l'entreprise elle-même.

● **La société ouest-allemande A.E.G.-Telefunken et le fabricant américain Modular Computer Systems Inc. (MOCOSI)** vont créer une filiale commune en R.F.A. dénommée A.T.M. Computer. Elle emploiera quatre cent cinquante personnes et fabriquera du matériel informatique.

LA GRANDE COLÈRE DES SOUS-TRAITANTS DU BATIMENT

(De notre correspondant)

Les sous-traitants du bâtiment ont une colère. Le dépôt de bilan de la S.N.C.B. (« la sncb » du 28 mars) et les menaces qu'il fait « sur les entreprises du second œuvre ont fait déborder la coupe. Le 2 avril, au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Girard, président du Syndicat national des entreprises du second œuvre du bâtiment (S.N.E.S.O.), a pris pour thème, à la sous-traitance, le sous-motif. Chacun en a pris pour son grade : les entreprises générales à l'appui bancaire et à l'octroi essentiellement financier ; les banques, qui ne font que le jeu ; l'Etat, incapable de faire respecter les réglementations.

Pour le S.N.E.S.O., le dépôt de bilan de la S.N.C.B. est le résultat de la conjonction de deux maux : la dévotion des marchés à l'entreprise générale et les conditions de sous-traitance. « Le mode de dévolution des marchés détermine la structure économique du bâtiment. Actuellement, la priorité est donnée à l'entreprise générale au détriment de la sous-traitance », a-t-il affirmé. M. Girard a également souligné que la S.N.C.B. a été créée par son comité directeur, le S.N.E.S.O., qui propose pour défendre ces firmes moyennes, la généralisation d'un « droit de sous-traitance » à la lettre et à la sauvegarde des mesures protégeant les sous-traitants ».

Les entreprises du bâtiment d'Ile-de-France sont inquiètes.

Les entreprises du bâtiment de la région d'Ile-de-France viennent d'écrire à M. Michel Girard, président du conseil régional, pour souligner « les conséquences très graves » que vont produire les récentes mesures gouvernementales concernant le crédit. « Ces déviations affecteront particulièrement, essentiellement, les habitants de l'Ile-de-France, qui ont déjà les plus grandes difficultés à se loger dans de bonnes conditions. Elles touchent également l'activité des vingt mille entreprises de cette région et l'emploi de leurs deux cent cinquante mille salariés. » Ils affirment que « des milliers de familles par mois devront fuir, voir quitter leur projet d'achat d'une résidence principale ».

● **ERRATUM.** — Dans l'article publié dans le Monde du 3 avril sous le titre « Coopération, prestige et profit », nous aurions dû indiquer à propos de l'aide française au développement, la France ne s'engage en réalité que moins de 0,4 % (de son produit national à cette aide), non comprise l'aide apportée aux DOM-TOM au lieu de 0,4 %, y compris... a.

L'Astrolabe
menu à 130 F
(service et boisson inclus)
et « Grande Carte »
40, rue La Fayette - 75001 Paris
Tél. 500.83.47
ouvert de 11h à 1h
• Salons pour 20 personnes •

LES RELATIONS COMMERCIALES FRANCO-BULGARES

Les gros contrats se font attendre

Sofia. — La grande commission économique franco-bulgare, qui vient de se réunir à Sofia, a achevé ses travaux par la signature d'un protocole d'accord. Ce texte, approuvé par MM. Jean-François Deniau et Christo Cristov, les ministres du commerce extérieur des deux pays, précise que Paris soutiendra la demande de la Bulgarie relative à son accession au système des préférences tarifaires généralisées de la C.E.E. et à son adhésion au GATT.

Le commerce extérieur est essentiel pour la Bulgarie. Il assure, selon le président de la Chambre de commerce et d'industrie, Penkov, les trois quarts du revenu national du pays. Sur 15 milliards de leva (devise (1) d'échanges en 1979), le commerce avec l'U.R.S.S. en représente à lui seul la moitié. Avec l'ensemble des pays du COMECON, le montant a été de 115 milliards ; il a représenté avec les pays capitalistes avancés, 3,35 milliards et avec les pays en voie de développement 1,18 milliard.

Les indicateurs actuels — augmentation brutale des prix des matières premières et de l'énergie, répercussions de l'inflation — ont entraîné du fait de la part prépondérante des échanges de la Bulgarie avec la zone Est, soit 50 % du total, a déclaré M. Penkov, une situation désastreuse. Le vice-ministre du commerce extérieur au cours du colloque de la Chambre de commerce internationale (C.C.I.) qui s'est tenu à Sofia.

Cependant, l'examen à Sofia des projets de coopération industrielle en cours n'a pas favorisé un excès d'optimisme du côté français. M. Jean-François Deniau, qui a été reçu par le chef de l'Etat bulgare, a laissé entendre qu'un prochain voyage en France de M. Todor Jivkov serait sans objet, faute de la signature d'un contrat important.

Du côté bulgare, M. Cristov a insisté sur le réajustement des échanges, qui

De notre envoyé spécial

Toutefois, les relations avec les pays occidentaux, même si elles progressent en pourcentage plus vite que les échanges avec les pays de l'Est, comme l'affirme M. Dimitar Drakov, directeur général au ministère du commerce extérieur, restent limitées. Elles devraient augmenter en volume de 1,5 % en 1980 et de 7 % en 1981.

Pour la première fois en 1979, la balance commerciale bulgare avec les pays occidentaux a été équilibrée ; les échanges ont augmenté de 20 %, mais l'équilibre a été dû surtout à une limitation des importations. La France est devenue le second partenaire commercial occidental de la Bulgarie, derrière l'Allemagne fédérale, et devant l'Italie, seconde en 1978. Mais la Bulgarie est le dernier des partenaires commerciaux de la France au sein du Comecon.

Tabac et essence de rose

La France a exporté en 1979 pour un montant de 602 millions de francs (+ 42 % par rapport à 1978) : 141,7 millions de produits métallurgiques, 75,8 de céréales (contre 6 en 1978), 80,4 de biens d'équipement mécaniques, 39,7 de matériels de transport (essentiellement des semi-remorques de Renault-Véhicules Industriels), 39,9 de matériels électriques, 35,4 de caoutchouc et 34,9 de biens d'équipement électrique. A noter que le chapitre livres et journaux diminue régulièrement. Le 3 avril, les trois ans, de 1,7 à 1,4 million.

La Bulgarie a vendu en France, en 1979, pour 292 millions de francs (+ 15 %) : 56,9 millions de produits pétroliers (contre 15,4 en 1978), 17,5 de produits agricoles, 17,5 de produits chimiques, 17,5 de produits textiles, 17,5 de produits alimentaires, 17,5 de produits pharmaceutiques, 17,5 de produits cosmétiques, 17,5 de produits de beauté, 17,5 de produits de parfums, 17,5 de produits de toilette, 17,5 de produits de soins, 17,5 de produits de santé, 17,5 de produits de bien-être, 17,5 de produits de confort, 17,5 de produits de plaisir, 17,5 de produits de prestige, 17,5 de produits de luxe, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute technologie, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de produits de haute fiabilité, 17,5 de produits de haute sécurité, 17,5 de produits de haute résistance, 17,5 de produits de haute durabilité, 17,5 de produits de haute efficacité, 17,5 de produits de haute précision, 17,5 de produits de haute exactitude, 17,5 de produits de haute pureté, 17,5 de produits de haute qualité, 17,5 de produits de haute performance, 17,5 de

ÉNERGIE

En Chine

La production pétrolière dépasse 100 millions de tonnes par an

Pékin semble peu désireux d'accélérer l'exploitation de ses gisements

De notre envoyé spécial

Renqiu. — L'un des trois principaux gisements pétroliers de la Chine populaire est désormais en production à 150 kilomètres à peine au sud de Pékin. Les participants au Séminaire international de géologie pétrolière qui vient de se tenir dans la capitale chinoise (1), ainsi que quelques journalistes, ont été invités à visiter une partie de ces installations. Il s'agit d'un des tout derniers nés de l'industrie chinoise du pétrole mais qui grandit vite puisque l'ensemble du gisement, actuellement réparti en cinq exploitations, n'a été découvert qu'en 1975 et produit déjà quelques 18 millions de tonnes chaque année. Cela représente plus d'un sixième de la production nationale chinoise et pratiquement autant que la production des champs pétroliers de Shengli, proches de l'embouchure du fleuve Jaune, actuellement en déclin, mais qui occupaient, jusqu'à présent, la seconde place après ceux de Daqing (50 millions de tonnes) dans l'extrême nord-est du pays. A elle seule, l'exploitation de Renqiu produit actuellement une dizaine de millions de tonnes par an, qui sont expédiées par pipe-line soit vers Pékin, soit vers le Sud, principalement pour la consommation intérieure.

Les puits de Renqiu, au nombre d'une centaine, sont de profondeur variable (entre 2 000 et 4 000 mètres) et l'exploitation se fait, comme dans tous les champs pétroliers chinois, par réinjection d'eau dans le gisement. Le brut est d'une qualité comparable à celui de Daqing, avec un contenu de paraffine de l'ordre de 16 % à 22 %.

Une politique prudente

La politique actuelle est prudente. Plutôt que d'intensifier l'exploitation à partir des puits existants, elle vise à élargir la zone de l'exploitation. Aussi les derrick de forage continuent-ils à s'élever au milieu des plates cultures de la plaine du Hebei que les premières pousses du blé de

printemps commencent à peine à tenter d'un duvet vert.

Car Renqiu, qui s'étend sur environ 200 kilomètres carrés est surtout un gisement d'avenir. Il s'agit là d'une structure géologique particulièrement favorable. Des pressions croissantes dues à la sédimentation ont fait monter le pétrole vers les poches où il a été conservé. Les mêmes structures se retrouvent sur une surface de 30 000 kilomètres carrés allongée selon un axe nord-sud dans la région de Pékin. Les géologues chinois déclarent qu'ils ne peuvent suffire à la tâche et

concentrent en conséquence, à l'heure actuelle, leurs investigations sur un tiers de cette superficie. Une quarantaine de gisements intéressants mais d'importance inégale ont déjà, disent-ils, été repérés.

Renqiu et la région qui l'environne offrent donc les riches perspectives d'une source d'énergie à la fois proche des centres industriels de Pékin et de Tianjin et peu éloignée de la côte. Ce qui amène à s'interroger sur les plans à moyen et long terme de la Chine en ce qui concerne le développement de ses ressources en hydrocarbures. Parmi les gisements

de premier plan (et qui ont fourni au moins 80 % des 106 millions de tonnes produites en 1979) un seul, celui de Shengli, est sans doute en voie d'épuisement. Le plus important, Daqing, prévoit de maintenir sa production actuelle pendant les dix prochaines années. Les autres gisements sont nombreux. L'exploration va bon train (y compris au Xianjiang et au Qinghai) et l'on apprend aujourd'hui que ceux de la région de Pékin offrent des richesses que les géologues n'ont pas encore au temps d'inventorier, mais qui permettent déjà l'extrapolation de près de 20 millions de tonnes par an. Enfin, l'exploration des gisements offshore ne fait que commencer dans le golfe de Bohai comme en mer de Chine méridionale.

On ne peut qu'être surpris dans ces conditions par la modeste relative des projets chinois qui ne prévoient, au grand maximum, qu'un accroissement moyen de la production inférieure à 10 % par an d'ici à 1990 (alors que cet accroissement avait atteint 20 % en 1975 et 13 % en 1978). Cela compte tenu du fait que, indépendamment de la consommation intérieure et des capacités nationales limitées pour le raffinage, les exportations de brut sont censées constituer pendant plusieurs années un des principaux moyens de financement du commerce extérieur.

En bref, la Chine donne l'impression de freiner volontairement l'expansion de sa production pétrolière, soit qu'elle manque encore de moyens pour mettre en valeur les gisements reconnus, soit qu'elle entende faire des économies pour l'avenir, soit enfin que certains choix décisifs dans sa politique énergétique n'aient pas encore été arrêtés.

ALAIN JACOB.

(1) Patronné conjointement par l'Organisation des Nations unies pour la coopération technique et le développement et les services chinois de recherche et d'exploitation pétrolières.

MONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ des + des	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U. ...	4,5420 4,5460	-225 -235	-510 -475	-1270 -1290
£ G.B. ...	3,8010 3,8050	-185 -195	-450 -415	-1025 -1045
Yen (100) ...	1,7380 1,7390	-25 -35	-65 -75	-155 -165
DM ...	2,3030 2,3070	+ 51 + 55	+ 125 + 135	+ 270 + 280
Fr. S. (100) ...	14,2417 14,2476	-355 -365	-1110 -1090	-2555 -2535
Fr. S. (100) ...	2,4236 2,4288	+ 130 + 140	+ 225 + 235	+ 545 + 555
Fr. S. (100) ...	4,9336 4,9382	-225 -235	-550 -515	-1275 -1295
Fr. S. (100) ...	9,6945 9,7122	-455 -465	-1110 -1090	-2555 -2535

TAUX DES EURO-MONNAIES

	1/2	3/12	3/18	3/18	3/18	3/18	3/18	3/18	3/18
DM ...	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
£ G.B. ...	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Fr. S. (100) ...	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Fr. S. (100) ...	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Fr. S. (100) ...	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Fr. S. (100) ...	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Fr. S. (100) ...	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Fr. S. (100) ...	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Fr. S. (100) ...	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Faits et chiffres

Étranger

BELGIQUE

● Les salaires des ouvriers belges dans l'industrie (sidérurgie et charbonnages non compris) ont augmenté de 7 % de janvier 1979 à janvier 1980, selon l'Institut national des statistiques. La hausse des salaires au cours du dernier trimestre de 1979 a été de 2,1 % (1,9 % en 1978 et 3,2 % en 1977). — (A.F.P.)

ÉTATS-UNIS

● Les investissements en biens d'équipement des filiales étrangères des compagnies américaines atteindront 48,4 milliards de dollars en 1980, en hausse de 26 % en valeur sur 1979, estime le département du commerce. Une progression du même ordre avait été enregistrée l'an dernier. Les filiales étrangères des compagnies pétrolières américaines investissent quelque 15,4 milliards de dollars (+ 29 %, contre + 19 % en 1979). Pour les autres secteurs industriels, les investissements atteindront 33,9 milliards de dollars (+ 25 %, contre + 21 % en 1979). — (A.F.P.)

● Le conseil américain des salaires et des prix a demandé le 27 mars aux firmes américaines, afin de tempérer l'inflation, d'établir sur le second et troisième trimestres de 1979 les augmentations de prix « permises », auxquelles elles envisagent de procéder d'ici le 30 juin.

ITALIE

● Les heures de travail perdues pour cause de grève en Italie ont augmenté de 160 % en 1979, ayant atteint 185,5 millions. Selon l'Institut des statistiques, ce résultat doit être attribué à la multiplication des grèves lancées à l'occasion du renouvellement des conventions collectives dans de très nombreux secteurs.

R.F.A.

● Les salaires de quelques deux millions de travailleurs et d'employés du secteur public de R.F.A. seront augmentés de 6,3 % au terme d'un accord intervenu récemment entre les employeurs et le syndicat des services publics ouest-allemands (O.E.T.V.). Un à deux jours de congés supplémentaires seront accordés. Le syndicat réclame un relèvement des salaires de 9 %.

Pétrole: le monde entier se creuse la tête. Nous creusons dans le monde entier.

La terre cache encore d'abondantes réserves de pétrole et de gaz naturel. Pourtant, le prix du pétrole ne cesse d'augmenter. Pour améliorer la sécurité des approvisionnements, toutes les compagnies pétrolières se retroussent les manches.

Il faut désormais redoubler d'efforts pour chercher hors des zones traditionnelles de production, dans des conditions souvent difficiles. Par exemple, dans les régions polaires et au fond des océans. La recherche et la mise en valeur de ces nouveaux gisements réclament une grande maîtrise technologique et des investissements considérables.

Voilà pourquoi, cette année, l'ensemble des compagnies pétrolières va investir plus de 200 milliards de francs dans le monde entier pour l'exploration et la production. L'industrie pétrolière française participe activement à cet effort dans une cinquantaine de pays.

Les compagnies pétrolières investissent pour que la France ait du pétrole.

Centre Français d'Informations Pétrolières, 16, avenue Kléber, 75116 Paris.



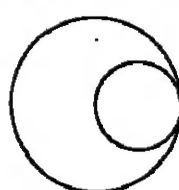
Devenez à la 7^e ban

SOCIÉTÉ augmentat

Nous sommes proches
soyez proches de nous

مركز أمن الأمل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Crédit Universel

Banque de dépôts
S.A. au capital de F 89.861.700
Siège social : 152, boulevard Haussmann,
75008 PARIS
RCS Paris B 812 040 089 - Code APE 8902

**EMPRUNT DE 150 MILLIONS DE FRANCS
A TAUX VARIABLE
ET A TAUX FIXE OPTIONNEL**
représenté par 75.000 obligations de F 2.000 nominal

Prix d'émission : F 2.000 par obligation.
Jouissance : 7 avril 1980.
Durée : 8 ans.
Intérêt annuel : Taux variable égal à la moyenne des taux moyens mensuels du marché monétaire, majorée de 11 % de la valeur de cette moyenne.
Cet intérêt sera payable le 7 avril de chaque année.
Intérêt minimum garanti : 10,70 %.
Option d'échange : Les obligations à taux variable pourront être échangées, entre le 8 avril 1984 et le 7 juin 1984, contre des obligations à taux d'intérêt fixe de 11,70 %.
Amortissement normal : En totalité le 7 avril 1988 par remboursement au pair, ou avant cette date par rachat en Bourse de 7.500 obligations au maximum chaque année.
Amortissement anticipé : Uniquement par rachat en Bourse ou offres publiques d'achat.
Cotation : L'admission à la cote officielle sera demandée dès la clôture de la souscription.

Une note d'information (voir C.D.B. n° 80-42 du 17 avril 1980) est mise à la disposition du public auprès des établissements chargés de l'émission et du dépôt administratif de CRÉDIT UNIVERSSEL, Service de la Documentation, 51, boulevard des Dames, 75008 PARIS (15^e arr.) - Tél. 31.41.41.

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Le conseil d'administration de la société a arrêté, le 25 mars 1980, les comptes de l'exercice 1979.
Les résultats locaux et produits accessoires ont atteint 43.896.000 francs contre 38.128.000 francs en 1978, soit une augmentation de 4.768.000 francs (+12,5 %).
Les profits nets d'exploitation s'établissent à 18.122.000 francs contre 13.487.000 francs (+34,36 %), après amortissements et provisions courantes pour 10.350.000 francs. Le compte des pertes et profits a pour sa part enregistré des plus-values de cession pour un total net de 4.912.000 francs.
Ces résultats satisfaisants ont été malheureusement encore affectés par des provisions exceptionnelles d'un montant total de 12.307.000 francs, dont 8.638.000 en vue de couvrir totalement la participation de la S.F.L. dans l'U.F.P.I., laquelle accuse des pertes importantes pour l'exercice 1979. Toutefois, la S.F.L. a pris les dispositions nécessaires pour avoir plus désormais à supporter de perte du chef de cette participation.
Dans ces conditions, le bénéfice net de l'exercice 1979 s'établit à 7.285.000 francs. Le Conseil proposera à l'assemblée, convoquée pour le 30 juin 1980, de reprendre la distribution du dividende suspendue l'année dernière et de fixer celui-ci à 18 francs (soit 36 francs y compris l'avoir fiscal).
Après cette étape importante dans la solution des problèmes auxquels a dû faire face la société au cours des dernières années, le Conseil a la conviction que les actionnaires pourront, dès l'exercice 1980, participer pleinement aux profits procurés par son exploitation courante.



Emprunt de 500 000 000 F en 250 000 obligations de 2 000 F nominal garanti par l'Etat

Prix d'émission : le pair, soit 2 000 F
Date d'émission : 8 avril 1980
Jouissance : 18 mars 1980
Durée : 15 ans
Amortissement : en 15 annuités constantes à partir du 18 mars 1980
Cotation : l'admission à la cote officielle (Bourse de Paris) sera demandée dès la clôture de l'émission.
Intérêt annuel : **14,60 %**
Rendement actuariel brut : **14,75 %**

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE Office National des Aliments du Bétail « SECTEUR AVICULTURE »

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAIS

Suite aux appels d'offres lancés le 17 mars 1980 pour la fourniture de :

- poussins d'un jour chair ;
- poussins d'un jour ponte ;
- emballages pour poussins et œufs.

Les sociétés ayant retiré les cahiers de charges sont informées que la date limite de remise des offres est prorogée jusqu'au 12 avril 1980, à 16 heures.



CREDIT LYONNAIS

M. Claude Pierre-Brossollet, président du Crédit Lyonnais, a présenté au conseil d'administration, réuni le 3 avril, les résultats de l'exercice 1979 qui seront soumis le 25 mai prochain à l'approbation du collège représentant les actionnaires.
Le total du bilan s'établit au 31 décembre 1979 à 333.821 millions de francs contre 287.361 millions de francs au 31 décembre 1978, marquant ainsi un accroissement de 19 %.
Les dépôts de la clientèle, qui représentent 143.182 millions de francs, ont progressé de 13,4 %. Esprités en capitaux moyens annuels ils ont augmenté de 15,3 %.
Avec un montant global de 143.707 millions de francs, les crédits distribués se sont accrus de 18,7 %, leur croissance en capitaux moyens annuels étant de 12,9 %. Les concours destinés à l'équipement des petites et moyennes entreprises et au financement des exportations ont fait l'objet d'une plus forte demande.
Le produit d'exploitation a atteint 8.511 millions de francs, en augmentation de 14,9 %.
Les frais généraux, dont la pousse a pu être efficacement contrôlée, se sont élevés à 7.086 millions de francs, en progression de 10,2 % seulement. Les charges salariales et sociales qui en constituent la partie la plus importante (11.111 millions de francs) se sont accrues de 13,7 %, le montant des rémunérations proprement dites progressant de 11,4 %.
En définitive, grâce à la bonne activité de l'établissement en France et à son expansion à l'étranger, grâce aussi à de nombreux gains de productivité, le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions, 1.514 millions de francs, s'est inscrit en hausse de 42,9 % sur celui de 1978 qui avait lui-même, à son tour, régressé d'environ 10 % par rapport à celui de l'exercice 1977.
Les provisions constituées au titre des débiteurs douteux ont été inférieures à celles de l'exercice précédent (402 millions de francs au lieu de 415) ; cette diminution a toutefois été partiellement contrebalancée par la nécessité de constater une dépréciation de 132 millions de francs sur les titres détenus en portefeuille, en raison de la baisse des cours des obligations.
Le bénéfice net de 1979 s'élève finalement à 297 millions de francs après constitution d'une provision pour impôt sur les bénéfices de 331 millions de francs ; il laisse apparaître un progrès important sur celui de 1978 qui s'était élevé à 220 millions de francs après déduction de 32 millions de francs seulement d'impôt sur les bénéfices.
Afin de renforcer les capitaux permanents du Crédit Lyonnais et de contribuer au développement de son activité dans le respect de la nouvelle réglementation relative aux fonds propres des banques, l'Etat vient de lui consentir un prêt à caractère spécial d'un montant de 500 millions de francs. Dans les circonstances actuelles, cette formule est apparue comme la mieux adaptée aux besoins de la banque nationale. Les capitaux permanents du Crédit Lyonnais s'élèvent désormais, avant affectation du résultat net de 297 millions de francs de l'exercice 1979, à 7.555 millions de francs, dont 4.453 millions de francs de fonds propres.

Vous aimez le Commerce et le milieu médical vous attire
Vous souhaitez un emploi dans un secteur en expansion
Venez vous inscrire à
l'ECOLE SUPERIEURE D'ADMINISTRATION DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE
pour y suivre une formation de

délégué médical

de niveau BAC + 2 années, sans qualification professionnelle, chercheur d'emploi en plan de formation, à l'ESAC les cours intensifs en salle sont alternés avec des stages spécialisés au sein de laboratoires et groupes importants qui vous assureront les débouchés professionnels que vous recherchez.



Adresser photo, C.V. :
9-11, rue de la Petite Pierre 75011 PARIS
Tél. 379.97.68

Etablissement privé d'enseignement supérieur.



**Devenez actionnaires
de la 7^e banque mondiale.**

SOCIETE GENERALE augmentation de capital

Prix d'émission : F 200
Jouissance : 1^{er} janvier 1980
Délai de souscription : du 8 avril au 8 mai 1980 inclus
Droit préférentiel de souscription :
UNE action nouvelle pour VINGT actions anciennes
Avantage fiscal :
montant de la souscription susceptible d'être déduit du revenu imposable dans les conditions prévues par la loi "Monory".

Une note d'information qui a reçu le visa 80-33 en date du 18.3.1980 de la Commission des Opérations de Bourse est mise, sans frais, à la disposition du public au siège social et dans tous les guichets.

**Nous sommes proches de vous,
soyez proches de nous.**



CdF Chimie

LE 2^e CHIMISTE DE FRANCE

Chiffre d'affaires consolidé :
10 milliards de francs dont 35 % à l'étranger

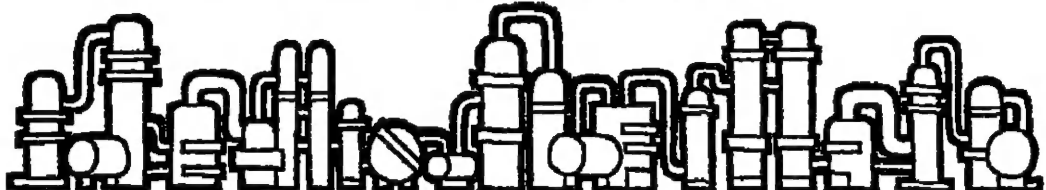
La qualité de ses fabrications et la fiabilité de ses procédés mis en œuvre dans ses centres de production sont à l'origine de l'essor international de CdF Chimie.



CdF Chimie

DANS UN MONDE QUI CHANGE, CdF CHIMIE S'ADAPTE

tour aurore - place des reflets - cedex 5 - 92080 paris défense 2
tél. : 778.51.51 + telex : CDFCH 610826 F



RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

PROJET : C.F.P. SKIKDA

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé pour la construction d'un Centre de formation professionnelle à SKIKDA. Consultation des dossiers : les dossiers peuvent être consultés et retirés à la Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement, Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle, 4, chemin EL-BACHIR EL-BACHIR, Alger, contre paiement des frais de reproduction.

Les offres complètes accompagnées des pièces administratives requises devront parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse suscitée avec la mention : « À ne pas ouvrir ». Soumission projet de construction d'un C.F.P. à SKIKDA, au plus tard le 5 juin 1980. Ce projet entre dans le cadre d'un financement de la Communauté Économique Européenne. La participation à cet appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales de la République Algérienne Démocratique et Populaire et des États membres de la Communauté Économique Européenne.

N.B. — Les intéressés peuvent soumissionner pour tout ou partie des solutions suivantes :

A) Solution administrative, à savoir conforme au projet architectural disponible ;

B) Solution respectant le plan de masse et les gabarits existants, mais présentant une variante pour un système constructif et finitions adaptés au type de projet en objet ;

C) Solution industrialisée adaptée au type de projet en objet et conforme au programme fonctionnel du projet mais présentant une variante tant pour le système constructif et les finitions que pour le plan de masse et les gabarits.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE CENTRALE
DE CRÉDIT COOPÉRATIF

Au cours de sa séance du 27 mars 1980, le conseil d'administration de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif, sous la présidence de M. Jacques Moreau, a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront soumis à l'assemblée générale qui se tiendra le 31 mai prochain, et examiné la situation de l'ensemble du groupe.

Au cours de l'exercice 1979, le groupe du Crédit coopératif a versé 1 milliard 400 millions de francs de concours à moyen et long terme (dont 611,6 millions de francs pour la seule Caisse Centrale) contre 1 milliard 206 millions de francs en 1978, soit une progression de 21 %. Parallèlement, le résultat brut financier de la Caisse Centrale est

passé de 18,40 à 20,60 millions de francs (+ 12 %) pour la seule Caisse Centrale et celui du groupe de 34,83 à 47,55 millions de francs (+ 37 %). Les fonds propres de la Caisse Centrale ont atteint 107,06 millions de francs en 1979 et sont ainsi en augmentation de 15,96 millions de francs sur la fin 1978 (+ 18 %).

Confiant dans l'avenir des mouvements d'économie sociale qui la constituent et ont recouru à ses services, le Crédit coopératif a décidé de faire construire en pleine propriété à La Défense un immeuble où seront regroupés, à partir de 1982, ses services centraux, à l'heure actuelle dispersés dans le huitième arrondissement de Paris. Parallèlement, de nouvelles délégations régionales sont constituées.

(Publicité)
**PLACEMENT DIAMANT
OU S'INFORMER ?**

Le Centre d'Information Union de Diamantaires, 17 rue St-Florentin, 75006 Paris Tél. (1) 260.36.32 — (24 lignes groupées), est ouvert au public du lundi au vendredi de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

COMPAGNIE LYONNAISE
IMMOBILIÈRE

Le conseil d'administration s'est réuni le 1^{er} avril 1980 afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1979. Il a fixé au 15 juin prochain, à Lyon, la date de l'assemblée générale ordinaire.

Le domaine de la société comprend actuellement quatre-vingt-trois ensembles immobiliers représentant trois mille six cent soixante-dix-sept appartements, soit 274 700 mètres carrés de surfaces habitables et 17 900 mètres carrés de bureaux et locaux commerciaux ou professionnels.

Sur l'ensemble de l'exercice 1979, le taux d'occupation des appartements a été voisin de 80 %. Il reste actuellement très proche de ce taux.

Les recettes locatives au titre de l'exercice 1979 se sont élevées à 48 416 000 F. À ce montant s'ajoutent les indemnités compensatrices de 1978, évaluées à environ 1 milliard 700 000 F.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 35 178 400 F contre 30 346 340 F pour 1978. L'exercice 1979 ayant enregistré 2 741 571 F de plus-values nettes à long terme contre 1 016 176 F en 1978.

Compte tenu de ces résultats, le conseil d'administration propose à l'assemblée des actionnaires de porter le dividende à 10 F par action (dont 2,21 F exonérés d'impôt) contre 9 F au titre de l'exercice précédent.

Les résultats satisfaisants des premiers mois de l'exercice 1980 par suite, en particulier, de la bonne occupation des appartements et des bureaux, permettant d'envisager pour l'exercice en cours, une nouvelle progression du dividende.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque nationale de Paris, société anonyme au capital de 871 000 000 de francs, dont le siège social est à Paris (8^e), 14, boulevard des Capucines, inscrite au registre du commerce de Paris sous le n° 3 002 042 440, informe le public que la S.A. Valorimmo, dont le siège social est à Paris (8^e), 24, rue d'Alsace, ayant décidé de demander la déchéance d'une caution auprès d'un autre établissement, à savoir la Caisse de garantie de la F.N.A.I.M., d'un commun accord avec cette dernière, la garantie qu'elle lui avait accordée le 21 mars 1979 et relative aux opérations de transactions immobilières et sur fonds de commerce cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1973).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toute créance ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 21 janvier 1970 et restant couvertes par la Banque nationale de Paris, à condition d'être produites par la créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de l'Agence Trésor de la Banque nationale de Paris, 14, boulevard des Capucines, 14, place d'Estienne-d'Orville.

SIGNALEMENT D'UNE MARQUE INTERNATIONALE:

Ricoh, le bon géant du Japon. Connue (et aimée) par des centaines de millions de personnes à travers le monde. Elles prennent des photos et des films avec nos excellents appareils, portent nos montres toujours exactes, et utilisent notre matériel de bureau à la pointe du progrès. Au Moyen-Orient, dans les pays d'Afrique et dans les deux continents d'Amérique. Tous choisissent Ricoh pour sa qualité. Ce qui se fait de mieux pour le prix le plus raisonnable. Voilà notre philosophie. Maintenant nous voulons nous faire des amis en Europe.

Car nous pensons que ce que nous offrons vous plaira aussi.

Essayez nos produits et n'ayez pas peur. C'est seulement chez vous que nous sommes petits.

RICOH
LE BON GÉANT DU JAPON



Ricoh Nederland B.V., Alpen Rondweg 102, P.O. Box 114, 1180 AC Amstelveen, Holland.
Ricoh Company Ltd., 15-5, 1-Chome, Minami-Aoyama, Minato-ku, Tokyo 107, Japan.

مركز من الملائكة

LES MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

NOUVELLES DES BOURSES

BOURSE DE PARIS - 8 AVRIL

Indice	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Cote	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Volume	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Dividende	1000	2000	3000	4000	5000	6000	7000	8000	9000	10000
Indice Rendement										

S DES SOCIÉTÉS

MENTAL

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 8 AVRIL

Repli sans affaires

Dans un marché resté en grande partie désemparé, les investisseurs traditionnels, les actions françaises ont, comme on pouvait s'y attendre après la chute de New-York (voir ci-contre), assez sensiblement baissé. L'indice Cote a terminé en repli de 1 % environ.

Les comparatements se sont révélés très irréguliers, et si le nombre de valeurs de ce jour, supérieur à celui des hausses, les unes et les autres se sont réparties à peu près équitablement dans tous les secteurs de la cote. L'agro-alimentaire a cependant payé un lourd tribut. Les Raffineries de Saint-Louis et la B.S.N.-Gervais Danone subissent les plus nets replis de la séance (- 5 % chacun). Les Presses de la Cité et Lafayette ont perdu 4 %, tandis que Bessol et Cie Française des Pétroles (action) a chuté de 3,5 %.

A noter encore les replis de Bégghin, Creusot-Loire et Moulinex (- 3,5 % en moyenne).

Aux chapitres des hausses, seules celles de Locindus (+ 4,5 %), Rouffle Colas et La Hérisse (+ 2,5 %) méritent d'être signalées.

Aux valeurs étrangères, un peu mieux traitées globalement, les mines d'or ont enregistré un sensible redressement.

Il est vrai que, conformément à la tendance internationale, les cours du métal ont nettement monté. Le lingot a ainsi gagné 4 650 francs à 16 500 francs, soit 525,60 dollars l'once, contre 518,80 dollars mardi midi à Londres (cours précédent : 485,75 dollars). Le napoléon, qui réagit toujours avec quelque retard, a néanmoins progressé de 9,50 francs à 670 francs. A noter qu'à l'instar des actions les affaires sont restées maigres sur le métal jaune (chiffre d'affaires estimé à 1 milliard de francs contre 31 millions).

LONDRES

CALME ET IRRÉGULIER

Le Stock Exchange est très calme, et les valeurs industrielles irrégulièrement mûries à Londres. Les pétroles d'ailleurs, tandis que les mines d'or remontent en liaison avec les cours du métal.

(En nouvelles) clôture 618,48 contre 618,75

NEW-YORK

Profonde rechute

A l'issue d'un week-end exceptionnel de trois jours (Wall Street était clos vendredi 4 avril), le marché américain a ouvert ses portes sur une très forte baisse mardi 7 avril.

Les échanges sont restés assez maigres (22,13 millions d'actions traitées contre 27,87 millions), mais l'indice Dow Jones, déjà en repli de 3,07 points jeudi, a terminé cette séance à 788,54, soit une chute de 15,79 points.

Sur 1 886 valeurs cotées au Big Board, 1 238 ont baissé, 334 ont légèrement progressé et 313 sont restées pratiquement inchangées.

A forte hausse des prix de gros (+ 1,4 %) annoncée vendredi et la grave des transports new-yorkais ont provoqué une mauvaise impression autour du Big Board. Mais c'est la rupture totale des relations diplomatiques avec l'Iran qui inquiète le plus les opérateurs.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CREDIT FONCIER IMMOBILIER. — Le bénéfice net de l'exercice 1979 s'est élevé à 65,50 millions de francs contre 62,50 millions de francs en 1978. Le dividende global a été fixé à 10,95 F, contre 9,90 F.

LABO-INDUSTRIE. — Bénéfice net consolidé de l'exercice 1979 : 24,4 millions de francs contre 24,8 millions en 1978. Dividende global : 13 F, contre 12,50 F.

GOULET-TURPIN. — Bénéfice net de l'exercice 1979 : 7,43 millions de francs. Dividende global : 12 F.

CREDIT CHIMIQUE. — Bénéfice net consolidé de l'exercice 1979 : 24,4 millions de francs contre 24,8 millions en 1978. Dividende global : 13 F, contre 12,50 F.

COMPAGNIE FINANCIERE ET INDUSTRIELLE DES AUTOMOBILES (COFIDEUR). — Emission d'un emprunt de 400 millions de francs par 300 000 obligations de 2 000 F portant intérêt de 14,80 % et amortissement par annuités de 1980 à 1985.

LE DEVELOPPEMENT REGIONAL (UNICREDIT). — Emission de 150 000 obligations de 2 000 F à taux variable de 12,50 % à 14,80 %.

RAI EQUIPEMENT. — Emission d'un emprunt de 300 millions de francs (obligations de 2 000 F) à 14,80 % amortissable en dix ans.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES	base 100 = 29.04.1975
Indice Cote	788,54
Indice SBF 125	102,5
Indice SBF 250	103,4
Indice SBF 400	103,4
Indice SBF 600	103,4
Indice SBF 800	103,4
Indice SBF 1000	103,4
Indice SBF 1200	103,4
Indice SBF 1400	103,4
Indice SBF 1600	103,4
Indice SBF 1800	103,4
Indice SBF 2000	103,4
Indice SBF 2200	103,4
Indice SBF 2400	103,4
Indice SBF 2600	103,4
Indice SBF 2800	103,4
Indice SBF 3000	103,4
Indice SBF 3200	103,4
Indice SBF 3400	103,4
Indice SBF 3600	103,4
Indice SBF 3800	103,4
Indice SBF 4000	103,4
Indice SBF 4200	103,4
Indice SBF 4400	103,4
Indice SBF 4600	103,4
Indice SBF 4800	103,4
Indice SBF 5000	103,4
Indice SBF 5200	103,4
Indice SBF 5400	103,4
Indice SBF 5600	103,4
Indice SBF 5800	103,4
Indice SBF 6000	103,4
Indice SBF 6200	103,4
Indice SBF 6400	103,4
Indice SBF 6600	103,4
Indice SBF 6800	103,4
Indice SBF 7000	103,4
Indice SBF 7200	103,4
Indice SBF 7400	103,4
Indice SBF 7600	103,4
Indice SBF 7800	103,4
Indice SBF 8000	103,4
Indice SBF 8200	103,4
Indice SBF 8400	103,4
Indice SBF 8600	103,4
Indice SBF 8800	103,4
Indice SBF 9000	103,4
Indice SBF 9200	103,4
Indice SBF 9400	103,4
Indice SBF 9600	103,4
Indice SBF 9800	103,4
Indice SBF 10000	103,4

BOURSE DE PARIS - 8 AVRIL - COMPTANT

VALEURS			% du nom	% du coupon	VALEURS			Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS			Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS			Cours précéd.	Dernier cours
3 %			38		1 085	S.P.E.	288	79	294	2	Lacanal Immo.	318		318	1	Immoinvest	157		157
5 %			48		89	S.A.F.	558		558	129	Lax-Expansive	129		129	59	Cl. Lysa. Imm.	131		131
5 %	smart 45-54		71		1 414	Assurance Banque	385		385	171	Lacanal Immo.	171		172	50	U.F.I.M.E.	112		112
5 1/4 %	1983		71		1 086	Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		112
						Assurance Banque	385		385	171	Ly. Imp. M. G.	176		176	18	U.F.I.M.E.	112		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE DÉBAT SUR L'ÉCOLOGIE : « L'illusion que toujours plus c'est toujours mieux », par Pierre Sermet ; « D'autres technologies », par Marie-Françoise Labey ; « Chemin d'espérance », par Philippe Solat-Marc ; « Pour une écologie bleue comprise », par Dominique Van Egmont-Florian.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT

4-5. AMÉRIQUES — La situation des réfugiés cubains à l'ambassade du Pérou.

6. AFRIQUE

ALGÉRIE : Une manifestation d'étudiants en faveur du droit à l'existence de la culture berbère est réprimée avec brutalité.

7. ASIE

INDE : en proie à une vive agitation depuis sept mois, l'État de l'Assam est déclaré « zone de troubles » et soumis à une législation d'exception.

8. EUROPE

— La défense des droits de l'homme en Union soviétique.

9. DIPLOMATIE

LIBRES OPINIONS : « L'Etat contre la Nation », par Maurice Girard.

— Un rapport du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe.

POLITIQUE

9. La session parlementaire de printemps, à trois mois de l'élection présidentielle.

SOCIÉTÉ

12. POINT DE VUE : « Liberté, sécurité, contrôle d'identité », par J.-P. Degas Desgranges, Gilbert Estève et Bernard Leroy.

13. ÉTRES

Rencontre à Milan avec Stendhal.

14. ÉDUCATION

Dans l'Inde-et-Laïre le transfert du lycée de Loches à la périphérie divise les habitants.

15. SPORTS

ALPINISME : bilan hivernal dans le massif du Mont-Blanc.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

15. Quarante ans de Bourbaki, le célèbre mathématicien est toujours immortel, mais il a vieilli.

17. ACTUALITÉ MÉDICALE : le tabagisme.

CULTURE

18. PHOTO : Mme Aveline, retrouvée.

INFORMATION « SERVICES »

22. MODE : belle peau, beaux cheveux.

ÉQUIPEMENT

29. TRANSPORT : sur la Manche, le succès de l'hydroptère de Boeing n'a pas porté préjudice aux lignes traditionnelles de car-ferry.

RÉGIONS

30. MIDI - PYRÉNÉES : Toulouse dans les nuages, fumées toxiques sur la ville rose, un métro léger, mais pas avant 1984.

ECONOMIE

31-32. SOCIAL : la chasse aux sorcières patronales ; les relations commerciales franco-bulgares.

33. ÉTAT-GENÈRE : les relations

commerciales franco-bulgares.

34. AFFAIRES : la préparation du

VIII^e Plan : comment maîtriser et faire accepter des bouleversements technologiques.

35. ÉNERGIE

RADIO-TELEVISION (21) : Annonces classées (28 à 29) ; Carnet (14) ; Météorologie (22) ; Mots croisés (22) ; Programmes spectacles (19 à 21) ; Bourses (27).

HEWLETT-PACKARD

HP 41 C
DISPONIBLE CHEZ
E.A.C.
Tél. 834-92-50
Livraison par nos soins

créez votre entreprise

à nous de vous fournir
SIÈGE SOCIAL
(de 30 à 300 F par mois)
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRÉTARIAT
et démarches administratives
ELICA
86 bis, rue du Louvre, Paris 2^e (tél. 296.41.12)

Le merveilleux charme de la relaxation

RELAX CENTER
6, rue de la Paix 75002 PARIS
Tél. 261-27-25
Ouvert tous les jours jusqu'à 22 h.

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS
ARGENT ET INOX
ORFÈVRE
Coutellerie 25 ans d'expérience
Réputation
FRANOR 70 R. AMELOT
75011 PARIS
Tél. 700.87.94 - Fermé le samedi
Catalogue gratuit sur demande

Formation permanente

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

APRÈS LA PRISE D'OTAGES DE HAUTE-GALILÉE

Jérusalem prépare une opération de représailles contre les Palestiniens au Sud-Liban.

Le président Giscard d'Estaing « partage l'émotion qu'a suscitée l'action terroriste, qui lui a paru particulièrement odieuse », contre le kibboutz israélien, M. Hodding Carter, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que le gouvernement américain « condamne fermement ce nouvel acte de terrorisme insensé ».

Dénonçant lui aussi l'attaque « brutale et injustifiée » lancée contre le kibboutz israélien, M. Hodding Carter, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que le gouvernement américain « condamne fermement ce nouvel acte de terrorisme insensé ».

A Jérusalem, selon notre correspondant, le gouvernement prépare une action de représailles contre les Palestiniens au Sud-Liban.

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël s'appuie à attacher les concentrations de fedayin au Liban, à la suite de la prise d'otages meurtrière du lundi 7 avril par un commando palestinien qui, au kibboutz Misgav-Am, en Haute-Galilée, s'est soldée par la mort d'un enfant, du secrétaire du kibboutz, d'un soldat israélien et des cinq assaillants. L'opération a fait en outre seize blessés : quatre enfants, un civil et onze soldats.

Selon la radio, M. Ezer Weisman, ministre de la défense, précisa les divers projets d'opérations et examina leurs répercussions sur les relations d'Israël avec l'Egypte et les Etats-Unis. Le journal Haaretz assure que les unités du Front de libération arabe, l'organisation de fedayin d'obédience irakienne qui est responsable de cet attentat, opèrent sous le commandement unifié de l'O.L.P. au Sud-Liban, dont la base avancée se trouverait à Nabatieh.

Le quotidien travailliste Davar, dans son éditorial, déconseille toute réaction passionnelle et inconsidérée. « Ce sont des considérations politiques qui doivent primer sur la volonté naturelle de punir. Toutes représailles que le gouvernement pourrait décider doivent être prises avec la plus stricte impartialité. Cela est encore plus vrai à la veille du sommet de Washington entre M.M. Begin et Carter. »

Pourquoi la censure en Israël. Les journaux ainsi que la télévision ont montré les images du jardin d'enfants attaqués, parsemés des cadavres des Palestiniens et de pompes déchirées.

Le commandement de l'armée a donné l'assaut des bâtiments lesquels se trouvaient des otages après avoir recueilli tous les renseignements nécessaires. « A aucun moment, au cours de l'échange de propos avec les terroristes, a-t-il été le chef de l'opération dans une conférence de presse. — nous n'avons eu l'intention de céder. Il n'y avait pas de négociations, et nous n'avons pas cessé de répéter ce qu'ils voulaient. » Les fedayin avaient demandé la libération de cinquante prisonniers palestiniens en échange de leurs otages et des enfants de deux à trois ans et un adulte qui se trouvait dans le bâtiment.

La presse se demande, ce mardi matin, comment un groupe armé jusqu'aux dents a pu déjouer tous les systèmes de sécurité très perfectionnés et s'infiltrer en Israël, sans éveiller l'attention. En réponse aux critiques adressées à la FINUL, la porte-parole de l'ONU a déclaré que rien ne prouve que le commando palestinien soit passé par le secteur contrôlé par les escadrons bleus. Il assure qu'il est traversé l'enclave chrétienne, placée sous l'autorité du commandant Hadad. « De tous membres, les milices du commandant Hadad, a-t-il ajouté, ne nous permettent pas de nous déployer comme nous le voudrions. C'est pourquoi il est impossible, aux hommes des Nations Unies, d'empêcher des infiltrations dans ce secteur. »

Les milieux proches du premier ministre soulignent que la prise d'otages de Misgav-Am a renforcé les arguments contre la création d'un Etat palestinien, car la nature « meurtrière » des organisations palestiniennes a été confirmée. Cependant, l'éditorialiste de

Le comité d'étudiants sioniste socialiste condamne « les actions terroristes de l'O.L.P. et dénonce les manœuvres diplomatiques engagées par ces derniers tendant à faire oublier qu'ils sont mis en application de la charte palestinienne qui consiste à purifier la Palestine de l'existence sioniste ».

Haaretz estime que l'attentat sera utilisé à travers le monde, et notamment par le président Sadate en visite à Washington, comme une preuve de plus du degré d'hostilité à Israël des Palestiniens, et il ajoute que le processus de paix ne pourra être suivi qu'en permettant à ceux-ci d'exercer leur droit à l'autodétermination.

Le député Meir Pail, du Sheti (travailliste de gauche), déclare que « cette attaque inhumaine prouve que les extrémistes des deux camps s'entendent mutuellement ». L'ambassadeur d'Egypte en Israël, M. Saad Mortada, a dit pour sa part : « Nous déplorons toute effusion de sang, qu'il s'agisse de sang arabe ou de sang juif. Nous comprenons aussi la détresse des Palestiniens qui ont recouru à de telles actions. » (Interim.)

Sur les marchés des changes

DOLLAR TRÈS FERME ET OR EN HAUSSE

Le dollar se retrouve, après le long week-end pascale, plus haut depuis juin 1978. A Paris, le dollar était coté en fin de matinée 4,5425 F (après avoir monté jusqu'à 4,5525 F) à Francfort, 1,97 DM (après être élevé jusqu'à 1,97 DM). Le DM est toujours proche de son plancher vis-à-vis du franc français (à 2,36 F). Le dernier bilan hebdomadaire de la Banque de France faisait, du reste, état d'une augmentation de près de 2,5 milliards de francs des avoirs en D.M., dus aux opérations de soutien de la Banque de France en faveur d'autres monnaies (dont les deux qui viennent d'être citées) du S.M.E. (système monétaire européen).

Dans une interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire « Bild am Sonntag », l'ancien président de la Bundesbank, M. Otmar Baumgartner, estime qu'en ce qui concerne le dollar, « les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de laisser la liquidité du monde entier s'écouler dans les banques étrangères. Les Etats-Unis doivent être réintégrés dans le système monétaire mondial. »

Et d'ajouter : « Si l'on compare l'évolution du pouvoir d'achat en deutchmarks et en dollars depuis le début de 1976, le dollar devrait atteindre aujourd'hui 1,70 DM, voire un peu moins. L'expérience montre que la force internationale d'une monnaie est toujours, à long terme, le reflet de sa force interne. Si l'administration Carter est incapable de maîtriser l'inflation, le vol en haute altitude de la devise américaine sera vite terminé. »

De son côté, le coprésident de la Deutsche Bank, M. Wilfried Goltz, estime que la R.F.A. vit « au-dessus de ses moyens » et que les emprunts auprès de l'Arabie Saoudite favorisent le « laxisme ».

La détérioration de la situation financière (sanctions de M. Carter et tension avec l'Irak) est probablement à l'origine de la remontée du D.M., dont le prix a cessé, à Londres, entre 915 et 923 dollars l'once (contre un prix coté de 485,75 dollars jeudi 3 avril après-midi).

En Europe, l'initiative de M. Davignon rencontre un écho très favorable de la part des industriels, notamment Philips et Thomson. Toutefois, parmi les Etats membres, l'Italie et la Grande-Bretagne seraient réticentes. La première a déjà mis en place un système draconien de contingentement, et l'on craint à Rome que l'accord communautaire ne soit moins favorable.

En Grande-Bretagne, on met en doute l'efficacité d'un tel accord. De fait, les firmes japonaises, qui ont racheté une bonne partie de l'industrie britannique de la radio-télévision et implanté de nombreuses usines

LA GUERRE AU TCHAD

L'intensité des combats a diminué à N'Djamena

L'accord de cessez-le-feu conclu grâce à la médiation du président du Togo, le général Eyadéma, devait en principe entrer en application ce mardi 8 avril à 12 heures (heure locale).

Dès mardi matin, une sorte de trêve semble s'être instaurée à N'Djamena. Les tirs avaient repris mardi, à l'aube, mais avec moins d'intensité, semble-t-il, que les jours précédents. Selon certaines indications, les forces armées, populaires (P.A.P.) de M. Goukouni auraient légèrement progressé dans le nord et le centre de la ville.

Des observateurs de quatre pays africains (Togo, Libéria, Cameroun et Nigeria) et de France (dont l'ambassadeur français au Tchad, M. Marcel Beaux) devaient être sur place, mardi, à N'Djamena, avec la charge de veiller au respect du cessez-le-feu.

L'actuel cessez-le-feu intervient après plusieurs précédentes tentatives infructueuses. Le premier, intervenu le dimanche 23 mars, trente-six heures après le début des combats, n'avait pas été respecté. Le second, prévu pour le samedi 29 mars, l'initiative de la Croix-Rouge internationale, pour permettre l'évacuation des blessés et des populations de la ligne de front, n'avait pas non plus été suivi d'effet, non plus que celui du dimanche 30 mars.

La Libye dénonce un « complot international »

A Paris, M. Mahamat Saleh Ahmat, ministre tchadien des Affaires étrangères, porte-parole des F.A.N., dont il est le commissaire aux relations extérieures, a rejeté sur la Libye la responsabilité des événements de N'Djamena. Précisant qu'il se trouve en France pour exposer le point de vue des F.A.N. « avec les autorités compétentes de l'opinion publique », M. Mahamat Saleh Ahmat a ajouté que le ministre tchadien de la Justice, M. Golo, qui était venu en France pour assister au nom du gouvernement tchadien, à la récente conférence ministérielle franco-africaine, « n'a pas le droit de parler au nom du gouvernement tchadien, car il est porteur d'un mandat contraire à l'intérêt de la Libye ».

Tout en se refusant à tout pronostic sur la composition du gouvernement qui sera formé après un cessez-le-feu, le ministre, arrivé à Paris samedi dernier, a affirmé que « les choses ne peuvent aller comme avant ».

De son côté, Radio-Tripoli a diffusé lundi un communiqué du ministère libyen des Affaires étrangères proclamant que la Libye « ne restera pas les bras croisés face aux dangers qui menacent le peuple tchadien et le continent africain ». « Lorsque le gouvernement provisoire du Tchad a entrepris de répondre à la rébellion armée de Hissène Habré, qui est appuyée par des forces extérieures, des initiatives dangereuses ont été prises », poursuit le communiqué. Il précise que « toute tentative pour écarter les Etats participants à la conférence de Lagos (Libye, Soudan, Cameroun, Niger, Nigeria) du règlement du conflit, ne fait que servir à appuyer la rébellion ».

La C.E.E. négocierait avec le Japon un accord d'autolimitation de ses ventes de téléviseurs en Europe

La Commission européenne envisageait de limiter les importations de téléviseurs japonais. Selon le Financial Times, le commissaire européen à l'Industrie, M. Stienne Davignon, négocierait avec le Japon un accord aux termes duquel les sociétés japonaises s'engageraient à ne pas augmenter le volume de leurs exportations de téléviseurs vers la C.E.E. pendant une période de cinq à sept ans. Le temps que l'industrie européenne se restructure et améliore sa compétitivité.

Ce vaste accord d'autolimitation à l'égard de la C.E.E. remplacerait les arrangements que chaque pays de la Communauté négocie annuellement avec les Japonais. Le Japon ne peut pas importer en France plus de quatre-vingt-sept mille TV couleur en 1980.

Une première rencontre a eu lieu le 10 mars entre les services de M. Davignon et les représentants japonais. Ces derniers se seraient déjà engagés — verbalement — à ne pas augmenter leurs exportations de TV vers la C.E.E. en 1980. Le projet est actuellement examiné par le gouvernement japonais, et il n'est pas impossible que Tokyo demande des contreparties dans d'autres secteurs.

En Europe, l'initiative de M. Davignon rencontre un écho très favorable de la part des industriels, notamment Philips et Thomson. Toutefois, parmi les Etats membres, l'Italie et la Grande-Bretagne seraient réticentes. La première a déjà mis en place un système draconien de contingentement, et l'on craint à Rome que l'accord communautaire ne soit moins favorable.

En Grande-Bretagne, on met en doute l'efficacité d'un tel accord. De fait, les firmes japonaises, qui ont racheté une bonne partie de l'industrie britannique de la radio-télévision et implanté de nombreuses usines

autre-Manche, sont déjà dans la ligne de front. Elles peuvent fabriquer les divers éléments d'un téléviseur en Asie du Sud-Est, les assembler en Grande-Bretagne et les vendre à l'intérieur de la C.E.E. — sous un label européen.

Le prochain sommet des neuf se tiendra les 27 et 28 avril à Luxembourg

Bruxelles (A.F.P.). — Le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des neuf pays de la Communauté aura lieu les 27 et 28 avril, à Luxembourg. Initialement prévu les 21 et 22 avril, la réunion avait été reportée en raison de la crise politique italienne et des désaccords existant en particulier quant à la contribution britannique au budget communautaire.

LA SANTÉ DU PRÉSIDENT TITO : RÉAPPARITION DES SIGNES DE PNEUMONIE

Belgrade (A.F.P.). — Le communiqué médical publié, le mardi 8 avril, à Ljubljana, sur la santé du président Tito, fait état d'une nouvelle aggravation. « Après plusieurs jours d'amélioration, et si dit, des signes d'inflammation pulmonaire se manifestent de nouveau. Les mesures nécessaires du traitement intensif se poursuivent. »

UNE DÉLÉGATION DE LA LIGUE DES COMMUNISTES DE YOUGOSLAVIE EN FRANCE

Belgrade (A.F.P.). — Une délégation de la Ligue des communistes de Yougoslavie (L.C.Y.) est arrivée, le mardi 8 avril, à Paris, à l'invitation du parti communiste français. Elle est dirigée par M. Bakali, membre de la présidence de la Ligue.

Durant leur visite de plusieurs jours, les communistes yougoslaves s'entretiendront avec leurs collègues français de la coopération entre la L.C.Y. et le P.C.F. [A l'instar des P.C. espagnol et italien, la Ligue des communistes de Yougoslavie a officiellement refusé de participer à la conférence des P.C. européens organisée fin avril à Paris par la paix et le désarmement. On peut supposer que cette question sera aussi à l'ordre du jour des discussions.]

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1980 a été tiré à 446 921 exemplaires.

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

LECTURE RAPIDE
une séance gratuite
les lundis soirs
Pour recevoir une invitation :
CEFAP
36 bis, rue du Louvre
Paris 2^e (tél. 296.41.12)
POSSIBILITÉ DE
DEPLACEMENTS EN PROVINCE

FORMATION PERMANENTE

A Toulouse

L'ANIMATRICE D'UNE ASSOCIATION D'AIDE AUX DÉTENUÉS INCARCÉRÉS

Mme Georgette Maleplate, cinquante-quatre ans, qui, après avoir été membre du Groupe d'information prisons (G.I.P.), est à Toulouse, animatrice du C.E.T., une organisation d'aide à la réinsertion des anciens détenus, a été inculpée samedi 5 avril de complicité d'attentat à main armée par M. Jean-Paul Cavailles, juge d'instruction à Toulouse. Elle a été incarcérée à la maison d'arrêt de Toulouse.

Cette affaire ne repose que sur une suite de coïncidences, affirme M. Marie-Christine Stelin, défenseur de Mme Maleplate. Et si, par chance pour elle, cette femme n'était pas connue de tous depuis des années, tout se passerait dans le silence. Depuis de nombreuses années, Mme Maleplate héberge des détenus en permission et à leur sortie de prison. « Tout s'est toujours bien passé », affirme Mme Stelin.

L'affaire a commencé vendredi matin 4 avril, peu avant 11 heures. Deux hommes se sont présentés à l'EPI, une petite agence de travail temporaire. C'était le jour de la paie, et ils ont voulu, sous la menace de leurs armes, s'en faire remettre le montant. Mais le directeur de l'établissement, qui avait eu le temps de sortir, est revenu avec une pelle. Il a assommé l'un des deux hommes, qui a pu être arrêté. L'autre s'est enfui.

Interrogé, le malfaiteur arrêté a indiqué qu'il était, tout comme son compagnon, hébergé par Mme Maleplate, et que l'affaire avait été évoquée en sa présence. De plus le mari de Mme Maleplate travaille à l'EPI ; il était donc au courant du jour de la paie. Enfin, peu avant la tentative de hold-up, Mme Maleplate, elle-même, est venue à l'EPI pour présenter un ancien détenu qui lui avait été recommandé par une personne de la prison, et auquel elle tentait de trouver un emploi.

Les défenseurs de Mme Maleplate déplorent que, « en dépit de ses garanties de représentation et de la présence de ses deux petits enfants, âgés de onze et douze ans, dont elle s'occupe actuellement, le juge d'instruction ait cru devoir la mettre en détention ».

DES FORCES COMMUNISTES PÉNÈTRENT AU SUD-LIBAN

Le mouvement de débrayages en France a été interrompu par la police du 8 avril pour protester contre la pollution du Rhin par les mines de potasse d'Alsace. Les manifestants avaient l'intention d'effectuer le trajet dans un autocar couvert de draps blancs, censés représenter les « montagnes » de sel déversées chaque année dans le Rhin par l'entreprise. Ils se rendront d'abord en Alsace puis à Paris, expliquant que le Rhin fournit l'eau potable qui utilise vingt millions d'Allemands et de Néerlandais et que 80 % des eaux servant à l'irrigation aux Pays-Bas sont prélevées dans le Rhin. — (Reuter.)

La grève sera sans doute écourtée chez British Leyland. — Cinq mille employés du constructeur d'automobiles britannique, à Cowley, ont voté le 8 avril, contre la grève prévue par leur syndicat (T.G.W.U.), pour protester contre l'application d'une augmentation de salaires de 5 à 10 %, fixée unilatéralement par le gouvernement. La consultation se poursuit dans les autres usines du groupe.

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1980